

1.40 F

Algerie, 1 Da; Maroc, 1.50 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 c.65; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
10 dr. irac.; Hongr., 45 fr.; Italie, 300 l.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 10 fr.; Pays-Bas, 2.75 fr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 12.50 esc.; Suède, 2.25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 60 cts Yorgistrie, 10 n. dir.

Tarif des abonnements page 38

5. RUE DES ITALIENS
75017 PARIS - CHOEUX 89
G.C.F. 6291-85 Paris
Rédex Paris no 890526
Tél. : 246-72-23

(Lire la suite page 35.)

EUROPE

Union soviétique

Les dirigeants des pays communistes se succèdent à Moscou pour fêter les soixante-dix ans de M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Lundi, M. Honnecker, mardi, M. Tiedeman, mercredi, M. Rauli Castro, jeudi, M. Gierek, vendredi, M. Kadar... Les dirigeants des pays frères se succèdent à Moscou pour rendre hommage, selon un protocole bien établi, aux mérites personnels de M. Leonid Brejnev et ajouter quelques nouvelles médailles à la collection personnelle du secrétaire général qui fête ses soixante-dix ans, dimanche prochain 19 décembre.

La célébration de l'anniversaire devait rester « modeste », confiaient-ils quelques semaines certains officiels soviétiques. Depuis dix jours, les cérémonies préliminaires consistent pourtant les seuls événements politiques « visibles » de la capitale soviétique. Chaque soir, pendant plus de trente minutes, à l'heure de la plus grande écoute, la télévision rend compte religieusement des rites de la journée. Le scénario est immuable : seuls changent le visiteur et le degré dans la flatterie et la flagornerie. M. Jivkov a pris une sérieuse avance sur ses concurrents en montant sur le même pied Lénine et M. Brejnev. Il est vrai que le premier secrétaire bulgare est un spécialiste du genre : il y a douze ans, en avril 1964, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Khrouchchev, M. Jivkov avait fait de même en désignant M. K. comme le successeur direct de Vladimir Ilitch. Une telle inflation verbale ne suscite même pas une apparence d'enthousiasme parmi les spectateurs. Seul M. Brejnev, les yeux mi-clos paraît tirer quelque satisfaction de la célébration de son culte. Mais ses collègues du bureau politique cachent mal leur ennui : M. Kossyguine a été surpris à plusieurs reprises par les caméras de télévision en train de bavarder avec ses collègues ou de contempler ostensiblement le plafond de la salle Vladimir où se déroulent les cérémonies. M. Podgorny lui courait régulièrement sur la main.

La lecture des journaux est tout aussi édifiante : la Pravda consacre sa « une » aux comptes rendus des cérémonies de la veille, avec photos traditionnelles à l'appui. L'intérieur du journal comprend, outre quelques messages de félicitations qui commencent à affluer, un grand article destiné à célébrer un aspect particulier de la personnalité du secrétaire général : un jour, c'est l'expert agricole qui est à l'honneur ; le lendemain, le brillant rejeton d'une « dynastie soviétique » ; le jour suivant, le combattant exemplaire de la seconde guerre mondiale. Ce vendredi 17 décembre, c'est le « combattant de la paix » dont on vante les mérites. Les autres journaux et revues ne sont pas en reste : partout M. Brejnev est l'actualité ; partout ses discours sont commentés avec adulation ; partout les films qui ont été tournés à son propos sont présentés comme de purs chefs-d'œuvre ; partout, ses biographies qui viennent d'être publiées sont chaudement recommandées à l'attention des lecteurs.

On s'étonne cependant en apprenant que nous ne sommes qu'à la phase préparatoire de l'opération qui doit culminer dimanche prochain. Contrairement à ce que les Soviétiques laissent entendre, il y a quelques jours encore, un grand banquet aura lieu le 19 décembre au Kremlin et tous les dirigeants des pays de l'Est devraient y assister, refaisant ainsi le voyage à Moscou. Les seuls communistes à ne pas s'être encore manifestés sont les dirigeants des pays occidentaux. On se souvient de leur embarras devant les manifestations du culte de M. Brejnev qui avaient éclaté en février-mars dernier. Le vingt-cinquième congrès du parti soviétique, il est vrai, qu'ils sont peu disposés à participer à des rites rappelant étrangement une période qu'ils voudraient croire révolue.

JACQUES AMALRIC.

Italie

POUR ÉTUDIER 5 MOYENS DE DÉFENDRE L'ORDRE PUBLIC

M. Andreotti convoque les secrétaires généraux des partis

De notre correspondant

Rome. — Une réunion exceptionnelle a lieu, vendredi 17 décembre, à Rome : le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, a convoqué les secrétaires généraux des six partis dits de l'« arc constitutionnel » (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, libéral et républicain) pour étudier avec eux les moyens de défendre l'ordre public.

Une telle inflation verbale ne suscite même pas une apparence d'enthousiasme parmi les spectateurs. Seul M. Brejnev, les yeux mi-clos paraît tirer quelque satisfaction de la célébration de son culte. Mais ses collègues du bureau politique cachent mal leur ennui : M. Kossyguine a été surpris à plusieurs reprises par les caméras de télévision en train de bavarder avec ses collègues ou de contempler ostensiblement le plafond de la salle Vladimir où se déroulent les cérémonies. M. Podgorny lui courait régulièrement sur la main.

La lecture des journaux est tout aussi édifiante : la Pravda consacre sa « une » aux comptes rendus des cérémonies de la veille, avec photos traditionnelles à l'appui. L'intérieur du journal comprend, outre quelques messages de félicitations qui commencent à affluer, un grand article destiné à célébrer un aspect particulier de la personnalité du secrétaire général : un jour, c'est l'expert agricole qui est à l'honneur ; le lendemain, le brillant rejeton d'une « dynastie soviétique » ; le jour suivant, le combattant exemplaire de la seconde guerre mondiale. Ce vendredi 17 décembre, c'est le « combattant de la paix » dont on vante les mérites. Les autres journaux et revues ne sont pas en reste : partout M. Brejnev est l'actualité ; partout ses discours sont commentés avec adulation ; partout les films qui ont été tournés à son propos sont présentés comme de purs chefs-d'œuvre ; partout, ses biographies qui viennent d'être publiées sont chaudement recommandées à l'attention des lecteurs.

On s'étonne cependant en apprenant que nous ne sommes qu'à la phase préparatoire de l'opération qui doit culminer dimanche prochain. Contrairement à ce que les Soviétiques laissent entendre, il y a quelques jours encore, un grand banquet aura lieu le 19 décembre au Kremlin et tous les dirigeants des pays de l'Est devraient y assister, refaisant ainsi le voyage à Moscou. Les seuls communistes à ne pas s'être encore manifestés sont les dirigeants des pays occidentaux. On se souvient de leur embarras devant les manifestations du culte de M. Brejnev qui avaient éclaté en février-mars dernier. Le vingt-cinquième congrès du parti soviétique, il est vrai, qu'ils sont peu disposés à participer à des rites rappelant étrangement une période qu'ils voudraient croire révolue.

ROBERT SOLÉ.

GASTON LEBRE

spécialiste de la coupe sur cheveux secs, adresse à sa fidèle clientèle ses Meilleurs Vœux pour l'année 1977

27, rue Saint-Sulpice Paris 6^e
325.16.64

OUVERT LE LUNDI • NOCTURNE LE MERCREDI • PARKING PLACE ST-SULPICE

Espagne

Le référendum du 15 décembre

M. SUAREZ : « victoire sans vainqueurs ni vaincus ».

Madrid (A.F.P.). — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, a déclaré jeudi 16 décembre, dans une allocution radiotélévisée, que les résultats du référendum du 15 décembre étaient « une victoire de l'Espagne, sans vainqueurs ni vaincus ». « Nous savons maintenant ce que désirent les Espagnols », a poursuivi M. Suarez, une « démocratie complète, un changement politique sans violence, et une coexistence cordiale des idées et des programmes politiques au service de toute la communauté nationale ».

Le chef du gouvernement a remercié les électeurs espagnols de leur vote favorable aux réformes qu'il a entreprises, mais rappelle que « rien ne serait aisé ». « Nous avons et nous aurons des problèmes et des difficultés de tous ordres, mais en suivant l'exemple du peuple espagnol, et avec son aide et sa participation, ainsi que celle des différents groupes et partis politiques, je suis convaincu que ces difficultés seront surmontées », a affirmé M. Suarez.

● M. Marcelino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières, le principal syndicat clandestin espagnol (de tendance communiste), a été arrêté jeudi 16 décembre, vers 19 heures, dans le quartier ouvrier de Getafe, près de Madrid, au cours d'une réunion avec des ouvriers d'une usine d'aéronautique. M. Camacho a été remis en liberté le même jour en fin de soirée, après vérification d'identité au poste de la garde civile du quartier. (A.F.P.)

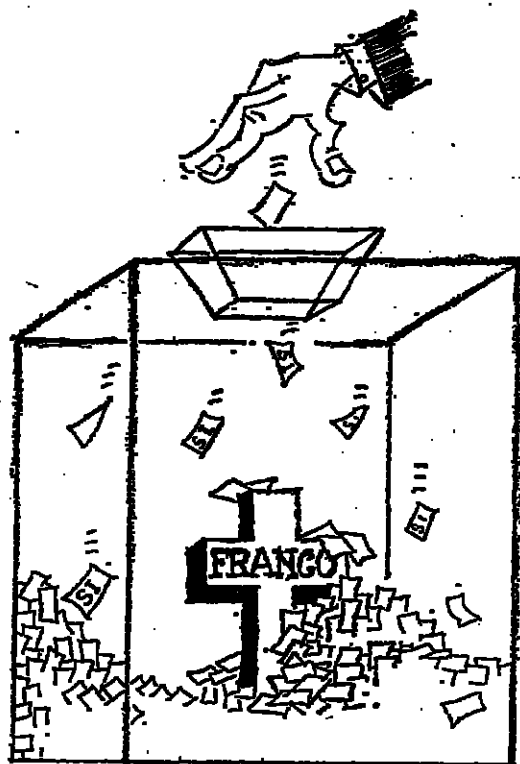
LES ESPAGNOLS RÉSIDANT EN EUROPE OCCIDENTALE SE SONT MASSIVEMENT ABSTENUS

Les Espagnols résidant dans les pays de l'Europe occidentale se sont massivement abstenus lors du référendum du 15 décembre sur la réforme politique. Le gouvernement de Madrid qui avait, pour la première fois, autorisé les Espagnols de l'étranger à voter, espérait que les suffrages seraient positifs. En fait, malgré une certaine propagande officielle, cette attente a été déçue.

On estime que le pourcentage moyen d'abstentions des Espagnols résidant en Europe occidentale est de 95 %. Sur les 661 000 Espagnols se trouvant actuellement en France, très peu ont voté. Moins de 5 % des inscrits selon des sources privées. Officiellement, les services de l'ambassade d'Espagne à Paris estiment, de leur côté, le pourcentage de votants à 8 %, faisant valoir que très peu de locaux ont été finalement installés pour permettre le vote des travailleurs immigrés.

Les évaluations sont identiques en République fédérale allemande, en Belgique, en Suisse ou aux Pays-Bas. En Suisse, des difficultés particulières dues à l'administration helvétique ont entravé le vote des Espagnols qui l'auraient souhaité.

Notre correspondant à Toulouse, Leo Palacio, nous confirme les très fortes abstentions enregistrées dans la région Midi-Pyrénées où près de 50 000 Espagnols sont installés à titre de travailleurs immigrés ou de réfugiés politiques.



(Dessin de CHENEZ.)

Selon « Diario 16 »

LE GOUVERNEMENT POURRAIT PROCLAMER UNE AMNISTIE TOTALE

Le gouvernement espagnol préparait un « décret d'amnistie totale » qui pourrait être rendu public, a annoncé, jeudi 16 décembre, le quotidien *Diario 16*, citant des « sources bien informées ». Cette mesure pourrait répondre aux exigences des ravis-seurs de M. Antonio Maria de Oriol, président du Conseil d'Etat, séquestré depuis le samedi 11 décembre. Ceux-ci ont menacé d'exécuter M. Oriol ce vendredi 17 décembre à moins qu'ils ne soient libérés. Les ravis-seurs politiques de gauche et d'extrême gauche dont ils ont demandé la libération ne sont pas envoyés en Algérie. Des contacts ont eu lieu à ce sujet entre les autorités espagnoles et algériennes.

D'autre part, les membres du commando qui a enlevé M. Oriol ont été reconnus par sa famille sur des photographies fournies par la police. Il pourrait s'agir de MM. Pio Moa Rodriguez, Rafael Alvarez Gomez, Abelardo Collado Araujo, José-Luis Gonzalez Zazo et Enrique Cardan Calista, appartenant pour la plupart au parti communiste reconstruit (maofiste).

● Trois attentats à la bombe ont endommagé deux relais de télévision et un relais de téléphone, jeudi 16 décembre, dans la province basque de Guipuzcoa. (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE

Le chancelier Schmidt sur la défense

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt n'a jamais cédé au lyrisme et personnellement n'attendait de sa déclaration gouvernementale qu'elle soit émaillée de grandes envolées. Le « réalisme prudent » pourrait caractériser son style. Cette fois, pourtant, son manque d'inspiration a surpris. Le ton monocorde et vaguement ennuyé avec lequel il a lu le 16 décembre un discours de deux heures et demi portait la marque des difficultés et des déceptions des derniers jours (voir nos dernières éditions du 17 décembre).

M. Schmidt, qui, à tort ou à raison, passe pour un homme énergique — par contraste avec M. Brandt, jugé indolent — est apparu sur la défensive. Non seulement il a estimé nécessaire de s'expliquer d'abord sur le faux pas commis la semaine dernière avec le blocage des retraites, mais sa déclaration a paru aussi comme une justification parfois maladroite des sacrifices annoncés, alors que pendant des mois le gouvernement avait voulu persuader les Allemands que tout allait bien pour eux et qu'ils devaient s'estimer heureux de vivre ici plutôt qu'ailleurs.

La crainte des idées nouvelles

La déclaration gouvernementale visait deux objectifs : présenter le programme d'action du gouvernement pour la législature qui commence, et faire oublier ce que le chancelier lui-même a appelé une « crise de confiance » dans la coalition. Sur le premier point, M. Schmidt est resté fidèle à lui-même en insistant sur les aspects positifs de la situation allemande : la reprise économique se confirme, la hausse des prix est modeste, les investissements augmentent, le chômage diminue, les résultats des entreprises s'améliorent, la capacité concurrentielle de l'industrie est bonne, la R.F.A. est en mesure de venir en aide aux autres pays touchés par la crise, et elle le fera parce que c'est dans son propre intérêt. A condition, toutefois, que ses partenaires fassent les mêmes efforts de stabilité qu'elle-même.

Pour les années à venir, on cherchait en vain une grande idée, un vrai dessein qui dépasse le seul souci de corriger une injustice criante ou d'améliorer une situation sectorielle. La prise de position est donnée à la solution progressive des problèmes intérieurs. L'accent est mis sur ce qui peut être réalisé et financé dans un cadre donné qu'il n'est pas question de modifier. Le rétablissement

du plein emploi est déclaré prioritaire, mais le gouvernement refuse une relance globale de l'économie.

Les idées un peu nouvelles contenues dans la plate-forme électorale du S.P.D. ne se retrouvent pas dans le discours du chancelier. La déclaration oblige des investissements qui ne devraient permettre une « politique structurelle », transformée en une simple « lutte sectorielle » confiée aux tutus d'études économiques. La même prudence prévaut sur la coopération internationale. Les Etats-Unis et l'Amérique, la France, M. Schmidt a mis l'accent qu'il attache au développement, sans toutefois indiquer si la R.F.A. était prête à avoir des propositions pour sortir l'impasse des négociations de Vienne. Le dialogue avec les pays sous-développés devient un souci prioritaire du gouvernement, mais pour le chancelier s'agit plus d'« assurer la stabilité de l'économie mondiale » que d'instaurer un nouvel ordre mondial.

« Notre démocratie a besoin de plus de liberté et de plus de solidarité », a-t-il déclaré. Ce mot d'ordre de la politique allemande prend en compte à la fois conceptions du parti libéral, celles du parti social-démocrate. Sur la scène internationale, il donne du soutien à l'action gouvernementale et fait oublier les hésitations, maladroites, les échecs des derniers jours ? C'est probable.

La S.P.D. est encore sous le choc de la démission de M. Arer, ministre du travail depuis 1971, qui a refusé de participer à la nouvelle équipe pour le 16 décembre. Son départ n'annonce certes pas la rupture entre les syndicats et le pouvoir. Il témoigne toutefois du mécontentement qui règne chez les nombreux socialistes-démocrates pas seulement de ceux qui se classent à gauche. Le chancelier se voit reprocher d'avoir entravé les négociations avec les libéraux avant d'avoir défini une stratégie et de s'être ainsi laissé imposer des orientations difficilement acceptables par son parti. Un commentateur de la télévision allemande qui ne passe pas pour un partisan de la coalition résume ainsi la situation : « partenaire est plus exigeant, S.P.D. se fait plus pressant, l'opposition n'est pas loin de la majorité et les crises sont vides. Le raccourci est à peine exagéré ».

DANIEL VERNET.

Grande-Bretagne

Des référendums sur la dévolution des pouvoirs auront lieu en Ecosse et au Pays de Galles

De notre correspondant

Londres. — Cédant à la pression d'un nombre croissant de parlementaires, travaillistes aussi bien que conservateurs, le gouvernement de M. Callaghan a annoncé jeudi soir 16 décembre que les Ecosseis et les Gallois pourraient décider par référendum s'ils acceptent le principe d'une dévolution de pouvoirs à leur province.

Cette concession a contribué à la victoire du gouvernement qui, après quatre jours de débats, est parvenu à faire approuver son projet prévoyant la création d'assemblées élues à Edimbourg et à Cardiff. La Chambre des communes a approuvé les grandes lignes du projet par deux cent quatre-vingt-deux voix contre deux cent quarante-sept.

Une dizaine de travaillistes ont voté contre le gouvernement. En revanche, cinq députés conservateurs ont refusé de suivre les instructions de leur parti, qui condamne le projet gouvernemental. Tout en soutenant le principe d'une assemblée écossaise, une trentaine d'autres Tories favorables à la dévolution, parmi lesquels se trouve l'ancien premier ministre M. Heath, ont choisi de s'abstenir.

M. Callaghan avait laissé à un ministre de second rang, M. John Smith, le soin d'annoncer la décision gouvernementale. M. Smith a seulement indiqué que les populations d'Ecosse et du Pays de Galles seront consultées après le référendum.

République d'Irlande

● M. GARRETT FITZGERALD, ministre irlandais des affaires étrangères, a signé, jeudi 16 décembre, à Moscou, un accord de coopération avec l'Union soviétique en matière économique, industrielle, scientifique et technique. C'était la première fois qu'un ministre irlandais se rendait en U.R.S.S. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies le 29 septembre 1972. (A.F.P.)

vote par le Parlement du projet de dévolution, mais avant qu'entre en vigueur.

Bien des questions restent suspendues. Demanda-t-on à Ecosse et aux Gallois s'ils souhaitent une indépendance totale par rapport au Royaume-Uni ? Les partis nationalistes ne manquent pas d'exploiter le référendum en ce sens. Il n'est cependant pas certain qu'ils souhaitent voir poser clairement le problème d'une rupture éventuelle avec Londres. — J.W.

Grèce

L'EXTRÊME DROITE MANIFESTE A L'OCCASION DES OBSÈQUES DU CAPITAINE MALLIOS

Athènes (A.F.P.). — Quelques mille personnes ont assisté jeudi matin 16 décembre, à Athènes, aux obsèques du capitaine de police Evangelos Mallios, assassiné à Athènes dans la nuit de mardi mercredi par l'organisation terroriste de l'Ecole polytechnique (1973).

A l'issue de la cérémonie, des cortèges composés de manifestants d'extrême droite se sont formés et ont parcouru le centre de la capitale grecque aux cris de « Mallios vit dans nos cours ».

Quatre journalistes grecs ont été molestés par les manifestants et transportés à l'hôpital, souffrant de fractures. Les policiers de la brigade anti-émeute ont dispersé les cortèges. Considéré comme un des plus sauvages dictateurs lors du régime dictatorial, le capitaine Mallios était en liberté provisoire lors de son assassinat. Le fait part annonçant sa mort indiquait qu'il a été assassiné lâchement par les « anarchistes-communistes ».

AFRIQUE

Etat-Uni

dirigeant la délégation aux Nations unies

Charles-Louis

bourreau de

هنا من الأمل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter annonce de nouvelles nominations
In Noir dirigera la délégation américaine aux Nations unies

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue à Plains, son village natal, M. Jimmy Carter a annoncé, le jeudi 16 décembre, trois nouvelles nominations, dont aucune ne concerne son cabinet proprement dit. Le professeur Zbigniew Brzezinski (1) sera à la Maison Blanche le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, fonction que M. Kissinger occupa de 1969 à août 1973, date à laquelle il fut promu secrétaire d'Etat. M. Charles Schultz devient président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche. Enfin, le représentant Andrew Young, un Noir de Géorgie, est désigné comme chef de la délégation des Etats-Unis auprès de l'ONU. M. Carter a déclaré qu'il le considérait non comme un simple ambassadeur, mais aussi comme un membre de son cabinet.

(1) Le Monde du 4 novembre a publié le portrait de M. Brzezinski.

PORTRAITS

Andrew Young : Un noir œcuménique

La Nouvelle-Orléans, où il naquit le 12 mars 1922, Atlanta, Washington, New-York : tel est l'itinéraire ascendant suivi par l'homme que M. Carter vient de choisir pour, après confirmation de sa nomination par le Sénat, représenter les Etats-Unis à l'ONU, M. Andrew Young.

Il est vrai que le futur ambassadeur américain n'est pas, comme M. Carter le laisse volontiers entendre de lui-même, « pur de race ». Son père était dentiste à La Nouvelle-Orléans, ville qui — à cause de son passé créole — compte toujours une bourgeoisie noire fort évoluée, et, pendant un temps, reconnue et acceptée par la société locale. Le jeune Andy (diminutif d'Andrew) fit ses études dans la capitale fédérale, à l'université noire Howard. Quand il se sentait une vocation sacerdotale, il ne retourna pas dans le Sud mais fréquenta le séminaire de théologie de Hartford, dans le très yankee Connecticut, qui, comme l'Union Theological Seminary de New-York, se place au-dessus des infinies variations du protestantisme américain. Il reçoit, cependant, l'ordination d'un de ses ramesaux les plus anciens et les plus distingués, l'Eglise unitaire du Christ : avec une appellation qui se veut ouverte, celle-ci regroupe les fidèles de la tradition puritaine et réformée (au sens européen).

Il exerce ensuite son ministère dans diverses paroisses de Géorgie et de l'Alabama, mais le soul des âmes le conduit tout naturellement à participer au grand mouvement des droits civiques qui va bientôt prendre un essor décisif. De 1957 à 1961, il dirige les activités de jeunesse du Conseil national des Eglises. Il se retrouve aux côtés du pasteur Martin Luther King, qui en fait un de ses adjoints à la direction de la Southern Christian Leadership Conference (S.C.L.C.), confédération de tout un réseau d'organisations noires plus ou moins importantes vouées à la revendication non violente.

Les talents de négociateur

ALAIN CLEMENT.

M. Charles-Louis Schultz un bourreau de travail

Dans le jargon administratif américain, Charles-Louis Schultz est qualifié de « drogué » du travail. « Charlie », comme ses amis l'appellent familièrement, est capable d'abattre régulièrement dix-huit heures de travail par jour.

Comme tant d'autres, M. Schultz a mené parallèlement une double carrière de professeur et d'administrateur. Etudiant, puis professeur à l'université du Maryland, il travailla à partir de 1952 au conseil économique présidentiel, qu'il quitta en 1959 pour l'université d'Indiana, avant de revenir enseigner dans le Maryland. Un an plus tard, il est nommé directeur adjoint du bureau du budget. En 1965, le va-et-vient se précipite : en février, il quitte son poste et reprend ses cours à l'université. Le président Johnson le rappelle en juin pour succéder à M. Gordon, cette fois-ci comme directeur du budget. Réticent, « Charlie » finit par céder aux pressions du président, mais il obtient de lui de n'entrer en fonctions qu'après avoir achevé son cours à l'université.

Connu pour ses tendances keynésiennes, il met en pratique, en 1964, sa théorie dite du « surplus du plein emploi », qui consiste, en gros, à calculer le manque à gagner des projets budgétaires sur la base hypothétique d'un chômage ne dépassant pas 4 % de la population active.

A la même époque, il disait

HENRI PIERRE.

ASIE

Vietnam

Des travailleurs du Sud seront déplacés « pour cultiver les terres en friche » dans le Nord

Une partie de la population du Sud du Vietnam pourrait être appelée à s'installer dans le Nord pour réaliser les objectifs du plan quinquennal, qui prévoit une redistribution de la main-d'œuvre dès 1977, a annoncé jeudi 16 décembre le premier ministre, M. Pham Van Dong, devant le quatrième congrès du parti des travailleurs (P.C.) réuni à Hanoi. « Réaliser le plan quinquennal, c'est franchir la première étape vers un socialisme authentique. Nous devons mobiliser toute la main-d'œuvre, a dit le premier ministre. Des travailleurs du Sud seront déplacés pour cultiver des terres en friche. L'agriculture et l'industrie doivent être intégrées pour répondre aux besoins de la population. L'autre, et cette intégration doit se faire à tous les niveaux, ceux des campagnes, des provinces et des villes. Des unités industrielles seront installées dans chaque agglomération. »

Parmi les séquelles de la guerre qu'il faut faire disparaître, M. Pham Van Dong a cité notamment le déséquilibre de la balance commerciale (les exportations ne couvrant que 20 % des importations), une masse de chômeurs d'environ deux millions de personnes sur une population active de vingt-deux millions, des prix contrôlés, et une inflation galopante. « Le Vietnam réunifié », a-t-il conclu.

Toutefois, « le Vietnam réunifié

n'a pas les mains vides », a fait remarquer M. Pham Van Dong : « Il a des richesses encore inexploitées, un réseau de communications ferroviaires, routières et fluviales assez développé et un commencement d'industrie lourde (chantiers navals, cimenteries et aciéries). Il a d'autres part des relations économiques avec de nombreux pays, y compris ceux du monde capitaliste. »

En 1960, a poursuivi M. Pham Van Dong, la République socialiste du Vietnam devrait arriver à produire 21 millions de tonnes de céréales, couvrant les besoins des habitants et permettant de constituer des réserves. Mais il faut que la population ne dépasse pas cinquante-quatre millions d'habitants à cette époque, ce qui implique un taux de natalité inférieur à 2 %.

D'autre part, un officier de la sécurité militaire, M. Tran Quoc Hoan, a déclaré devant le congrès que des policiers de l'ancien régime de Saigon continuent de s'opposer au pouvoir, indiquant Radio-Vietnam captée jeudi à Hanoi.

M. Tran Quoc Hoan a ajouté que des efforts importants sont déployés pour mettre un terme aux activités des rebelles et qu'un vaste réseau d'informateurs a été mis en place pour les démasquer. — (A.P., A.F.P.)

Japon

Après l'annonce de la démission de M. Miki
M. Fukuda semble assuré de devenir premier ministre

De notre correspondant

Tokyo. — M. Miki, premier ministre, a officiellement annoncé vendredi 17 décembre, en conseil des ministres, son intention de démissionner pour assumer la responsabilité du recul du parti libéral démocrate (P.L.D.) aux élections du 5 décembre. Il a précisé qu'il laissait à la direction du parti le soin de choisir le nouveau président du P.L.D., qui, après une vote à la Diète, deviendrait premier ministre. Celui-ci sera désigné le 22 décembre, au cours d'une assemblée réunissant les parlementaires libéraux démocrates des deux Chambres. M. Miki a déclaré qu'il quitterait ses fonctions le même jour.

Comme il l'avait précédemment annoncé, M. Miki a présenté une proposition de réforme du P.L.D. Il estime que le parti a perdu la confiance populaire parce qu'il est dominé par l'argent et qu'il souffre de rivalités personnelles. A moins d'une « révolution interne », a-t-il précisé, le P.L.D. sera de plus en plus « isolé du peuple ». Le premier ministre a conseillé aux libéraux démocrates de modifier les règles de désignation du président du parti et de dissoudre les factions. Il a, d'autre part, insisté sur la nécessité de poursuivre l'enquête sur le scandale Lockheed.

Ces propositions sont davantage un vœu pieux qu'un impératif pour le successeur. Au demeurant, il n'est pas un des dirigeants du P.L.D. qui ne souscrive à de tels objectifs de réforme, bien qu'aucun jusqu'à présent n'ait jamais cherché à les réaliser. Le ton modéré de M. Miki prépare en fait une succession des pouvoirs plus facile qu'on ne pouvait s'y attendre ; M. Fukuda, ancien vice-premier ministre, semble désormais assuré de lui succéder. La faction de premier ministre, jusqu'à présent formellement opposée à la candidature de M. Fukuda, a en effet annoncé jeudi soir qu'elle suivrait la décision de la majorité. M. Nakasone, ancien secrétaire général du P.L.D. et chef de l'autre faction opposée à M. Fukuda, a également fait savoir qu'il soutiendrait sa candidature.

Des volte-face déconcertantes

Ces volte-face de dernière heure en faveur de M. Fukuda paraissent déconcertantes. En fait, lorsque sera connue la composition du nouveau gouvernement — auquel les membres de la faction Miki ont déjà annoncé qu'ils participeraient, si l'occasion leur en était donnée — il est vraisemblable qu'elles s'expliqueront plus aisément.

La seule hypothèse qui pèse encore sur M. Fukuda tient aux réserves que manifestent certains membres de la faction de M. Miki. « Nous soutiendrons F. Fukuda à condition que celui-ci procède aux réformes du P.L.D. préconisées par M. Miki. Si rien n'est fait en ce sens, nous nous réservons de reprendre notre liberté d'action », dit-on dans l'entourage du premier ministre.

En d'autres termes, la faction de M. Miki entend jouer de la menace de scission pour conserver une influence dans le prochain gouvernement.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● RICHARD OETIKER, âgé de vingt-cinq ans, a été libéré, le 16 décembre, contre paiement d'une rançon de 21 millions de marks. Il avait été enlevé deux jours avant. Son père est l'un des plus riches industriels de la R.F.A. et son groupe a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 3 milliards de marks. C'est le sixième enlèvement dont sont victimes, depuis 1971, des membres de familles réputées riches. Dans quatre cas les ravisseurs ont été appréhendés. — (A.F.P.)

Chine

● UN NEVEU DU PRESIDENT MOA, M. Mao Yuan-hin, aurait été tué lors de l'arrestation de Mme Chiang Ching et de ses proches « complices », le 7 octobre dernier à Pékin, selon des indications recueillies de sources chinoises très bien informées. Membre du comité central du parti, M. Mao Yuan-hin avait été critiqué par des affiches murales qui le présentaient comme la « main noire » de la veuve de Mao dans la région de Shenyang. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● GARY GILMORE, qui devait être exécuté le 17 janvier prochain pour le meurtre d'un employé d'hôtel, a tenté de se suicider une nouvelle fois, jeudi 16 décembre, dans sa cellule de la prison de Salt Lake City (Utah). Un porte-parole du centre médical universitaire, où il a été transporté, a indiqué qu'il était dans le coma après l'absorption de barbituriques. Mercredi, le tribunal de Provo (Utah) avait décidé que Gary Gilmore serait passé par les armes le 17 janvier. Gilmore avait aussitôt protesté et réclamé qu'on l'exécute dans les plus brefs délais ou qu'il soit libéré. Il estimait que le nouveau délai jusqu'à son exécution était un « cruel châtiment » et souhaitait expier rapidement ses crimes. Il y a un mois, le 16 novembre, Gary Gilmore avait déjà tenté de mettre fin à ses jours. — (A.F.P.)

Inde

● DOUZE METAYERS ont été tués et quarante-sept autres blessés, ces derniers semaines, par les hommes de main des propriétaires terriens au Bengale occidental, a annoncé, vendredi 17 décembre, le quotidien du P.C. pro-soviétique Patriot. — (A.F.P.)

● L'ETAT DE L'ORISSA est passé, jeudi 16 décembre, sous l'administration directe du gouvernement fédéral. Il avait été une personnalité du Parti du Congrès, Mme Manjini Satpathy, mais celle-ci était considérée comme étant proche du parti communiste pro-soviétique et hostile à l'influence politique croissante du fils du premier ministre, M. Sanjay Gandhi. — (U.P.I.)

Jamaïque

● M. MICHAEL MANLEY, PREMIER MINISTRE, chef du parti national populaire, qui a remporté les élections mercredi 15 décembre, a estimé,

jeudi 16 décembre, que le peuple avait « totalement rejeté les institutions selon lesquelles la Jamaïque se dirigeait vers le communisme ». M. Manley a également évoqué son projet de transformer en république l'ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1962, mais dont la reine Elizabeth est toujours la souveraine constitutionnelle. Le P.N.P. a obtenu quarante-huit des soixante sièges que compte le Parlement de l'île, contre douze au seul parti d'opposition, le parti travailliste jamaïcain. La participation a été de 79 %.

Lesotho

● LE REPRESENTANT DU LESOTHO AUX NATIONS UNIES a demandé, jeudi 16 décembre, une réunion urgente du Conseil de sécurité à la suite de la fermeture de sa frontière avec le Transkei par les autorités de ce territoire. Le gouvernement de Maseru rend l'Afrique du Sud responsable de cette situation. Pretoria chercherait ainsi à faire pression sur Maseru pour qu'il reconnaisse l'indépendance du Transkei proclamée en octobre dernier. — (A.F.P.)

Le cognac Gaston de Lagrange : les initiés ne s'y trompent pas.



Ceux qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon. Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait à la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de patience pour être apprécié.

Gaston de Lagrange. Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

OCÉAN INDIEN

Île Maurice

Les premières élections générales depuis l'indépendance ont été précédées par une campagne passionnée

Lundi 20 décembre, un million d'électeurs se rendront aux urnes à Maurice, où se déroulent des élections législatives générales, s'agit de la première insurrection depuis l'accession de l'île à la souveraineté internationale le 12 mars 1968 de la seconde depuis 1967.

rt-Louis. — M. Gaëtan Duval, sa campagne dans un quartier général installé à la hâte une villa de Curepipe-Road, il lui a dit : « Pour le moment, je règle le mille en compagnie d'une douzaine de jeunes collaborateurs qui disputent ses six voitures de et passent commande de biens (Avec Gaëtan, tous en 113), de cart-volants, de bal de banderoles. « Tous une ass », explique « Monsieur ». Le symbole du parti m. coq sur fond bleu ciel. Coq contre les Vampires », une affiche d'un meeting de Port-Louis. Les Vampires, les communistes. Coq Power, c'est un peu la ligue du coq gaëtan, dit Duval. Ce redoutable orateur, si jeune homme à la taille

un peu épaisse, vêtu de jeans et d'une chemise d'un flamboyant écarlate, est reparti à la conquête de l'île Maurice.

Il ne sera pas facile à M. Gaëtan Duval de retrouver les 45,4 % des voix qu'il obtint il y a neuf ans face à Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre, et surtout, à M. Paul Béranger, dirigeant du Mouvement militant mauricien (M.M.M.). M. Duval, à la tête de son Parti mauricien social-démocrate (P.M.S.D.), promet toutefois, dans son habituel style imagé, un « cyclone » en sa faveur. Sir Seewoosagur demeure, pour sa part, à la tête d'une coalition qui compte sur la fidélité des Hindous (la moitié des Mauriciens) et des musulmans (15 %). M. Béranger annonce, pour sa part, « la première rupture de Maurice avec le système capitaliste (...) ».

« C'est pour ou contre le M.M.M. », explique, en effet, M. Béranger, entre une visite au Militant, son quotidien, et une réunion syndicale. Attaché-cas, veste de cuir noir sobre et élégante, cet homme de trente et un ans, petites lunettes et moustache épaisse qui couvre le sourire, est l'ennemi commun, selon le quotidien de droite le Cernéen, où l'on évoque volontiers la lutte des classes, s'opposant sur un syndicat très cohérent, la General Worker's Federation, et inquiète en proposant « la nationalisation de 51 % des grandes compagnies hôtelières », celle de cinq usines sucrières et de leurs terres (sur un total de vingt et une), sans compter l'interdiction d'escalade des South African Airways, les touristes sud-africains étant ironiquement invités à « venir à la nage ».

M. Béranger, inquiet, non parce qu'il veut également nationaliser les docks du port et les transports publics, mais parce qu'il représente l'inconnue d'une équation mauricienne compliquée. En 1971, avant de passer huit mois en prison, « il avait la majorité des Mauriciens et 100 % des tra-

De notre envoyé spécial

vailleurs derrière lui », reconnaît M. Gaëtan Duval, en ajoutant aussitôt que ce n'est plus vrai aujourd'hui. Pourtant, le chef du M.M.M. est sûr de lui : « Nous rassurons : il y a eu trop de répression, de corruption, de communisme à la tête, c'est le seul thème qui peut avoir un écho, mais nous contre-attaquons systématiquement ». Du premier ministre, Sir Seewoosagur, il assure : « Le vieux remard est dans un chaos total ».

Les élections devaient avoir lieu en 1972, après une dure grève. À l'époque où M. Duval était encore le ministre des affaires étrangères de Sir Seewoosagur, ans. Le parti travailliste, au pouvoir avec le Comité d'action musulman, a fini par s'y résigner sans enthousiasme et a dû choisir dans ses rangs soixante-deux noms (le nombre des sièges à pourvoir) parmi quelque quatre cents candidats briguant la députa-

« Pourquoi nous font-ils cela à nous et pas aux autres ? », s'exclamait devant nous, au sortir d'une houleuse réunion du parti. Sir Harold Walter, ministre des affaires étrangères, « Je n'ai jamais vu cela depuis mon ma carrière ». Chez les Hindous, grand espoir électoral du parti travailliste, chaque « caste » — et d'abord, la caste intermédiaire — s'est inquiétée d'être « sous-représentée » parmi les candidats d'un parti qui résiste mal à l'usure du pouvoir, ce qui a provoqué une belle empoignade à la veille du 25 novembre, date limite de dépôt des candidatures.

Gaëtan Duval promet de garder les structures de gouvernement et de leur rendre un « dynamisme ». Sur la défense, Sir Seewoosagur et son parti travailliste divisent vanter les bienfaits de leur gestion. M. Béranger propose une refonte « radicale » sorte de « deuxième indépendance », et un programme de « démocratie économique ».

Les 1 865 kilomètres carrés de Maurice abritent près de neuf cent mille habitants, dont un

demimillion d'électeurs qui auront à choisir entre les candidats présentés par trente et un partis politiques. Huit journaux et une douzaine de meetings quotidiens alimentent la campagne électorale. Lundi, il va falloir choisir sur des listes uniques trois noms par circonscription. En dépit de la levée de la censure de presse, le 1^{er} mai 1976, et de l'interdiction des réunions en plein air, le 25 novembre, l'état d'urgence demeure toujours officiellement en vigueur dans un pays dont le premier ministre est le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine.

Sir Seewoosagur, M.M. Gaëtan Duval et Paul Béranger sont au moins d'accord sur un point : jusqu'ici, les règles du jeu ont été généralement respectées en dépit de la longueur de la campagne électorale. Le 20 décembre, à la tombée de la nuit, les scrutateurs scelleront les urnes et les transports de chaque circonscription pour une veille commune. Le ré-pouillement ne commencera que le lendemain matin.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Sir Seewoosagur Ramgoolam : le choix est entre le communisme et la démocratie parlementaire

Visiblement éprouvé par la campagne, Sir Seewoosagur Ramgoolam, soixante-seize ans, est assiégré par les solliciteurs, du chômeur au candidat à la députa-tion. Il nous reçoit pourtant avec son affabilité coutumière. « Nos succès ont profité à chaque des couches de la société mauricienne, et nous devons obtenir la majorité », nous dit-il. « Le parti travailliste représente tous les courants d'opinion, de l'extrême gauche à l'extrême droite, comme le Congrès indien, comme le parti socialiste fran-

çais. C'est un vieux parti, qui respecte la liberté d'expression et recherche un consensus, ce qui réclame davantage de temps et de discussions. Voilà pourquoi l'établissement d'une liste de candidats aux élections nous a pris du temps ».

Envisagez-vous, le cas échéant, une coalition avec le M.M.M. (Mouvement militant mauricien) ?

« J'ai voulu former une alliance avec le M.M.M., mais nous n'avons pas pu nous entendre. Cela aurait été mieux, dans un sens, car le M.M.M. aurait alors opté pour une attitude plus réaliste (...) Notre expérience précédente de la coalition, avec Gaëtan Duval, n'a pas été heureuse. Il m'a laissé tomber au mauvais moment et je lui ai alors demandé de se retirer du gouvernement. De toute façon, je veux remuer cette fois libre de tout engagement ».

Le problème central est la position extrémiste du M.M.M. Il est pour un gouvernement dirigé de l'extérieur. Les pays communistes utilisent un parlement comme un pion. À nos yeux, il s'agit d'une institution démocratique. Nous sommes favorables à des changements graduels et paci-

fiques. Les Mauriciens vont-ils se prononcer pour le communisme, comme à Cuba, ou pour une société parlementaire et démocratique ? Veulent-ils une dictature qui va les enrégimenter ?

« Estimez-vous, alors que vous présidez l'Organisation de l'unité africaine, qu'il convient de maintenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud ?

« Le commerce et la politique sont des choses différentes (...) Nous continuons d'agir comme par le passé. Nous sommes opposés à l'apartheid. Nous avons rompu nos relations commerciales avec la Rhodésie parce que des sanctions internationales avaient été décidées. Le jour où des sanctions internationales seront décidées contre l'Afrique du Sud, nous les appliquerons ».

Enfin, évoquant la visite que Mme Gandhi a faite dans l'île au mois d'octobre, le premier ministre nous déclare :

« Elle a observé une attitude neutre. Elle a fait très attention, dans ses discours, de ne rien dire qui puisse affecter la politique locale. Mais, bien entendu, elle est pour nous ».

J. C. P.

Démocratie et contestation

ans une zone du globe appa- rent vouée aux régimes nés et au système du parti us, l'île Maurice constitue véritable îlot de démocratie, cienne colonie britannique, en effet, dotée d'institu- tions directement héritées du mentarisme anglo-saxon, assemblée législative de Port- s, composées de soixante-dix bres, est le théâtre de dé- linés alors que la plupart Parlements d'Afrique, for- ceux-ci n'ont pas été pure- et simplement dissous, en cerdu jusqu'au souvenir. ante et un partis politiques arguant une clientèle élec- e de moins d'un demi-mil- de personnes. Les syndicats sent d'une large liberté de suivre. Enfin, il existe à rce une presse dont la té de ten contestée avec le ornement à peu près géné- le la presse africaine.

montée des tensions com- et pourtant quelque peu le exercice du jeu démocra- . C'est ainsi que, bien que gislature soit de cinq an- aucune élection n'a été ilée dans l'île depuis 1967. Seewoosagur Ramgoolam, ler ministre, reconduit régu- lément l'état d'urgence en quant l'impérieuse nécessité jette définitivement en ou- e plan national de dévelop- nt.

réalité, la situation écono- e de ce pays, dont 80 % des tes proviennent de l'expor- du sucre, est difficile. Les lts scolaires y sont fréquents novembre 1975, une sho- de grève générale pesa oment à Port-Louis. La cou- d'émigration à destination Europe ne parvient pas à rer un climat social très

litiquement, le régime actuel à la fois contesté sur sa e par M. Gaëtan Duval luita en décembre 1973 la ion gouvernementale, et sa gache, par M. Paul ger, chef de file du mou- militant mauricien. Re- nt ces deux adversaires, Seewoosagur a retardé le longtemp possible le ver- des urnes. Ce n'est que le sbre qu'il a prononcé la lution du Parlement — de huit années après la amation de l'indépendance rt-Louis. — Ph. D.

MINÉRAUX du monde entier

Saint Roy importateur

vend

exceptionnellement ex particuliers

USQU'AU 31 DÉCEMBRE

bits : 1, rue Paul-Cézanne (9)

éro Saint-Philippe-de-Roule

Ce livre est le cadeau le plus controversé de la fin d'année.

"Propos de Mauvais Goût"

Julien Cheverny

avec son humour corrosif balaie les idées reçues et les idoles homologuées

"du vitriol pur en 230 définitions"

éditions Ramsay

Marie-Martine week-end

78, rue des Saints-Pères - PARIS 7^e (Angle rue de Sèvres)

AVANT TRAVAUX met en

LIQUIDATION TOTALE

(par autorisation préfectorale [lot du 30/12/1976])

SES PRESTIGIEUSES COLLECTIONS "COUTURE SPORT"

les vendredi 17, samedi 18,

lundi 20 décembre

(et jours suivants)

Aperçu des Articles

PULLS cashmere, JUPES, VESTES, BLAZERS, CHEMISIERS-colo, PANTALONS, Etc...

SACRIFIÉS

Ouvert sans interruption de 9 h 30 à 19 heures

VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly vous offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence.

Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLÉ A VOTRE SERVICE

TOUTE L'ANNÉE

Envoyer votre carte de visite à

Monsieur Daniel FEAU

132, Boulevard Haussmann

75008 Paris. Tél : 261.80.40

D.FEAU appartements

Réalisation SOFAP

et SOGEPROM.



van Laack

rue Royale :

un nouveau

couturier

pour les femmes.

pour les hommes.

21, rue Royale

Paris

Calculateurs

Hewlett - Packard

Démonstration

Vente sur stock

A JAMARTINE

118, rue de la Pompe,

75016 Paris - Tél. 727.31.31

HEWLETT hp PACKARD



RIVES

LA GRANDE MAROQUINERIE

DE PARIS



Une prestigieuse collection de CROCODILE que vous ne pouvez ignorer

156, rue de Rivoli, 156

BOULEVARD METRO : LOUVRE

LA CUISINE "BOIS" A L'HEURE BRASILIA

à la Boutique du Brésil

43, Avenue Friedland Paris 75008
Tél. 359 22 10

Pour une cuisine en bois il faut un spécialiste.

Nos conseillers se feront un plaisir de vous recevoir ou de vous rendre visite.



Boulangerie

sans obligation d'achat de matériel
veuillez nous informer sur vos besoins.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

GARDE-MEUBLES BAILLY.

567.43.00

148 AV. DU MAINE 75014 PARIS

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. MANESCU

Le communiqué franco-roumain condamne la « politique de sphère d'influence »

Le communiqué publié à l'issue de la visite officielle en France de M. Manescu, premier ministre de Roumanie — qui devait quitter Paris au début de l'après-midi de ce vendredi — déclare notamment :

« La France et la Roumanie ont souligné que les principes énoncés dans l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe doivent être observés rigoureusement par chacun des Etats signataires vis-à-vis de tous les autres dans leurs relations mutuelles, indépendamment de leurs systèmes politiques et social, ainsi que de leur appartenance ou de leur non appartenance à des alliances militaires ou politiques. Elles sont conscientes que c'est la condition essentielle pour que soit pleinement garantie à chaque Etat la possibilité de se développer dans la sécurité, de choisir librement la

voie de son développement, à l'abri de toute atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale et de toute ingérence dans ses affaires intérieures. Elles voient dans ce libre développement de chaque Etat la condition primordiale d'une réalisation effective du processus de la détente. Elles considèrent que ce processus ne se réalisera avec succès que dans les conditions d'une participation de tous les Etats, dans la pleine égalité, à la vie internationale. Elles ont, dans cet esprit, réaffirmé leur conviction qu'un développement harmonieux et stable des relations internationales est incompatible avec la politique de sphère d'influence ainsi qu'avec le recours à la force ou à la menace de la force. » Les deux parties ont consacré une attention particulière à la situation en Europe. Elles ont souligné la nécessité d'une application rigoureuse et intégrale de toutes les

dispositions de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. (...) »

Le communiqué insiste sur la coopération économique qui a fait l'objet, pendant la visite de M. Manescu, de plusieurs accords. Le plus important a été conclu entre Citroën et les organisations roumaines. Des accords ont également été signés entre la Roumanie et Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Coprocid et Sadril-Cideco, portant, notamment, sur la sidérurgie. Ont été signées, enfin, deux conventions sur les investissements et la sécurité sociale. Le communiqué déclare que les deux pays « sont conscients de la nécessité d'efforts nouveaux et approfondis pour accroître l'ampleur et la qualité des échanges » en matière d'éducation, de culture et de science.

L'accord avec Citroën

La moitié des 130000 voitures construites en Roumanie seront vendues en Europe de l'Ouest

La société automobile Citroën a signé avec deux sociétés d'Etat roumaines un accord de coopération annoncé à l'occasion de la visite en France de M. Manescu, premier ministre roumain.

Cet accord prévoit la construction en Roumanie d'un complexe industriel destiné à fabriquer, dès la fin de 1979, 130 000 voitures par an et qui emploiera 7 000 salariés. Les véhicules produits seront des nouveaux modèles Citroën, spécialement conçus et dont le Roumain détiendra l'exclusivité de fabrication. La moitié des véhicules, soit environ 65 000 véhicules par an, seront commercialisés en Europe de l'Ouest par les réseaux de Citroën, la Roumanie assurant de son côté les ventes dans les pays du Comecon.

Cette opération sera effectuée dans le cadre d'une société d'économie mixte dont Citroën détiendra 36 % du capital (500 millions de francs). Au total les investissements et les dépenses prévues devraient s'élever à 2,5 milliards de francs. Le complexe comprendra une usine de mécanique, un atelier d'emboutissage et des installations de montage sur une surface totale de 250 000 m².

Dans un premier temps, Citroën fournira la conception du modèle, l'ingénierie, et assurera, en collaboration avec les sociétés

roumaines, la construction de l'usine. Dans ce cadre 350 millions de francs de machines-outils et d'équipements seront livrés par la France à la Roumanie. Dans un second temps, dès que l'usine de montage sera terminée, Citroën fournira, outre l'assistance technique, la quasi-totalité des éléments et des pièces nécessaires au montage des voitures. L'incorporation progressive d'éléments de fabrication roumaine au montage des voitures devra s'étaler sur une période de dix ans.

Avantages partagés

L'accord de coopération signé par Citroën avec la Roumanie est à plusieurs titres original. Jusqu'à présent, dans la plupart des accords de ce type signés avec les pays de l'Est par les constructeurs automobiles (Fiat et Renault notamment), ceux-ci se contentaient de concevoir les complexes industriels permettant de produire des voitures dérivées de leurs propres modèles. Aucune clause de commercialisation n'était prévue, ce qui avait conduit certains constructeurs (Fiat en particulier) à regretter leurs engagements, dans la mesure où ils voyaient revenir sur le marché européen des modèles concurrents leur propre production.

Cette fois, on est allé beaucoup plus loin. Il s'agit non plus d'une usine clé en main, mais « marchée en main ». Le contrat garanti à la firme du quai de Javel non seulement que ne lui sera pas créé à terme un concurrent, mais, en outre, qu'elle bénéficiera d'un nombre important de véhicules à commercialiser, sans avoir pour autant à supporter les investissements nécessaires à leur production. Les voitures roumaines, de conception nouvelle, compléteront à point la gamme Citroën, qui souffre, malgré l'apparition de la Lix, depuis plusieurs années, de l'absence d'une petite voiture, moins rustique que la 2 CV ou la Diane. On peut estimer, en outre, que les voitures seront fournies à Citroën à un prix très compétitif, le coût de la main-d'œuvre polonaise étant largement inférieur au coût français.

Enfin, l'accord permettra à Citroën de créer mille deux cents emplois nouveaux en trois ans : quatre cents emplois d'ingénieurs et de techniciens et huit cents emplois d'ouvriers nécessaires à la production des éléments de voitures montés en Pologne. La firme du quai de Javel affirme que le lancement de la nouvelle production entraînera en outre chez ses sous-traitants (fabricants de pièces) la création de deux

mille cinq cents emplois environ.

Pour la Roumanie, les avantages sont tout aussi importants. Elle bénéficiera d'un modèle nouveau exclusif, dont la commercialisation en Europe sera assurée par les réseaux d'un constructeur bien implanté. La production roumaine d'automobiles n'a atteint en 1976 que soixante-quinze mille véhicules, dont trente-cinq mille ont été exportés, modèles dérivés, pour l'essentiel, de voitures Renault. L'usine Citroën devrait lui permettre de multiplier sa production par 2,5 environ, pour devenir ainsi l'un des plus importants producteurs automobiles des pays de l'Est.

VERONIQUE MAURUS.

● Par acclamations, l'Assemblée des Nations unies a approuvé, mercredi 15 décembre, la recommandation prise à l'unanimité par le Conseil de sécurité en faveur de l'admission de Samoa occidentale (groupes d'îles dont la population s'élève à cent trente-sept mille habitants) à l'Organisation des Nations unies comme cent quarante-septième membre. Elle a, le même jour, adopté, à l'unanimité, une résolution créant une commission de trente-cinq membres chargée de rédiger une convention internationale contre les prises d'otages. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Liban

A Beyrouth

LES TROIS JOURNAUX PRO-IRAÏENS OCCUPÉS ACCUSENT LES SYRIENS

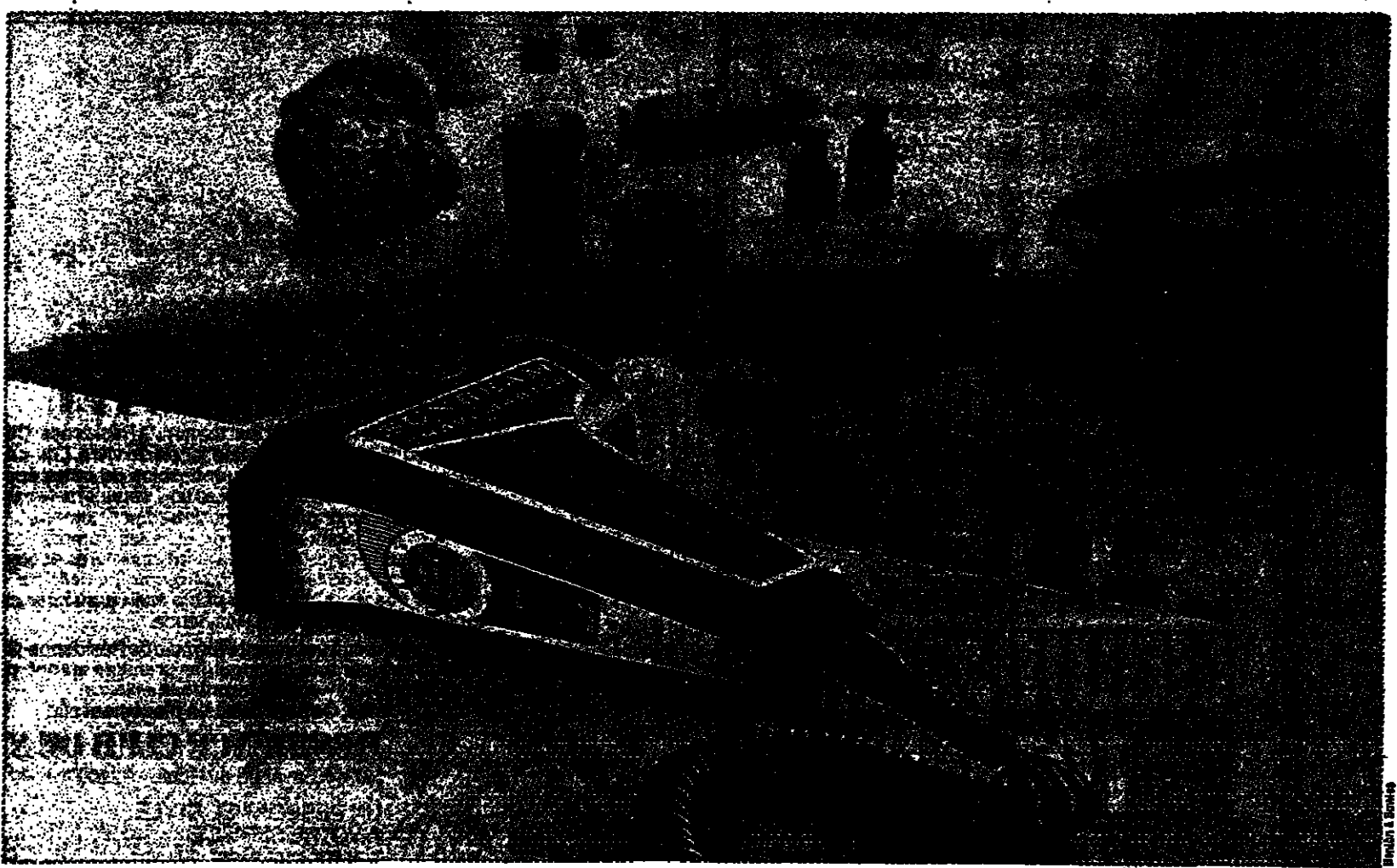
Beyrouth. — Les quotidiens libanais pro-iraïens *Mohawir*, *Beyrouth*, dont les locaux occupés depuis mercredi par des éléments armés (le Monde 17 décembre), ont été en v. jeudi 18 décembre, en certains points de Beyrouth-Ouest, de larges manchettes, les « journaux accusent les Syriens d'être responsables de ces opérations, dont a également été victime l'hédomadaire *pro-rien Al Dour*. Interrogé cette affaire, le premier ministre libanais, M. Salim Al Hoss, a déclaré : « La force arabe de soutien même son enquête, il s'agit de quoi nous prendrons mesures nécessaires pour que tels incidents ne se reproduisent plus. »

« Il est inconcevable que soldats syriens occupent d'être les journaux », a déclaré à l'Agence A.P.F. jeudi, le colonel Moham El Kholi, chef des services renseignements de l'aviation syrienne, à propos de l'occupation des trois journaux irakiens.

D'autre part, un accroch armé opposé depuis le début la soirée de jeudi, dans un cas de réingés de Beyrouth-Ouest des éléments du Front de libération à des membres l'organisation palestinienne syrienne Salka.

● L'attentat à l'aéroport Bagdad. — Une catastrophe aérienne a été évitée de justesse mardi 14 décembre par le commandant de bord d'un avion de ligne égyptien, assuré par l'équipe Damas-Bagdad à l'issue de l'aéroport syrien 35 min avant l'horaire prévu, annonçant jeudi un communiqué de l'ambassade d'Égypte à Paris. En effet, précise le communiqué, la valise chargée d'explosifs et embarquée avec les bagages quinze passagers qui ont à l'avion à Damas, a explosé à l'heure après l'atterrissage de l'appareil à Bagdad, tuant six personnes et en blessant dix autres.

On ne peut pas se réveiller tous les matins au George V, ni se faire servir du caviar au petit déjeuner. Mais tous les matins, on peut se raser avec le SM9 de Sunbeam.



Voici une liste de spécialistes chez qui vous trouverez le SM9.

Grands magasins : Bazar de l'Hôtel de Ville - Bon Marché - Darty - Galeries Lafayette - Frères Maudslayi - Nouvelles Galeries - Printemps - Samaritaine.
Spécialistes : 06 Nice : Boutiques du Rasoir - Clinique du Rasoir / 19 Troyes : Dufrenoy - Rasoir - Rasoir / 17 Carcassonne : Gollum - Rasoir / 22 Millon : Cella / 23 Metz : Cella / 24 Caen : Cella / 25 Sochaux : Super Rasoir / 26 Valence : Barthelemy / 27 Béziers : Rasoir / 28 Chartres : Rasoir / 29 Albi : Rasoir / 30 Nîmes : Rasoir / 31 Toulouse : Rasoir / 32 Bordeaux : Rasoir / 33 Marseille : Rasoir / 34 Montpellier : Rasoir / 35 Perpignan : Rasoir / 36 Narbonne : Rasoir / 37 Toulon : Rasoir / 38 Grenoble : Rasoir / 39 Clermont-Ferrand : Rasoir / 40 Metz : Rasoir / 41 Nancy : Rasoir / 42 Strasbourg : Rasoir / 43 La Roche-sur-Fon : Rasoir / 44 St-Nazaire : Rasoir / 45 Orléans : Rasoir / 46 Angers : Rasoir / 47 Agen : Rasoir / 48 Pau : Rasoir / 49 Bayonne : Rasoir / 50 Biarritz : Rasoir / 51 Pau : Rasoir / 52 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 53 Hendaye : Rasoir / 54 Bayonne : Rasoir / 55 Pau : Rasoir / 56 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 57 Hendaye : Rasoir / 58 Bayonne : Rasoir / 59 Pau : Rasoir / 60 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 61 Hendaye : Rasoir / 62 Bayonne : Rasoir / 63 Pau : Rasoir / 64 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 65 Hendaye : Rasoir / 66 Bayonne : Rasoir / 67 Pau : Rasoir / 68 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 69 Hendaye : Rasoir / 70 Bayonne : Rasoir / 71 Pau : Rasoir / 72 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 73 Hendaye : Rasoir / 74 Bayonne : Rasoir / 75 Pau : Rasoir / 76 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 77 Hendaye : Rasoir / 78 Bayonne : Rasoir / 79 Pau : Rasoir / 80 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 81 Hendaye : Rasoir / 82 Bayonne : Rasoir / 83 Pau : Rasoir / 84 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 85 Hendaye : Rasoir / 86 Bayonne : Rasoir / 87 Pau : Rasoir / 88 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 89 Hendaye : Rasoir / 90 Bayonne : Rasoir / 91 Pau : Rasoir / 92 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 93 Hendaye : Rasoir / 94 Bayonne : Rasoir / 95 Pau : Rasoir / 96 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 97 Hendaye : Rasoir / 98 Bayonne : Rasoir / 99 Pau : Rasoir / 100 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 101 Hendaye : Rasoir / 102 Bayonne : Rasoir / 103 Pau : Rasoir / 104 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 105 Hendaye : Rasoir / 106 Bayonne : Rasoir / 107 Pau : Rasoir / 108 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 109 Hendaye : Rasoir / 110 Bayonne : Rasoir / 111 Pau : Rasoir / 112 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 113 Hendaye : Rasoir / 114 Bayonne : Rasoir / 115 Pau : Rasoir / 116 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 117 Hendaye : Rasoir / 118 Bayonne : Rasoir / 119 Pau : Rasoir / 120 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 121 Hendaye : Rasoir / 122 Bayonne : Rasoir / 123 Pau : Rasoir / 124 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 125 Hendaye : Rasoir / 126 Bayonne : Rasoir / 127 Pau : Rasoir / 128 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 129 Hendaye : Rasoir / 130 Bayonne : Rasoir / 131 Pau : Rasoir / 132 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 133 Hendaye : Rasoir / 134 Bayonne : Rasoir / 135 Pau : Rasoir / 136 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 137 Hendaye : Rasoir / 138 Bayonne : Rasoir / 139 Pau : Rasoir / 140 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 141 Hendaye : Rasoir / 142 Bayonne : Rasoir / 143 Pau : Rasoir / 144 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 145 Hendaye : Rasoir / 146 Bayonne : Rasoir / 147 Pau : Rasoir / 148 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 149 Hendaye : Rasoir / 150 Bayonne : Rasoir / 151 Pau : Rasoir / 152 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 153 Hendaye : Rasoir / 154 Bayonne : Rasoir / 155 Pau : Rasoir / 156 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 157 Hendaye : Rasoir / 158 Bayonne : Rasoir / 159 Pau : Rasoir / 160 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 161 Hendaye : Rasoir / 162 Bayonne : Rasoir / 163 Pau : Rasoir / 164 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 165 Hendaye : Rasoir / 166 Bayonne : Rasoir / 167 Pau : Rasoir / 168 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 169 Hendaye : Rasoir / 170 Bayonne : Rasoir / 171 Pau : Rasoir / 172 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 173 Hendaye : Rasoir / 174 Bayonne : Rasoir / 175 Pau : Rasoir / 176 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 177 Hendaye : Rasoir / 178 Bayonne : Rasoir / 179 Pau : Rasoir / 180 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 181 Hendaye : Rasoir / 182 Bayonne : Rasoir / 183 Pau : Rasoir / 184 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 185 Hendaye : Rasoir / 186 Bayonne : Rasoir / 187 Pau : Rasoir / 188 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 189 Hendaye : Rasoir / 190 Bayonne : Rasoir / 191 Pau : Rasoir / 192 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 193 Hendaye : Rasoir / 194 Bayonne : Rasoir / 195 Pau : Rasoir / 196 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 197 Hendaye : Rasoir / 198 Bayonne : Rasoir / 199 Pau : Rasoir / 200 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 201 Hendaye : Rasoir / 202 Bayonne : Rasoir / 203 Pau : Rasoir / 204 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 205 Hendaye : Rasoir / 206 Bayonne : Rasoir / 207 Pau : Rasoir / 208 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 209 Hendaye : Rasoir / 210 Bayonne : Rasoir / 211 Pau : Rasoir / 212 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 213 Hendaye : Rasoir / 214 Bayonne : Rasoir / 215 Pau : Rasoir / 216 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 217 Hendaye : Rasoir / 218 Bayonne : Rasoir / 219 Pau : Rasoir / 220 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 221 Hendaye : Rasoir / 222 Bayonne : Rasoir / 223 Pau : Rasoir / 224 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 225 Hendaye : Rasoir / 226 Bayonne : Rasoir / 227 Pau : Rasoir / 228 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 229 Hendaye : Rasoir / 230 Bayonne : Rasoir / 231 Pau : Rasoir / 232 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 233 Hendaye : Rasoir / 234 Bayonne : Rasoir / 235 Pau : Rasoir / 236 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 237 Hendaye : Rasoir / 238 Bayonne : Rasoir / 239 Pau : Rasoir / 240 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 241 Hendaye : Rasoir / 242 Bayonne : Rasoir / 243 Pau : Rasoir / 244 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 245 Hendaye : Rasoir / 246 Bayonne : Rasoir / 247 Pau : Rasoir / 248 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 249 Hendaye : Rasoir / 250 Bayonne : Rasoir / 251 Pau : Rasoir / 252 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 253 Hendaye : Rasoir / 254 Bayonne : Rasoir / 255 Pau : Rasoir / 256 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 257 Hendaye : Rasoir / 258 Bayonne : Rasoir / 259 Pau : Rasoir / 260 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 261 Hendaye : Rasoir / 262 Bayonne : Rasoir / 263 Pau : Rasoir / 264 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 265 Hendaye : Rasoir / 266 Bayonne : Rasoir / 267 Pau : Rasoir / 268 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 269 Hendaye : Rasoir / 270 Bayonne : Rasoir / 271 Pau : Rasoir / 272 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 273 Hendaye : Rasoir / 274 Bayonne : Rasoir / 275 Pau : Rasoir / 276 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 277 Hendaye : Rasoir / 278 Bayonne : Rasoir / 279 Pau : Rasoir / 280 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 281 Hendaye : Rasoir / 282 Bayonne : Rasoir / 283 Pau : Rasoir / 284 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 285 Hendaye : Rasoir / 286 Bayonne : Rasoir / 287 Pau : Rasoir / 288 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 289 Hendaye : Rasoir / 290 Bayonne : Rasoir / 291 Pau : Rasoir / 292 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 293 Hendaye : Rasoir / 294 Bayonne : Rasoir / 295 Pau : Rasoir / 296 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 297 Hendaye : Rasoir / 298 Bayonne : Rasoir / 299 Pau : Rasoir / 300 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 301 Hendaye : Rasoir / 302 Bayonne : Rasoir / 303 Pau : Rasoir / 304 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 305 Hendaye : Rasoir / 306 Bayonne : Rasoir / 307 Pau : Rasoir / 308 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 309 Hendaye : Rasoir / 310 Bayonne : Rasoir / 311 Pau : Rasoir / 312 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 313 Hendaye : Rasoir / 314 Bayonne : Rasoir / 315 Pau : Rasoir / 316 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 317 Hendaye : Rasoir / 318 Bayonne : Rasoir / 319 Pau : Rasoir / 320 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 321 Hendaye : Rasoir / 322 Bayonne : Rasoir / 323 Pau : Rasoir / 324 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 325 Hendaye : Rasoir / 326 Bayonne : Rasoir / 327 Pau : Rasoir / 328 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 329 Hendaye : Rasoir / 330 Bayonne : Rasoir / 331 Pau : Rasoir / 332 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 333 Hendaye : Rasoir / 334 Bayonne : Rasoir / 335 Pau : Rasoir / 336 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 337 Hendaye : Rasoir / 338 Bayonne : Rasoir / 339 Pau : Rasoir / 340 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 341 Hendaye : Rasoir / 342 Bayonne : Rasoir / 343 Pau : Rasoir / 344 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 345 Hendaye : Rasoir / 346 Bayonne : Rasoir / 347 Pau : Rasoir / 348 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 349 Hendaye : Rasoir / 350 Bayonne : Rasoir / 351 Pau : Rasoir / 352 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 353 Hendaye : Rasoir / 354 Bayonne : Rasoir / 355 Pau : Rasoir / 356 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 357 Hendaye : Rasoir / 358 Bayonne : Rasoir / 359 Pau : Rasoir / 360 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 361 Hendaye : Rasoir / 362 Bayonne : Rasoir / 363 Pau : Rasoir / 364 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 365 Hendaye : Rasoir / 366 Bayonne : Rasoir / 367 Pau : Rasoir / 368 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 369 Hendaye : Rasoir / 370 Bayonne : Rasoir / 371 Pau : Rasoir / 372 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 373 Hendaye : Rasoir / 374 Bayonne : Rasoir / 375 Pau : Rasoir / 376 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 377 Hendaye : Rasoir / 378 Bayonne : Rasoir / 379 Pau : Rasoir / 380 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 381 Hendaye : Rasoir / 382 Bayonne : Rasoir / 383 Pau : Rasoir / 384 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 385 Hendaye : Rasoir / 386 Bayonne : Rasoir / 387 Pau : Rasoir / 388 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 389 Hendaye : Rasoir / 390 Bayonne : Rasoir / 391 Pau : Rasoir / 392 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 393 Hendaye : Rasoir / 394 Bayonne : Rasoir / 395 Pau : Rasoir / 396 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 397 Hendaye : Rasoir / 398 Bayonne : Rasoir / 399 Pau : Rasoir / 400 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 401 Hendaye : Rasoir / 402 Bayonne : Rasoir / 403 Pau : Rasoir / 404 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 405 Hendaye : Rasoir / 406 Bayonne : Rasoir / 407 Pau : Rasoir / 408 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 409 Hendaye : Rasoir / 410 Bayonne : Rasoir / 411 Pau : Rasoir / 412 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 413 Hendaye : Rasoir / 414 Bayonne : Rasoir / 415 Pau : Rasoir / 416 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 417 Hendaye : Rasoir / 418 Bayonne : Rasoir / 419 Pau : Rasoir / 420 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 421 Hendaye : Rasoir / 422 Bayonne : Rasoir / 423 Pau : Rasoir / 424 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 425 Hendaye : Rasoir / 426 Bayonne : Rasoir / 427 Pau : Rasoir / 428 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 429 Hendaye : Rasoir / 430 Bayonne : Rasoir / 431 Pau : Rasoir / 432 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 433 Hendaye : Rasoir / 434 Bayonne : Rasoir / 435 Pau : Rasoir / 436 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 437 Hendaye : Rasoir / 438 Bayonne : Rasoir / 439 Pau : Rasoir / 440 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 441 Hendaye : Rasoir / 442 Bayonne : Rasoir / 443 Pau : Rasoir / 444 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 445 Hendaye : Rasoir / 446 Bayonne : Rasoir / 447 Pau : Rasoir / 448 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 449 Hendaye : Rasoir / 450 Bayonne : Rasoir / 451 Pau : Rasoir / 452 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 453 Hendaye : Rasoir / 454 Bayonne : Rasoir / 455 Pau : Rasoir / 456 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 457 Hendaye : Rasoir / 458 Bayonne : Rasoir / 459 Pau : Rasoir / 460 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 461 Hendaye : Rasoir / 462 Bayonne : Rasoir / 463 Pau : Rasoir / 464 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 465 Hendaye : Rasoir / 466 Bayonne : Rasoir / 467 Pau : Rasoir / 468 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 469 Hendaye : Rasoir / 470 Bayonne : Rasoir / 471 Pau : Rasoir / 472 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 473 Hendaye : Rasoir / 474 Bayonne : Rasoir / 475 Pau : Rasoir / 476 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 477 Hendaye : Rasoir / 478 Bayonne : Rasoir / 479 Pau : Rasoir / 480 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 481 Hendaye : Rasoir / 482 Bayonne : Rasoir / 483 Pau : Rasoir / 484 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 485 Hendaye : Rasoir / 486 Bayonne : Rasoir / 487 Pau : Rasoir / 488 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 489 Hendaye : Rasoir / 490 Bayonne : Rasoir / 491 Pau : Rasoir / 492 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 493 Hendaye : Rasoir / 494 Bayonne : Rasoir / 495 Pau : Rasoir / 496 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 497 Hendaye : Rasoir / 498 Bayonne : Rasoir / 499 Pau : Rasoir / 500 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 501 Hendaye : Rasoir / 502 Bayonne : Rasoir / 503 Pau : Rasoir / 504 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 505 Hendaye : Rasoir / 506 Bayonne : Rasoir / 507 Pau : Rasoir / 508 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 509 Hendaye : Rasoir / 510 Bayonne : Rasoir / 511 Pau : Rasoir / 512 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 513 Hendaye : Rasoir / 514 Bayonne : Rasoir / 515 Pau : Rasoir / 516 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 517 Hendaye : Rasoir / 518 Bayonne : Rasoir / 519 Pau : Rasoir / 520 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 521 Hendaye : Rasoir / 522 Bayonne : Rasoir / 523 Pau : Rasoir / 524 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 525 Hendaye : Rasoir / 526 Bayonne : Rasoir / 527 Pau : Rasoir / 528 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 529 Hendaye : Rasoir / 530 Bayonne : Rasoir / 531 Pau : Rasoir / 532 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 533 Hendaye : Rasoir / 534 Bayonne : Rasoir / 535 Pau : Rasoir / 536 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 537 Hendaye : Rasoir / 538 Bayonne : Rasoir / 539 Pau : Rasoir / 540 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 541 Hendaye : Rasoir / 542 Bayonne : Rasoir / 543 Pau : Rasoir / 544 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 545 Hendaye : Rasoir / 546 Bayonne : Rasoir / 547 Pau : Rasoir / 548 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 549 Hendaye : Rasoir / 550 Bayonne : Rasoir / 551 Pau : Rasoir / 552 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 553 Hendaye : Rasoir / 554 Bayonne : Rasoir / 555 Pau : Rasoir / 556 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 557 Hendaye : Rasoir / 558 Bayonne : Rasoir / 559 Pau : Rasoir / 560 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 561 Hendaye : Rasoir / 562 Bayonne : Rasoir / 563 Pau : Rasoir / 564 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 565 Hendaye : Rasoir / 566 Bayonne : Rasoir / 567 Pau : Rasoir / 568 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 569 Hendaye : Rasoir / 570 Bayonne : Rasoir / 571 Pau : Rasoir / 572 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 573 Hendaye : Rasoir / 574 Bayonne : Rasoir / 575 Pau : Rasoir / 576 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 577 Hendaye : Rasoir / 578 Bayonne : Rasoir / 579 Pau : Rasoir / 580 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 581 Hendaye : Rasoir / 582 Bayonne : Rasoir / 583 Pau : Rasoir / 584 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 585 Hendaye : Rasoir / 586 Bayonne : Rasoir / 587 Pau : Rasoir / 588 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 589 Hendaye : Rasoir / 590 Bayonne : Rasoir / 591 Pau : Rasoir / 592 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 593 Hendaye : Rasoir / 594 Bayonne : Rasoir / 595 Pau : Rasoir / 596 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 597 Hendaye : Rasoir / 598 Bayonne : Rasoir / 599 Pau : Rasoir / 600 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 601 Hendaye : Rasoir / 602 Bayonne : Rasoir / 603 Pau : Rasoir / 604 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 605 Hendaye : Rasoir / 606 Bayonne : Rasoir / 607 Pau : Rasoir / 608 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 609 Hendaye : Rasoir / 610 Bayonne : Rasoir / 611 Pau : Rasoir / 612 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 613 Hendaye : Rasoir / 614 Bayonne : Rasoir / 615 Pau : Rasoir / 616 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 617 Hendaye : Rasoir / 618 Bayonne : Rasoir / 619 Pau : Rasoir / 620 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 621 Hendaye : Rasoir / 622 Bayonne : Rasoir / 623 Pau : Rasoir / 624 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 625 Hendaye : Rasoir / 626 Bayonne : Rasoir / 627 Pau : Rasoir / 628 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 629 Hendaye : Rasoir / 630 Bayonne : Rasoir / 631 Pau : Rasoir / 632 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 633 Hendaye : Rasoir / 634 Bayonne : Rasoir / 635 Pau : Rasoir / 636 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 637 Hendaye : Rasoir / 638 Bayonne : Rasoir / 639 Pau : Rasoir / 640 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 641 Hendaye : Rasoir / 642 Bayonne : Rasoir / 643 Pau : Rasoir / 644 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 645 Hendaye : Rasoir / 646 Bayonne : Rasoir / 647 Pau : Rasoir / 648 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 649 Hendaye : Rasoir / 650 Bayonne : Rasoir / 651 Pau : Rasoir / 652 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 653 Hendaye : Rasoir / 654 Bayonne : Rasoir / 655 Pau : Rasoir / 656 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 657 Hendaye : Rasoir / 658 Bayonne : Rasoir / 659 Pau : Rasoir / 660 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 661 Hendaye : Rasoir / 662 Bayonne : Rasoir / 663 Pau : Rasoir / 664 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 665 Hendaye : Rasoir / 666 Bayonne : Rasoir / 667 Pau : Rasoir / 668 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 669 Hendaye : Rasoir / 670 Bayonne : Rasoir / 671 Pau : Rasoir / 672 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 673 Hendaye : Rasoir / 674 Bayonne : Rasoir / 675 Pau : Rasoir / 676 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 677 Hendaye : Rasoir / 678 Bayonne : Rasoir / 679 Pau : Rasoir / 680 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 681 Hendaye : Rasoir / 682 Bayonne : Rasoir / 683 Pau : Rasoir / 684 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 685 Hendaye : Rasoir / 686 Bayonne : Rasoir / 687 Pau : Rasoir / 688 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 689 Hendaye : Rasoir / 690 Bayonne : Rasoir / 691 Pau : Rasoir / 692 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 693 Hendaye : Rasoir / 694 Bayonne : Rasoir / 695 Pau : Rasoir / 696 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 697 Hendaye : Rasoir / 698 Bayonne : Rasoir / 699 Pau : Rasoir / 700 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 701 Hendaye : Rasoir / 702 Bayonne : Rasoir / 703 Pau : Rasoir / 704 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 705 Hendaye : Rasoir / 706 Bayonne : Rasoir / 707 Pau : Rasoir / 708 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 709 Hendaye : Rasoir / 710 Bayonne : Rasoir / 711 Pau : Rasoir / 712 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 713 Hendaye : Rasoir / 714 Bayonne : Rasoir / 715 Pau : Rasoir / 716 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 717 Hendaye : Rasoir / 718 Bayonne : Rasoir / 719 Pau : Rasoir / 720 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 721 Hendaye : Rasoir / 722 Bayonne : Rasoir / 723 Pau : Rasoir / 724 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 725 Hendaye : Rasoir / 726 Bayonne : Rasoir / 727 Pau : Rasoir / 728 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 729 Hendaye : Rasoir / 730 Bayonne : Rasoir / 731 Pau : Rasoir / 732 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 733 Hendaye : Rasoir / 734 Bayonne : Rasoir / 735 Pau : Rasoir / 736 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 737 Hendaye : Rasoir / 738 Bayonne : Rasoir / 739 Pau : Rasoir / 740 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 741 Hendaye : Rasoir / 742 Bayonne : Rasoir / 743 Pau : Rasoir / 744 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 745 Hendaye : Rasoir / 746 Bayonne : Rasoir / 747 Pau : Rasoir / 748 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 749 Hendaye : Rasoir / 750 Bayonne : Rasoir / 751 Pau : Rasoir / 752 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 753 Hendaye : Rasoir / 754 Bayonne : Rasoir / 755 Pau : Rasoir / 756 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 757 Hendaye : Rasoir / 758 Bayonne : Rasoir / 759 Pau : Rasoir / 760 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 761 Hendaye : Rasoir / 762 Bayonne : Rasoir / 763 Pau : Rasoir / 764 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 765 Hendaye : Rasoir / 766 Bayonne : Rasoir / 767 Pau : Rasoir / 768 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 769 Hendaye : Rasoir / 770 Bayonne : Rasoir / 771 Pau : Rasoir / 772 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 773 Hendaye : Rasoir / 774 Bayonne : Rasoir / 775 Pau : Rasoir / 776 St-Jean-de-Luz : Rasoir / 777 Hendaye : Rasoir / 778 Bayonne : Rasoir / 779 Pau : Rasoir

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

MARSEILLE : nous avons plus de chances de constituer une municipalité d'union de la gauche en faisant des listes séparées, nous déclare M. Gaston Defferre

De notre correspondant régional

Marseille. — La commission exécutive de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, réunie le 16 décembre, a décidé l'unité de la gauche pour les élections municipales dans les huit secteurs de Marseille. Elle s'est prononcée sur un déstabilisme rétrograde avec le P.C. au second tour et la création d'une municipalité d'union de la gauche, comprenant plusieurs adjoints communistes.

Le P.S. a défini sa position : « nous avons effectué plusieurs sondages qui ont révélé que les marseillais souhaitent à une majorité des listes séparées à premier tour. De 70 à 75 % des sondés interrogés, selon les secteurs, se sont d'autre part déclarés satisfaits ou très satisfaits de l'action de l'actuel maire : Marseille. M. Gaston Defferre avait rencontré vendredi 16 décembre le secrétaire général de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, M. Georges Usarino, pour lui expliquer la position des socialistes. Le P.C. sur la base des résultats électoraux enregistrés depuis 1972 réunit vingt-cinq sièges sur trente-trois.

« Le cas de Marseille est très particulier, nous a déclaré M. Gaston Defferre. La ville étant divisée en huit secteurs cela signifie qu'il y aura huit élections locales différentes, puisque la composition sociologique, donc électorale, de ces secteurs n'est pas la même. Le nombre de sièges par secteur est également différent : dix à l'ouest, sept à l'est, six au sud, cinq au nord, l'un des moins défavorables à la droite, six seulement dans certains autres secteurs de gauche. C'est-à-dire que si nous perdons trois secteurs importants, nous risquons de perdre la majorité au conseil municipal, ou au moins d'avoir un conseil municipal dans lequel il n'y aura aucune majorité, ni socialiste, communiste, ni de droite, et il serait donc ingouvernable. Pendant près de cinquante ans, tant que je ne sois maire, Marseille a souffert d'une situation de ce genre. Tous les trois ans, nous avons une crise municipale et budget était constamment en déficit ; non que mes prédécesseurs aient été des incapables ou des démagogues, mais parce qu'il n'y avait pas de majorité homogène pour administrer, ils ne

pouraient pas faire de bon budget. Il a fallu, lorsque j'ai été élu maire, que je remette de l'ordre dans l'administration, dans les finances, que je lance de grands travaux... Je n'ai pu le faire que parce que j'avais une majorité sur laquelle je savais que je pouvais m'appuyer. La preuve, c'est que lorsque je me suis séparé des modérés, j'ai pu continuer à administrer Marseille. Depuis un an, j'ai fait la démonstration que la municipalité était capable d'administrer la ville sans l'assistance des centristes et des indépendants parce qu'il y a une majorité socialiste.

« Je souhaite donc, à poursuivre M. Defferre, disposer, dans la prochaine municipalité, d'une majorité socialiste sur laquelle je puisse m'appuyer à coup sûr. Nous avons beaucoup réfléchi pour savoir quelle serait la meilleure formule : des listes d'union de la gauche dès le premier tour ou des listes séparées avec déstabilisme rétrograde au second tour. J'ai mis moi-même très longtemps à me faire une opinion. Finalement, nous sommes arrivés à la conclusion que nous avions plus de chances d'empêcher l'accès de la droite à la droite et de constituer une municipalité d'union de la gauche en faisant des listes séparées. J'ajoute que, en présentant au premier tour des listes constituées de socialistes, de radicaux de gauche et de personnalités diverses, étant entendu que nous nous désistons loyalement au second tour les uns pour les autres, et que nous formerons une municipalité d'union de la gauche avec des adjoints communistes, nous sommes exactement dans le schéma des élections législatives. »

devront s'engager par écrit et publiquement à faire partie d'une municipalité comprenant des socialistes et des adjoints communistes ; c'est-à-dire qu'elles sauront à l'avance qu'elles seront associées à une gestion d'union de la gauche, à l'égard de l'opposition, c'est la formule la plus honnête et la plus claire. Nous sommes, bien entendu, aux marseillais, le moment venu notre programme de réalisations municipales pour les six ans à venir. »

Le problème d'Aix-en-Provence

Une convention fédérale devait examiner vendredi le résultat des négociations menées avec les communistes pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône. Notre rédaction a fait preuve d'un réel esprit critique, a souligné M. Charles-Emile Loo, premier secrétaire du P.S., puisque nous sommes parvenus d'ores et déjà à un accord pour 68 % des cent dix-huit communes du département. « Pour les villes plus importantes des difficultés sérieuses subsistent toutefois, à Fos, Gardanne et La Ciotat, au sujet des listes de liste ainsi qu'à Arles, Martigues et Aubagne, villes de plus de trente mille habitants dirigées par des municipalités communistes où le P.S. estime insuffisant le nombre de sièges

que le P.C. lui propose (2). La demande de dérogation formulée par la section socialiste d'Aix-en-Provence a été examinée, d'autre part, par une commission d'enquête du P.S. qui est venue sur place le 16 décembre. Le cas sera soumis à la convention nationale qui a été convoquée à Paris le samedi 18 et le dimanche 19 décembre.

GUY PORTE.

L'association Opération 2000 annonce qu'elle présentera des candidats « apolitiques »

De notre correspondant régional

Marseille. — L'association Opération 2000, créée en 1967 pour sensibiliser la population marseillaise aux problèmes d'urbanisme, a annoncé au cours d'une conférence de presse, mercredi 15 décembre, qu'elle présenterait des candidats « apolitiques » aux prochaines élections municipales dans tous les secteurs de la ville. Dans un manifeste intitulé « Les Marseillais ont la parole », portant la signature de deux cents personnes, et qui va être diffusé à dix mille exemplaires, elle déclare notamment : « Notre démarche a eu une triple signification : manifester la volonté de réagir contre une attitude résignée et passive. (...) Affirmer que la tâche majeure des prochaines années sera de recréer la vie au cœur de la ville et dans chaque quartier. (...) Clamer que les citoyens et notamment les femmes ont été trop longtemps tenus à l'écart des décisions relatives au cadre de vie avec le résultat que l'on connaît. »

Dans son programme, tout entier axé sur les problèmes d'urbanisme et d'aménagement, Opération 2000 se prononce notamment contre la deuxième ligne de métro prévue à Marseille au profit d'un tramway moderne, « qui constitue la solution réaliste aux problèmes des villes ». Lors de sa création, l'association Opération 2000 avait obtenu un certain succès auprès

de l'opinion marseillaise en se faisant notamment connaître par des manifestations organisées dans le cadre de la Foire internationale. Elle avait adhéré à la fédération des Groupes d'action municipale (GAM), dont elle devait être exclue en 1970 après que ses principaux dirigeants — dont son président, M. Jean-Marie Chabert, quarante-trois ans, gérant d'un bureau d'études d'urbanisme — se furent engagés aux côtés de M. Joseph Comiti sur les listes (U.D.R.) « Contre pour Marseille ». Depuis 1971, elle était entrée en sommeil. « Notre initiative, qui est sans exemple dans les autres grandes villes », a déclaré M. Chabert, doit permettre aux « silencieux » d'exprimer leur ras-le-bol à l'égard des partis politiques et de leurs querelles partisans. » — G. P.

● M. Raymond Barre a réuni, vendredi 17 décembre, les présidents des groupes parlementaires de la majorité en présence du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Robert Boulin, et du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, M. Rufinacht. Dans l'après-midi, M. Barre devait recevoir M. Aymar Achille-Fould, ancien ministre (gauche réformatrice), réélu récemment député de la Gironde et s'entretenant ensuite avec M. Giraud (R.F.P.), président du conseil régional de l'Ile-de-France.

Les Temps Modernes

LES ÉTATS-UNIS EN QUESTIONS

N° 361-362 - 35F

CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"

à bord de Massalia

le paquebot-soleil où il fait bon vivre

MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE

Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.

25 jours. À partir de 4.900 F.

Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves : le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien, Madère l'île jardin, les Canaries et les Iles du Cap Vert, ces parades en plein Atlantique. Et puis l'Afrique : Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...

CROISIÈRES PAQUET

MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 2, bd Malesherbes 75008. Tél. 206.57.20. MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21. NICE : 2, rue Haffner 06002. Tél. 66.55.50

HATEZ-VOUS

RABAIS ENORMES

sur fin de série

ET

CADEAUX A TOUT ACHETEUR

(Date limite le 25.12.76)

Meubles et Sièges à des **PRIX SACRIFIÉS**

LES SIÈGES DE PARIS

71-73, Bd Magenta - PARIS X^e - Tél. 523.26.14

Nocturne les mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 H.

PRIX FERME!

3715 F

LE M²

POUR UN 4 PIECES EN BORDURE DE SEINE A CHARENTON-LE-PONT.

RESIDENCE Sully

Quai des Carrières 94200 CHARENTON-LE-PONT Tél. 368.54.46

au 2^e étage de la Résidence SULLY, ce 4 pièces de 83,40 m² + loggia de 2,50 m² avec parc à voiture et cave est entièrement terminé, moquette posée, cuisine et salle de bains aménagées. Il est livrable immédiatement.

Visite tous les jours de 10 H 30 à 13 H et de 14 H 30 à 19 H.

C'est une réalisation SEMIVAM avec le concours de la SCI

Demandez notre documentation en retournant ce bon à :

CORI 254, bd St-Germain - 75007 Paris Tél. 260.38.22

Je désire recevoir sans engagement votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____ M 17.12

Beaux Livres

Cette semaine 50 nouveautés :

Connaissance Cuenot Dover Screpel Vilo Zodiaque dans Votre Librairie

ART & CULTURE

90 rue de Rennes Paris VI

métro St-Sulpice autobus 48-95-96 Rennes-Assas, 68-89-94 Rennes-Raspail.

Ouvert de 9 h à 20 h y compris samedi.

Nocturne mardi et vendredi jusqu'à 22 h

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réserve aux lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Une idée-cadeau : les pulls lambswool à 95 F

prêt-à-porter sportswear chemiserie

mac orley

80, RUE SAINT LAZARE au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

VILLEURBANNE : la querelle P.S.-P.C. est une ombre sur un enjeu de choix

De notre correspondant régional

Lyon. — La renommée de Villeurbanne, qui passait essentiellement jusqu'à présent par le théâtre et le basket, risque bien de s'étendre, à l'occasion des municipales, au domaine politique. Les positions adoptées au cours des dernières semaines par le parti socialiste et le parti communiste rejettent d'ores et déjà cette grande ville du Rhône — avec cent seize mille habitants, c'est en effet la quatrième agglomération de la région Rhône-Alpes après Lyon, Grenoble et Saint-Étienne, — au rang des communes dont M. Mitterrand originel, il y a peu, « qu'elle ne pose quelque problème pour la composition des listes unitaires ».

Le bureau exécutif du parti socialiste a désigné, le 10 novembre, M. Charles Harnu, président du parti socialiste, délégué général de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, pour conduire une éventuelle liste d'union contre le maire sortant, M. Etienne Gagnaire, député réformateur de la sixième circonscription du Rhône, conseiller général de Villeurbanne-Sud et vice-président de la communauté urbaine de Lyon (le Monde daté 14-15 novembre 1976). Cette désignation a soulevé d'abord l'irritation des militants de la section socialiste de Villeurbanne — l'une des plus fortes du Rhône — qui avaient seulement accepté que son frère, par les instances supérieures de leur organisation le type de liste à mettre en place dans cette commune et avaient souhaité que soit discutée la candidature de leur secrétaire, M. Roland Massard.

Cette pratique de la « carte forcée » a bien davantage déplu au parti communiste. Au lendemain de l'annonce de la candidature socialiste, le comité de ville de Villeurbanne du P.C. faisait connaître, par le biais de

l'Humanité, « qu'il s'agit de manifestations personnelles, étrangères aux pourparlers en cours, se situant en dehors de toute réalité et manquant pour le moins de sérieux ».

Aujourd'hui, des responsables du parti socialiste continuent d'affirmer, au moins en privé, que, si leurs partenaires du programme commun persistent à refuser d'entrer dans une équipe emmenée par M. Charles Harnu, ils se verront contraints de former une liste homogène. Les communistes, de leur côté, n'ont pas l'intention, semble-t-il, de se laisser intimider. Ils ont pris à témoin, le 10 décembre, leurs militants et sympathisants villeurbannais — dont trois cent cinquante étaient réunis pour un débat au cours duquel le nom de M. Charles Harnu n'a pas été prononcé une seule fois par les responsables du P.C. — et leur ont demandé un soutien actif. A cette occasion, un des secrétaires de la fédération du Rhône du P.C., M. Jean-Paul Magnan, a désapprouvé l'attitude de la fédération socialiste du Rhône et du bureau exécutif du P.S., qui ne respectent pas dans cette affaire, a-t-il dit, les accords qu'ils ont pourtant signés au début de l'été. Tout en indiquant qu'il restait des chances d'aboutir, « malgré les difficultés », à une liste d'union « conduite par un communiste », M. Magnan a clairement fait comprendre que son parti ne s'interdirait pas lui-même plus de faire cavalier seul. « On regretterait beaucoup s'il n'y avait pas de socialistes sur notre liste », a-t-il déclaré.

Les communistes s'appuient exclusivement sur les accords conclus, aux législatives de 1973, leur candidat, M. René Desgrand, qui talonnait M. Etienne Gagnaire, devançant nettement (25,88 % des suffrages) le représentant du P.S. (18,58 %). Aux cantonales, toujours en 1973, M. Desgrand a battu, dans le canton nord, M. Bernard Chlado, premier adjoint au maire de Villeurbanne, plaçant à cette occasion encore son parti (avec 22,14 % des voix) loin devant le parti socialiste (18,31 %). Le P.C. fait donc remarquer que, à l'occasion de ces deux consultations, il a rassemblé respectivement 62,7 % et 57,4 % de l'ensemble des voix de gauche.

« Nous ne demandons pas autre chose que le respect des accords. La loi menée par les socialistes est en définitive dangereuse pour l'union de la gauche », observe M. Desgrand.

A cette argumentation arithmétique, le parti socialiste oppose des raisons plus subjectives. Ses dirigeants estiment, en effet, qu'ils ont une « priorité morale » sur cette commune, ayant dû, précédemment au nom de la gauche unie, exhorter M. Gagnaire de la S.F.I.O. en 1967 parce qu'il refusait de s'incliner devant M. Marcel Houel élu au premier tour, le premier tour, ils ajoutent que, en dehors des présidentielles où M. François Mitterrand a obtenu 53,85 % des voix, aucune consultation de caractère local n'a permis de mesurer la puissance des socialistes constatés ailleurs. Ce qu'ils ajoutent encore, mais à voix basse, c'est que leur candidat offre, selon eux, à cause de sa dimension nationale, une « meilleure chance » pour Villeurbanne.

L'enjeu est de choix. Que la gauche l'emporte à Villeurbanne, c'est tout l'équilibre politique de la communauté urbaine qui peut être bouleversé, au détriment de Lyon, habitée, depuis 1969, à occuper la présidence.

BERNARD ELIE.

Secrétaire de la commission « environnement »

Mme CAZEAUX QUITTE LE P.S.

Mme Monique Cazeaux secrétaire de la commission « environnement » du parti socialiste, déclare « profondément déçue par l'évolution actuelle du parti socialiste et par le peu d'intérêt qu'il manifeste pour les problèmes de l'environnement ». En conséquence, elle a décidé de quitter le P.S. Elle ajoute qu'elle a été, au préalable, exclue de la commission « environnement » « sans avoir été préalablement entendue, pour seul motif d'absence participative à une réunion du club Dialogue socialiste, lequel regroupait des socialistes, communistes et de la majorité qui cherchaient à éviter la coupure de la France en deux ». (Le Monde du 16 octobre).

M. Claude Estier, porte-parole du P.S., a commenté ce départ en notant : « Les problèmes de l'environnement ne constituent qu'un prétexte dans cette affaire. Mme Cazeaux s'est laissée attirer par des sirènes quelque peu erronées, en l'occurrence une poignée d'hommes qui ont traité le parti socialiste pour des services rendus de la majorité ».

Le club Dialogue socialiste regroupe notamment des membres du Mouvement démocrate socialiste de France, que préside M. Max Lejeune, député réformateur, et de la Fédération des socialistes démocrates, dont le secrétaire général est M. Eric Hiltnermann.

M. YVES GUÉNA : la notion de « majorité présidentielle » n'est pas mobilisatrice.

M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., s'est prononcé, jeudi matin 16 décembre, au micro de France Inter, contre la notion d'arbitrage en matière d'investiture électorale : « L'arbitrage est contradictoire avec la concentration, a-t-il déclaré, lorsque la concentration n'aboutit pas, nous n'admettons pas qu'une décision soit prise qui d'ailleurs, se révélerait inapplicable, comme c'est le cas pour la mairie de Paris ». M. Guéna a aussi confirmé que son parti présenterait des candidats dans la plupart des circonscriptions lors des élections législatives. Il a précisé : « Dans la mesure où d'autres composantes de la majorité estimeraient aussi avoir à présenter des candidats là où nous en présentons, il y aura ce que l'on appelle une majorité présidentielle ».

Le délégué politique du R.P.R. a déclaré qu'il n'avait jamais apprécié les termes de « majorité présidentielle ». « Je trouve, a-t-il dit, que cette notion pourrait s'appliquer à n'importe quelle majorité, à n'importe quel président. Dans quelle mesure, c'est pourquoi je crois qu'elle n'est pas mobilisatrice ».

M. Lecanuet : M. Chirac remet-il en cause la règle du jeu de la majorité ?

M. Jean Lecanuet, qui commentait jeudi matin 16 décembre, les travaux du bureau politique du Centre des démocrates socialistes, a manifesté l'inquiétude de son parti après les récentes déclarations de M. Chirac et les modifications que semble subir, aux yeux des centristes, le climat interne de la majorité, notamment après la création du R.P.R. M. Lecanuet a fait état en particulier des propos tenus par M. Chirac et de ceux tenus le matin même par M. Guéna sur le même sujet mettant en cause les arbitrages du premier ministre en matière électorale. Il a aussi fait valoir que les responsables du nouveau parti gaulliste semblaient ne plus reconnaître comme acquis certains des accords déjà établis entre formations de la majorité en vue des élections municipales.

Le président du C.D.S. a déclaré à ce sujet : « Oui ou non, y a-t-il ou non, les mécanismes de la V^e République fonctionnent-ils en ce qui concerne les arbitrages ? Quand on dira-t-il de l'organisation de la majorité et on refuse ces arbitrages ? Est-ce que le Rassemblement gaulliste se maintient dans la logique de la V^e République ? Peut-il réuser les arbi-

PARIS : M. de La Malène (R.P.R.) présente son programme

M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget de la ville de Paris et candidat R.P.R. à la mairie de Paris, a présenté, jeudi 16 décembre, son programme municipal.

« Quatre priorités doivent guider l'action du futur maire de Paris : humaniser la ville, déconcentrer l'administration, rendre la sécurité aux Parisiens et améliorer la propriété », a notamment déclaré M. de La Malène.

Évoquant la « ville de demain », le rapporteur général du budget a affirmé : « L'automobile tue la vie urbaine, mais une ville sans l'auto est une ville morte. Il faut donc chercher un point d'équilibre entre ces deux tendances ».

« Avec l'accord de l'opinion », a justifié la rénovation urbaine accomplie au cours de ces dernières années, M. Christian de La Malène a révisé : « Il y a encore cinq ans, 50 % des immeubles parisiens n'avaient pas de w.-c. dans les appartements. » Le rapporteur du budget a ajouté : « La rénovation doit être poursuivie avec vigueur ».

Enfin, précisant ses conceptions sur l'avenir des rapports entre la capitale et la région, M. de La Malène a mis en place du nouveau statut de Paris, en mars 1977, qui libère la cité de la tutelle de l'État, M. de La Malène a affirmé : « Il faut organiser un divorce définitif entre l'État et la ville. Paris devant alors épouser sa région et entrer dans la famille des collectivités locales françaises ».

Les deux qualités primordiales du futur maire de Paris : « Il doit avoir une austérité de vie, c'est-à-dire qu'on ne peut à la fois faire partie du Tout-Paris et être maire de Paris. Il faut renoncer aux diners en ville. Il doit aussi être compétent ».

Que M. de La Malène soit un gestionnaire rigoureux, qui le nierait ? Il laisse, après douze années de responsabilité, des finances saines au futur maire qui le contestera. Mais cette gestion n'a pas été sans provoquer des remous au sein de la population. Bien souvent, les opérations de rénovation n'ont pas assez tenu compte des possibilités financières des Parisiens. De même, c'est urbanisme ne s'est pas fait sans atteindre au site parisien, comme vient de le souligner M. Jean Toulle, préfet de Paris, devant les membres du Cercle républicain.

Enfin, et c'est ce qui aujourd'hui assombrit l'avenir de Paris, les élus de la capitale n'ont pas su freiner la dépopulation de leur ville. « Depuis 1969, la capitale a perdu trois cent mille habitants », affirmait en 1975 le préfet de Paris, qui ajoutait : « Les départs les plus nombreux ont affecté surtout des jeunes ménages avec enfant, qui, soit par choix, mais le plus souvent par obligation, ont quitté la capitale pour trouver un logement correspondant à leurs besoins et à leurs ressources. » M. Toulle concluait : « On estime à 85 millions la perte de recettes que représente chaque année pour le budget de la ville la diminution survenue de 1969 à 1975 du chiffre de ses habitants. » Une hémorragie qui pèsera très lourd sur les possibilités budgétaires du futur maire, élu en mars 1977 par le Conseil de Paris, après les élections municipales. — J. P.

La Fédération du parti socialiste : les propositions communistes sont « irrecevables »

M. Georges Mingotand, le premier secrétaire de la fédération de Paris du parti socialiste, a déclaré, le 16 décembre, à la convention de Paris de la fédération parisienne du parti socialiste que les propositions communistes en matière de répartition de sièges sur les listes préparées pour les prochaines élections municipales dans la capitale sont « irrecevables ». En même temps, il a indiqué que la fédération de Paris du parti socialiste « réaffirmait sa volonté d'aboutir à un accord » avec ses partenaires du programme commun.

M. Mingotand a expliqué qu'il ne peut y avoir à Paris un accord avec les communistes qu'à la condition qu'il s'agisse d'un accord global. De ce fait, le premier secrétaire de la fédération de Paris du P.S. dément l'existence d'un accord entre communistes et socialistes parisiens et radicaux de gauche sur un certain nombre de secteurs pour la composition des listes. Il a rappelé que les communistes proposent la présence de 23 des leurs et celle de 14 socialistes et radicaux de gauche dans les cinq arrondissements de Paris où la gauche était majoritaire en 1971.

D'autre part, les socialistes parisiens qui s'opposent à ce projet, la récente élection législative partielle du 5^e arrondissement contestent qu'on puisse faire une répartition des candidats sur les listes en ne tenant compte que des résultats du premier tour aux élections législatives de 1973 (1). Les socialistes rappellent qu'une large majorité de radicaux et

P.S.U. les ont rejoints en 1974. Ils ajoutent que la dernière élection cantonale dans les sept départements de la couronne de Paris, ont révélé une progression de 2,48 % du P.C. et de 9,01 % du P.S. Ils ont fait enfin état d'un sondage réalisé par Soifas sur l'ensemble de Paris (où il n'y a pas eu d'élection cantonale en 1976) et qui confirmerait les résultats effectivement acquis dans les départements de la banlieue parisienne.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la Fédération de Paris du P.S. est animée par le C.E.S.E. et que dans la capitale, socialistes et communistes ont fait liste commune depuis 1965, donc avant même que n'ait été diffusé le « programme commun ».

(1) Dans son dernier numéro, le Nouveau Populaire de Paris, mensuel des socialistes de Paris, écrit notamment : « En l'absence d'élections cantonales, les Parisiens ont élu, en 1973, des députés qui ont voté, à l'Assemblée nationale, la loi relative à la décentralisation. Les députés ont approuvé deux amendements de forme présentés par le gouvernement sur le texte mis au point en commission mixte paritaire. »

« M. Max Lejeune, président du groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale, a réclamé, jeudi 16 décembre, l'allongement de la session parlementaire de printemps — dont la Constitution fixe la durée à quatre-vingt-dix jours — pour permettre une discussion préparatoire à l'adoption du budget. M. Lejeune a également renouvelé sa proposition visant à faire passer de six à huit le nombre des commissions permanentes de l'Assemblée nationale. »

Sondages

L'hebdomadaire Paris-Match publie, dans son numéro daté du 24 décembre, les résultats d'une opération simulation-estimation menée, auprès de deux mille six cent quatre-vingt-cinq Français, dans cent vingt circonscriptions législatives. Trois cas sont envisagés.

1) Si la majorité présente un seul candidat par circonscription, sous l'étiquette « majorité présidentielle », elle recueille 40 % des voix contre 55 % à l'ensemble de l'opposition, et 5 % à la droite et à l'extrême droite.

2) Si la majorité présente deux candidats, elle recueille 40 % des voix s'il s'agit d'un R.P.R. et d'un centriste, les pourcentages sont de 43 %, 54 % et 3 %.

3) Si la majorité présente trois candidats, c'est-à-dire si chacune des familles qui la composent est représentée au premier tour, ces trois candidats totalisent 44 % des voix, contre 53 % à l'opposition et 3 % à la droite et à l'extrême droite.

thèses, l'Assemblée nationale passe donc à l'opposition, qui recueille 228 sièges dans le premier cas, 258 dans le second et 263 dans le troisième, sur un total de 473 sièges.

Un sondage IFOP, que France-Sol publie ce vendredi 17 décembre, fait apparaître un nouveau recul de la cote de M. Giscard d'Estaing et de celle de M. Raymond Barre : 47 % des personnes interrogées, au lieu de 44 % en novembre, se déclarent mécontentes du président de la République. Pour le premier ministre, le pourcentage est de 50 au lieu de 45.

Siège un sondage de la SORFES, publié par Sud-Ouest (5 % des Français estiment que M. Chirac est « un bon leader politique » : 57 % estiment que son action « affaiblit la position du président de la République (14 % sont d'un avis contraire) et 44 % pensent que cette même action affaiblit la majorité (25 % sont d'un avis contraire).

Dans chacune de ces trois hypo-

Vous cherchez une nouvelle méthode pour vous faire connaître ? Vous voulez une nouvelle méthode de marketing ? Vous voulez une nouvelle méthode de vente ?

Alors, venez découvrir la méthode SIMMONS. Elle vous offre pour vous faire connaître le 1^{er} resserrage gratuit.

Rendez nous votre vote, vous serez très satisfait (15 boxes ind., une équipe de 18 techniciens à votre service).

SVENSON

6, rue des Saussaies (3^e étage)
75 Paris - Tél. : 255.31.98/48.64.

MATÉLAS et SOMMIERS ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

Distributeur

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 17^e - Métro : Parmentier
Tél. 357.46.55

LE PRINCE ET LE PHARMACIEN

Évoquant, jeudi 16 décembre, à l'Assemblée nationale, la réponse faite la veille par M. Piatowski, ministre de l'Intérieur, à une question de M. Le Roy (P.C.), réponse dans laquelle le ministre d'État avait fait de l'honneur en attribuant à des officiers... pharmaciens... la responsabilité de l'entreprise de déconcentration et de complot qui se serait instaurée dans le pays, M. Robert Rabre (radical de gauche), Aveyron, a déclaré : « Ayant toujours exposé mes critiques de façon ouverte et démocratique et ayant même eu le scrupule de les exposer au président de la République, je ne me sens nullement visé à travers une modeste officine pharmaceutique (M. Fabre et en effet pharmacien à Villeneuve-de-Franch) ». Mais ces propos portaient atteinte à l'honneur de la profession pharmaceutique et sont offensants pour le Parlement. En effet, quand un parlementaire pose une question sérieuse à un membre du gouvernement, celui-ci devrait y répondre de la même façon et sans tenter de s'en tirer par une piquette et une dérobée. Je demande donc au président de l'Assemblée d'intervenir auprès des membres du gouvernement, afin que la séance, très importante, des questions au gouvernement, permette aux députés de recevoir des éclaircissements et se déroute dans des conditions propres à contribuer à la réhabilitation de la fonction parlementaire. »

EN BREF...

● L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 16 décembre, la proposition de loi relative à la nomination de l'indivision. Les députés ont approuvé deux amendements de forme présentés par le gouvernement sur le texte mis au point en commission mixte paritaire.

● M. Max Lejeune, président du groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale, a réclamé, jeudi 16 décembre, l'allongement de la session parlementaire de printemps — dont la Constitution fixe la durée à quatre-vingt-dix jours — pour permettre une discussion préparatoire à l'adoption du budget. M. Lejeune a également renouvelé sa proposition visant à faire passer de six à huit le nombre des commissions permanentes de l'Assemblée nationale.

● M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, a demandé, dans une question écrite, à M. Raymond Barre, si « le gouvernement » a une position officielle sur les compétences d'une Assemblée européenne élus au suffrage universel et si « tous les ministres sont tenus par cette position ». L'ancien premier ministre remarque que la contradiction surprenante des propositions de M. Debré, qui a été tenu par le ministre des Affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, et ceux tenus par le ministre de l'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Jean Lecanuet, le premier ayant affirmé que l'Assemblée européenne, après l'éventuelle élection au suffrage universel, ne pourrait députer les attributions fixées par le traité de Rome, le second considérant, comme allant de soi, l'extension des compétences de cette assemblée de sa constitution.

● PRÉCISIONS. — Le texte de loi sur la réforme du logement ne comporte aucune « nouvelle disposition fiscale » en faveur du logement, comme nous l'avons déjà écrit (le Monde du 17 décembre). Le gouvernement s'est simplement engagé à présenter un rapport sur le coût des exonérations et déductions fiscales dont bénéficient depuis des années ceux qui investissent leurs économies dans la pierre. Malgré les demandes des opposants, le gouvernement s'est refusé à toute remise en cause de ces avantages fiscaux.

● Synthèse flash, bulletin des clubs d'études, recherches et informations socialistes, animé au sein du P.S. par M. Jean Popere, député du Rhône, regroupe les déclarations de M. Marchais selon lesquelles le P.C.F. aura probablement son propre candidat lors de la future élection présidentielle (le Monde du 9 décembre).

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

كتاب الأنجل

L'aide au logement devant l'Assemblée nationale

Plusieurs députés de la majorité s'abstiennent ou votent contre la réforme

Jeudi 16 décembre, sous la présidence de M. BROCARD (R.I.), l'Assemblée nationale poursuivait l'examen des articles du projet de loi portant réforme de l'aide au logement.

Elle examinait d'abord des dispositions relatives à l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), article 2 qui définit de façon précise le champ d'application de l'A.P.L. M. FOURCADE, ministre de l'équipement, présente les trois systèmes d'attribution :

« Deux systèmes dans lesquels aura à la fois aide à la pierre et à la personne : un pour les logements sociaux, un pour les logements privés ».

« Deux autres systèmes, un pour les logements sociaux, un pour les logements privés ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

« L'accession, dans laquelle, s'il y a aide à la pierre, sera possible d'accorder l'aide personnelle ».

acceptent de se conformer à des normes de qualité et de prix de loyer qui seront fixées par décret. A l'article 3, M. Xavier HAMÉLIN (R.P.R.) s'inscrit du surcroît d'impôts locaux qui frapperont les habitations rénovées.

Les députés examinent ensuite les points suivants :

1) Le calcul de l'A.P.L., qui sera défini par voie réglementaire. La commission estime qu'on ne peut donner le même avantage, à égalité de revenus et de charges familiales, aux ménages dans lesquels les deux conjoints travaillent et à ceux où la femme peut rester au foyer. Elle propose donc de pratiquer un abattement sur les ressources du conjoint.

MM. FOURCADE et BARROT, secrétaire d'Etat au logement, refusent de s'engager sur ce point par souci d'efficacité et de simplicité. L'Assemblée adopte néanmoins un amendement qui précise qu'un abattement « est opéré notamment sur le montant des ressources professionnelles du conjoint ».

2) La révision annuelle du barème de l'A.P.L. et son indexation. L'Assemblée décide à l'article 3 que ce barème sera révisé le 1^{er} juillet de chaque année, contre tenu de l'évolution constatée des prix de détail et du coût de la construction. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT (réf.), elle décide que « cette révision usure par une modulation le maintien du pouvoir libérateur de l'A.P.L. des plus démunis ».

La création du conseil de l'A.P.L. En séance d'après-midi et après l'éloge funèbre de Jean-Paul Paléwski, député des Yvelines, prononcé par M. Edgar Faure, la commission souhaite regrouper ce conseil, créé par le Sénat, avec le Conseil national d'accession à la propriété, en précisant sa composition et en élargissant ses attributions. Le gouvernement demande et obtient le maintien de deux organismes distincts, consentant cependant à créer un organe de liaison. A sa demande, l'Assemblée adopte un amendement qui étend et précise la mission du Conseil national de l'A.P.L. qui sera consulté aussi bien sur le barème lui-même que sur la révision annuelle et sur toutes les mesures qui l'intéressent.

L'article 8 définit les modalités de versement de l'A.P.L. En général, elle sera versée aux propriétaires ou aux prêteurs (système de tiers payant) et ne sera remise directement aux bénéficiaires qu'exceptionnellement. L'Assemblée examine un amendement communiste de suppression de l'article. M. CANACOS vote dans ce dernier une atténuation à la dignité des ménages et affirme que « les travailleurs n'ont pas de leçon d'honnêteté à recevoir ». Pour M. BECAM et pour Mme MITSOFFE (R.P.R.), la dignité des familles implique d'abord qu'elles soient accédées à un logement convenable. L'amendement de suppression est repoussé. M. MESMIN (réf.) estime « inadmissible » que toutes les familles soient considérées comme mineures et assistées. Il propose donc de recourir au système de tiers payant qu'en cas de non-paiement prolongé de la part de l'occupant du logement.

Opinion partagée par M. BECAM (réf.), MM. BECAM et DUBEDOUT (P.S.) proposent de mettre sur le même plan le versement direct et le tiers payant. A l'issue d'une longue discussion sur la dignité des familles d'une part et sur la nécessaire simplification de la gestion de l'A.P.L. d'autre part, M. BARROT justifie la position du gouvernement.

Il observe que le gouvernement pourra verser directement l'A.P.L.

et note que toutes les formules, y compris le chèque logement, pourront être expérimentées.

M. FOURCADE s'oppose aux différents amendements proposés, au nom notamment d'une application rapide de la réforme. L'Assemblée repousse ces amendements. A la demande de MM. DUBEDOUT (R.I.), MESMIN et MASSON (R.I.), le gouvernement précise qu'en cas d'accession à la propriété l'A.P.L. pourra être versée « à un établissement habilité à cette fin », qui ne sera pas forcément un établissement prêteur.

A l'article 11, l'Assemblée décide que la périodicité du règlement de l'A.P.L. est calquée sur celle du paiement du loyer ou des charges d'emprunt. A l'article 14, la commission propose d'inscrire les dépenses relatives à l'A.P.L. dans le contenu de la Sécurité sociale.

M. BARROT souhaite le maintien d'un contentieux spécifique, en l'occurrence les juridictions administratives, après recours gracieux devant une commission administrative spécialisée créée à cet effet. Le Conseil national de l'accession à la propriété est également consulté sur toutes mesures destinées à lutter contre la ségrégation et à réhabiliter l'habitat existant. Un article additionnel du gouvernement assure la coordination du Conseil national de l'A.P.L. et du Conseil national de l'accession à la propriété, les deux conseils devant fonctionner dans un délai de quatre ans.

En ce qui concerne l'amélioration de l'habitat ancien, MM. DUBEDOUT, CLAUDIUS-PETIT et BECAM proposent des solutions pour régler les situations difficiles qui se posent lorsque les propriétaires ou copropriétaires laissent leurs immeubles se dégrader. Le gou-

vernement soumet de son côté un article additionnel qui permet aux prêteurs de proposer au propriétaire d'un immeuble insalubre et réparable une convention lorsque les deux tiers des locataires ou des occupants en ont fait la demande. Si cette convention, qui offre droit à l'aide à l'habitat ancien et au versement de l'A.P.L., n'est pas acceptée au bout de trois mois, la procédure autoritaire d'injonction prévue au code de la santé sera appliquée.

Finalement, l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement, un amendement de la commission, synthèse des positions de MM. CLAUDIUS-PETIT et DUBEDOUT. Ce texte donne la possibilité d'attribuer aux propriétaires d'entreprendre des travaux de mise aux normes d'habitat, dans le cadre des conventions, lorsque les deux tiers des locataires en font la demande. Si le propriétaire refuse, la collectivité locale peut, soit exproprier l'immeuble et le confier à des organismes sociaux, soit faire faire les travaux aux frais du propriétaire. Cette procédure peut s'appliquer à une copropriété.

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte aux « intentions excellentes ». M. COULAIS (R.I.) exprime l'humanité de son groupe sur « une réforme nécessaire ».

Pour M. CANACOS (P.C.) « le but réel de la réforme est d'augmenter les charges de logement ». Son groupe votera contre ainsi que le groupe socialiste et des radicaux de gauche qui y voit « une réforme tronquée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. DUCOLONGE (P.C.), l'Assemblée examine les dispositions concernant le régime juridique des logements sociaux conventionnés. A l'initiative de M. CLAUDIUS-PETIT, elle supprime notamment contre l'avis du gouvernement, un article ajouté par le Sénat et qui interdisait toute vente par appartements ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention.

Les députés examinent ensuite des dispositions relatives à la loi de finances 1977. M. CLAUDIUS-PETIT et DENVERIS (P.S.), il est précisé que chaque année, dans le cadre de la loi de finances, le

gouvernement établira un rapport spécial sur l'application de la présente loi et des textes la concernant. A l'occasion d'une seconde délibération, le gouvernement, puis l'Assemblée, présenteront, à l'initiative de M. FAYOT, que « les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles de restitution, des contrats de droit public. Elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ». Un amendement du gouvernement indique que « les locataires portant sur l'application des conventions sont jugés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

Au terme de la discussion, M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) annonce que la très grande majorité de son groupe votera un texte

Offrez vous un KOSS

pour un prix
15 fois moindre
(et un son
supérieur)
à la plupart
des enceintes



KOSS HI FI
LES INVENTEURS DU CASQUE STEREOGRAPHIQUE
12, rue du Puits Dore, SENIA 525.94577 RUNGIS. tél. 677.04.56.

LES EDITIONS ROBLOT

Pour vos « étrennes laïques »

- LA POLITIQUE DES FRANCS-MAÇONS 33 F
par Jacques MITTERRAND
présentation de Guy Nania
N.B. — La 4^e édition, mise à jour et augmentée, vient de paraître.
 - UNE CROIX SUR LE CHRIST 32 F
par René POMMIER
présentation de Jacques Mitterrand
préface de Jean Pommier
 - LA FRANCE ET L'INTOLÉRANCE 37 F
par Gabriel BONNET
en collaboration avec Jean Bonnet
préface de Guy Nania
- Catalogue sur demande
Diffusion générale : EDITIONS ROBLOT
32, rue des Ecoles, 75005 PARIS - Tél. : 633-74-83
(C.C.P. La Source : 31.888.50)
Pour l'étranger : Groupe International Hachette

Saudia: 6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vols sur les appareils les plus modernes : TriStar, Boeing 707 "new look"
au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

	LUNDI	MER.	VENREDI	SAMEDI
	SV 772	SV 668	SV 772	SV 668
	MDKTE	CARGO	MDKTE	CARGO
PARIS (PAR)	D	11.30 (CDG)	14.10 (CDG)	20.30 (CDG)
GENEVE (GVA)	A	14.20 (CDG)	17.30 (CDG)	23.40 (CDG)
ROME (FCO)	A	15.35 (CDG)	18.45 (CDG)	24.55 (CDG)
DJEDDA (JED)	A	21.55 (CDG)	23.50 (CDG)	01.00 (DIA)
RIVAD (RUF)	A	23.50 (CDG)	01.00 (DIA)	03.00 (DIA)
DAHRAN (DHA)	A	01.30 (DIA)	03.30 (DIA)	05.30 (DIA)
RIVAD (RUF)	A	04.15 (DIA)	06.15 (DIA)	08.15 (DIA)
DJEDDA (JED)	A	07.20 (DIA)	09.20 (DIA)	11.20 (DIA)

Valable jusqu'au 21 Mai 1977

Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia
Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris
Tél. 720.68.20 (numéros multiples) - Tél. 650.0577
Réservations fret : 862.39.54 - Tél. : Saudia 6915158

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.

POLITIQUE

POINT DE VUE

Faiblesse de Constitution

par TANGUY KENECH'DU (*)

S'humiliant qu'il soit de confesser publiquement ses lacunes, le m'y résous pourtant, car, dût ce fâcheux état de choses persister, ma capacité intellectuelle d'élire, c'est-à-dire de choisir, mes représentants se trouverait, le moment venu, amputée de tout ce qui tient à cette ignorance.

Chacun m'accordera, en effet, que quand, de temps à autre, on les consulte, les citoyens doivent pouvoir se prononcer sans équivoque, en suffisance et honnêtement.

Voici d'ailleurs ce que j'ai écrit dans le "Point de vue" de la semaine dernière :

Parmi ceux qui composent l'actuel éventail politique, trois partis ont naguère contre-signé un programme (appelé depuis « le programme commun de la gauche unie »), lequel, voici deux ans passés, faisait bien l'empire.

On sait, d'autre part, qu'en politique appliquée ne comptent pas pour peu l'art et la manière, en d'autres termes que les hommes y jouent un rôle éminent, voire parfois primordial.

Aussi, dussé-je passer pour naïf, le temps me semble venu, pour les signataires du programme commun de se constituer en véritable contre-gouvernement.

A cet égard, l'Angleterre voisine offre d'utiles enseignements où, à la Chambre des communes, les leaders de l'opposition de Sa Majesté — dans l'attente ardue de devenir un jour Son gouvernement — élisent déjà sur les bancs de devant, au vu et au su de tous. Au jour dit, il leur suffit de franchir la largeur de la salle.

Certes, il arrive, chemin faisant, que des changements de titulaire se produisent, non dépourvus de signification politique (ainsi lorsque, dans la précédente législature, M. Heath déchu M. Enoch Powell, au lendemain d'un discours où ce dernier dénonçait l'immigration des gens de couleur), mais enfin, en ce qui concerne l'équipe éventuellement appelée à gouverner, et sauf crises hors série, chacun sait tout de long à quoi s'en tenir.

Sans prétendre, chez nous, voir distribuer ainsi, du plus loin, tous les rôles, jusqu'au secrétaire perpétuel aux anciens combattants, il conviendrait que, adeptes d'une démocratie robuste (on veut, du moins, le supposer), les alliés du programme commun s'accordent pour désigner sans délai la demi-douzaine d'excellences ou de camarades promus aux responsabilités réputées principales, disons, dans le désordre : intérieur, finances, éducation, affaires étrangères, justice, défense, agriculture...

On pourrait en rester là ; même entre amis, il faut savoir ne pas pousser trop loin les choses ou, comme on dit tout court, ne pas pousser.

Du moins, l'opinion pourrait-elle à loisir — mais il n'est que temps — apprécier les futurs ministres à l'ouvrage, au coude à coude, face aux présentes titulaires.

(*) Sous-préfet en retraite.

Point ne suffit de clamer à cor et à cri la voie démocratique, ce qui n'empêche qu'un bon gosse, tel le mouvement, aille se prouver en marchant.

Bref, mais juste transition qu'il m'amène, on va le voir, au seuil de ma seconde et funeste ignorance. Qu'elle soit partagée par tant d'autres millions d'électeurs n'est pas fait pour me consoler.

...

Nos auteurs de manuels (dont chacun est, comme qui dirait, le meilleur) se plaisent à opposer les pays comme le nôtre, qui bénéficie d'une Constitution écrite et ceux, dont l'Angleterre est le prototype, qui n'en possèdent pas.

Dès lors, on voudrait croire qu'en France, grâce à la lettre lumineuse du texte, l'Assemblée constitutionnelle se trouve comme balayée de bout en bout par un phare, toutes difficultés majeures d'avance tranchées, sinon, à quel bon ?

A l'inverse, on penserait qu'en Grande-Bretagne l'absence de document constitutionnel d'un seul tenant prête à tous coups aux louvoiements et autres pénombreuses incertitudes. Il n'en est rien. Bien au contraire.

Westminster, les controverses sur la Constitution ne portent que sur des aspects secondaires, des fioritures d'édifices infimes des exagérations.

La santé de la démocratie (notamment plus contraignante que celle de République) me paraît exiger que, comme plus haut pour le contre-gouvernement, l'électeur soit à même de se déclarer en connaissance de cause, le chef de l'Etat, vivant symbole de la Clarté-libératrice-monde-politique, illuminant les recroisements de cette Constitution dont il est le gardien.

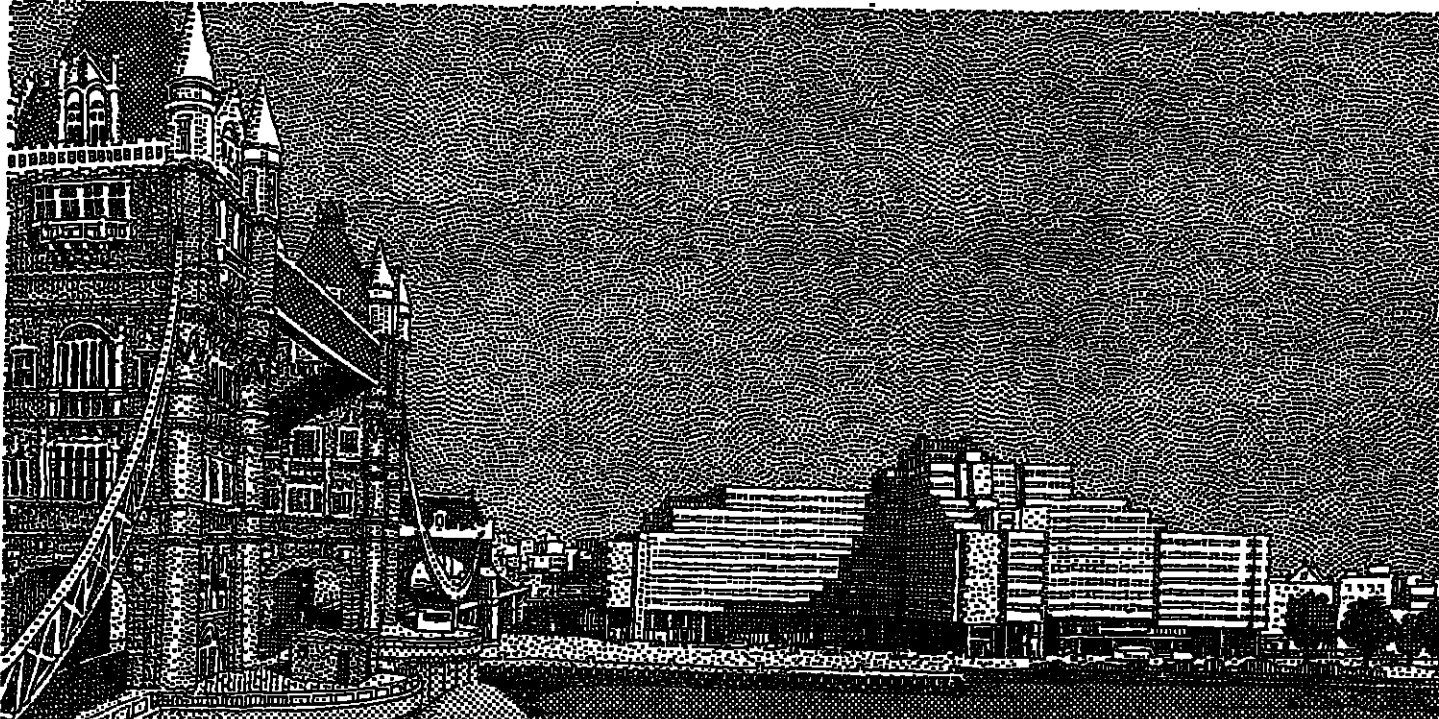
Or la plus haineuse, comme écrivait Flaubert, des obscurités qui noient nos suffrages n'est-elle pas que nul ne peut dire aujourd'hui comment serait résolu le conflit né de l'arrivée éventuelle au pouvoir de l'opposition ?

Du fait que le président l'a personnellement emporté d'une courte tête contre le champion du programme commun, il résulterait, assurément, une incompatibilité irrécusable entre les deux mandats ainsi successivement décernés par le suffrage universel. Qu'est-ce à dire ?

A qui s'en enquit, le président répond qu'en l'occurrence il applique la Constitution. Ne veut-il pas mieux d'abord qu'il nous l'explique ? Telle m'apparaît, en effet, la mission du magistrat, non a posteriori, à sa convenance, mais à la convenance des gouvernés.

On finira par penser que le premier auteur et bénéficiaire de cette même Constitution écrite n'était pas le grand esprit qu'il fut dit et que, certains croient encore...

Où bien, volions-nous la face, jugerait-il que le conflit évoqué ci-dessus ne pourrait s'élever, les deux majorités — présidentielle et législative — devant à tout jamais se confondre dorénavant. Suffisait de savoir s'y prendre...



Vacances d'hiver. Allez vous réchauffer en Angleterre.

Cet hiver, prenez votre voiture et venez vous réchauffer en Angleterre. Laissez-vous dorloter par les Anglais.

Ils savent ensoleiller l'hiver et ils savent s'amuser.

Ils vous emmèneront au concert, au théâtre.

Vous serez l'invité des cérémonies et des spectacles. Allez vous détendre et profitez-en pour faire des affaires.

Les hôtels, les auberges.

En Angleterre, on pense à vous. 23 hôtels et auberges sont mis à votre disposition d'un bout à l'autre du pays.

Townsend Thoresen et Thomas Cook vous invitent à passer 5 jours en Angleterre dans l'hôtel de votre choix pour un prix séduisant : 648 F par personne (pour un groupe de 4 passagers par voiture, traversée comprise).

Si vous désirez rester plus

longtemps, renseignez-vous et choisissez votre séjour.

Les sites culturels.

A travers toute l'Angleterre, vous découvrirez des villes et des villages que le temps a oublié d'abîmer. Un nombre incalculable de châteaux, de manoirs, encore habillés des plus belles parures que les siècles aient portées.

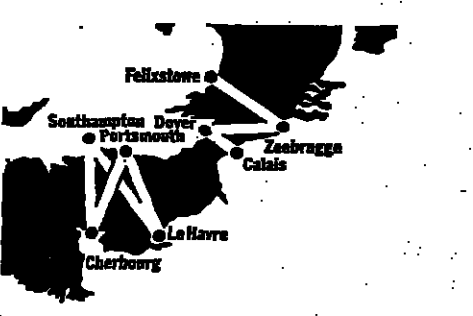
Immortalisez-les pour 1 ou 2 F.

L'Angleterre, c'est aussi Londres. La ville à elle-seule vous enrichira de mille façons : sa beauté, son architecture, son atmosphère. Et surtout le shopping où toutes les affaires sont permises.

Townsend Thoresen.

Avec les car-ferries de Townsend Thoresen, l'Angleterre, c'est la porte à côté : Calais-Douvres en 1 h 30. Ou si vous préférez : Le Havre-Southampton, Zeebrugge-Felixstowe. Faites votre choix.

La Grande Bretagne. Les vacances de l'hiver.



TOWNSEND THORESEN
European Ferries

Si vous souhaitez une information plus complète, renvoyez ce bon à l'Office Britannique de Tourisme (6, place Vendôme 75001 Paris). Vous recevrez une documentation complète sur l'Angleterre accompagnée d'une brochure Townsend Thoresen.

Nom : _____
Adresse : _____

L'organisation est de Thomas Cook.
Lic. A 86.

BRITAIN

REPERES

LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

NUMÉRO 38

DÉCOMPOSITION DU GAULLISME

Prix de numéro : 10 F
En vente dans les kiosques ou par correspondance (contre envoi de timbres ou chèque).

17, boulevard Saint-Martin, PARIS (3^e) - Tél. : 387-76-42
C.C.P. 34.775-39 - LA SOURCE

Abonnement annuel : 100 F

rustiques
du mont st-michel

LE MARCHÉ sans MARCHANDS

300 artisans
et artistes

présentent : bijoux, peintures, poteries, costumes, livres, marionnettes, jouets, bijoux fantaisies, etc.

Vendredi 17, samedi 18, dimanche 19
lundi 20 décembre 1976

AUX FLANADES
A SARCELLES

dans l'exposition
du Parc Marché
OUVERT DE 11 H À 20 H
ENTRÉE GRATUITE

Train Gare du Nord
de Calais à Calais

BROCANTE
toute l'année à La Villette
Vendredi, Samedi, Dimanche

LES
GRENIERS
DE FRANCE
PORTE DE PANTIN

115,117
PARIS.1

100, A
ANG
PARI

هكذا من الأمل

Noël

AUX FOURRURES DU NORD

CADEAU
10%
escompte spécial
FÊTES

COLLECTION PRESTIGE 76-77

Les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine
(Vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc.,
Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.)

MANTEAUX LONGS et CAPES DU SOIR

Vison blanc, Vison Blackglama, Vison Rowalia, Renard, Breitschwanz, Chinchilla

MANTEAUX		MANTEAUX	
Vison pleines peaux	6.850f 6165f	Opossum	2.850f 2565f
Vison ranch	7.850f 7065f	Patte d'Astrakan	1.700f 1530f
Vison pastel	8.750f 7875f	Patte d'Astrakan	2.650f 2385f
Vison Koh-Inoor	9.250f 8325f	Yemen	1.750f 1575f
Castor du Canada	9.250f 8325f	Mouton doré	1.650f 1485f
Astrakan Swakara	5.750f 5175f	Patte de Kalgan	850f 765f
Astrakan pleines peaux	3.450f 3105f	Kalgan	2.250f 2025f
Astrakan pleines peaux	3.850f 3465f	Flanc de Marmotte	1.450f 1305f
Ragondin	4.250f 3875f	Lapin fantaisie	1.650f 1485f
Weasel	4.250f 3875f	Lapin diffusion	1.250f 1125f
Rat d'Amérique	4.850f 4365f		
Queues de Vison ranch	3.950f 3555f	VESTES Lapin	1.150f 1045f
Queues de Vison	4.650f 4185f	BLOUSONS Lapin marron ou naturel	
Murmel	4.250f 3825f	bordés cuir véritable	450f 405f

MANTEAUX		MANTEAUX	
Vison Pearl	18.250f 16425f	Vison Black Diamond	32.500f 29250f
Vison Blackglama	25.750f 23175f	Chinchilla	47.500f 42750f
Vison Lunarine	28.750f 25875f	Zibeline	75.000f 67500f
Vison Emba	32.500f 29250f		

Service après-vente

Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
Les plus larges facilités de paiement

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés
en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot,
tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.



115, 117, 119 RUE LA FAYETTE
PARIS. 10^e PRES GARE DU NORD

100, AVENUE PAUL DOUMER
ANGLE RUE DE LA POMPE
PARIS. 16^e METRO MUETTE

MAGASINS OUVERTS
exceptionnellement
le DIMANCHE 19 DEC.
de 14 h. à 19 h.

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h
sans interruption



POLITIQUE

Le Sénat vote le troisième collectif budgétaire après l'avoir vivement critiqué

Par 171 voix contre 89, le Sénat a adopté, vendredi 17 décembre, un peu avant une heure, le troisième collectif budgétaire, dont il avait commenté l'examen jeudi matin. Le gouvernement a du faire face à de vives critiques de la part de sénateurs tant de l'opposition que de la majorité.

Ce « collectif », indique M. MONORY (un. centr.), rapporteur général, est le troisième de l'année et l'un des plus élevés que nous ayons jamais connus : il s'élève à 12 milliards, soit 4,4 % du budget initial. Autre caractéristique : il ne comporte que des recettes « artificielles et purement comptables » pour compenser les dépenses nouvelles. Par rapport à ces dépenses, M. MONORY déclare : « La situation des entreprises nationales est véritablement alarmante. Affectif constant, certaines ont vu leur masse salariale gonfler de 19 % en 1975 ; elles se désolent d'appliquer le blocage décidé pour les hauts salaires. Dans ce collectif, on trouve : 22 millions pour la R.A.T.P., 800 millions pour les Charentaises de France, 1 500 millions pour la S.N.C.F., dont le déficit total sera de 5 milliards. La subvention d'équilibre va atteindre 50 % des ressources. Comment remédier à cette situation ? Enfin, 200 millions pour l'Aérospatiale, 700 millions pour l'E.D.F., 250 millions pour soutenir le programme « Concorde ». C'est véritablement l'hémorragie ! »

(...) Quant aux 2 milliards et demi consentis, sous la pression, pour rembourser les cotisations excessives...

vement majorées de la taxe professionnelle, il y aurait beaucoup à dire. La commission des finances avait proposé une mesure plus courageuse : nous limiter à 60 % les majorations et à 50 % les diminutions. Tout le monde l'aurait admis, car l'opinion publique est sensible à la justice. Si le pouvoir capitule devant les pressions corporatives, c'est la fin de ce pays. »

« Pour les entreprises publiques, je partage vos préoccupations », répond M. DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances. Plus de la moitié des crédits de ce collectif leur sont destinés. (...) Il ne faut pas se dissimuler que nous sommes aujourd'hui amenés à demander au contribuable de payer les conséquences d'une politique salariale trop généreuse pour les possibilités réelles des entreprises publi-

ques en particulier et de l'économie française en général. Il ne paraît désormais inconcevable qu'à l'exemple de ce qui s'est passé l'année dernière, ce soit dans les entreprises les plus déficientes que la masse salariale augmente le plus rapidement. A propos de la taxe professionnelle le ministre indique que la commission que le gouvernement a désignée pour réviser le mode de répartition se réunira prochainement de telle sorte qu'un projet de loi puisse être soumis au Parlement dès le mois d'avril. Cette commission, précise-t-il, soutient, « considérant sans doute que, si la dispersion des écarts enregistrés est sensiblement plus forte que celle qui avait été prévue, les moyennes sont généralement assez proches des chiffres présentés en 1975 ».

Dans la discussion générale, on

entend successivement MM. LEFORT (P.C.), COLIN (un. centr.), CAROUS (R.P.R.) et AMIC (P.S.). La plupart de ces orateurs évoquent les problèmes posés par l'application de la taxe professionnelle et déplorent que le Parlement n'ait pas été mis en mesure, lors du vote de cette taxe, d'exercer pleinement son rôle de réflexion. M. LEFORT estime, pour sa part, que la majorité ne s'est guère soucée des injustices de la taxe d'habitation. Lors de l'examen des articles, la question de la taxe professionnelle revient au centre du débat. « Le Sénat a été abusé par les experts », déclare M. COUDE DU FORESTO (un. centr.), qui fut le rapporteur de cette législation. « Le Sénat a été abusé », affirme M. MAURICOR SCHUMANN (R.P.R.).

Les sénateurs adoptent finalement un amendement de M. COUDE DU FORESTO qui consiste à plafonner à 60 % (au lieu de 70 %) la hausse de la taxe professionnelle par rapport à la payée de 1975, mais qui limite aussi à 60 % l'allègement « pour les contribuables bénéficiaires de réductions exceptionnelles ». Finalement, autres amendements sont votés, qui exigent le renvoi du collectif devant une commission mixte paritaire.

Au début de la séance, le Sénat avait approuvé dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, par 174 voix contre 97, les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 1977 (le Monde du 17 décembre). Au cours du débat, M. MONORY avait exprimé l'inquiétude de la commission des finances au sujet du préavisement conjoncturel, se demandant si l'application d'un « instrument fiscal aussi complexe » ne provoquerait pas les mêmes difficultés que la taxe professionnelle.

2 SÉANCES du 20 au 24 et du 27 au 31 inclus

NOËL 5 jours math, phys

Recherche intensive... à la terminale
SOS MATH...
3, rue de MONCEAU - 75014 Paris
Métro : Étienne ou St-Philippe

M. Chirac complète la commission exécutive du R.P.R.

M. Jacques Chirac, président du Rassemblement pour la République, a complété la commission exécutive du mouvement en nommant quatre délégués nationaux supplémentaires, sur proposition de M. Monod, secrétaire général. Celle-ci comprendra, dans deux secrétariats généraux adjoints, huit délégués nationaux et deux conseillers (le Monde du 11 décembre). L'équipe dirigeante du R.P.R. sera présentée le samedi 18 décembre, à l'hôtel Sphéromontparnasse, par M. Chirac aux cadres et délégués de province.

Les nouveaux délégués nationaux sont : Mme Marie-Monique Stockes (communication), Philippe Dechartre (action ouvrière et professionnelle), Michel Giraud (collectivités locales).

M. Olivier Bardolle, né en 1932 à Paris, a travaillé au Gas de France avant de devenir chef de bureau dans une entreprise privée et de fonder une société de prestation de services en publicité.

M. Philippe Dechartre, né en 1919 en Annam, licencié en droit, participe à la Résistance et devient en 1946 député à l'Assemblée constituante ainsi que délégué général des prisonniers de guerre et déporté après la libération. M. Chirac le metteur en scène et producteur de théâtre et de télévision, il appartient au parti radical-socialiste et figure en 1954 parmi les proches de M. Mendès France. En 1960, il devient secrétaire général de l'Union de la gauche (République gaullienne de gauche) et est élu en 1968 député U.D.R. de Charente-Maritime. Il a été secrétaire d'Etat au logement de mai 1968 à juin 1969 dans le cabinet Couve de Murville, puis secrétaire d'Etat au travail, à l'emploi et à la population dans le cabinet Chaban-Delmas. Il donne sa démission le 15 mai 1972, ayant été mis en cause dans une affaire immobilière.

M. Dechartre est depuis 1971 secrétaire général du Mouvement pour le socialisme par la participation (gaullistes de gauche).

M. Michel Giraud, né en 1929 à Fontaine, directeur de sociétés, conseiller général du Val-de-Marne depuis 1973, est depuis 1971 maire du Perreux-sur-Marne. Il a été président du district de la région parisienne et depuis 1976 président du conseil régional d'Ile-de-France. Il est le suppléant de M. Roland Nungesser, député du Val-de-Marne.

DANS LA REVUE AMÉRICAINE «FOREIGN AFFAIRS»

M. Kanapa écrit que l'alliance avec les socialistes est une donnée permanente de la politique des communistes

New-York (Reuter). — La revue américaine Foreign Affairs publie, dans son dernier numéro, un article de M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste français. Celui-ci écrit que le P.C.F. est attaché à la conception d'un système pluraliste : « La démocratie est la seule machine qui fait avancer la France ».

« Le parti communiste français a renoncé au concept de « dictature du prolétariat » et il rejette l'idée qu'il existe un modèle so-

cialiste. » « Cette politique, ajoute M. Kanapa, est le fruit de la réflexion qu'ont inspirée le stalinisme et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. »

« L'alliance avec les socialistes français doit être considérée comme une constante de la politique des communistes et non comme une « ruse communiste pour s'assurer le pouvoir. »

« La politique étrangère du parti est fondée sur l'indépendance », écrit encore M. Kanapa, en faisant remarquer que le P.C. ne demande pas le retrait immédiat de la France de l'O.T.A.N. « Le parti serait favorable à une renégociation du traité de l'Atlantique nord et la participation de communistes à un gouvernement ne servirait pas l'indépendance de la France », écrit encore M. Kanapa, en faisant remarquer que le P.C. ne demande pas le retrait immédiat de la France de l'O.T.A.N. « Le parti serait favorable à une renégociation du traité de l'Atlantique nord et la participation de communistes à un gouvernement ne servirait pas l'indépendance de la France », écrit encore M. Kanapa, en faisant remarquer que le P.C. ne demande pas le retrait immédiat de la France de l'O.T.A.N.

« Deux anciens harkis ont commencé une grève de la faim, mercredi 15 décembre à Roubaix (Nord), pour protester contre le sort matériel réservé aux Français musulmans rapatriés d'Algérie et du président de leur confédération, M. Laroui, toujours assigné à résidence dans l'île. Les anciens harkis de Marseille et de Carcassonne pourraient également leur rendre la faim pour les mêmes raisons (le Monde des 14 et 16 décembre).

EST FACILE

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LE DÉFI

AMPLI NIKKO TRM 750:2 x 50 WATTS. 1770 F*

Un appareil tout simplement extraordinaire. Puissance. Possibilités. Prix. Tous les atouts. Et qui plus est dans le meilleur rapport. C'est cela le TRM 750. Un ampli sans précédent, entièrement conçu par NIKKO. Disponible en France depuis 1973, NIKKO est en fait au service de la Haute Fidélité depuis plus de 10 ans. On ne réalise pas une telle performance sans une très sérieuse expérience.

Chaque caractéristique de cet appareil constitue un défi. Regardez. L'entrée micro mixable, deux entrées phono, toutes les possibilités de combinaisons à partir de deux magnétophones, le réglage de volume par potentiomètre à plot gradué en décibel et tous les contrôles de tonalité — graves, aigus, filtres haut et bas, muting, loudness — sans oublier la protection par disjoncteur électronique, système exclusif NIKKO.

Écoutez. L'axe de distorsion inférieur à 0,15 % à pleine puissance, bande passante de 10 Hz à 30 000 Hz, rapport signal/bruit 80 dB (aux). Et maintenant comparez.

NIKKO a été sélectionné par le Groupe Major. Pour recevoir une documentation gratuite, écrivez à Groupe Major 10800 Fouchères.

*prix au 11.70

NIKKO. LA PUISSANCE AVEC TOUS LES POUVOIRS.

certaine

ANERLE AU
struire certains
ère de taille et de

VEZ LUI QUE

festival des accés
Galerie

هكذا من الأمل

POLITIQUE

Une certaine idée de soi-même ?

(Suite de la première page.)

le cet élément reste ambigu. Un tant parti de droite aide une élite à fonctionner efficace à condition qu'il soit lui-même efficace. Sous cet angle, le R.P.R. à des soupçons. Le tempérament de M. Jacques Chirac n'est pas en cause. Le dynamisme d'un ne, sa capacité de saisir les idées stratégiques d'une situation, sa rapidité de décision, l'émancipation qu'il porte à l'essai, tout cela n'est pas incompatible avec la démocratie. Au contraire : le fascisme devient menaçant quand elle se dégrade en sclérose, quand elle s'enlise dans l'absence, le malaise, la veulerie, dans les années 30. Le nouveau Rassemblement tient structure plutôt qu'à la personne Chirac.

un parti démocratique n'est pas un modèle et autocorrection. Beaucoup donnent de très le pouvoir à leur chef. Même là pourtant ont soin de placer à côté un conseil électif, plus ou moins permanent. L'originalité de c'est que son président peut être au « conseil politique », en des membres élus, toutes les qualités qu'il veut, en nombre. Comme il n'a pas aussi le titre général et la commission d'ave, rien ne borne pratiquement son autorité, sinon la présence

d'un comité central de deux cents membres, lourde machine dont le pouvoir législatif demeure théorique dans tous les partis qui l'utilisent. Il est vrai que, en pratique, l'élection des comités directeurs ou des bureaux politiques est souvent contrôlée par les appareils, ce qui restreint leur caractère démocratique. Que celui-ci reste inscrit dans les statuts n'est pas inutile malgré tout : en attestant qu'on tient l'élection pour seule source de légitimité, et qu'on se refuse à transférer celle-ci dans la main d'un seul homme. Il n'est pas normal d'introduire dans un parti démocratique les procédures d'un conseil du roi.

Il est vrai que ce style monarchique se situe dans la tradition du général. Le président Chirac ne disposera pas d'une autorité plus grande, plus absolue, plus personnelle que celle détenue sur l'U.N.R.-U.D.R. par de Gaulle, lequel n'était ni président ni même membre de l'organisation postérieure à ses pieds. Sous cet angle, les statuts du R.P.R. sont l'équivalent dans le parti de ce qu'a été dans l'Etat la réforme constitutionnelle de 1962. Dans les deux cas il s'agit d'établir des procédures permettant de conférer à un homme ordinaire un peu de l'autorité que le général tenait de son prestige historique. Par ces moyens, on cherche à passer d'un gaullisme personnel à un gaullisme institutionnel.

Mais l'essentiel du gaullisme ne peut pas être institutionnalisé. Il tient à ce que le général appelait « une certaine idée de la France », qui a empêché d'abuser des immenses pouvoirs dont il disposait et de se conduire en dictateur comme son tempérament l'y portait. Il était aussi autoritaire que M. Chirac et aussi persuadé de la nécessité d'un gouvernement fort et dynamique. Mais il savait que la liberté, la démocratie, le respect de l'opposition, la soumission à la règle de la majorité, sont inscrites dans notre histoire, et qu'ils se trouvent au cœur du patrimoine national. Il n'a pas cherché à chipoter avec le verdict populaire quand il a été battu au référendum de 1969 : il est parti dignement. Il a respecté l'opposition et, en dépit de certains de ses conseillers, il a tenu à marquer que le parti communiste fait partie intégrante de la communauté française dans sa lettre de condoléances après la décès de Maurice Thorez.

De Gaulle a laissé entrer au R.P.R. puis à l'U.N.R.-U.D.R., beaucoup d'aventuriers, de bersérers, d'hommes de main et de coquins, parce qu'il avait la volonté et les moyens de les réduire à l'impuissance, comme il l'a fait des colonels d'Alger qui avaient porté au pouvoir par un putsch militaire. Soumis à sa fermeté, encadrés par ses compagnons de résistance qui avaient apporté la liberté dans les maquis et la clandestinité, les réactionnaires et les fascistes de son parti devenaient inoffensifs et même récupérés au service d'une France consubstantielle à la démocratie.

Il existe dans le gaullisme une contradiction essentielle entre la structure de l'organisation et la politique qu'on lui fait suivre. Jacques Chirac va-t-il la maintenir ? Nul n'est encore capable de répondre à cette question, qu'on pourrait formuler d'une autre façon : qu'est-ce qui fait courir le président du R.P.R. ? Une certaine idée de la France, la même que le général de Gaulle, aussi exigeante et indestructible ? Ou seulement une certaine idée de soi-même ?

MAURICE DUVERGER.

Investir en Publicité pour un nouveau produit, est-ce une charge essentielle pour les P.M.E. ?

Sur un marché concurrentiel encombré, votre réussite ne doit pas être fonction de moyens, mais d'idées publicitaires ajustées. Présentez-nous votre produit, nous lui donnerons la parole.

trigone

24 rue Beaumourg 75003 Paris
tél. 272.21.03

A FONTAINEBLEAU,

pour construire certains petits immeubles on se sert encore de la pierre de taille et de l'ardoise. Comme autrefois.

Pour conserver à Fontainebleau son cachet et son style, certains promoteurs n'hésitent pas à utiliser les matériaux d'autrefois : ardoise et même la pierre de taille. Ainsi, de petits immeubles ont pu se nicher dans le centre-ville de la calme cité sans altérer son charme.

Ce souci de qualité se retrouve dans les finitions intérieures, aide à réaliser un mariage heureux entre la tradition d'hier et confort d'aujourd'hui.

A 500 mètres à peine de la ville et du Château, la Résidence du Carmel est un bon exemple de modernisme raisonnable.

Deux des quatre petits immeubles de 3 étages qui la composent sont achetés et les autres le seront au printemps.

Pour ceux qui veulent prendre un peu de recul vis-à-vis de

Paris, très proche cependant par le train ou l'autoroute du Sud, pour ceux qui sont sensibles au charme de la Nature et des souvenirs de notre Histoire, Fontainebleau sera toujours un site bé-

ni ; et certains n'hésitent pas à ajouter : un excellent placement ! Pourquoi ne vous laissez-vous pas tenter, vous aussi, par le charme discret de Fontainebleau ?

Serge Very



à Fontainebleau
la Résidence du Carmel

Dans 4 petits immeubles bien construits et bien situés, il reste quelques studios et appartements rix fermes et définitifs.

Visitez l'appartement témoin :
de 14h30 à 18h30 (sauf mercredi et jeudi)
Le samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 18h30.
3 Bd. du Général Leclerc Fontainebleau
Tél. 422.02.36

Bon à envoyer à FINERCO, 19, rue de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.45.69. Je désire recevoir votre documentation gratuite.
Nom _____
Adresse _____

CADREUX
PROUVEZ-LE QUE VOUS LE CONNAISSEZ BIEN.

Paris, 1976

Galerias Lafayette

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ : 12 h - Arrivée : 13 h 55

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 15 h 40

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 19 h 15

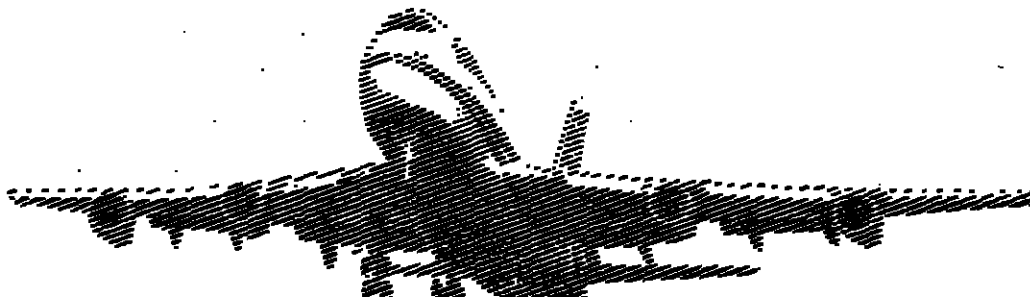
Washington

sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 55 - Arrivée : 14 h 50

Los Angeles
San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ : 11 h 40 - Arrivée Los Angeles : 18 h 15
Arrivée San Francisco : 18 h 53



N°1 sur l'Atlantique.

TWA
TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Sentiments distingués



LANCEL
le savoir-choisir

Magasins ouverts le dimanche 19 décembre.

Opéra • Rond-Point des Champs-Élysées • C.I.P. Porte Maillot • Party 2 • Vélizy 2 • Créteil
Lyon • Port-Dieu et rue de la République • Nice • Toulouse.

ODOUL Garde-meubles

208 10-30

(PUBLICITÉ)
Communiqué de Georges Bartoli Conseil

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier."

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen? Alors la

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous. Le Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un tennis, d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La Pinède
Saint-Georges

Studios, 2, 3 et 4 pièces
Livraison printemps 1977
Possibilité de location.
Renseignements et vente sur place
(7 jours sur 7)
Tél. (05-43) 94 97 03

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne. La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témoins attend les visites. Pourquoi pas la vôtre?

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyez ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____ M7

ÉDUCATION

Les établissements spécialisés accueillent plus de trois cent cinquante mille jeunes handicapés

Le ministère de l'éducation publie des statistiques montrant qu'en 1975-1976 351 000 enfants et adolescents handicapés physiques ou intellectuels ont reçu une éducation spécialisée (1). Plus de la moitié d'entre eux se trouvaient dans des classes annexées à des écoles primaires (126 815) et dans des sections d'éducation spécialisée (S.E.S.) ou des groupes classes-ateliers pour l'enseignement secondaire (respectivement 78 985 et 7 881). Le reste était réparti entre des établissements médico-éducatifs et socio-éducatifs, privés pour la plupart, qui accueillent des enfants déficients sur le plan physique ou intellectuel (113 956) et des établissements scolaires spécialisés — surtout publics — et des écoles nationales de perfectionnement (14 192 et 9 639).

L'année précédente, le nombre des élèves de l'enseignement spécial s'était élevé à un peu plus de 316 000. Plus qu'une augmentation réelle, la différence constatée — 35 000 — vient de ce que la dernière enquête prend en compte plus d'établissements médico-éducatifs que par le passé, accueillant des déficients intellectuels profonds. Cet élargissement

traduit l'un des principes de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées : « Les enfants et adolescents handicapés sont soumis à l'obligation d'éducation. »

La majorité des élèves de l'enseignement spécial (71,8 %) sont des déficients intellectuels. On compte aussi parmi eux 21 685 enfants présentant des troubles « relationnels » : 16 678 handicapés sociaux, un peu plus de 1 100 aveugles et près de 6 000 sourds.

(1) Service des études statistiques et statistiques du ministère de l'éducation et du secrétariat d'état aux universités, note d'information n° 76-36.

Le Monde
de l'éducation

n° de décembre

LES ENFANTS
ET
LES LIVRES

Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES

Toutes les explications en français
Abonnement 12 N° par an, F 40
Spécimen gratuit sur demande
à EDITIONS DISQUES BBC-M
8, rue de Berri - 75008 PARIS

LES BALLETS DE LA CITÉ À L'ÉCOLE PRIMAIRE

« Comprendre que la danse est une forme de langage »

De notre envoyée spéciale

Grand-Quevilly (Seine-Maritime). — « C'est l'histoire d'un petit bonhomme qui passe dans le bleu, le rouge, le vert, le blanc. C'est à dire dans l'eau, le feu, la terre, ce qui pousse, et dans l'air ».

Schématisme par des signes simples, cette « histoire » est inscrite sur le tableau noir d'une classe de l'école primaire Jean-Moulin, au Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, et qui a été mise à la disposition des Ballets de la cité (1), installés dans cette région après avoir travaillé dans la banlieue parisienne. Sous la direction de Catherine Atlani, toute la troupe — cinq danseurs payés 2 000 francs par mois — monte des spectacles, notamment pour enfants, organisés des stages pour adultes et des « animations » dans quatre classes primaires du Grand-Quevilly (à raison d'une heure par semaine durant l'année scolaire).

Sitôt la récréation terminée, une trentaine de garçons et de filles de dix ans envahissent la salle. L'institutrice se retire dans un coin pour se consacrer à un autre travail. Assis par terre en cercle, les enfants répètent les mouvements de Catherine Atlani et de l'autre danseur, Dominique. « On s'étire et on bâille fort : on relâche tout. » Et on recommence. Tout à tour, on ramène la tête, les épaules, les mains et le corps tout entier. Catherine Atlani rythme les mouvements en chantant : « Tâchons, tâchons. Puis les enfants essaient d'évoquer dans les différents éléments : ils se font légers dans l'air, ils élèvent les mains l'une après l'autre, rythmiquement dans « le vert » ; ils s'agitent et deviennent des flamants dans le feu. « Tant que le corps n'est pas à l'aise dans les éléments, rien n'est possible », précise Catherine Atlani.

Un univers naturel

« L'animateur », explique-t-elle, doit être concentré et savoir précisément ce qu'il va faire. Il doit pouvoir imposer la « sienne » sans jamais élever la voix. Si les enfants sont agités, il commence par les faire crier. S'ils sont calmes, on commence par des exercices de respiration et de relaxation.

Certains enfants, notamment les plus grands, sont encore raides et lourds, comme prisonniers de leur corps. Et lorsque

Dominique leur demande « à passer dans l'eau » un par un sous le regard des autres et « prenant possession de tout le parc, quelques-uns s'agitent et d'autres rient. Un seul, réfugié dans les papiers, « Fe mes les yeux et imagine les vagues vous emmènent vous remèment de manière inouïe. On est bien dans l'eau c'est confortable. » Après avoir écouté une musique évoquant, réfléchi les yeux fermés et dit tout par petits groupes, les enfants se lancent à l'eau tout tour. Dehors, accroupis on a les genoux, ils traversent la saie en ondulant, rampant on se tortillant, et ils y prennent de plus en plus de plaisir.

La séance se termine par un exercice à succès : le miroir. Face à Catherine Atlani, ils doivent répéter immédiatement chaque geste. Puis, elle leur demande de faire l'inverse, avec la même rapidité. Ainsi, les enfants se repèrent sur eux-mêmes.

Quand, après quelques séances, ils auront acquis un peu plus d'aisance, l'animateur leur proposera d'improviser une histoire, de la dessiner et de la « bouger ». « L'image, le corps, la musique, la voix peut servir d'instrument. — et le développement de l'imaginaire sont liés », explique Catherine Atlani. L'objectif est que les enfants « arrivent à bouger et à comprendre que la danse est une forme de langage ».

La danse moderne est visible ment pour eux un univers très naturel. Même s'ils ne sont pas encore tous à l'aise, ils ne paraissent pas moins heureux d'échapper aux contraintes de la classe, de se sentir « à l'aise » par semaine. Les enseignants, de leur côté, même s'ils ne participent pas activement à l'animation en relèvent les aspects positifs des rapports entre garçons et filles ont changé, constate, par exemple une institutrice. Elle a « découvert » des enfants mieux que ne le permettaient les seuls résultats scolaires.

CATHERINE ARDITI.

(1) 30, rue du 11-Novembre, 76131 Le Grand-Quevilly. Les Ballets de la cité sont subventionnés essentiellement par le Fonds d'intervention culturelle, le ministère de l'éducation et la municipalité du Grand-Quevilly.

POLÉMIQUE DANS L'ACADÉMIE DE VERSAILLES A PROPOS D'UN LIVRE NOIR DES LIBERTÉS

Le ton monte dans l'académie de Versailles, entre M. Pierre Albarède, recteur, et une partie des organisations syndicales d'enseignants et autres personnels au moment où se développent les protestations et les critiques de la plupart de ces organisations et d'une partie des parents d'élèves.

Un Livre noir des libertés, tiré à 31 000 exemplaires, circule depuis le jeudi 9 décembre dans l'académie. Ce document de vingt-quatre pages a été rédigé par le SNEP (Syndicat national des enseignants de second degré), le SNEP (professeurs d'éducation physique) et le SNAU (administration universitaire) de l'académie, auxquels s'est associé le Syndicat national des instituteurs, à l'exception de la section de l'Essonne. Le préambule du Livre noir, qui fait état d'un renouveau « de l'autorité et de l'autoritarisme » qui se feraient particulièrement sentir dans l'académie de Versailles, associe le SNEP, le SNEP (sup) et le SNEP-EN (professeurs d'école normale), membres eux aussi de la Fédération de l'éducation nationale.

Le Livre noir illustre par une longue série d'exemples tirés des deux dernières années scolaires les « atteintes aux droits professionnels et aux libertés syndicales » auxquelles sont en butte, selon eux, les personnels de cette académie — la plus importante de France — depuis que M. Albarède y a pris ses fonctions, à la rentrée 1975. Selon les signataires de ce document, le recteur applique en avant-courreur une politique gouvernementale de remise en cause des libertés syndicales, de renforcement du secret administratif et des pratiques autoritaires, qui irait de pair avec le maintien à l'état endémique de la pénurie en personnels — enseignants ou non — et une restriction croissante des moyens matériels. Instituteurs, professeurs et personnels administratifs soulignent qu'il n'y a pas de réelle décentralisation qui rend difficile l'accomplissement de leurs tâches. Des exemples nombreux (lycées de Corbeil, de Gonesse, C.E.S. de Marly-le-Roi, Villeneuve-la-Garenne, déroulement des commissions administratives paritaires académiques qui a pris à Versailles près de six mois de retard, selon les syndicats) illustrent ces critiques.

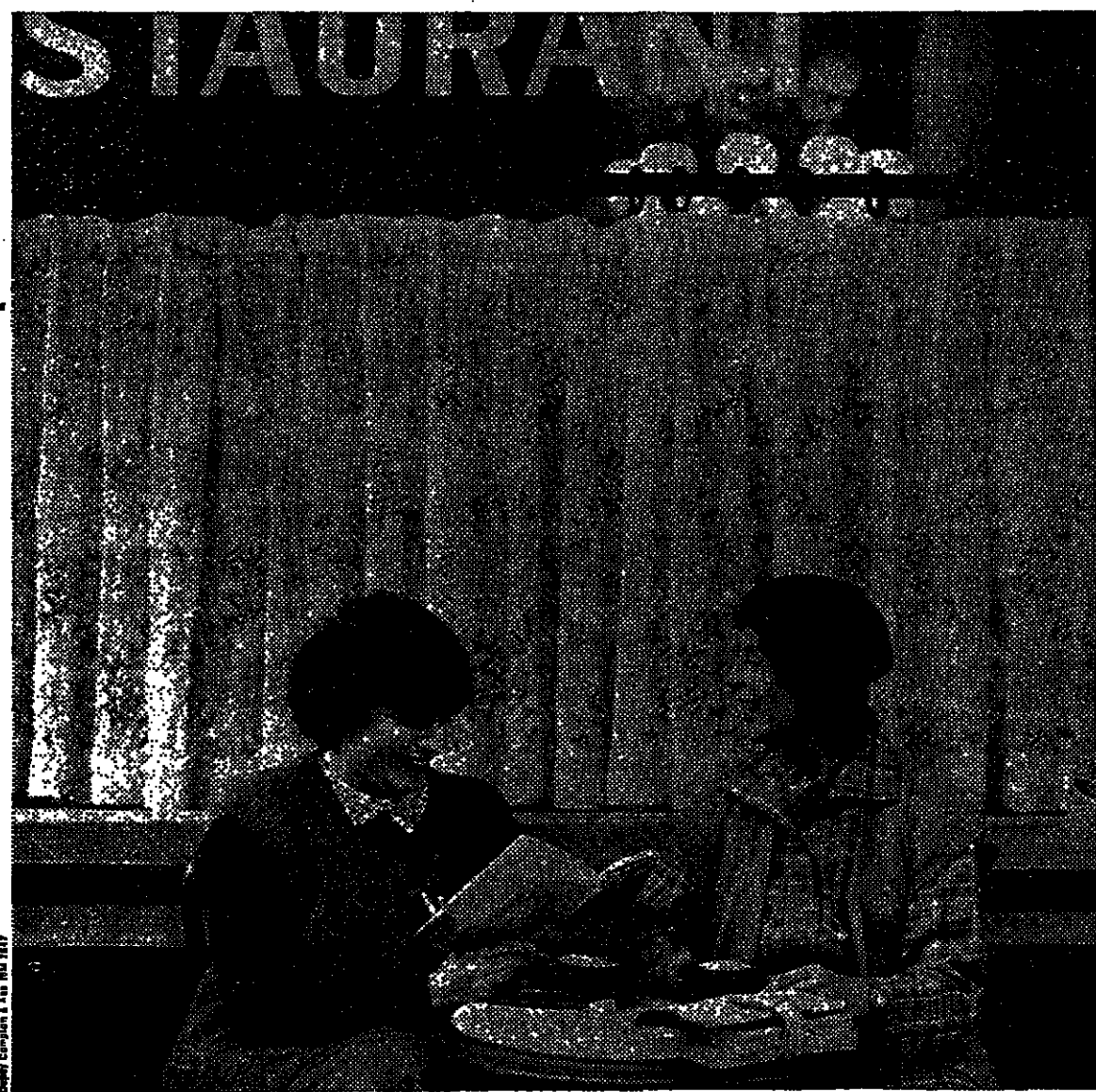
Le recteur a répondu le mardi 14 décembre au Livre noir et en diffusant un communiqué de ton particulièrement vif. « La légalité y est-elle affirmée, l'autorité est remise en question par les syndicats qui exigent l'abolition du système. » Plus loin, M. Albarède interroge : « Un Livre noir des libertés? Non : un Livre noir de mensonge, de dénigrement, de mauvaise foi, de l'ignorance et de l'arbitraire. » Le recteur, qui énumère les « efforts considérables » accomplis en faveur des maîtres auxiliaires, oppose la rentrée « antichambre de 1975 » préparée par l'équipe de son prédécesseur à la rentrée « normale » de 1976.

La conclusion de M. Albarède n'accuse pas ouvertement les communistes, mais laisse à penser que le Livre noir a été rédigé par des sections syndicales de l'Union et Action, proche des communistes, mais ce serait déformer la réalité que de dire que seuls les communistes mettent en cause le fonctionnement de l'académie. Le 6 décembre, le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) répondait lui aussi, les divers aspects de l'« autorité » dans les quatre départements de l'académie et s'en prenait à la « normalisation pédagogique » et aux « pressions » d'exercer sur les administrateurs. Évoquant le caractère « politique » de l'administration, M. Albarède, le S.G.E.N. faisait d'une « inquiétante convergence d'intérêts » (1) qui lui fait état que, dans l'académie de Versailles, tout est désormais possible.

(1) Le S.G.E.N. faisait notamment allusion au lycée de Corbeil, récemment fermé après deux interdictions des forces de police (le 10 et le 11 décembre), comme il l'avait fait à un an. Après la « dérogation » dans le calme du lycée, les professeurs y étaient appelés, dans la nuit du 10 au 11 décembre, pour éteindre un début d'incendie. D'après le recteur, il pourrait s'agir d'un incendie volontaire.

P. BOURGE, J. LACROUX
A l'affût des étoiles
Manuel pratique de
l'astronome amateur

dunod 45 F



En suivant les cours de formation d'IBM
utilisateurs et membres d'IBM accèdent au même
niveau de compétence.

Chaque année, 65 000 Français
suivent les stages de formation d'IBM France.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

ÉDUCATION

A Lyon

Le transfert de quatre enseignants entre deux universités provoque une polémique

Sans entraîner les mêmes répercussions que le transfert des juristes de Paris-X - Nanterre à Malakoff, le transfert de quatre enseignants de l'université Lyon-II à celle de Lyon-III a provoqué une certaine émotion parmi les universitaires de la région.

M. Terrier, professeur de littérature et civilisation américaines, ancien directeur de l'unité d'enseignement et de recherche U.R.A. des lettres et civilisations étrangères, et trois maîtres assistants (deux d'allemand et un d'arabe) de Lyon-II avaient demandé, au mois de juillet dernier, par l'intermédiaire non de leur université, mais de Lyon-III, d'être transférés dans cette université. C'est par une lettre du 5 octobre du secrétaire d'Etat au recteur de l'académie que la décision a été annoncée. Elle venait en effet à l'occasion de la rentrée des enseignants ont interrompu leur service à Lyon-II le 11 novembre.

M. Terrier avait abandonné son poste de directeur d'U.R.A. au mois de mai 1976. Dans un texte rendu public, il a expliqué que son choix était « la conséquence de l'interminable grève de l'année », et il a accusé l'université Lyon-II d'être la proie « de irresponsabilité et de la gabegie ». Il critiquait notamment les conditions dans lesquelles avaient été organisés les examens et reprochait au conseil de l'université et au président d'avoir refusé d'organiser une consultation des étudiants à bulletin secret sur la poursuite de la grève, et d'avoir trop tardivement appelé à la reprise des cours.

Au secrétariat d'Etat, on indique que la baisse des inscriptions en première année à Lyon-II et leur accroissement à Lyon-III.

● **PRECISION.** — Dans la liste des personnalités qui ont reçu le titre de docteur honoris causa de l'université de Paris-V (le Monde du 14 décembre), une ligne sauteuse nous a fait omettre le nom de M. Alfred Fleischer, professeur à l'université de Bâle et directeur de la recherche du groupe Hoffmann-Laroche.

Lyon-III, et les différences d'encadrement entre les universités, ont motivé le transfert. En fait, les effectifs ont diminué globalement en première année à Lyon-II, mais davantage en sciences économiques et en lettres classiques et modernes qu'en anglais et en allemand. En arabe, ils ont augmenté. A Lyon-III, d'autre part, l'augmentation du nombre d'étudiants en première année de langues vivantes est due surtout à la création de nouveaux enseignements.

Le président de l'université Lyon-II a repoussé, au cours d'une conférence de presse, les accusations sur l'organisation des examens. Il a d'autre part annoncé son intention de déposer un recours devant le tribunal administratif : son université n'a pas été consultée sur les transferts et c'est seulement le 12 novembre qu'il a été officiellement de la décision du secrétaire d'Etat. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur et le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) ont protesté aussi contre les transferts. En revanche, la Fédération des syndicats autonomes s'est félicitée de « la fermeté exemplaire du secrétariat d'Etat ». Soulignant « le calme et l'efficacité » qui régnaient à Lyon-III, elle déplore le tort causé à l'université Lyon-II par la grève.

DÉFENSE

UN PAMPHLET DU GÉNÉRAL ETCHEVERRY

« Lettre ouverte à tous ceux qui la ferment »

« Comme disent les Finlandais, qui ont de l'expérience : tous les pays du monde ont une armée chez eux. Quand ce n'est pas la leur, c'est celle d'un autre. » Mieux vaut se battre à Verdun que mourir à Dachau. Ces deux formules du général de corps d'armée Jean-Paul Etcheverry, extraites de la « Lettre ouverte à tous ceux qui la ferment », donnent le ton du pamphlet que le directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale vient de publier à l'intention, précise-t-il, « de la majorité silencieuse ».

Ce livre court, souvent incisif et rédigé par un homme qui se contente d'indiquer qu'il traite et commente un peu, depuis quelques décennies, ce dont il parle, sans jamais mettre en avant son rang et sa fonction, comme le lui interdit, du reste, le règlement de discipline générale.

Livre d'humour, donc, d'un homme qui a du caractère, son franc-parler, au point qu'on murmure dans les armées que des propos peu prudents, il y a quelques années à peine, lui ont valu de ne pas avoir la carrière à laquelle il aurait pu prétendre. Mais livre rapide, précis, sans nuances et volontiers provocateur. Le général Etcheverry choisit ainsi la loi du genre : il s'engage avec passion et avec excès.

Certes, l'auteur a raison de souligner les menaces qui pèsent sur les relations internationales et sur le fait — trop souvent ignoré — que depuis 1945 soixante-seize mille militaires ont provoqué la mort dans le monde de plus de onze millions de personnes, bien davantage que la première guerre

mondiale. « Les affrontements ne sont pas supprimés, ils ont lieu par nations interposées et nous assistons à la mondialisation de la stratégie dite indirecte », écrit l'auteur.

Pour les besoins de sa thèse, le général Etcheverry se complait à opposer à la majorité silencieuse « une partie de l'élite pensante », qui « cultive avec délectation le laisser-aller, l'arbitraire de ses lois », ou qui pratiquerait, avec masochisme, le lachisme, le masochisme, le lachisme, le masochisme et la démission.

Le procédé est facile, éculé, un peu triton et, à coup sûr, démagogique. Le général Etcheverry succombe, à son tour, à l'air du temps et reprend l'antienne qui veut que les batailles ont été perdues par « les bourgeois du régime arriéré » et les intellectuels, toutes professions confondues.

Venant de l'homme qui, depuis 1974, dirige le haut lieu de la pensée militaire française, où se rencontrent des hauts fonctionnaires, les hauts officiers généraux et des personnalités civiles choisies pour leurs compétences dans tous les milieux socio-professionnels, ces attaques étonnent et elles enlèvent du crédit à un pamphlet qui demeure, malgré tout, le témoignage d'un réel état d'esprit de nombreux cadres militaires en 1976.

JACQUES ISNARD.

* Lettre ouverte à tous ceux qui la ferment, par Jean-Paul Etcheverry, Editions France-Empire, 128 pages, 24,50 F.

● Le général Jacques Mitterrand, président de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), a été reçu, jeudi 16 décembre, au Caire, par M. Sadate, président de l'Etat égyptien, puis par le ministre égyptien de la défense. L'Egypte pourrait acquérir des hélicoptères — elle a déjà acheté des hélicoptères d'attaque Gasele équipés de missiles antichars — des avions de transport militaire Transal.

ENEZ A NEULLY ACHETER VOTRE CHAÎNE HI-FI "DOSSIER EN MAIN"

5 Dossiers inédits.

A Neully, 400 m² de Hi-Fi vous attendent. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont là : les 32 pages des dossiers Quartz vous expliquent clairement comment bien choisir votre chaîne. Nous avons confronté sans pitié toutes les grandes marques dans des tableaux comparatifs inédits.

QUARTZ

12 Châssis cohérents.

Ce travail considérable a donné naissance, après contrôle en laboratoire, aux 12 chaînes Quartz, les plus cohérentes de la saison 77. Aux prix les plus bas de Paris (à partir de 1.990 F). Venez les écouter tranquillement. Nous avons mis votre dossier (gratuit) de côté. Et le packing est facile.

110, av. Charles-de-Gaulle
Neully (métro : Sablon)
39, av. Jules-Caumont, Marseille.

Il coupe le poil si bien, si vite
que la peau n'a pas le temps de souffrir.

C'est le nouveau Braun.

La grille aux mille pièges.
Le poil. Pour le couper à coup sûr, il faut d'abord le capturer à coup sûr. Alors, Braun.



à imaginé une arme terriblement efficace.
En dessinant une nouvelle grille. Regardez les croquis ci-dessus. Chaque alvéole de la grille est faite de 6 angles. En tout, des milliers d'angles qui ciment impitoyablement le poil. Qui le coince. Ainsi est née la grille aux mille pièges : un piège pour chaque poil de votre barbe.

Une nouvelle façon de se raser. Très vite.
Dès que la grille touche votre peau, le poil est maîtrisé. Sous la grille, les 30 lames acier, le poil est coupé net. Avec la grille aux mille pièges, Braun vient peut-être de révolutionner le rasage

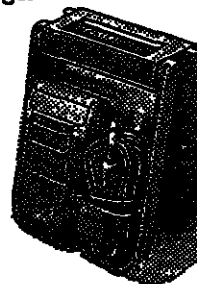
électrique. Pour la première fois, vous êtes rasé de près, incroyablement vite. Alors, votre peau est douce. Parce que vous êtes rasé de près. Et parce que vous êtes rasé vite, si vite que votre peau n'a pas le temps d'être irritée.

Une forme nouvelle. Très efficace.

Cette grille aux mille pièges, Braun l'a posée sur un magnifique rasoir, le microne. Encore plus compact, antidérapant, il se tient bien en main. Et il a une tondeuse éjectable. Dégagée du corps du rasoir, la tondeuse devient plus habile, plus précise. Enfin, l'étui du microne se déplace, tient debout et vous sert de miroir. Adhésif, il s'accroche au mur de votre salle de bains.

Avec le Braun microne, Braun vous invite à découvrir un nouveau rasage. Très efficace pour le poil. Et pourtant très doux pour la peau.

BRAUN



Braun microne. Plus on rase vite, plus on rase doux.

UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F)



1 platine
tournée-disque
1 ampli AM 2200
2 x 20 W

AKAI

+ 2 enceintes
à 2 voies JCL-CEZ
ébénisterie luxe

audito

16, RUE LA FAYETTE - 75009 PARIS - TÉL. : 824.92.70

continental distribution
7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TÉL. : 236.03.73

écrits et mémoires mathématiques

nouveau tirage limité et complet
de la seule édition critique intégrale
des manuscrits et publications de

ÉVARISTE GALOIS

par R. Bourgne et J.-P. Azra

format 21 x 27, 612 pages

relié plein cuir havane, numéroté de 1 à 100 - 480 F
relié skivertex bleu de prusse numéroté de 101 à 800 - 240 F

gauthiervillars

ÉQUIPEMENT

Les difficultés de la construction navale

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, devait recevoir, ce vendredi, les dirigeants de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et leur expliquer le détail des mesures prises par le conseil des ministres en faveur des chantiers navals.

M. Cavallé a précisé qu'il demanderait aux chantiers français de présenter aux pouvoirs publics, avant le 1^{er} mars 1977, un plan professionnel de restructuration. L'aide de l'Etat à la profession sera conditionnée par les engagements des firmes contenues dans

ce plan. Les constructeurs ne semblent qu'à moitié satisfaits par les décisions arrêtées par le gouvernement, car, selon eux, elles ne règlent pas, dans l'immédiat, les difficultés financières dans ce secteur.

A SAINT-NAZAIRE : un plan de sauvetage pour la réparation

(De notre correspondant.)

Saint-Nazaire. — Aux Ateliers français de l'Ouest, qui emploient sept cents personnes, dans la réparation navale à Saint-Nazaire, le défilé de bilan, dont l'éventualité avait été sérieusement retenue par les syndicats la semaine passée, tant la situation était grave, a pu être évité. Le « plan de relance », qui comprend plusieurs mesures financières, présenté le 14 décembre à Paris à la C.G.T. et à la C.F.D.T. par la direction de l'entreprise, prévoit, dans l'immédiat, le maintien de l'emploi. Mais ce plan a été jugé, mercredi 15 décembre, à Saint-Nazaire, « syndicalement inacceptable ». C'est surtout la remise en cause des avantages acquis qui a suscité cette réaction. Ainsi, il est prévu une diminution du salaire de base de 10 %, la suppression des primes et des gratifications de fin d'année.

Le plan de restructuration des AFO a été présenté dans le détail mercredi au comité d'établissement, et le personnel devait analyser les mesures proposées jeudi.

LISEZ

Le Monde
des Philatélistes
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

A NANTES : quatre cents emplois supprimés chez Dubigeon

De notre correspondant

Nantes. — Des cinq grands chantiers nantais français, Dubigeon-Normandie est l'entreprise la plus fragile.

Dans quelques semaines, le chantier Dubigeon-Normandie de Nantes mettra fin au contrat des quelques trois cents cinquante à quatre cents travailleurs intérimaires qu'il emploie encore, et, dès février, ce sont deux corps de métier de son personnel, les électriciens et les menuisiers, qui seront sans travail. Les différents aménagements qui pourront ensuite être apportés au programme de construction ne pourront reporter au-delà des vacances d'été de 1977 la rupture inévitable du plan de charge. Mais c'est déjà la crise sérieuse dans ce chantier d'estuaire après les années fastes de 1974 et 1975 où la direction avait dû, pour faire face au flux de commandes, recruter jusqu'à plus d'un millier de travailleurs intérimaires. Le départ progressif de ces derniers pose déjà des problèmes structurels qui ont été jusqu'ici résolus partiellement par des prêts de techniciens, cadres et dessinateurs aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, mais ces difficultés vont aller en s'accroissant.

Depuis plus d'un an maintenant, aucune nouvelle commande n'a été enregistrée. En février va être livré un petit bateau russe en cours de finition, mais, après son lancement, il faudra arrêter la chaîne des carteries. Deux cents ouvriers électriciens et menuisiers seront ainsi touchés de plein fouet.

La direction et les syndicats sont d'accord sur un point : dans l'année 1977, il faudrait enregistrer une commande de trois à quatre navires pour sauver les chantiers nantais et leurs deux mille cinq cents salariés. La crainte d'une disparition, à terme, est de plus en plus vivement ressentie, même si chacun se refuse, encore, dans les difficultés actuelles, à l'envisager pour le proche avenir. Au comité d'établissement, en juillet dernier, le directeur général avait

déclaré, en annonçant les premières mesures d'austérité : « Ne vous faites pas d'illusions. Personne ne souhaite le maintien de la construction navale à Nantes. Nous ne pouvons compter que sur nous. C'est à nous de prouver que le chantier de Nantes est viable, c'est-à-dire capable de construire des navires dans des conditions de prix de revient au moins équivalentes à celles rencontrées dans le reste de l'Europe. »

Le mal n'a fait qu'empirer, d'autant que plane toujours la menace d'une catastrophe qui serait constituée par l'impossibilité de construire les deux derniers transporteurs de

produits chimiques, l'armateur se trouvant devant des difficultés de trésorerie pour en assurer le paiement.

Bien minces, à côté de cela, apparaissent les possibilités de diversification de Dubigeon-Normandie, qui a repris, en corresponsabilité avec la S.N.C.F., un établissement de montage d'aéroglisseurs, la SEDAM, à Paulilac, près de Bordeaux. Deux appareils restent à terminer. Si d'autres commandes intervenaient, Dubigeon-Normandie pourrait en espérer deux cent mille heures de travail par an... une mière par rapport aux trois millions et demi d'heures effectuées en 1976.

JEAN-CLAUDE MURGALL

LE DIRECTEUR DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE MAINTIEN SON REFUS DE RECONDUIRE L'ACCORD SALARIAL

De notre correspondant

Saint-Nazaire. — C'est vers 13 heures, ce vendredi 17 décembre, qu'était prévu le départ de Saint-Nazaire pour essais en mer du super-pétrolier de 530 000 tonnes « Bellamy » construit aux Chantiers de l'Atlantique, départ rendu possible par la cessation de l'occupation du chantier naval et sa réouverture jeudi, à 13 h. 30. En fait, la réouverture du chantier naval n'a pas réglé le différend qui oppose direction et syndicats de l'entreprise, et qui porte sur le renouvellement de l'accord salarial pour 1977.

On l'a constaté jeudi lorsque, deux heures après avoir repris le travail, le personnel du chantier naval a défilé pour participer à un meeting interyndical C.G.T., C.F.D.T., F.O., meeting au cours duquel a été réaffirmée la volonté du personnel

ouvrier et manuel des Chantiers de l'Atlantique de voir reprendre les négociations. Dans le même temps, une délégation interyndicale représentant le directeur des affaires sociales des Chantiers de l'Atlantique, qui répondait que la position patronale n'avait pas évolué depuis le refus du 2 décembre de renouveler l'accord pour 1977, accord qui assurait une progression du pouvoir d'achat.

Dans la matinée de jeudi, une manifestation interyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. avait rassemblé près de quatre mille personnes dans les rues de Saint-Nazaire. Manifestation de soutien aux travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, mais aussi de dénonciation du plan Basse et de la politique de blocage du pouvoir d'achat des salariés.

VINS DE BORDEAUX

Comment bien choisir Parmi 3.000 noms

Choix délicat que celui d'un bon vin, choix délicat et difficile tant il est vaste. L'assurance du sommelier, le palais de l'épicurien, s'ils peuvent être des critères de sélection non négligeables, ne sont pas toutefois suffisants. C'est pour vous permettre de choisir en connaissance de cause et bientôt en connaisseur que HENRI DE KERMOAL a écrit « BORDEAUX ». Henri de KERMOAL, requête toutes les qualités pour être conseiller, vice-chancelier de la Confédération Viti-vinicole, il est aussi propriétaire à FRONSAC. C'est à sa passion pour sa terre, son vignoble, ses vins, son Château-du-GABY, que nous devons d'avoir aujourd'hui à notre disposition un ouvrage aussi complet que « BORDEAUX ».

Panorama d'un terroir riche et varié, « BORDEAUX » nous expose la subtilité des MÉDOC, la généralité des SAINT-ÉMILION, la singularité des FRONSAC, la somptuosité des SAUTERNES, la virilité des GRAVES, l'élégance noble des Châteaux-LAFITE, ROTHSCHILD, Châteaux-HAUT-BRION, Châteaux-BEL-AIR, Châteaux-YQUEM Châteaux-du-GABY. « BORDEAUX » se lit comme un roman tant la vie y est présente à chaque instant : influences du sol, des cépages, conseils de dégustation et de service, règles d'accompagnement.

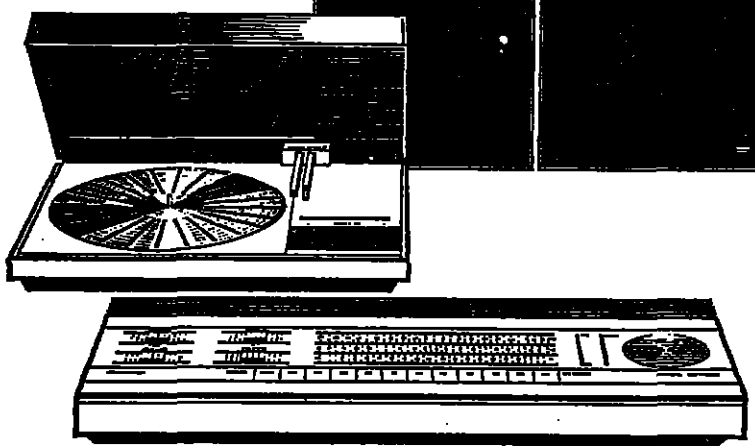
« BORDEAUX », c'est 60 pages de vie, de passion, de finesse, de joie, d'espoir, de recueillement, 60 pages de l'histoire d'une région, 60 pages de l'histoire de l'homme, 60 pages qu'il faut lire. « BORDEAUX » est un guide luxueux, richement illustré qui tout amateur se doit de posséder.

A n'en point douter, « BORDEAUX » restera pour longtemps l'ouvrage le plus complet, la bible incontestable des connaisseurs. Si vous lui en faites la demande, Henri de KERMOAL se fera un plaisir de vous adresser gratuitement un exemplaire dédicaté de « BORDEAUX » (contre 7 F en timbres pour affranchissement — l'ouvrage passe 500 gr). CHATEAU-DU-GABY 33126 - FRONSAC.



Chaîne B&O 2000

Beomaster 2000.
AM FM, stations
pré-régées, 2 x 40 Watts
Beogram 4002
à bras tangentiel
Beovox Uniphase S 60.



chez votre conseil haute-fidélité Bang & Olufsen

1^{er} VIDEO SOUND
5, rue Cambon

5^e AUDIOSYSTEMS
47, rue Mouffetard

6^e PAN
11, rue Jacob

7^e TARENTELE
40, ave de La Bourdonnais

7^e PICHONNIER
148, rue de Grenelle

8^e EUROP HI-FI TÉLÉ
51, rue de Miromesnil

8^e MUSIQUE ET TECHNIQUE
79-81, rue du Rocher

9^e AUDITO
16, rue La Fayette

12^e FIDELIO
24 bis, place de la Nation

14^e COSMIC
52, rue du Montparnasse

14^e LIEDER
24, rue Sarrette

15^e ILLE
122, avenue Félix Faure

16^e EUROP SYSTEM
3, rue Guy de Maupassant

17^e PARIS LOIRE
62, av de la Grande Armée

18^e LIEDER
14, rue Vauvargues

Banlieue

BOISSAC
32, rue Maréchal Foch LE VESINET

ONDES ET IMAGES
32, rue de la Paroisse VERSAILLES

L'AUDITORIUM
4, avenue Menelotte COLOMBES

TOUTE LA MUSIQUE
Centre Commercial Albert 1^{er} RUEIL

80, bd de la République ST-CLOUD

ROQUE HI-FI
Grand Centre de

Saint-Ouen-TAOMANE PONTOISE

GALL
96, av P-V. Couteurier VITRY-

LE KIOSQUE A MUSIQUE
12, rue de Mora ENGHEN

Au centre de Deauville,
et pourtant au grand calme,
en bordure directe de l'hippodrome,
nous construisons la résidence

Studios, 2 et 3 pièces
Prix très modérés, fermes
et définitifs

(environ 4.800 F/m²)
Livraison fin 1977.

F. SOGEMINE
75008 - Paris - Tél : 522.37.60

06400 Cannes - Tél : (093) 39.50.90

Mandat local de vente :
Paris / Deauville Immobilier
46, r. Orlife - Tél. (31) 88.30.25.

ASCOT

24 à 28, rue de l'Avenir.

Garantie bancaire
d'achèvement - Crédit 80%

Je désire recevoir une documentation
gratuite sans engagement.

Nom
Adresse

Savez-vous
que pour le prix de
vos dernières vacances
vous pourriez,
sans doute, vous offrir
les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 450 F*, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....

Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris
tél. 742.52.26/073.75.42

*1 semaine, transport DC 81 et hôtel type "3 étoiles" compris
Organisation Lic. A. 476, Lic. A. 496 et Lic. A. 702
(*et même 2250 F à partir du 1^{er} mai 77)



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

هكزامن الأول

ÉQUIPEMENT

La réforme de l'architecture à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale examine le projet de loi sur l'architecture, voté par le Sénat le 16 novembre dernier. Ambitieux dans ses objectifs — améliorer la qualité architecturale, — ce texte est plus décevant dans son contenu.

Il modernise les conditions d'exercice de la profession (salariat, sociétés commerciales au lieu du seul exercice libéral), perpétue l'ordre des architectes en modifiant son organisation et rend obli-

gatoire l'intervention des architectes pour toutes les constructions collectives, publiques ou privées, mais non pour les maisons individuelles édifiées par des particuliers.

Enfin, il crée des conseils départementaux d'architecture composés d'architectes, destinés à former et à informer gratuitement les constructeurs au moment où ils demandent un permis de construire. La consultation de ces conseils a

été rendue obligatoire par les sénateurs. Les députés maintiendront cette obligation, qui n'est pas souhaitée par le gouvernement ? Cette disposition est en tout cas l'innovation principale de ce texte.

Pour l'essentiel, les organisations professionnelles des architectes, ordres et syndicats, soutiennent ce projet qui ouvre aux architectes des possibilités juridiques plus larges mais ne modifie rien du point

de vue économique ou financier. Un certain nombre de professionnels ainsi que des étudiants et des salariés d'agences ont toutefois décidé de manifester à l'Assemblée nationale en signe de protestation. Enfin, l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADVA), qui réclame la suppression de l'ordre et la création d'agences publiques, ne s'associe pas à cette manifestation - du type CID-Unati -.

POINTS DE VUE

Sortir de la technocratie

par DANIEL AUGER (*)

ARCHITECTURE est aujourd'hui entre les mains d'une technocratie qui ne produit même une architecture commerciale, commerciale seulement des sites rapidement conditionnés et qu'on a la saute architecturale, rajout de loi proposé par le gouvernement ne fait que modifier les clients de cette saute. Il n'est pas sur que cette saute, si elle n'est que critique technique, ne soit la principale critique qu'on porte sur ce projet de loi. On ne peut pas dire que l'architecture est une affaire de techniciens. La présomption de qualité apportée par les professionnels prise comme justification de ce projet de loi, qui n'est que la saute architecturale, n'est que la saute architecturale. Le gouvernement, soutenu par les professionnels libéraux, à travers elles, aux classes moyennes, n'a cependant pas osé voter un monopole complet. Les décisions individuelles y échappent, mais le régime dans la construction, surtout fait mal accueillir l'opinion d'une mesure de sa responsabilité à un architecte. L'incorporation de ces derniers n'est pas retenue pour ces mêmes raisons politiques, le gouvernement via une mesure, bâtarde, pour biter ce manque de conseils techniques en architecture et en même temps desquels les amas de pavillons pourraient aller se signer. Ces organismes ne sont pas clairement définis. Leur attributions sont imprécises, leur composition est floue, leur tutelle obscure. En médecine, il existe la sécurité des soins, mais au stade de la construction, le gouvernement via une mesure, bâtarde, pour biter ce manque de conseils techniques en architecture et en même temps desquels les amas de pavillons pourraient aller se signer. Ces organismes ne sont pas clairement définis. Leur attributions sont imprécises, leur composition est floue, leur tutelle obscure.

borer leur propre charte d'architecture, leurs propres règles de vie en commun, leurs propres règlements d'urbanisme.

Un maire, un président de district urbain connaissent mieux les problèmes spécifiques d'une ville ou d'un quartier qu'un fonctionnaire, muni d'un pouvoir de poste en poste. La consultation des intéressés peut alors se faire naturellement. Ce n'est qu'avec la participation de chacun aux décisions et aux choix du cadre de vie que l'architecture, qui n'est que l'expression, peut être réussie. Quant à l'urbanisme, il est toujours homonyme d'humanisme, qu'il devrait en être le synonyme.

(*) Architecte, membre du comité des experts du Mouvement des radicaux de gauche.

Primauté aux créateurs

par CLAUDE LABBÉ (*)

DEPUIS trop longtemps, l'architecture est étouffée dans le carcan d'une législation inadaptée et rétrograde. La loi de 1940 n'était plus qu'une forme vide de sens et le témoin d'un état de décadence où elle avait vu, de fait, disparaître, va se substituer une loi nouvelle. A cette occasion, le vaudrait valuer dans l'architecture l'un des grands axes où se joue l'avenir de notre société.

Parcours les villes qui nous entourent, traversons en pensée campagnes et faubourgs, et nous avons aussitôt présent à l'esprit ce qui ne doit plus être : la dégradation de volumes agressifs où s'entassent des cellules qui ne seraient être vraiment des foyers, la prolifération désordonnée de constructions hétéroclites ; ici, la raideur de lignes qu'inspire seul le souci de la rentabilité immédiate, là, le morne monotonisme de toitures s'alignant dans la confusion et l'arbitraire d'un individualisme mal compris.

Résumons d'emblée la conclusion trop attendue de ceux qui font de l'architecture le lieu d'un débat partiel : oui, notre société assume une responsabilité indéfinie dans la dégradation de son cadre de vie, mais aussi, elle porte en elle la germe de sa propre régénération, et elle ne pourra y parvenir dans le libéralisme résolu qui seul peut lui inspirer l'ardeur d'entreprendre et la force de réussir. Faut-il évoquer les lourdes façades

de Moscou et les perspectives désolées de Berlin-Est pour rappeler à la réalité ceux qui voudraient nous faire croire au mythe d'une « architecture de gauche » ?

Cette loi ne peut prétendre effacer, à elle seule, les multiples causes de la dégradation de l'environnement urbain. Avec un pragmatisme salutaire, elle s'attache à créer les conditions nécessaires — et non encore suffisantes, tant s'en faut — pour que puisse renaître et à nouveau s'épanouir cette qualité architecturale enfin déclarée d'utilité publique.

Pourtant du constat de l'insuffisance notoire du contrôle de la qualité des constructions, elle instaure une double structure qui se traduira, en pratique, par l'obligation de recourir à un architecte, et pour ceux qui s'en trouveront exemptés — c'est-à-dire, de façon générale, les constructeurs d'habitations individuelles, — par celle de consulter, lors de l'élaboration du projet, les organismes du Conseil d'architecture et d'urbanisme, dont les services seront mis gratuitement à la disposition des maîtres d'ouvrage.

Est-ce là, comme on l'a trop dit, créer un privilège, instituer un monopole ? Qui ne voit qu'il était logique de confier la mission de veiller au respect de l'intérêt public à ceux que leur formation et leur expérience désignent tout naturellement pour en être les meilleurs garants ? Qui peut croire de bonne foi qu'il ait été préférable d'entériner la situation actuelle, où près des trois quarts du volume total des constructions échappent aux architectes et où, avec la bénédiction technocratique de certains services de l'administration, s'accroît, au contraire, l'empire des promoteurs des bureaux d'études ?

Loi de nous l'intention de disqualifier les professionnels hautement respectables : nous pensons seulement que, dans l'acte de bâtir, la primauté doit être rendue au créateur et — pourquoi sourire ? — à l'artiste.

Parce que nous croyons qu'elle est un pas décisif vers une architecture meilleure et plus humaine, parce que nous y lisons les signes d'une libération de la participation et de la libre responsabilité, parce que nous savons qu'elle procède, dans sa forme actuelle, d'une très large concertation, nous votons cette loi et nous nous préparons, dès maintenant, à examiner les textes qui doivent sans retard la compléter et lui donner sa véritable portée.

Parmi ceux-ci, nous accorderons une nécessaire priorité à la réforme de l'enseignement de l'architecture, qui connaît présentement de fort sérieuses difficultés. Il est clair que, dans la perspective de la loi nouvelle, l'architecture doit pouvoir fonder sa compétence sur une formation sans faille et un diplôme de valeur indiscutable. L'enseignement de l'architecture doit donc être renoué, à l'exemple des unités pédagogiques les plus actives, orienté vers une pratique réelle, non vers un salt trop qu'elle révoque sociologie de l'architecture.

Nous attendons de cette réforme qu'elle rétablisse la primauté des disciplines fondamentales, qu'elle définisse les règles d'une juste sélection et, en refusant la facilité d'un trop systématique alignement sur le modèle universitaire, qu'elle préserve la spécificité d'un enseignement dont les structures et les méthodes constituent souvent de remarquables réussites pédagogiques.

S'il ne peut être question de qualité architecturale sans un enseignement de haut niveau, elle ne peut pas davantage être atteinte sans la réforme de la commande publique d'architecture, dont les études en cours montrent et l'importance et les lacunes. L'Etat se doit, en ce domaine, de donner l'exemple d'une saine gestion, d'une coordination des initiatives pour l'heure abandonnées à de multiples administrations et réalisées en dehors de toute conception d'ensemble.

Aussi, voyons-nous dans cette loi non à l'issue d'un processus achevé mais l'amorce d'un effort, non pas un but, mais bien une étape vers une véritable politique de l'Etat en faveur de la création artistique. Renouant avec une tradition marquée par les exemples illustres que furent dans cette voie le général de Gaulle, André Malraux et Georges Pompidou, nous entendons rassembler là aussi, la aussi stimuler et unir.

Parce que nous croyons en l'homme et en l'avenir de l'homme libre et responsable, nous savons qu'il n'est point d'art sans l'artiste, point d'architecture sans l'architecte. Qu'ils s'entraident, les technocrates ! Qu'ils s'exclament, les politiciens de l'architecture ! Qu'ils importent ! Avec la certitude de traduire le sentiment de l'immense majorité des architectes et des usagers, nous l'affirmons : l'architecture doit être une œuvre, non le produit stérile d'une série d'équations ni le manifeste d'une quelconque pensée crue révolutionnaire.

(*) Président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale.

KING MUSIQUE

Premier distributeur français de chaînes haute-fidélité

a la confiance des grandes marques

PIONEER THORENS Technics Sansui Martin JBL SCOTT AKAI Celestion Wharfedale marantz YAMAHA TEAC Bang & Olufsen Lenco NAKAMICHI STAX

Extrait de l'Article 1 de notre Contrat de Vente :

Voire chaîne vous satisfait : vous la gardez.

Elle ne vous satisfait pas dans les 15 jours suivant votre achat : VOUS ETES REMBOURSE.

prix valables jusqu'au 31 décembre 1976

1 ampli : PIONEER SA 5300 2 x 10 watts/8 ohms	1 platine : TECHNICS SL 20 Entraînement par courroie	2 enceintes : SCOTT S 176 2 voies 30 watts	La chaîne complète : 2250f	15 1 ampli : SANSUI AU 4800 2 x 36 watts/8 ohms	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : DITTON 44 2 voies puissance : 44 watts	La chaîne complète : 4650f
2 1 ampli : SANSUI AU 2900 2 x 17 watts/8 ohms	1 platine : PIONEER PL 112 D Entraînement par courroie-Manuelle	2 enceintes : MARTIN GAMMA 208 40 watts-2 voies Réglage signs	La chaîne complète : 2890f	16 1 ampli : TECHNICS SU 7800 2 x 41 watts/8 ohms	1 platine : TECHNICS SL 23 Entraînement par courroie	2 enceintes : J.B. LANSING L 28 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 4660f
3 1 ampli : MARANTZ 1030 2 x 15 watts efficaces	1 platine : MARANTZ TD 156 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : SCOTT S 176 2 x 30 watts 2 voies	La chaîne complète : 3040f	17 1 ampli-tuner : THORENS T 176 L 2 x 30 watts efficaces PO-FM	1 platine : THORENS TD 156 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : DITTON 44 3 voies puissance : 44 watts	La chaîne complète : 4830f
4 1 ampli : SCOTT A 416 2 x 20 watts efficaces	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : MARTIN GAMMA 208 40 watts-2 voies Réglage signs	La chaîne complète : 3190 f	18 1 ampli : SCOTT A 436 2 x 42 watts efficaces	1 platine : THORENS TD 145 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 26 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 5350f
5 1 ampli : PIONEER SA 6300 2 x 20 watts/8 ohms	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : MARTIN GAMMA 208 40 watts-2 voies Réglage signs	La chaîne complète : 3250f	19 1 ampli : PIONEER SA 7500 2 x 40 watts/8 ohms	1 platine : THORENS TD 145 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : DITTON 44 3 voies puissance : 44 watts	La chaîne complète : 5360f
6 1 ampli : TECHNICS SU 7200 2 x 20 watts/8 ohms	1 platine : TECHNICS SL 20 Entraînement par courroie	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 3450f	20 1 ampli-tuner : SANSUI 551 2 x 20 watts RMS AM-FM	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 5370f
7 1 ampli-tuner : PIONEER SX 450 2 x 15 watts RMS AM-FM	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : SCOTT S 176 2 x 30 watts 2 voies	La chaîne complète : 3495 f	21 1 ampli : MARANTZ 1070 2 x 35 watts efficaces	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : J.B. LANSING L 26 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 5650f
8 1 ampli-tuner : SCOTT R 316 L 2 x 20 watts efficaces PO-GO-FM	1 platine : TECHNICS SL 20 Entraînement par courroie	2 enceintes : MARTIN GAMMA 208 40 watts-2 voies Réglage signs	La chaîne complète : 3600f	22 1 ampli-tuner : TECHNICS SA 5160 L 2 x 35 watts RMS PO-GO	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : J.B. LANSING L 36 50 watts/8 ohms	La chaîne complète : 6290f
9 1 ampli : SCOTT A 426 2 x 20 watts efficaces	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 3650 f	23 1 ampli-tuner : MARANTZ 2225 L 2 x 20 watts efficaces PO-GO-FM	1 platine : THORENS TD 145 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 26 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 6340f
10 1 ampli : SANSUI AU 3900 2 x 25 watts/8 ohms	1 platine : PIONEER PL 115 D Entraînement par courroie	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 3690f	24 1 ampli-tuner : SCOTT R 336 L 2 x 42 watts efficaces PO-FM	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : DITTON 66 3 voies-1 passif publi. 90 watts	La chaîne complète : 6690f
11 1 ampli-tuner : S.O. 1100 2 x 22 watts AM-FM	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : KEF CORBELL 40 watts 2 voies-1 passif 40 watts	La chaîne complète : 4030f	25 1 ampli-tuner : PIONEER SX 1500 2 x 22 watts	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : KEF 104 50 watts-2 voies 1 passif	La chaîne complète : 6780f
12 1 ampli-tuner : MARANTZ 2215 SL 2 x 15 watts RMS AM-FM-GO	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 4310 f	26 1 ampli-tuner : PIONEER SA 8500 2 x 35 watts RMS AM-FM	1 platine : THORENS TD 145 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 36 50 watts/8 ohms	La chaîne complète : 6800f
13 1 ampli : MARANTZ 1080 2 x 30 watts efficaces	1 platine : THORENS TD 168 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : MARTIN GAMMA 208 40 watts/8 ohms 3 voies	La chaîne complète : 4450f	27 1 ampli : PIONEER SA 8500 2 x 35 watts/8 ohms	1 platine : TECHNICS SL 1500 Entraînement direct Manuelle	2 enceintes : J.B. LANSING L 36 50 watts/8 ohms	La chaîne complète : 7270f
14 1 ampli-tuner : PIONEER SX 550 2 x 20 watts RMS AM-FM	1 platine : THORENS TD 145 MKII Nouveau modèle	2 enceintes : J.B. LANSING L 16 35 watts/8 ohms	La chaîne complète : 4595 f	28 1 ampli-tuner : PIONEER SX 750 2 x 50 watts RMS AM-FM	1 platine : TECHNICS SL 1300 Entraînement direct Automatique	2 enceintes : DITTON 66 3 voies-1 passif publi. 90 watts	La chaîne complète : 8660f

KING MUSIQUE : 67 MAGASINS DONT :

Paris, 1 place Clichy

BELLE EPINE Vélizy2 ROSNY2 CRETEIL evry2 Versailles 20 AVENUE DE ST CLOUD

HAUTE-FIDÉLITÉ
Nieder

6.950^F
le juste prix de la qualité.

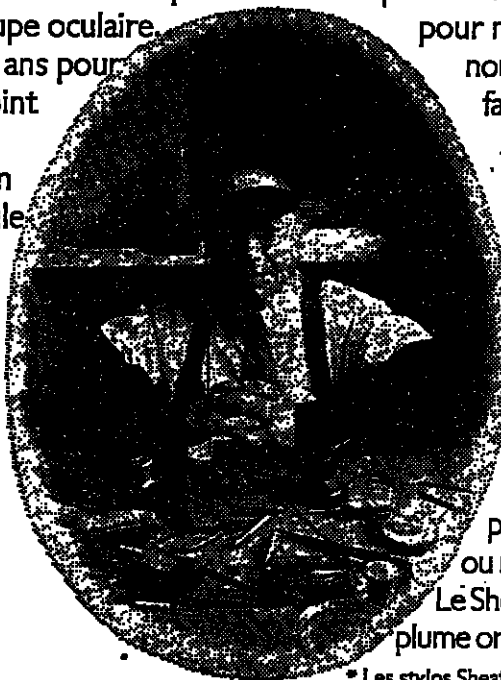


Nieder 24, rue Sarrette 75014 Paris
14, rue Vauvenargues 75018 Paris

la qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.

C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.



En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la loupe oculaire. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main. Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes. Gamme complète de 80 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.

* Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier.

Ce point blanc n'appartient qu'à Sheaffer.

SHEAFFER
SHEAFFER & COMPANY
Fountain Pens, Ballpoint Pens, Markers

Sheaffer Information, Tél. 824.89.52 - 824.89.53

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Aéroport de Paris : la difficile recherche de l'équilibre

Si une aide de l'Etat de 50 millions de francs lui est acquise sous forme d'allègement de ses charges financières, l'aéroport de Paris ne devrait pas être loin, l'an prochain, d'équilibrer son compte d'exploitation : son déficit pourrait n'atteindre que 4 millions de francs contre 47 millions en 1976.

Lors du récent débat budgétaire à l'Assemblée nationale, M. Pierre Baudis, maire républicain indépendant de Toulouse et rapporteur du budget de l'aviation civile, avait déclaré : « S'agissant de l'aéroport de Paris, le déficit devient chronique parce qu'il ne cesse d'augmenter. » Pour M. Jacques Larché, président de cet établissement public, qui a réuni une conférence de presse, le jeudi 16 décembre, « c'est une contre-vérité évidente », lancée à la légère et fondée sur des chiffres sans valeur.

La construction de l'aéroport Charles-de-Gaulle a momentanément déséquilibré le bilan de l'aéroport de Paris. « L'Etat n'ayant pas, aux yeux de ses responsables, participé pour une part suffisante au financement de ce très lourd investissement », sous réserve, notamment, que l'Etat continue d'assainir sa structure financière par des dotations en capital et par l'allègement des charges financières, l'établissement public devrait définitivement rétablir l'équilibre de ses comptes à partir de 1980. Telles sont les prévisions du plan d'entreprise (1977-1981), qui fixe comme objectif, à moyen terme, l'obtention d'un taux d'autofinancement voisin de 30 %.

L'aéroport de Paris aura traité, cette année, 20,5 millions de passagers et 400 000 tonnes de fret. Pour la période 1977-1981, le plan d'entreprise a retenu une hypothèse de progression annuelle du trafic de 5 % pour les voyageurs et de 12 % pour les marchandises et de 4,6 % pour les mouvements d'avions. Soit, en 1981, un trafic de 30 millions de passagers, de 700 000 tonnes de fret et de 330 000 mouvements d'avions.

L'ouverture partielle du premier module de l'aéroport n° 2 sur l'aéroport Charles-de-Gaulle est prévue pour l'été 1981 et son achèvement un an plus tard : Air France et British Airways y concentreraient leurs vols Paris-Grande-Bretagne, qu'ils ont commencé d'exploiter, au printemps dernier, sous forme de « pont aérien ». Un second module pourrait être mis en service en 1983 : la compagnie nationale quitterait l'aéroport n° 1 pour s'y installer.

Pour les cinq ans à venir, le plan d'entreprise prévoit une stabilité des effectifs, qui, de quatre mille six cent quarante en 1977, passeraient à quatre mille huit cents en 1981. Le fermier, au mois d'avril prochain, de l'aéroport du Bourget, désormais réservé au seul trafic des compagnies régionales et de l'aviation d'affaires, entrainera la suppression d'une quarantaine de postes de travail. — J.-J. B.

● EUROPE - CARAIQUES EN PORTS-CONTENEURS. — Un nouveau service régulier de navires porte-conteneurs vient d'être inauguré à Anvers, entre l'Europe, les Caraïbes et la côte orientale d'Amérique centrale. Le premier navire porte-conteneurs faisant partie d'une série de six en construction dans les chantiers navals de Gdansk (Pologne) a quitté Anvers le 9 décembre. Cette nouvelle ligne sera exploitée par un consortium « Carol » composé de quatre armateurs européens.

Qualité de la vie

L'ENVIRONNEMENT DANS LES DÉPARTEMENTS

Tous les préfets de France vont recevoir, dans les jours qui suivent, une circulaire du premier ministre leur demandant d'organiser, une fois par an, des réunions départementales de l'environnement. C'est ce qui vient d'être annoncé par M. Vincent Auzanet, ministre de la qualité de la vie, aux membres du haut comité de l'environnement.

Les réunions départementales devront grouper les représentants des associations, les élus, les fonctionnaires concernés et différents experts. Elles ont pour but de faire, à l'occasion de la tenue de ces actions en faveur de la qualité de la vie et d'examiner les projets d'aménagement. Elles permettront aussi aux associations, à l'initiative du ministre, de prendre en charge des actions d'intérêt général qui n'ont pas nécessairement à être conduites par les pouvoirs publics.

« BOEHLER » : TOUT RECOMMENCE

Deux des trois brèches que les plongeurs de la Comex avaient comblées sur l'épave du pétrolier Boehler, repoussées par 100 mètres de fond au large de l'île de Sein, se sont à nouveau élargies. Les plaques de ciment n'ont pas résisté à la tempête du début décembre. En outre, la coque du tanker menacé de se coucher sur le flanc, compromettant ainsi tout pompage ultérieur.

Pour trouver une solution à cette situation critique, les représentants de six ministères se réuniront vendredi à l'hôtel Maitre.

Transports

TROP DE PERSONNEL A AIR FRANCE ?

Le syndicat G.G.T. — cadres et exécution — d'Air France vient de protester contre les propos de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, tenus récemment sur les antennes de Radio-France. Celui-ci avait notamment déclaré que le redressement de la compagnie nationale passait par « des compressions de personnel, une réorganisation, un plafonnement des rémunérations abusives ».

Pour la G.G.T., « ce sont là les thèmes du pouvoir : les salaires d'Air France sont responsables du déficit. Ils sont trop nombreux et trop payés. Or, de 1971 à 1973, selon les comptes d'exploitation et en relation avec le racket des compagnies pétrolières et avec les conséquences de la politique gou-

vernementale, les dépenses de carburant ont progressé de 330 %, les impôts, taxes et redevances de 108 %, les intérêts des emprunts de 82 %. Cependant, pendant ces quatre années, la production mesurée en tonnes-kilomètres transportées a augmenté de 72 % pour une augmentation d'effectifs de 6 %. En même temps, la part des frais de personnel tombait de 40 à 36 % dans le total des dépenses d'exploitation annuelles.

POUR UN MINISTÈRE DE LA MER

« Dispersés entre de multiples administrations, les problèmes maritimes ont été le 14 décembre rassemblés pour une journée par le président de la République, qui a joué à cette occasion le rôle de ministre de la mer et doit être vivement félicité de cette initiative », estime M. Joseph Martray, membre du Conseil économique et social, président du Comité national d'information sur les problèmes de la mer.

Celui-ci demande quand le gouvernement prendra la décision de créer un ministère de la mer « qui coordonnera, enfin, ces activités maritimes actuellement réparties entre seize ministères et huit secrétariats d'Etat ».

CANADA : un Français dans le ciel

Nouveau rebondissement au Canada dans la querelle du « français dans le ciel ». Les trois cent trente contrôleurs aériens du Québec ont en effet décidé de se séparer de l'« Association canadienne du contrôle aérien » (CATCA) et de former un syndicat autonome. Le CATCA s'oppose, depuis que la querelle linguistique dans le ciel canadien a éclaté, au début de l'année, à l'adhésion du français dans les tours de contrôle des aéroports québécois. — (A.F.P.)

Paris

5 375 NOUVEAUX PARCOMÈTRES

Le Conseil de Paris a adopté le 16 décembre le principe du nouveau programme de stationnement payant qui sera appliqué au cours de l'année 1977 : 5 375 nouveaux parcomètres seront installés l'an prochain, ce qui portera leur total à 32 000. L'objectif final à atteindre étant de 50 000 places de stationnement payant.

Les conseillers se sont pourtant réservés de définir, dès le début de 1977, et après accord des élus des secteurs intéressés, le détail des artères qui seront équipées de

A PROPOS DE...

UN FORUM SUR L'ENVIRONNEMENT

L'écologie récupérée

Les dirigeants du Centre des démocrates sociaux ont organisé, jeudi 16 décembre, à Paris, un forum sur la qualité de la vie. M. Jean Lecanuet, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, présidait ces travaux, entouré de deux anciens ministres, MM. André Fosset et Pierre Abelin, de parlementaires et de conseillers de Paris.

Dans le vaste cadre de la campagne de séduction qu'en prévision des municipales tous les partis politiques ne vont pas manquer de lancer en direction des militants du cadre de vie, les démocrates sociaux sont parvenus en tête. Pendant près d'une heure, M. Jean Lecanuet s'est efforcé de convaincre l'assistance que sa politique d'aménagement du territoire était aussi celle de la qualité de la vie. Choisir un nouveau modèle de croissance, affirmer la personnalité régionale, promouvoir la nature, développer la démocratie associative, tels sont les axes de cette nouvelle politique. « Je souhaite », a dit le ministre, que les associations soient associées à l'élaboration des grands projets d'aménagement.

Tous les orateurs ont affirmé un attachement à la qualité de la vie qui tient, selon eux, bien plus à la doctrine fondamentale des démocrates sociaux qu'à la conjoncture. Pour ne pas être en reste avec leurs amis, les jeunes du parti ont déclaré vouloir jouer les traits d'union entre les mouvements écologiques et les responsables politiques.

Les défenseurs de la nature et du cadre de vie, fort nombreux dans la salle, n'ont craint pas leurs orateurs. Il n'était question que de les faire participer à tous les niveaux. Mais, à dire vrai, ces déclarations d'intention

les laissent un peu sceptiques. Même quand elles viennent d'hommes comme André Fosset, ancien ministre de la qualité de la vie, Philippe Saint-Merc, ou Georges Meslin, député de Paris, qui se sont acquis des titres non négligeables dans la préservation de l'environnement. Les partis auront du mal à faire croire à la sincérité de leurs sentiments écologiques. La méfiance a ses raisons. M. Jacques Chirac ne déclarait-il pas, à Castres, cet été : « Dans les futures campagnes électorales, j'insisterai sur le thème de la qualité de la vie. La majorité doit en faire un de ses chevaux de bataille. » Mais, quatre mois plus tard, dans le discours qui lançait le P.R.F. à Paris, le même M. Chirac ne consacrait à ce thème que quelques phrases sans consistance.

C'est pourquoi un peu partout, en France, de nombreux candidats écologiques ont décidé d'aller au combat électoral de mars prochain sous leurs propres couleurs. Pourtant, n'est-il pas dans la nature des politiques de « récupérer » les aspirations des citoyens. C'est leur métier. La question n'est même pas de savoir s'ils le font par opportunisme électoral ou par conviction même tardive. Car dans l'un et l'autre des cas ils seront bien obligés, demain, de passer des discours aux actes.

MARC AMBROISE-RENDU.

FAITS ET PROJETS

UNE PLACE ANDRÉ-MALRAUX

Le Conseil de Paris — sur proposition de tous les groupes — a décidé d'attribuer le nom d'André Malraux à la place du Théâtre-Français, devant la Comédie-Française.

Comme pour l'attribution du nom du général de Gaulle à la place de l'Etoile, le Conseil de Paris n'a pas tenu compte du délai réglementaire de cinq ans qui doit normalement s'écouler entre le décès de la personnalité que l'on souhaite honorer et la décision d'attribuer son nom à une voie ou à une place de la capitale.

Circulation

NOËL SUR LES RAILS

Noël commence aujourd'hui, du moins pour les cheminots. Du vendredi 17 au dimanche 19 décembre, 1 685 trains — dont 255 supplémentaires — seront mis en circulation au départ des gares parisiennes. Jour de pointe : vendredi avec 401 trains ; gare en pointe : celle de Lyon, de laquelle partiront près de 300 trains en trois jours.

Sur les routes, les dispositifs habituels seront mis en place, notamment durant les prochains week-end, au cours desquels, l'insatiation des pouvoirs publics les contrôles de limitation de vitesse seront renforcés.

SAINT-GOTHARD PERCÉ

Le dernier bloc de rocher séparant les deux équipes travaillant au percement du tunnel routier du Saint-Gothard, le plus long du monde (16,285 kilomètres), a été dynamité le 16 décembre.

Commencés en mai 1970, les travaux d'aménagement se prolongeront jusqu'à l'été 1980. Le tunnel, dont les deux extrémités se situent à Goessenen (canton d'Uri) et à Airolo (Tessin), relie les versants nord et sud des Alpes de Suisse centrale, ouvrant une nouvelle grande voie routière entre le Nord et le Sud de l'Europe.

هكذا من الأمل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

ILS MARCHENT DEPUIS QUATRE-VINGTS ANS

LES « EXCURS » EN CROISADE

Les marchent depuis quatre-vingts ans par monts et par vaux, par collines et calanques ; rien ne les a jamais arrêtés, hormis deux guerres. Un instant doublés par la ruée sur l'auto le ne cessent plus, depuis quelques années, de proliférer. Ils sont... Bon anniversaire aux Excursionnistes marseillais, fondés en 1897 et reconnus d'utilité publique.

Utiles — et agréables — ils le sont plus que jamais dans la métropole méditerranéenne qui tourne à son tour à la Mégapolis et va connaître bientôt les joies du métro. Bons pieds, bons yeux, ils savent non seulement marcher — quand tout roule — mais regarder, découvrir, puis à pas, dans la réalité familière, profonde et parfois secrète. Ils savent aussi défendre contre les injures de temps et le montrer à d'autres, indigènes ou « étrangers ».

L'été prochain, pour célébrer cet anniversaire autrement que par des discours, ils vont prendre par la main ceux des touristes qui veulent connaître autre chose que les aires d'autoroutes et les plages à piégestes. A pied, au pas de l'homme, ils les entraîneront le sentier de la Calanque en calanque de la Mounine, de crête

des Escampons en « antiques » de Glarum et en reboisements qu'ils ont effectués eux-mêmes au temps sans touristes. On sacrifiera bien sûr au « petit monde de Pagnol » dans le massif du Garlaban, on affrontera « la plus haute falaise de France », et la Sainte-Victoire de Sézanne, et le cañon du Verdon sauvage, ou cette côte « cahotique, furieuse » des calanques, cette merveille que tant de Français ignorent quand elle fait courir tant d'Allemands, de Néerlandais et autres Nordiques. Surtout — à l'inverse du troupeau saisonnier, à l'opposé du tourisme envahisseur et aveugle de plus en plus dénoté par ici — on pourra rencontrer les gens et le pays vrai. « La Provence, c'est autre chose ». Cette mise au point d'une image, cet accord familial et non plus commercial — est l'une des nouvelles vocations, parmi d'autres, de la grosse famille des « Excurs » qui n'en finit plus de grandir. (On s'y marie, parfois, entre soi et l'on met ensuite ses petits sur la piste.)

Ils partent à neuf, en janvier 1897, derrière le libraire Paul Ruat. Successeur et petit-fils : l'auteur de la Canebière — et par un long renfort, ils se voient trois mille cinq cents en arrivant au seuil de 1977 : la plus massive compagnie (pour une ville) de marcheurs en France. Bien entraîné — depuis si longtemps ! — l'un des pionniers, Joseph Robach, a fêté son « quatre-vingt-huitième été » en gravissant le Pilon du roi (810 mètres), partant vraiment du niveau de la mer. « Viens aux Excurs, la marche te conservera jeune longtemps ». Venu de l'athlétisme, le président, Frédéric Raud, a donné son adhésion en 1923, et la « catégorie troisième âge » où marchent et campent sera, septuaginta ou octogénaires, recrutée aussi bien que les sections spéléo, alpinisme, escalade. Mais les jeunes (75 % des nouveaux adhérents ont entre dix-huit et trente ans), qui varappent skient ou plongent sous terre, restent fidèles au « tronc commun », la marche à pied. Enfants de la génération de la voiture — « est belle à roulettes où les parents nous enfermaient tout gosses », —

ils ont redécouvert, éblouis, la merveilleuse machine à deux roues, et avec elle une autre liberté, la nature, eux-mêmes : « Des jambes pour marcher, des yeux pour voir, une poitrine pour respirer, des mains pour les ténards ». Dans la revue trimestrielle, qui programme d'avance, avec tous les détails, les centaines de sorties annuelles, des lyriques libèrent, l'indéfini s'insère à la nature. Là (dans Carlaban), les Excurs sont devenus l'argenteus éolant, le pin balancé par la brise, la touffe de thym. Mais l'éducation tient sa large place : comment se comporter dans la nature menacée ? Et le « chef d'excursion » — parfois naturaliste, archéologue ou initiateur diplômé — raconte les arbres, la source, les pierres, le vent.

Depuis les sorties familiales, où les tout-petits s'ajouguent les jambes et les yeux, jusqu'aux grandes épreuves (marches de vingt-quatre heures, mais sans compétition), en passant par les raids de 300 kilomètres (tel le dernier Aix-Saint-Tropez à travers le rugueux arrière-pays), on se gave de nature encore libre et, chemin faisant, on s'attaque de front aux agressions que ce temps lui fait subir. « L'espace où marcher, constate le président, est réduit sous nos yeux comme par enchantement. D'année en année, la Provence, si ouverte autrefois, se ferme par endroits sous les clôtures des résidences secondaires et les « aménagements » démesurés. » Les Excurs ne se

bornent pas à « cousser défense de la nature ». Ils prouvent leur mouvement en marchant, et les randonnées se muent en marches de protestation. « Nous n'avons pas attendu l'écologie, ni le mot, ni la mode : dès 1909, quelques cinq cents Excurs ont marché sur la préfecture pour protester contre la carrière qui saccageait Port-Miou ».

Au hasard du programme des groupes — entre la descente à l'abbaye de Rabanel, l'école d'escalade à la Candelie, la randonnée à ski jusqu'au Galibier, l'ascension du mont Blanc, le Critérium de marche de Cassel à La Madrague — on trouve des campagnes de reboisement, de débroussaillage, d'échenillage, d'entretien des sources, de nettoyage des calanques, aussi bien qu'un meeting à La Clotat pour la préservation du parc de l'Algle ou l'aménagement des sentiers et des traces.

Un vieil art de vivre

« Là encore, nous n'avons pas attendu la mode. Dès 1902, les Excurs et le Club alpin ont marqué, pinceau à la main, les tout premiers traits ». Ils se vantaient un peu, ces Marseillais, pionniers de tout, Popofs de l'écologie ? Que non ! Contrairement à la légende venue du Nord, on serait plutôt modestes, ici. Une preuve ? En Bretagne, par exemple, on ne craint pas d'appeler montagné et montagné Noire ! — des bosses qui plafonnent à 330 mètres, alors qu'ici on parle tout gentiment de « col-

lines » à propos de massifs déchiquetés, abrupts, qui jaillissent tout de suite, à peine sortis de la mer, à bien plus de 1 000 mètres. Le mieux, au fait, c'est d'aller y voir et de découvrir, sur place, que cette Provence facile, ressassée par une (mauvaise) littérature, recèle en fait vigueur, appétit, violence, que tempère, seulement, un vieil art de vivre.

Confiance pour confiance, inutile d'attendre l'été. La chance qu'ils ont, ces Marseillais, c'est de pouvoir marcher toute l'année quand ailleurs la brume s'installe (1). On a vu souvent des films en témoignage — des « raids » de décembre en shorts et chemises — avec, toutefois, de sérieux chandails dans le sac au cas où le mistral se lèverait. Mais s'il mord la peau, le grand « vent chasseur de nuages » — le « Jägerwind », comme l'appelle Nietzsche — lave le ciel et fait bien mieux encore triompher le soleil.

JEAN RAMBAUD.

* Société des excursionnistes marseillais, 33, allée Gambetta, 13001, Marseille.

(1) Exemple, pour un seul week-end de décembre. Outre la projection au siège, le samedi, d'un reportage filmé sur un précédent raid (152 kilomètres), neuf groupes prennent le départ avec neuf objectifs différents : avec de l'Estier (spécial), Mont-Vert (trois groupes — « bons marcheurs », « moyens marcheurs », « touristes » — avec itinéraires différents), Gignodas-Valson (tourisme), glaciers de Montferrat (cinq heures de marche), Titou-Ninou (quatre heures), Pointe-Casou (quatre heures), les Escapades (trois heures).

Randonneurs

RÉVEILLON AU PAS

Ce sera sans doute le réveil le plus original des fêtes de fin d'année, à 0 heure précise, le 1^{er} janvier 1977, un peloton de trente randonneurs portant des torches inaugureront l'année nouvelle en prenant le départ d'un « réveil marchant » de 15 kilomètres qui les conduira du château de Sceaux (Yvelines) à Jouy-en-Josas, en passant par le bois de Verrières et la vallée de la Bièvre.

Ainsi sera lancée — et bien lancée — 1977, trentième anniversaire de la création du Comité national des sentiers de grande randonnée, qui doit être ainsi l'année des sentiers et des marches. Afin de permettre « au plus grand nombre » de s'associer à cette célébration, plusieurs associations organisent au cours de l'après-midi du Jour de l'an une seconde marche aux flambeaux sur le même itinéraire. Départ du château de Sceaux (métro Boulogne-La Reine) par groupes échelonnés, à 14, 15 et 16 heures. Sur l'itinéraire — dument jalonné — les municipalités de Verrières et de Bièvres distribueront encouragements et... chocolats chauds. A l'arrivée à Jouy-en-Josas, dans l'ancien relais de poste de la cour Roland, une fanfare accueillera les marcheurs qui, autour de grands feux, pourront se réchauffer en dégustant des grillades arrosées de vin chaud. Retour vers Paris par la gare de Jouy.

Tout au long de l'année 1977, les associations de randonneurs comptent organiser ainsi nombre de manifestations pour tracer de nouveaux itinéraires, pour demander la sauvegarde des chemins en France et pour construire des gîtes d'étape. Elles rappelleront qu'en trente ans un réseau de 2 000 kilomètres de sentiers balisés a été ouvert dans les sept départements de la région parisienne. Pour l'ensemble de l'Hexagone, les itinéraires des G.R. couvrent à présent 20 000 kilomètres. Les plus célèbres sont ceux des châteaux de la Loire (400 kilomètres), la traversée des Pyrénées, de la Méditerranée à l'Atlantique, et la grande traversée des Alpes. Tous ces itinéraires tracés et entretenus par des bénévoles n'ont pas coûté un centime à la collectivité.

Le point fort de l'année des sentiers sera la concentration, les 21 et 22 octobre 1977, à Versailles, des randonneurs venus de toute la France et qui, par milliers, traverseront Paris à cette occasion. En 1977, la randonnée mettra donc les enjambées doubles. Car si, en France, on n'a pas de pétrole, on a encore du mollet.

* Renseignements et inscriptions : Randonneurs de l'Ile-de-France, 56, rue de Gergovie, 75014 Paris, Tél. : 512-24-72.

Croisières

SUCCÈS GRECS

Ce n'est pas parce que le France continue, dans l'arrière-port du Havre, à attendre un hypothétique acheteur, ce n'est pas parce que les Italiens viennent de livrer à l'Iran les deux plus beaux fleurons de leur flotte, le *Raffaello* et le *Michelangelo*, que les croisières sont au bord du gouffre.

C'est tout au moins ce que pense l'armateur grec John C. Carras, qui a lancé, le 2 décembre, un paquebot de luxe, le *Danaé*, qui, comme son frère, le *Daphné*, est un ancien cargo transformé dans les chantiers navals du Péloponnèse.

Le bilan de l'année 1976 — première année de pleine exploitation pour les croisières Carras — satisfait M. G.P. Leventis, directeur général. Dans les Caraïbes, le taux d'occupation du *Daphné* a atteint 96 % en Méditerranée et, dans l'Europe du Nord, 84 %. La clientèle américaine représente 60 % de l'ensemble des voyageurs, les Français 13 %, les Allemands 12 % et les Belges 1 %.

« Nous n'avons pas peur du marché, bien que nous soyons humbles et un peu chers », remarque M. Leventis. Et, en effet, le prix moyen des cabines sur chacun des deux navires tourne autour de 850 francs par jour et par personne.

Le *Danaé* partira le 20 décembre de Villefranche-sur-Mer pour un périple de quatorze jours vers l'Égypte, Israël et la Grèce. Après, ce sera la grande aventure : la route des épices et la Chine, pendant quatre-vingt jours. Le *Danaé* sera le premier navire de croisière à faire escale dans un port de l'immense, vénérable et encore secrète République populaire de Chine, où d'autres, c'est probable, le suivront.

Qui continuera à soutenir que les croisières sont « un secteur marginal du tourisme » et que, sur un bateau, les passagers ont le sentiment d'être « enfermés et bridés » ?

Soleil + Tennis
NOËL en PROVENCE
« MAS DES BRUGASSIÈRES »
PLAN-DE-TOUR
SAINTE-MAXIME - 83120
Tél. (94) 42-72-42

Une « petite société »...

En frappant à la porte d'une étrange association d'excursionnistes on s'attend à trouver une « petite société » comme il en est tant. Image à réviser... Il s'agit ici d'une véritable organisation. Les trois mille cinq cents membres, répartis en sections — adolescents, retraités, spéléologues, campeurs, escaladeurs, etc. — naviguent d'une activité à l'autre, des conférences hebdomadaires à la haute montagne, du club moto aux raids pédestres, en passant par le tourisme solitaire et les « concentrations ». Il y a l'appareil d'une agence de voyages, les structures d'un club sportif et culturel pluridisciplinaire et, aussi, la capacité de maintenir « l'esprit excurs » parmi cette petite foule dispersée sur tous les chemins et issue des alibis les plus divers (les castagniers sont nombreux). En fait, cette grosse machine tourne uniquement par le bénévolat, mais

le plus remarquable est l'absence de « centralisme », la bonne santé de cette démocratie. En « commission des excursions » sont reçues les propositions des sectionnaires et pour chaque type d'activités, pour chaque groupe — cent cinquante personnes parfois — les itinéraires et les programmes sont minutieusement préparés trois mois à l'avance. Des points d'étape à la cotisation des difficultés, tout est publié dans le bulletin trimestriel, et tout le monde se retrouve à l'heure dite, au jour dit, à Casabon ou en Autriche, au bout d'une corde de rappel ou au fond d'un aven, alors qu'une seule semaine comporte parfois quelques trente sorties ou activités diverses. Il reste que la marche demeure le grand lieu commun. L'an dernier, cette « petite société » — artisanale et familiale — a « produit » douze mille trois cent sept journées de marche.

JAPON Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
8 rue de Richelieu, Paris 1^{er} Tél. 296-20-29

Nom :
Adresse :

Tunisie.
Djerba, c'est exceptionnel.

Le Sud tunisien, c'est exceptionnel.
L'hôtel est exceptionnel.
1275 F* la semaine, c'est exceptionnel.

Renseignements :
République Tours, 61, rue de Maite,
75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30.
ou votre agent de voyages.

* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.
Nom :
Adresse :
Lettre A 504

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX

DÉPART DE PARIS

ATHÈNES : 870 F.A.R.

NEW-YORK : 1.450 F.A.R.

TENERAN : 1.800 F.A.R.

DELHI : 2.200 F.A.R.

KARACHI : 2.200 F.A.R.

BANGKOK : 2.250 F.A.R.

BOMBAY : 2.300 F.A.R.

COLOMBO : 2.500 F.A.R.

KATTI : 2.600 F.A.R.

RIO : 2.800 F.A.R.

TOKYO : 4.200 F.A.R.

TOUR DU MONDE : 7.300 F.A.R. valable un an

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom :
Adresse :
Ville :

Licorn hotel

A deux pas des plages de Méditerranée. Sonorisation musicale, salon TV, cuisine, 45 chambres. Toutes avec : bain ou douche et w.c. privé, loggia, téléphone rétro ou réson. Télévision, radio, mini-bar, réveil musical, Garage, Parking.

PROMOTION SPECIALE jusqu'au 20 mars
forfait 7 jours en 1/2 pension : 525 F
semaine suivante : 490 F

23, av. Francis-Tonner - 06150 CANNES Tel (93) 47.18.46 Telex 470818

PUY-SAINT-VINCENT 1600

une station exemplaire

Avant l'ouverture officielle de la saison de ski, de nombreuses personnalités du Briançonnais se sont retrouvées à Puy-Saint-Vincent 1600 avec M. Paul Dijoud, ministre et maire de Briançon, pour l'inauguration de la route d'accès à la nouvelle station.

Remarquablement tracée par les Ponts et Chaussées, cette route de 4 kilomètres, exposée au soleil, ne comporte aucune difficulté ni virage dangereux. Sur 300 mètres de dénivellation, la pente ne dépasse pas 10 %, un élément majeur permettant une circulation par tous les temps.

Le maire de Puy-Saint-Vincent, M. Authier, a retracé la collaboration de sa commune à la réalisation de cette station et a remercié le ministre, le préfet et les élus locaux pour l'aide qu'ils ont apportée à Puy-Saint-Vincent.

M. Paul Dijoud a défini les différentes interventions qui ont été nécessaires à la réalisation de cette route, notamment auprès du ministère de l'Équipement. Le maire de Briançon a exprimé sa profonde admiration pour cette station de ski, qu'il qualifie d'exemplaire, grâce à ce haut niveau de ski qu'elle propose. M. Paul Dijoud, reconnaissant l'importance de l'industrie du ski pour le Briançonnais, a précisé que l'objectif principal de son action serait d'élever au-dessus du niveau national le niveau de vie des Hauts-Alpes.

EUROSUD Publicité était représenté par Maurice Di Nocera, Chef de Publicité.

LE MASSIF CENTRAL
un monde à découvrir

DECOUVERTE DU MASSIF CENTRAL

Un monde à découvrir, un monde à explorer. Le Massif Central, ce vaste territoire aux contours variés, offre une multitude de paysages, de climats, de traditions. C'est un monde à découvrir, un monde à explorer.

cet hiver aux antilles : du soleil en location

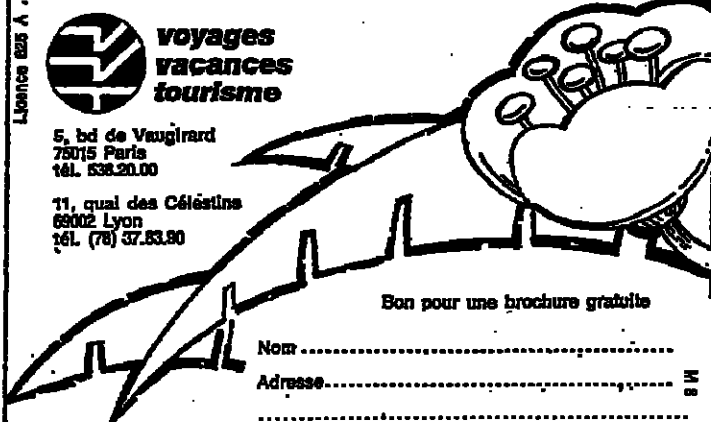
La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 F (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines. Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartine (Martinique).

voyages vacances tourisme

5, bd de Valenciennes
75015 Paris
Tél. 538.20.00

11, quai des Célestins
69002 Lyon
Tél. (78) 37.83.90



Bon pour une brochure gratuite

Nom
Adresse

TOURISME

SAVOIE : les abus du

PREMIÈRES

DEPUIS deux ans les téléskis ne suffisent plus à contenter les amateurs de neige vierge et de poudreuse du département de la Savoie. On a pourtant hissé récemment à 3 469 mètres d'altitude la gare d'arrivée du téléphérique de la Grande-Motte et poursuivi l'aménagement du réseau de la remontée mécanique des Alpes. On est parvenu à un tel point que le Club alpin français dans sa « Charte des alpages et des glaciers » a demandé en avril 1976 l'interdiction de toute nouvelle liaison inter-stations. Les remontées mécaniques et les pistes de ski ont déjà absorbé environ 6 % du territoire alpin. « La montagne se voit attribuer un rôle de parc d'attraction où le client cesse d'écouter des conseils pour acheter le droit à des distractions strictement normalisées », déclare le Club alpin français. Seule possi-

Une pratique inutilement luxueuse

Depuis quelques années des compagnies d'hélicoptères ont découvert qu'il existait un marché du « hors piste » et du vol aérien. Elles ont proposé leurs services aux stations soucieuses d'ajouter à leurs défilés publicitaires ce nouvel atout. Au cours de l'hiver 1975 on a déposé illégalement dans les Alpes françaises quelques milliers de skieurs. En 1976, le préfet de la Haute-Savoie limitait à cinq le nombre des hélicoptères agréés dans le massif du Mont-Blanc. (Le Monde du 3 avril 1976). Dans

l'Isère et dans les Hautes-Alpes cette activité fut interdite. Avec soixante-huit hélicoptères autorisés, la Savoie restait le seul département largement ouvert à la pratique du « ski hélicoptère ».

Le préfet de la Savoie, M. Abdie, a décidé de réduire de moitié cet hiver, le nombre des lieux de dépôt (vingt-quatre sur des sommets ou des glaciers) et de reprise des skieurs à l'issue de leur descente (huit). A la préfecture de la Savoie on estime en effet que les préoccupations économiques doivent être considérées avec autant d'attention que les préoccupations écologiques. Les responsables de plusieurs stations savoyardes (Val d'Isère, Val Thorens, La Plagne, Les Arcs, Tignes...) soulignent maintenant une activité qu'ils considèrent comme « lucrative » et « nécessaire à notre prestige international ».

Enfin, ils considèrent que la présence d'un hélicoptère dans une station de ski est un élément supplémentaire de sécurité en cas d'avalanche ou de transport d'un blessé grave.

Une vingtaine de guides de Haute-Tarentaise se sont spécialisés dans ce sport qui, il est vrai, attire sur nos pentes une clientèle étrangère « lassée » par la réglementation helvétique qui n'a autorisé sur le territoire qu'une trentaine d'hélicoptères. Ainsi, l'hiver dernier, l'impératrice Farah Diba décollait son chalet de Saint-Moritz pour s'installer en Savoie.

« Les maires affirment souvent que les hélicoptères font vivre les hôtels et les guides de montagne », déclare l'un des adversaires de l'utilisation mercantile de l'hélicoptère, M. Gilbert André, maire de Bonneval-sur-Arc. « Je

VOYAGES A LA PAGE

Les secrets du Pacifique...

Journaliste, archéologue, naturaliste (il a effectué plusieurs missions en Afrique pour le Muséum d'histoire naturelle), écrivain, Philippe Diolé n'a jamais cessé de courir le monde en tous sens, en dessus et même en dessous peut-on dire, puisque, non content d'y naviguer, il a plongé dans la plupart des océans du globe.

L'un de ses récents voyages l'a conduit — et nous emmène — des îles de la Sonde aux Nouvelles-Hébrides, de la Nouvelle-Guinée aux Salomon, des Fidji aux Tonga, chez ceux qu'il nomme, comme son livre, les *Oubliés du Pacifique*. Voici les vierges guerrières de la Mélanésie, et les « hommes de boue » au corps enduit d'argile blanche. Voici la vallée du Sepik, l'Irian, les volcans des Nouvelles-Hébrides et des tribus vivant dans l'espérance du Messie — un Messie nommé John Frum.

Voici les derniers hommes nus qu'habille seulement un étui pénien fait d'une coquille. Le pays Toradja à l'architecture fascinante de ses toits. Les îles Trobriand et leurs étonnantes jardins de corail, Malakolo et sa jungle impénétrable « aux aubes vertes et louches », Ambrym où les tambours de bois prennent des formes et des visages humains. Voici... Voici le monde qui est d'abord un autre monde.

Est-il besoin d'ajouter que Philippe Diolé a photographié, avec l'œil méthodique de l'ethnologue, tout ce que la plume aurait peut-être été impuissante à bien décrire? Ainsi, texte et illustrations composent-ils ensemble un brillant reportage, une invitation au voyage, un voyage qui ne figurera jamais dans les catalogues des agences.

★ *Les Oubliés du Pacifique*, par Philippe Diolé, Flammarion, éditeur. Un volume, 50 F.

...et ceux de l'Île-de-France.

La Brie et le Vexin, le Eure-et-Loir, la Beauce et le Gâtinais, le Valois et le Man-

tois... Des terroirs bien différents les uns des autres, mais qui ont cependant un dénominateur commun : on les trouvera tous dans un cercle d'une centaine de kilomètres dont Notre-Dame sera le centre. L'Île-de-France, si l'on préfère, et pas toujours aussi endommagée qu'on a trop vite fait de le croire par le béton, les pyramides d'acier et les « bretelles » reliant les autoroutes aux autoroutes.

Yveline Dupuy nous convie à passer avec elle quarante-six week-ends. Les pieds dans l'eau d'une rivière qui s'appelle la Viosne, l'Andelle ou l'Autonne ; dans l'herbe des prés ou dans les feuilles d'une forêt ; sur les pavés de vieux villages ou les dalles d'églises ; sur les parquets d'un musée méconnu.

Elle a découpé son livre en quatre régions (Nord-Ouest, Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest), et place ses itinéraires par ordre croissant de kilométrage, du plus bref au plus long, en précisant bien chaque fois quand et où il convient de bifurquer. Chaque promenade est complétée d'un bloc-notes où figurent quelques bonnes adresses (hôtels, restaurants, syndicats d'initiative), mais aussi les horaires de visite des monuments, une sélection d'antiquaires et brocanteurs et de clubs où l'on peut pratiquer équitation, tennis, golf, natation.

Pour ne plus s'ennuyer le dimanche...
★ *Week-ends en Île-de-France*, par Yveline Dupuy. Les Guides blus (Rachet). Un volume, prix : 25 F.

Au royaume des mouettes

« Vous voyez bien, le monde s'arrête ici... », disait Saint-Fol Roux, parleur de sa Bretagne. Voici la « Bretagne du bout du monde », signée d'un auteur dont le nom a valeur de garantie : quand on s'appelle Louis Le Cunff, on a toutes les chances de savoir ce qu'Armorique veut dire !

De Concarneau-de-la-Cornouaille en passant par la Bigouden, de Douarnenez jusqu'à Ouessant, via l'Île de Moine, entre le Fromeur et le Four, l'auteur nous raconte son beau pays. Tantôt en historien attentif, tantôt en géographe averti, toujours en flâneur amoureux de chaque pierre, de chaque lande, de chaque vague qui se rend à la grève, c'est là où finit l'Europe.

Ainsi partons sur les pas de Louis Le Cunff. Pour le royaume du vent et des mouettes, la terre des légendes et des sortilèges dont il a choisi pour nous les étapes, nous menant à chaque halte une nouvelle surprise.

J.-M. D.-S.
★ *Bretagne du bout du monde*, par Louis Le Cunff. André Bonne, éditeur, collection « Univers des hommes ». Un volume, prix : 85 F (broché), ou 95 F (relié).

La N.G.S. et ses trésors

VOICI longtemps, très longtemps que tout un public se désolait, faute de savoir lire l'anglais, de savoir pas accès aux innombrables trésors de la *National Geographic Society*, fondée en 1888, et dont la célèbre revue mensuelle à couverture jaune est actuellement tirée à 9 000 000 d'exemplaires.

S'il n'est pas dans ses intentions de traduire ce remarquable magazine en quelque langue que ce soit, la N.G.S. vient toutefois de conclure avec Flammarion un accord aux termes duquel vingt-trois titres, choisis parmi les ouvrages édités aux États-Unis par les soins de son département d'éditions spéciales, seront publiés en français.

Trois volumes sont déjà en librairie : les *Îles Caraïbes*, l'*Alaska et l'Amazonie*. Des ouvrages dignes en tous points de la réputation d'une organisation unique en son genre qui, depuis maintenant près d'un siècle, a su toujours s'attacher à envoyer sur le terrain les meilleurs auteurs et les meilleurs photographes et à former dans ses bureaux de Washington les plus brillants documentalistes.

Superbement illustrées, agréablement mises en pages, ces « monographies » constituent chacune un véritable « dossier » aussi plaisant à lire qu'à regarder, aussi riche et précis qu'une page d'encyclopédie, une encyclopédie qui serait, pour une fois, rédigée par de talentueux reporters.

★ Flammarion. Chaque volume : 50 F. (A paraître prochainement : l'Australie).

l'Alaska et l'Amazonie. Des ouvrages dignes en tous points de la réputation d'une organisation unique en son genre qui, depuis maintenant près d'un siècle, a su toujours s'attacher à envoyer sur le terrain les meilleurs auteurs et les meilleurs photographes et à former dans ses bureaux de Washington les plus brillants documentalistes.

Superbement illustrées, agréablement mises en pages, ces « monographies » constituent chacune un véritable « dossier » aussi plaisant à lire qu'à regarder, aussi riche et précis qu'une page d'encyclopédie, une encyclopédie qui serait, pour une fois, rédigée par de talentueux reporters.

★ Flammarion. Chaque volume : 50 F. (A paraître prochainement : l'Australie).

PEUPLES ET CIVILISATIONS

5, avenue de l'Opéra, Paris
VOYAGES CULTURELS

LA TUNISIE

« DE CARTHAGE AUX OASIS DE GABES »
du 21 février au 4 mars 1977

Conférenciers des Musées Nationaux, Ancienne École de l'École du Louvre, attachée au Musée des Arts Décoratifs

LE MEXIQUE

« TROIS CULTURES, UN ART »
du 12 au 29 mars 1977

Avec M^{me} Madeleine FERNET-BACH, élève titulaire de l'E.H.E.S.S., Ethno-Historienne

LA SICILE

du 3 au 17 avril 1977

Avec M^{me} Marie-France PAULIN, Conférencière, Chargée de Mission aux Musées Nationaux, Ancienne élève de l'École du Louvre.

Important — Tous ces voyages accompagnés de conférences hautement qualifiées comportant un maximum de vingt personnes.

Envoi sur simple demande d'une notice détaillée

PEUPLES ET CIVILISATIONS, 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 260-31-66 Licence d'États 309 A

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

CANNES
LE SAINT-YVES *** N.N. 49, boulevard de la Corniche, tél. 22-71-74. Taxis 270-877. Croquette, tennis, piscine. T. 25-65-23.

FRÉJUS PLAGE
IL ÉTAIT UNE FOIS *** N.N. Rue Frédéric-Mistral - Tél. : (94) 85-33-65 85-33-39.

MENTON
HOTEL MODERNE *** N.N. Près mer. Sans pension. Tél. 35-71-87.

NICE
HOTEL HÉLÉNIQUE *** N.N. offre du 10 novembre 1976 au 20 janvier 1977 une présentation de cette adresse pour un séjour de 8 jours minimum, chambre équipée, radio, T.V., couloir, tél., a. de bain, w.-c. indépendant, 50 F par jour au lieu de 72,50 F pour 1 personne, 47, rue de l'Hôtel-des-Postes Nice. Tél. 30-15-63.

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Majotel WELCOM, bord de mer. Tél. 470251 - Tél. : (93) 80-70-25.

Montagne
Le « NEW SOLARUM », hôtel *** N.N. offre un séjour grand luxe d'une semaine en pension complète à 950 F pour janvier, mars, avril. Piscine, sauna, gymnase. Excellente cuisine. Table de hors-d'œuvre, grillades au feu de bois. Réserve : « New Solarum », 73120 Courchevel 1830. Tél. (78) 08-02-01/08-04-13.

LE SAUZE 04400 (Alpes du Sud)
HOTEL LE DARD *** N.N. Altitude 1.400 m. Près des pistes. Piscine chauffée, sauna. Restaurant d'altitude.

Paris

HOTEL LUTTRE * Paris (94), 9, rue de la Harpe, tél. 22-71-74. Taxis 270-877. Hôlivia, 120 chambres. Garage Sémin. Même administration.**

HOTEL VICTORIA PALACE * Paris (94), 9, rue de la Harpe, tél. 22-71-74. Hôlivia, 120 chambres. Restaurant. Garage.**

Allemagne
FRANKFURT
FAKROTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale, « Wiesenhof » (restaurant). Tél. 1349/611/23571 Tlx 04-12555.

Italie
MONTEGROTTO
LA ROUE + LE THERMALE = cure sans médicament. HOTEL GARDEN THERME *** 00386-00388 tél. 4132. HOTEL CRISTALLO THERME *** 00386-00388 tél. 4132.

125038 Montegrotto/Abruzzo (Padoue)
Maisons de première classe dans un grand parc. Cure et massage dans la maison. Piscines thermale, cour, et découvertes (39). Tennis. Golf. Direction : le propriétaire.

Suisse
AROUSA (Grisons)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine localitaire de ski dès 520 F. Piscine couverte. Tél. 7425.

VALAIS
Forfait ski de fond « avec le patron » du 2-1 au 20-3 (sauf 6-2 au 20-2). Tél. 19-41 28+12 07 HOTEL DU GLACIER, 133 CHAMONIX. Le Glacière. Pension complète 7 jours 535 F (accompagnement six demi-journées compris).

TOURISME

AGES

ki heli

Hôtel Chuggen Arosa

هكذا من الأمل

golf

PINERO ET BALLESTEROS VAINQUEURS A PALM-SPRINGS

LA FLAMME ESPAGNOLE

C'ÉTAIT à Saint-Nom-la-Bretèche, en octobre dernier, avant le dernier tour du Trophée des champions. « Permettez-moi, jeune homme, permettez-moi deux ou trois conseils », Henri Cotton, soixante-dix ans, trois fois vainqueur de l'Open britannique, s'adressait à Severiano Ballesteros juste avant que ce dernier ne parte se mesurer au déclinant mais encore très prodigieux Arnold Palmer. Deux ou trois conseils : « D'abord, n'acceptez plus de conseils, n'écoutez plus personne ; continuez à jouer comme vous jouez. Soyez moins démonstratif (moins de cinéma) ; ne cherchez pas à être systématiquement le plus long ; soyez-le seulement sur un « par cinq ».

Cela avait été dit gentiment, avec la conviction et le respect qu'on doit à un cadet qui promet et dont le vieux maître attendait beaucoup, notamment sur le point de savoir quel allait être le niveau de ses prestations outre-Atlantique. Ballesteros, dix-neuf ans, savait qu'il venait d'être autorisé à jouer sur les circuits américains et que le premier grand rendez-vous était à Palm-Springs en Californie, où devait se disputer la 24^e Coupe du monde.

Le dimanche 12 décembre, c'était fait : l'Espagne décrochait la timbale. A la tribune : Manuel Pinero et Severiano Ballesteros. Battus sur leur terrain les deux Américains, Jerry Pate (vingt-trois ans, champion de l'U.S. Open) et le vétéran, Dave Stockton avouaient le point fort des deux Espagnols : « Les Espagnols ont exercé une pression constante, nous pensions gagner après le

troisième tour. Mais nous nous sommes retrouvés à deux points d'écart au 9^e trou. Lorsque nous avons repris le commandement au 10^e trou les Espagnols n'ont pas cédé, bien au contraire. Ils ont mérité la victoire. » L'affaire s'est jouée sur le cinquante et onzième trou, un « par

Une brochette de « surdoués »

Interrogé, Pinero — qui semble avoir admirablement maîtrisé le jeu sur les greens rapides et pentus du Mission Country Club — déclare : « Sene a été meilleur que moi sur les premiers 54. Il m'a mis en confiance. Après une première journée catastrophique (75), j'ai retrouvé ma forme et mon putting. » Ballesteros : « Notre victoire est très importante pour l'Espagne, mais aussi pour le golf européen. Elle va créer beaucoup d'intérêt pour ce sport dans notre pays. Aujourd'hui, j'ai perdu six coups dans les bunkers, mais Manuel a été fantastique. »

L'Espagne, qui comptait un point de retard après le troisième tour, triomphait avec un total de 574, deux « sous le par », devant les Etats-Unis (578), Taiwan (581), l'Écosse (583), la Mexique et le Japon (584 chacun).

« Triomphe sans précédent », « Énorme surprise », « Jean Garrañde parmi les enthousiastes « tire son chapeau » à l'Espagne.

3 » sur lequel les Américains ont perdu quatre coups. Pate, en envoyant sa balle dans le bunker, faisait un double bogey 5, et Stockton, également victime du bunker, un bogey 4. Pinero, lui, tournait en deux coups (birdie), tandis que Ballesteros égalait le « par ».

« Ballesteros et Pinero sont deux joueurs de grande classe, et ils ont tenu le coup sur le plus nerveux. C'est une équipe très forte, mais personne n'aurait cru que les Espagnols seraient capables de battre les Américains chez eux. »

« Quelque chose est en train de se passer sur le front du golf international. Pinero et Ballesteros marquent les durs de durs dans leur repaire. Récemment, Salvador Balbuena, vingt-six ans — un autre Espagnol avec lequel il faudra compter — met dans le vent une brochette de Nord-Américains « surdoués » sur le circuit de Dard-et-Salam, au Maroc. Et avec du style tout ça, du naturel, de la grande classe.

On se souviendra longtemps de la hargne déployée par Ballesteros sur les links anglais pour tenter de faire toucher les épaules à Nicklaus et Miller. Le vent et la pluie ne permettraient pas qu'on puisse tricher très longtemps dans cet open britannique, disputé avec des balonnettes au bout des can-

CHASSE EN SOLOGNE

A 13 km de VIERZON et 15 km de SALERIS 200 km de LA PORTE D'ORLÈANS

à la JOURNÉE DIMANCHE 550 F

à la JOURNÉE SEMAINE 350 F

PAVILLON DE CHASSE avec repas compris

6 pièces assurées (journées organisées) sans repas

DOMAINE : 200 hectares - 215 bois + 2 étangs de 5 ha + 40 ha prairies, cultures, friches

En semaine : Chasse devant soi - 20 % réduction pour groupes

Renseignements : 287-32-38 toute la journée

A CANET-EN-ROUSSILLON

LA PLAGE RADIEUSE

Syndicat d'initiative :

63100 CANET-EN-ROUSSILLON, R.F. 22, Tél. (05) 32-52-38 - 32-50-42

2 HOTELS ★★★★★ A MARSEILLE

sofitel MARSEILLE AÉROPORT Tél. (91) 89.91.02 Télex 401.980
Jacques borel MARSEILLE VIEUX PORT Tél. (91) 52.90.19 Télex 401.270

Réservation centrale Tél. 657.11.43 Télex 200.432

Vous pouvez aussi réserver dans tous les Sofitel Jacques Borel ou chez votre agent de voyage.

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES
 AUX ARMES DE COLMAR, 13, rue du 8-Mai-1945, 208-04-30.
 DOUCET EST, 5, rue du 8-Mai-1945, 208-04-31. J. jusqu'à 24 heures.
 Restaurant Fasnacht.
 TERNIS MOÏSE, 21, rue de Dancourt, 124-46-72. Châteauneuve spéciale : 12 F.
 FLO, 53, Fg St-Denis, PRO. 12-30.
 J. jusqu'à 2 h du mat. Fois gras frais.
 L'ALSACE AUX HALLES, 16, rue Croix-Rouge (7^e), 225-74.
 CHEZ BANG, 3, place du 18-Juin-1940 (8^e), 548-06-42.
 AUBERGE DE RIQUERWIE, 12, rue du Fg-Montmartre (9^e), 770-02-38.

AUVERGNATES
 ARFON, 15, rue St-Georges, 225-01-10. F/dim.
 LE PIREUX, Spécialités auvergnates, 15, rue des Grands-Augustins, Paris, P. 323-43-50. Jusqu'à 2 h du mat. Déjeun. d'affaires sur dem.

BASQUES
 TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (9^e), 222-51-07. Menu spécial Tocco 25 F. Fermé lundi.

BRETONNES
 CREPERIE BRETONNE, 14, rue J.-J. Rousseau (1^{er}), 208-00-01. Baptes, crêpes et galettes.
 LES 2 TY COZ vous attendent : Breizhenn, 23, rue St-Georges (9^e), 780-42-08. Fermé dim. et lundi.
 Marie-Françoise, 331, rue de Valenciennes (19^e), 528-42-50. Arrivages dir. de Bretagne.

FRANÇAISE TRADITIONNELLE
 LA MASCADE, 45, r. Valenciennes (19^e), 577-04-52. Cade 1025. Menu 30 F.
 LAPROUSSE, 51, r. G.-Augustins, 328-04-04. Menu 44 F. Dîn. 90 F.

SULLY DAUPHINE, 33, av. Foch, 523-55-47. Déj. d'aff. Dîn. Cade 1030. Menu 15 F. Boisson, serv. oprie.

ILE DE LA RÉUNION
 ISLA BOULEVARD, 12, r. de Ségur, 255-01-34. Ris. cart. Bouillabaisse Réunion. Fermé lundi.

TOULOUSAINES
 AUX CAPITULES, 10, r. Villabois-Mareuil, 300-26-44. Cassoulet, 25 F.

LYONNAISES
 LA FOUE, 2, r. Clément (9^e). Fermé dim. 325-77-08. Alér. aux fourneaux.

LANDAISES
 LE TROU GASCON, 40, rue Taine (13^e), 344-34-32. Dînez au terraz.

LORRAINES
 LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Salons de 10 à 120 couverts.

NORMANDES
 MANOIR NORMAND, 77, bd de Courcelles, CAD. 38-07. P. sam. Langoustes rôties feu de bois. Grillades.

GUFES ET VOLAILLES
 L'GRUF ET LA POULE - NOVOYER, Porte de Bagneux, 638-06-10. Vingt recettes d'œufs. Fois au pot et volailles fermières. 60 F vin, café et service compris.

SARLADAISES
 LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-52. Cassoulet, 35 F. Cade 1030.

SAVOYARDES
 AU SAVOYARD, 14, rue 4-Vents, 328-20-30. T.I.J. M. Cade, propr.

TOURANGELLES
 PETIT RICHER, 25, rue Le Peletier, 770-06-50. De 6 à 45 couverts.

COCHONNAILES
 Une magnifique saucisse... 13 F à la COCHONNAILLE, 21, r. Barpe (5^e), 633-99-81. Cade 1030.

GRILLADES
 AU FIED DE COCHON, la fameuse restaurant des Halles, 1, rue Coquillière 326-11-75. Ouvert jour et nuit. Des grillades de mer, sa Grilledes aux Grillades.
 LE PENDU, 54, r. de l'Arbre-Sec, 1^{er}, T.I.J., 206-02-51. Grillades et feu de bois.
 JOUE ET NUTZ, 3, rue de Berr, 21^{er}, 1253. Boisson d'œuvres, viande (charolais normand). Menu 15 F. Spécialité : Express (de 13 à 20 h, 30) 25 F. carte.

VEGETARIENNES
 AQUARIUS, 54, rue Sainte-Croix-Bretonne, 887-48-71. Menu 15 F. Spéc. carte.

FRUITS DE MER ET POISSONS
 LE LOUIS XV, 8, bd Saint-Denis, 208-36-36. F. lundi et mardi. Park. CANTERBURY, 73, av. de Suffren, 724-80-55. Décor marin unique à Paris.
 LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 35, rue St-Georges (9^e), 780-42-08. Fermé dim. et lundi.
 Marie-Françoise, 331, rue de Valenciennes (19^e), 528-42-50. Arrivages dir. de Bretagne.
 AUBERGE DU CLOU, 30, av. Trudaine, 878-22-48. Breizhenn du Cade BOURDIN, 35, bd du Temple, 372-71-04. F. J. M. Menu, chef cuis.
 PETIT NAVIRE, 14, r. Fosse-Saint-Bernard, CAD. 22-32. Pate en cuile.
 LA BOUVE FINE, 42, rue Flandre, 328-74-01. 12 spés. F. sam. d. Park. DESSIERRE le spécialiste de l'œuf, 8, pl. Perle, 752-74-14. Cade 1030. J. jusqu'à 2 h du mat. Les préparations de poissons du jour.

LA ROTONDE, 12, chaus. Maette, 208-20-43. Huil. Coquill. Fois. Gib.
 LE NAPOLÉON, G.-P. Baumann, 100 Ch. La Croix 1974 St-Jean. 2010.
 M. Ch. Broche-Duc 193 St-Jean. 2010.
 M. V. Ch. Lynd-Sogies 1973 Poullet. 2200.
 M. H. Ch. Dubert-Mon-Roth 1971 Poullet. 2400.
 M. 20^e le Cade 1973 Vichy. 700.
 M. 20^e le Cade 1973 Vichy. 700.
 M. 50^e le Cade 1974 G. St-Emilion. 1200.
 M. 31^e Ch. La Logne 1973 Lodon. 2300.
 M. 32^e les Fois de Cade 1971 Poullet. 3700.
 M. 33^e Ch. Meyrie 1962 St-Jean. 2800.
 M. 34^e Ch. Aubert 1969 G. St-Emilion. 5000.
 M. 35^e Ch. Bouze 1973. 2500.
 M. 36^e Ch. de Beune-Villages 1973. 1500.
 M. 37^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 38^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 39^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 40^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 41^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 42^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 43^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 44^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 45^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 46^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 47^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 48^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 49^e Ch. de Cade 1973. 3200.
 M. 50^e Ch. de Cade 1973. 3200.

JAPONAISES
 OSAKA, 123, r. St-Honoré, 200-05-02. Soukijaki. Sushi et Tempura.

MAROCAINES
 AISSA, 1^{er} rue St-Jean-St-Pierre, 548-07-22. Trés bon couscous. Festin.

PORTUGAISES
 RIBATEJO, 6, r. Flanchard, 20^e P. max. 370-01-03. Dîners Spect. Quitt.

ALGÉRIENNES
 ALI BABA, 19, rue A.-Chabrier, 533-01-17. Couscous de 15 à 25 F.

BRÉSILIENNES
 GUY, 6, r. Mabilon (9^e), 633-07-61. Spécialité : « Cerveau à Bala » le 11-12.

VIA BRASIL, 10, rue du Départ, 328-00-01. T.I.J. Déj. aff. dîn. soup. de 12 h à 3 h du mat. Cade avec orch. Les dîn. du dim. de 12 h à 17 h : Fado musical (50 F.).

DANOISES ET SCANDINAVES
 COPENHAGUE, 1^{er} étage, FLORE DANICA SUE SON AGERHAEV, JARDIN, 142, Champs-Élysées, 21^{er}, 30-41. Boisson d'œuvres. Danes. Festival du Saumon.

ESPAGNOLES
 EL FICADOR, 30, bd Batignolles, 387-20-07. Spécialité : la St-Sylvestre.

INDIENNES
 MAHARAJA, 72, bd St-Germain (9^e), 633-26-07. Menu 25 F. F. mardi.

ITALIENNES
 GIANFRANCO, 9, rue Racine (9^e), près Théâtre de l'Odéon, 206-54-27.

LA SIMPLON, 1, r. Fg-Montmartre, 751^{er} Jour, 634-51-10. Pâtes fraîches. CHEZ ALBERTO, grande cuisine italienne. Déj. d'aff. menu 21 F. Carte, 34, r. Bécourt, 14, 337-33-36.

SLAVES ET YIDDISH
 JO GOLDENBERG, 7, r. d. Bercy, 4^e (accès 13, r. de Bercy), 587-30-18. T.I.J. soirées musiq. jusqu'à 3 h. mat.

VIETNAMIENNES
 LE NEZ, 67, r. Beaumartin, 785-54-41. Omelette. Spéc. Grill. Dîn. aux Champs, cadre tranquille et discret.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets
 HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 328-00-01. Banquets jusqu'à 250 couverts. Réceptions de 15 à 600 personnes.
 LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Spéc. Lorraines, 120 couverts.
 EL FICADOR, 30, bd Batignolles, 387-20-07. Jusqu'à 100 couverts.
 RUC SAINT-LAZARE, 2, rue de la Papeterie, 322-00-70. Entrée, Poussoir, 50m. Salons 10 à 50 couverts.
 LE COQ DE LA MAISON BLANCHE, 37, bd J.-Jaurès, Saint-Ouen, GIL. 61-23. Salons de 10 à 150 couverts.

Ouvert après Minuit
 GUY, 6, rue Mabilon, CAD. 22-32. Spécialité : « Cerveau à Bala » le 11-12.
 CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 226-10-82. Ouvert jusqu'à 1 h du mat.
 NAVY-CLUB, 58, bd de l'Hôpital, 633-01-04. Huil. Coq., menu 60 F. 19 h à l'aube. Fermé lundi et mardi.
 VIA BRASIL, 10, rue du Départ, 328-00-01. Restaurant Brésilien. 75 les jours jusqu'à 3 h du matin. Club avec orchestre.

Traiteurs et Livraisons à domicile
 GUY, plats de Bercy à emporter, 6, r. Mabilon, Paris-9, 633-07-61.

هكذا من الأكل

Plaisirs de la table

PROVINCIALES

Il est trop tard pour parler des « Trois Glorieuses » de Bordeaux, les dîners des nouilles gourmandes 1976, mais descendu au *Fructel*, ex-tremement bien laid dans un artier plus laid encore. Intérieurement, c'est le confort moderne et anonyme avec cette niaiserie interdisant d'ouvrir les fenêtres. Mais du moins directeur, M. Vient, le plus aimant des hommes, veille l'extrême amabilité du personnel s'intéresse à la cuisine. De la qu'avec son chef, Christian ment, il a mis au point une te de très bonne cuisine, volonte de concourir au curry : huîtres chaudes (très remarquables), du soufflé de coquilles à l'aneth au ris de veau (pruneaux (sensational)), et un très beau plateau de magas et un assortiment de nouilles desserts. (*Méridionale*, rue G.-Sonnac, tél. 92-37).

Il semble bien que la table devienne intéressante à Bordeaux. Est-ce, comme l'assure un la réplique de la décadence Chateaubriand, ou l'on ne reçoit guère ? En tout cas, j'ai découvert un Chapon fin ressemblant à la carte de Jean Ramet, et les foies gras indispensables, noté une terrine de tourteau aux fines herbes, les rougets

du bassin sauce olivette, un ris de veau braisé au sauternes, un ragout de champignons sauvages éblouissant, la friandise de caneton au vinaigre et aux nouilles fraîches, les filets d'ole mousseline aux mousselines légères, etc. (*Le Chapon fin*, 5, rue Montesquieu, tél. : 44-78-01). Ainsi, la vieille maison (au décor fabuleux et aux peintures outrancières) reprend-elle sa place dans le peleton de tête avec le *Saint-James*, où quelques jours plus tôt le cher André Guilhot était venu recon-

stituer aux fourneaux de J.-M. Amat un des « repas Roussel » d'octobre 1926, où la soupe au chocolat précédait de justesse le gratin d'huîtres.

Un gourmet ne saurait passer par Bordeaux sans accorder un repas à la *Tupina* (6, rue Portemonnaie, tél. : 91-66-37). Merveilleuse cuisine folklorique, de la sangnoise persillée au vent de veau sur tranche de pain grillé, de la langue de porc confite aux gésiers de canard auxquels sont

venus s'ajouter deux nouveautés succulentes : le jambon de magret d'ole, le foie en papillote (avec aussi la pêche de Castellaux au caramel), et une époustouflante collection d'armagnacs (une quarantaine, d'origine, et de millésimes de 1920 à 1967). Bravo à J.-P. Siradakis, le plus bordelais des Grecs mais aussi le plus grec des Bordelais.

Mais les touristes, de plus en plus nombreux en Aquitaine à courir le pays, n'oublient point

qu'à l'entour la capitale du roi des vins, existent de nombreuses bonnes maisons : Claude Darroze au Lion d'or de Langon, Jean-Paul Male de l'Auberge Saint-Jean à Blagnac, J.-P. Marion en son Strier de Libourne.

Pépète
la fille de Georgette

Et à peine plus loin, à Gastes, dans les Landes, l'*Estantquet* (tél. 78-42-00) de Pépète, c'est

la fille de la bonne Georgette Descat (*Lou Landès*, à Paris). Et qui, dans la gentillesse d'une simple halte de campagne, propose garbure et tourin blanchi, foies rôtis aux truffes (180 F pour quatre), confits divers, poulet avec tré-cassée de cépes, lapin aux pruneaux, cassoulet, potée landaise, etc. Jusqu'à la tourtière du pays et des granités aux fruits de saison comparables à ceux de «man-man».

LA REYNIERE.

GOUTÉ

Attention ! beaujolais nouveau

Mais qu'est-ce qui fait courir les Parisiens l'automne arrosé ? Le beaujolais nouveau baptisé depuis quelques années « beaujolais primeur » ! Pas un bistrot, pas un compo-toir qui n'annonces triomphalement son regainard. Pas un client qui ne le réclame (au point qu'il faudrait décorer les rares restaurateurs qui refusent d'en avoir à leur carte !).

Primeur ? Le Larousse des vins précise : « Le vin de l'année s'appelle généralement après le 15 décembre suivant la récolte, date à laquelle il a

le droit de sortir des chais. » Pour le beaujolais, c'est le 15 novembre. Cela donne quelques fois ce vin léger, presque moussillant, avec ce goût (à certains déplaçant à juste titre), mais si particulier et qui semblait réservé aux bourgeois lyonnais. Les vignerons chapeaient à tour de bras, transformant le vin léger en confiture. Et cette année, où la vendange fut avancée, c'est pire encore. Le primeur a un petit air ancien de déjà vu et déjà bu. On l'appellerait volontiers « postmeur », comme disait Balzac.

En est-il d'honnêtes ? D'honnêtes simplement ? Cela se peut. Mais tous ceux auxquels j'ai goûté, à Lyon comme à Paris (et à Paris surtout, car le « fleuve », en ses méandres, passe quelquefois par les Corbières, l'Algérie, Bercy et les usines de betteraves du Nord !), n'avaient aucun des mérites que l'on peut trouver (un instant et par amuse-ment) au vin nouveau. Sans compter que cette esbrouffe atteint des prix exorbitants ! Le beaujolais nouveau est arrivé ? Fuyez-le !

L. R.

MIETTES

● 50 millions de piégés... Ce sont les lecteurs de « 50 millions de consommateurs » qui prendront pour argent comptant l'affirmation de la naissance du fromage fondu en 1908 : « Un Valaisan eut l'idée de distribuer dans du papier d'alun, à ses voisins et amis, des portions de fondue, plat régional composé d'un mélange de gruyère, d'emmental (avec une faute d'orthographe, bien sûr) et de comté ! » Du comté en Suisse, vous voulez rire ! Et comparer la fondue, ac-tuelle au fondant à ces fromages d'usine aux saveurs de fonte (ad-ditionnés aux noms charmants de E 300, E 301, E 309 et E 450) n'est-ce pas galérer ?

selet en donnant un repas où le din-donneau n'était que du veau, le coulis de truffes des trompettes de la mort, etc. Les convives s'y sont laissés prendre : ils croyaient que c'était de la nouvelle cuisine !

● Dans « Gestions hospitalières », un important article de Lucie Belime-Laugier réclame (enfin !) une grande et « vraie » école de cuisine française. « A tous les étages de cet institut on enseignerait avec méthode les plats et les menus convenant aux publics les plus di-vers. » Cela nous changerait de l'enseignement archaïque des écoles hôtelières actuelles. Et puisque l'école de la rue Médéric va être libre, quelle belle occasion d'y créer cet enseignement !

gauche

BOISSONNERIE DE L'ABBAYE
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
REVEILLON DU TONNERRE
AMBIANCE - SPECTACLE
DANSE - COTILLONS
Réservation après 16 h
E. Jacob **PARKING** 326.86.26

REVEILLON de NOËL
PRIX HABITUELS
RESERVEZ VOS TABLES
LE PETIT ZINC
BOITES DE MEAT FOIE GRAS, VINS DE PAYS
LE FURSTENBERG
BOITES DE MEAT FOIE GRAS, VINS DE PAYS
Le Rhiniche
VINS COGNAC, SPECIALITES
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS TOUS LES JOURS
5, rue de Buci - Paris 6

a Bûcherie
rue de la Bûcherie - ODE 78-48
ouvert 2 h du matin. Tous les
jours, toute la journée.
La carte abonde en plats stu-péfiants et originaux. Une cuisine
alléguée et un patron-chef qui
s'entend pas dans le roucoute.
(La Reynière, « LE MONDE »)
de l'après-midi aux capes frai-

Ouvert le dimanche
Revue
entertainment
nouvelle
STAR
DINERS : 21
SPECTACLE : 22.00
RESERVATION après 16 h
329.02.20
Rue Mazarine - PARIS ASSURE

dans un décor
Belle Epoque
LE CAFE FRANÇAIS
5 OCTOBRE 1976
30 NOVEMBRE 1976
AUTOUR D'UN VIN
DE LANGUEDOC
FITOU
(appellation contrôlée)
et Spécialités régionales
à discrétion
75 F tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17 Bd St-Jacques
PARIS 14 - Tél. : 589.88.80
+ Facilité de parking.
Le soir Dîner 60 F
avec GEORGES MEL
son piano
et sa guitare

Cantarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR : un Dîner de FÊTE
pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15^e)
tél. : 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

Rive droite
Lady L
Déjeuners d'affaires Dîners Joyeux
« PRÉMIER 1976 MAÎTRE CUISINIER ET FRANCE »
(Grand et digne)
Le Soir : ambiance musicale avec
Ch. DONNADIEU, M. SYLVIA et le
groupe brésilien PETIT NELLO NOEL
et ST-SYLVESTRE : Réveillons surprise
4, rue Balzac (9^e), jusqu'à 5 h. matin
Réservation : 225-21-95 et 92-99

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécial. provençales
4, St. George - ELY 71-76, BAL 84-37

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)
Sa FABULEUSE CHOUCROUTE
LA DELICIEUSE JAMBON DE PÂQUE - COMPTÉ D'UNE PÂQUE D'AMOUR - CHANGEMENTS MARCHÉ - VINS CHANGÉS
Le « FORMIDABLE » à emporter :
Pour vos soirées TV : 30 F par personne
KANTERBRAU
7 rue du 8 Mai 1945 - 10^e - 607.00.94 - DE 5H DU MATIN A 2H DU MATIN

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Paraire, Paris 17^e - 754-74-14

Depuis 1826, il est de tradition,
pour un Parisien, d'acheter ses
foies gras de fin d'année chez
BATTENDIER
8 rue Coquillière 75001 PARIS
Où vous trouverez aussi :
des charcuteries somptueuses,
des volailles et gibiers tels qu'on les trouvait chez
Delamunay Leveillé,
des plats cuisinés succulents,
des vins fins, des pâtisseries qu'on n'oublie pas.
Quelle fête ! on a envie de tout acheter.
Si vous ne pouvez vous déplacer, téléphonez à :
236.95.50 on vous livrera.

BEAU FIN BOFFINGER
DEJEUNERS-DINERS
SOUPERS jusqu'à 2h
ses spécialités
Banc d'huîtres
(700 F en 100 F)
5, RUE DE LA BASTILLE (4^e)
ARC-87-82. Parking facile sur la Place
OUVERT DIMANCHE

CHEZ FRANÇOISE
AÉROGARE DES INVALIDES 7^e
Vente de FOIE GRAS FRAIS à emporter
551.87.20 et 705.49.03 (E lundi)

BIGEL
POUR VOS REVEILLONS
avez-vous pensé à nos
SURGELS ORIGINAUX ?
- Pâtisseries
- Charcuteries
- Concombre mariné
- Salade d'œufs
- Salade de légumes
- 300 références disponibles...
11, rue St-Germain, 75001 Paris, Tél. : 226.27.40
4, rue de la Harpe, 75001 Paris, Tél. : 226.27.40
24, rue de la Harpe, 75001 Paris, Tél. : 226.27.40
11, rue St-Germain, 75001 Paris, Tél. : 226.27.40

SULLY DAUPHINE 553-35-47, F. dim.
80, av. Foch
Face au bois
Dans un cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADIT. - Des spécialistes
Déj. d'aff. DINERS - MENU 55 F - Paris Dauphine - SALONS - Gds Caves

REVEILLONNEZ JOUR ET NUIT
aux Halles
FRUITS DE MER - GRATINÉE - GRILLADES
A l'Opéra
AU PIED DE COCHON
le fameux
RESTAURANT
des Halles
6, rue Coquillière - 236-11-75
le grand café
La spécialité RESTAURANT de l'Opéra
4, Bd des Capucines - 073-67-45
Parking Parnassus à 30 m

Brasserie Lorraine
place des termes CAR 81.84
(ouvert jusqu'à l'aube)
les réveillons fleuris
les meilleurs huîtres et fruits de mer
la cuisine française de grande tradition

CHARLOT Roi des Coquillages (face Wepler)
TOUS LES PRODUITS DE LA MER
12, pl. Clichy (874-49-64). Park. grat. : 11, r. Forest
DEJEUNERS D'AFFAIRES - DINERS - SOUPER JUSQU'A 1 h. DU MATIN

MANGEZ PLUS DE SAUMON.
Pour 640 F, vous pouvez manger un kilo de saumon. C'est le même saumon que vous trouverez ailleurs. La seule différence tient à son prix. Au moment de Noël il est toujours agréable de pouvoir économiser quelques centimes sans économiser quelques grains de caviar. A propos, l'effort que nous faisons pour le caviar, nous le faisons aussi pour le saumon et le foie gras. Le saumon vient de Norvège à 200 F le kilo, et le foie gras de Dordogne, du foie gras d'ole, cuit au torchon dans son jus, à 400 F le kilo. Pensez-y. Au Grain de caviar, 1, rue du Marché St-Honoré, 75001 Paris.

AU GRAIN DE CAVIAR.

Les Jacobins
Co ira
Co ira
Réserv. : 265-83-55
Place historique de Paris
Les vrais révolutionnaires de la cuisine française, env. 70 F.
40, pl. du Marché-St-Honoré (1^{er})
Fermé dimanche, ouvert samedi
Parking facile

Doucet-Est
8, r. du 8-Mai (50 m. GARE EST)
Rez-chaussée **BRASSERIE**
MENU 22 F et sa Carte
Choucroute Vermine avec Jarrat
42 (2 pers.). Ses Plats du Jour.
1^{er} étage REST. PANORAMIQUE
dans un cadre élégant - SALON
Spécialité du Chef et POISSONS
Ouvert jusqu'à 2 h. - 206-40-62

FLD LIVRE à DOMICILE
SON FOIE GRAS FRAIS
285-22-39

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
T.14. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUÎTRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Environ de Paris
70-480 VILLEQUET, en NORMANDIE
par A35, sortie Roum-Achard
DOMAINE DE VILLEQUET ****
Directeur Maurice LALON
WEEK-ENDS NOËL
et SAINT SYLVESTRE
REVEILLON au GRATON
dans le cadre d'un beau parc, SALONS de réception
Tél. : 02 35 04 70 01 ou 04 71 07 - Roum-Achard

CADEAUX

BIJOUX
en pierres fines
colliers - bagues - bracelets

TAILLERIE DE ROYAT
A PARIS
spécialistes depuis 50 ans
8, rue Auber, Paris 9^e - Tél. OPE. 46.26

Le monde entier
APPRECIÉ LES PARFUMS
FRANÇAIS
TOUTES LES MARQUES...

A DES PRIX **IMBATTABLES!**

UN PRESTIGIEUX CHOIX DE CADEAUX
SACS A MAIN • FOULARDS • CRAVATES • PRODUITS DE BEAUTÉ
Emballage cadeau • Echantillons gratuits • Livraisons

MICHEL SWISS LE PLUS IMPORTANT
16, Rue de la Paix - PARIS SHOPPING A PARIS
Tél. 261-71-71

un bijou **ZOLOTAS**
c'est par tradition l'art de l'or 22 cts

la chrysothèque
ZOLOTAS

PARIS • 370 RUE SAINT-HONORÉ
ATHÈNES • RHODES • CRÈTE • STROPEZ • GENEVE
MADRID • LONDRES • HONG KONG • TOKYO

ENTREZ DANS UN MONDE DIFFÉRENT

SALE

Les soldes d'hiver de
Harrods commencent
samedi 8 janvier à 9.00 h.

Vous serez assurés d'y trouver de fortes
réductions sur des articles de très haute qualité.
Des milliers d'affaires sont offertes dans tous nos
différents rayons, beaucoup

A MOITIÉ PRIX

Prenez dès aujourd'hui vos dispositions pour vous
rendre aux plus grandes soldes du monde.
Vous trouverez au 4^{ème} étage un Centre de
Renseignements Touristiques qui vous donnera tous
les détails que vous pourrez désirer sur votre séjour,
les spectacles, etc... ainsi que notre propre bureau
de change.

Notre magasin est ouvert chaque jour de 9 h à
17 h, les samedi jusqu'à 18 h et le mercredi
jusqu'à 19 h.

Harrods
Knightsbridge, Londres, Angleterre

Jardinage

NOËL AUX SAPINS

POUR les oies grasses, les dindes, les huîtres, mais aussi les sapins de Noël, la trêve dite « des confiseurs » rassemble plus à une offensive finale lancée contre eux par l'armée des consommateurs, cette trêve signifiant le plus souvent la fin de leur existence.

Si le destin de la dinde est d'orner la table des fêtes et que cette utilisation n'est guère controversée, il n'en est pas toujours de même pour les arbres de Noël. Certains défenseurs de l'environnement jugent scandaleux de voir abattre ainsi chaque année des millions de jeunes arbres.

Pourtant, il ne s'agit pas en ce domaine de destruction de notre patrimoine forestier, mais bel et bien d'une culture, dont le développement ces dernières années a réellement fait disparaître la cueillette sauvage à laquelle certaines personnes peu scrupuleuses se livraient sans retenue.

Comme chaque année, cinq millions de sapins vont achever leur existence dans les poubelles des lendemains de réveillons. Vendus le plus souvent sans racines, leurs prix devraient osciller entre 8 et 35 F selon la qualité et la hauteur, ce qui correspond à une augmentation de 15 % environ sur Noël 1975. La cherté n'y est pour rien et ses effets ne seront perceptibles que dans cinq ans lorsque les plantations de l'année, en grande partie détruites, auront mûri.

Car le sapin de Noël — il s'agit en général de l'épicéa (*Abies excelsa*) — exige de cinq à sept ans de culture, à partir d'un semis, pour atteindre 1,50 mètre et plus. Pour conserver son port harmonieux, une belle silhouette pyramidale, la pousse ne doit pas excéder 30 à 40 centimètres par an. Les principales régions productrices sont le Morvan et l'Orne.

Gare à l'incendie !

Il est toujours préférable d'acheter son sapin quelques jours seulement avant Noël — ou de le conserver ficelé à l'extérieur, sur le balcon ou dans le jardin, — la sécheresse de nombreux appartements entraînant la chute rapide des aiguilles et la déshydratation de la plante augmentant chaque jour les risques d'incendie, risques qui ne doivent pas être pris à la légère — les pompiers en savent quelque chose — l'association bougies — cierges lumineux — ampoules électriques (n'installer que des guirlandes alimentées par évier l'échauffement local) et essences volatiles de la résine des aiguilles bien sèches ayant parfois des conséquences dramatiques.

Pour conserver plus frais l'arbre de Noël, le tronc peut tremper dans une baignoire d'eau ou un seau rempli de terre, de sable ou de mousse humide. De toute façon, même si l'extrémité du tronc conserve quelques racines, n'y a guère d'espoir de replanter dans votre jardin ce genre d'arbre s'il a perdu sa motte de terre bien compacte.

Le sapin de Noël est destiné à une vie éphémère, à l'usage des lumières et du bruit de la fête. Pourtant, il est possible de conserver plusieurs années son sapin sans pour autant acquiescer aux horribles choses en plastique qui n'ont heureusement pas su plaire aux consommateurs. Pour cela, il faut acheter chez le pépiniériste un conifère en pot, on tait au moins avec sa motte de terre, prêt à la vente pour une plantation en jardin. Un séjour d'une petite semaine en appartement pas trop chaud (18 à 20 degrés) avec une bonne hygrométrie (remplissez vos saturateurs !), ne devrait pas entraîner d'incidents pour la reprise ni la végétation.

Pour rester dans la tradition du « sapin » tout en sortant de la routine, quelques jolies espèces au variétés s'adaptent bien au décor de Noël et constituent de beaux arbres pour le jardin : *Abies nordmanniana* (sapin du Caucase) au beau feuillage vert brillant ; *Abies pinsapo* (sapin

d'Espagne) aux rameaux très caractéristiques semblables à des escovillons vert foncé ; *Abies concolor* aux longues feuilles vert glauque. Ou encore, dans la gamme des épicéas : *Picea pungens* et ses divers cultivars à feuilles argentées ou glauques « *Endz* », « *Moerhousii* », « *Koster* » ; *Picea omorika* (épicéa de Sibérie) qui conviendront par la suite en isolés dans un beau jardin sur fond de pelouse.

Une idée venue d'Amérique

Cette tradition du sapin qui nous vient d'Alsace à la fin du dix-neuvième siècle avec l'émigration qui suivit la guerre franco-allemande de 1870-1871 était depuis le dix-septième siècle une coutume germanique, comme l'offrande du gui était celle de la branche de houx venant de Saxe et les cadeaux du Nouvel An une bonne idée de nos envahisseurs romains. Pourquoi ne pas l'emprunter aujourd'hui d'une excellente idée venue d'Amérique ? Le sapin de Noël pour toutes ces idées qu'on dit « sauvages » : oiseaux, lapins, écureuils et même pour ceux qui vivent près des grands espaces, gibier de forêt, poil ou de toute nature. Voilà qui réconciliera écologistes militants et joyeux noctambules traditionnalistes.

On raconte qu'au Moyen Âge les dindes décoraient un arbre pour les animaux des alentours et qu'en Suède les paysans offraient semblables cadeaux aux oiseaux et bêtes attachés. Mais cette coutume est tombée en désuétude. En plus de plus en plus tournée vers l'environnement, il serait bon de lui redonner vie pour que tous les animaux qui nous entourent et dont on ne soupçonne que rarement la variété aient leur part de la fête. Un beau conifère planté bien en vue ou mis en pot sur le balcon et qui restera en place jusqu'au printemps sera le support idéal.

Son décor, des graines diverses, des épis de blé, de seigle, de maïs, des fruits de buisson — ardent (*pyracantha*) ou de cotoneaster ou toutes autres baies, des miettes de pain, noix, noisettes, blocs de saindoux ou margarine, cubes de fromage que l'on disposera dans de jolies coupelles accrochées aux branches. Une excellente recette consiste à faire fondre un pain de saindoux et quelques morceaux de sucre. En refroidissant, le mélange va s'épaissir, lui ajouter alors des graines de différentes couleurs, des morceaux de cacahuètes, du pain émietté, puis mouler l'ensemble en boules que l'on suspendra à de petits fils de soie.

Les Américains réalisent aussi des guirlandes faites de popcorn alternant avec des graines de citrouille ou de melon, cubes de pommes, morceaux de dattes... Une bonne tartine de margarine sur le tronc, c'est toujours le succès ! On peut alors y coller les graines les plus diverses. Il est important de prévoir un point d'eau à proximité qui sera protégé du gel en y ajoutant une cuillerée d'alcool.

Le résultat de ces efforts n'est pas toujours immédiat, il faut souvent quelques jours d'observation avant que les oiseaux et parfois d'autres animaux se risquent à récompenser votre gentillesse et votre patience... Joyeux Noël !

MICHELLE LAMONTAGNE.

● Suzette et Nicolas dans leur jardin, un très joli livre pour les petits enfants (de deux à cinq ans), des illustrations pleines de charme et de poésie, une promenade et une journée heureuse dans un beau jardin fleurissant. Un petit dépliant aux yeux d'un jardinier, le titre sert plus de prétexte à une gentille histoire qu'à une réelle découverte du jardin. A la découverte d'un monde qui pourrait être le but de cette nouvelle collection de Gastier Langueur. Neanmoins, un livre à recommander. Prix : 25 F.

clin d'œil

ROBES D'UNE NUIT

A l'occasion du mille huit cent cinquante-neuvième anniversaire de la Nativité, un mouvement révolutionnaire qui a pris naissance dans les ateliers des couturiers et des confectionneurs annonce que, au cours de la nuit la plus longue de l'année, les femmes rassembleront à des femmes. C'est là une nouvelle qui ne peut laisser aucun homme indifférent.

Aussi, quand montera au-dessus de la tour Eiffel comme au faite d'un derrick sur les champs de pétrole orientaux l'étoile de Bethléem, on devrait assister pendant les réveillons à une offensive généralisée de la féminité.

Depuis que l'habit a cessé de faire le moine contestataire, la robe ne faisait plus la femme, et sous les enges, éternels cachottiers, trouvaient leur compte à la mode unisex.

Les temps sont revêtus des soirées, au bleu-jean et en tee-shirt, on en revient à la nudité, au vapoureux, aux volants, au trou-trou, bref, on rejette la confusion des genres pour mieux exalter le mystère féminin.

Une rapide incursion dans les coulisses nous a permis de voir ce qui se prépare. Le voile-de viscose souple et mouvant paraît à l'honneur comme la mousseline arachnéenne qui habille sans dissimuler et permet des jeux d'ombres chinoises devant les lumières des sapins de Noël. Il paraît que Mlle Salomé se présentera devant Harold congestionné de désir n'étant pas vêtu autrement, ce qui fit comme chacun sait perdre la tête à Jean-Baptiste.

Afin de supprimer les difficultés que représente toujours quand on utilise des tissus gazeux la parfaite circonférence d'un bas de robe, les coupeurs ont souvent choisi le style poncho, qui autorise des pointes et des festons, là où l'on exigeait autrefois un ourlet rectiligne. Ainsi nos compagnes semblent s'être enroulées dans un réseau hâtivement décroché, mais combien de petites filles se sont aussi déguisées en Mata-Hari par les feuilles pluvieuses.

Le fourreau, qui réclame une plastique irréprochable, sera aussi de la fête. Si le lamé est trop cher, on retient le polymide ou le tulle qui, dans les tons rouges ou mordorés, fournissent aux grandes minces des stils moulants, lesquels, avec un rien de traine, les mettent au rang des sirènes exotiques.

La dentelle anglaise, chère à Scarlett O'Hara, a aussi ses chances, et, sous l'apparence de lupon, on permet de confectionner ses lippes et même des pantalons de moutons. Les velours amande ou bleu uni en jupes fendues ou en culottes de poil sont capables d'éblouir les corps déshabillés, tandis que les robes de la Vénus de Milo. Le soutien-gorge ayant été, dans bien des cas, jeté par-dessus les moulines, il convient surtout, si les transparences des textiles légers interdisent toute illusion même sous les lumières tamisées des réveillons intimes, de maintenir à leur place des rondours plus ou moins fermes qui auraient tendance à se déborder.

D'après Cosmopolitan, un magazine féminin, qui n'est pas avare de conseils, la parodie serait le ruban adhésif transparent. Collé à même la peau, il permet de soutenir, de modeler, de ramener, de rapprocher ou de circonvenir les seins ainsi réduits à la liberté surveillée. Un coup de blouson par-dessus et les canons de Praxitèle sont respectés. Les mannequins, affirme-t-on, ajustent ainsi leurs bustes aux robes qu'elles présentent. Une telle pratique limite sans doute les pectifications, et celles qui utiliseraient cette technologie avancée accepteraient sans doute plus facilement de danser un slow plutôt qu'un rock.

Il ne reste plus qu'à attendre la nuit fameuse pour voir si ce retour vestimentaire à l'efféminé porte ses fruits. Même quel que soit le score, les femmes ne seront pas perdantes.

MAURICE DENIZIERE.

Troc et Travaux

DEPOT - VENTE - LOCATION

vêtements et accessoires

de 13 heures à 19 heures sauf dimanche et lundi

58, rue Royale 92210 SAINT-CLOUD Tél. : 602-67-81

Notre nouvelle ligne
Votre nouveau parfum

SHOCKING YOU
Schiaparelli
PARIS

FÉMINA
N° 2 vient de paraître

L'IMPLACABLE FLÉAU

De l'affaire SEZNEC
à l'affaire PORTAL

Les plantes
qui guérissent et les
médicaments qui tuent

Les bergères
de l'Apocalypse

Les enfants de la honte

FÉMINA
la revue des Femmes
qui « savent » lire

**Pour faire plaisir...
ou pour vous même.**

Un choix étourdissant de cadeaux
vous attend chez six spécialistes.

Ils vous assurent :
• un accueil sympathique • de précieux conseils.

De l'art de la table à la décoration d'intérieur :

Collections plus contemporaines que classiques.

MADRONET DELVAUX JEAN LUCE
CONTEMPORAIN 18, rue Royale - 75008 PARIS 260.66.90 30-31, rue du Bonin - 75008 PARIS 260.66.90

17, rue de la Paix - 75002 PARIS 260.66.90 109, rue de Rennes - 75006 PARIS 260.66.90

Collections plus classiques que contemporaines.

PERRIER LIMOGES UNIC AU GRAND SIECLE
3, boulevard Raspail - 75007 PARIS 348.25.25 12-58, rue de Rennes - 75006 PARIS 348.25.25 420, rue Saint-Hippolyte - 75008 PARIS 348.25.25

listes de mariage et de crémallière

هكذا من الأنجل

Mode

BIJOUX-OBJETS

PRES la vogue des bijoux lisses, les créateurs se tournent à présent vers un style au relief affirmé et nous proposent des « bijoux-objets » pe lesquels on a envie de jouer tant que de les porter.

ainsi Céline Chalem recrée-elle les bijoux talismaniques de vallée du Nil, utilisant l'or, l'argent, le cuivre, le cristal de roche ainsi que des pierres dures précieuses. Ses pendentifs, ses bagues, ses colliers et ses bracelets sont conçus sur la base de motifs géométriques, rehaussés de calligraphies magiques, d'adages, de proverbes et de symboles chance ou de protection. Ici, rondes d'une pomme s'inscrivent dans une pyramide, tandis que là, une rose devient bague, comme la feuille de laurier qui s'enroule autour du doigt. Ces pièces d'art se vendent de 50 à 300 F, bronze doré, à partir de 150 F, argent massif, de 1200 à 3000 F en or. (Galerie Liliane Angois, 15, rue de Seine.)

La galerie Vallois (20, rue du Louvre) édite des bijoux contemporains, signés et numérotés, en argent ou en or, dont les œuvres de Gilli, d'Olivier, de César, de Gabourel, de Bernard. Ce sont surtout des pendentifs, des bagues et des broches, à partir de 500 F.

Jacques Gautier (38, rue Jacob) donne ses colliers et ses chaînes en argent ou en or, qu'il combine avec un col. Il s'agit de trouver dans ses émaux le ton des vitraux d'autrefois qu'il a créés (seuls ou mêlés au cristal) dans des pendentifs, des broches ou des bagues, voire dans

des motifs miniaturisés, porte-bonheur à porter au ras du cou (à partir de 350 F sur chaîne fine).

Fred (8, rue Royale) affectionne les bijoux inspirés par des objets courants, telle cette lame de rasoir en or, ornée de deux brillants (750 F), ou ce bracelet articulé en forme de chaîne de vélo; quant à la pince miniature du joaillier, elle tient dans ses griffes un diamant (à partir de 800 F).

Désormais, les amis d'Antérix vont pouvoir se reconnaître. En effet, après la parution d'*Océan* et *Compagnie*, Gosciniy et Uderzo viennent de signer un contrat avec Aldebert-Jean Bédou, boulevard de la Madeleine, Palais des congrès et 70, faubourg Saint-Honoré pour la reproduction et la distribution du fameux dessin, proposé en pendentif de granit, d'or, de malachite, de lapis ou d'œil de tigre, et toujours orné sur une bélière d'or (de 550 à 1500 F).

Ilus Lalaounis (364, rue Saint-Honoré) vient de réaliser pour la réception de Jacqueline de Romilly à l'Institut, un bijou féministe et chargé de symboles. A la place de l'épée, le bouclier d'Athènes recèle sa cape, en or martelé; il est relié par une chaîne à un pendentif, composé de deux chouettes nichées dans une couronne de feuilles d'olivier. Un bijou plein de sagesse. Les petites broches « Lamda », en or, figurent trois formes stylisées de la femme (à partir de 200 F). Des bagues originales, d'inspiration préhistorique ou du siècle de Ferrière, sont faciles à porter (à partir de 150 F).

Cinq nouveautés dans la très belle collection des *Bijoux du Louvre* que les habitants du sixième arrondissement peuvent admirer dans les vitrines des arcades du Sénat. Le sceau-cylindre représentant Asherah, déesse de la Mer, l'Amazone de Vénus, un poisson émaillé mérovingien; un pendentif ciselé par les montagnards du Laristan, il y a trois mille ans; une remarquable médaille à l'effigie de Verdingstörz Jemé. Ces pièces, exécutées en argent massif ou en bronze doré (de 250 à 800 F environ), sont en vente au Musée du Louvre, même le dimanche et au « Musée », 89, avenue Victor-Hugo.

Une pierre pour chaque humeur

Boutcheron (26, place Vendôme) développe sa collection de « gordons », bijoux à la fois rugueux et précieux, mêlant le chanvre tressé à l'or, en bagues, pendentifs, sautoirs et bracelets.

Chamuel (10, place Vendôme) travaille le bronze sérié d'or et plus ou moins enrichi de diamants. Un amusant pendentif à porter au ras du cou est orné d'une pierre dure mobile, à changer selon son humeur ou la couleur de sa robe.

Chocarné (1, rue de la Paix) présente toute une série de perles baroques montées sur or, avec ou sans petits brillants, dont les plus belles sont originales du nord de l'Australie. Les formes sont allongées, parfois en larmes et en potes irrégulières (à partir de 575 F).

Mauboussin (20, place Vendôme) travaille l'or de manière à obtenir des effets de pavage au relief plus ou moins accusé, dans une gamme de modèles comprenant une série de broches.

Mellerio, dits Meller (9, rue de la Paix) joue sur les anneaux d'or en jones et demi-jones, formant des parures de bagues et de boucles d'oreilles ou de bracelets. Des pendentifs pour hommes en or mat sont martelés en cuirasse.

Chef Van Cleef et Arpels (22, place Vendôme), les bracelets sont d'une grande sobriété, comme ce modèle à barrettes d'acier arrondies, montées sur des joints et des boules d'or, qui contrastent avec les gourmettes constellées de petits diamants, et les bracelets dont les multiples forment des colliers au ras du cou ou des sautoirs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

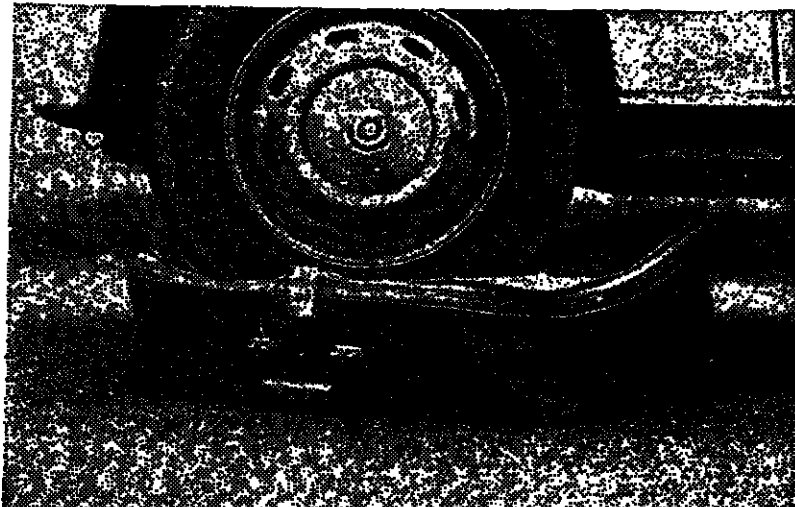
« La Puce habillée » sert d'enseigne à la styliste Martine Teissier, qui propose ses modèles exotiques pour enfants, des accessoires de nouveautés exécutés à la main, ainsi qu'une sélection des collections Demashy, Testu, Petit Bateau et Elisabeth Grangé (25, rue de Fénéville, 8°).

Crim Blanc rassemble des objets évoquant les grands espaces, la nature et le cheval, ainsi que des vêtements et des accessoires de style western, dont le public parisien semble toujours aussi friand (4, rue du Laos, 15°).

FABRICANT VÉRIFIÉ AU PAYS BIJOUX OR
— 30 % — fin 21.350 la kg
SOUTÈRE 40 g... (1.800 F) 2.800 F
SOUTÈRE 20 g... (2.200 F) 1.800 F
CREVALIERE 15 g... (1.650 F) 1.140 F
CHAÎNE 5 g... (380 F) 275 F
MADAME Paris - Tél. 770.44.96
1, rue Souffier - PARIS (9°)

Lark La Valise Inceivable

"Bagages SPECIAL AVION"



Liste des dépositaires sur demande à Multi-Gift Lark, 49, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Nanterre-sur-Seine. Tél. : 637-02-50.

En tissu nylon. Gamme très étendue de valises, sacs de voyage et de porte-vêtements.



CERRETTI 1981 : églis en fermette unie, l'apartie à deux vives sur ond noir ou mar- on foncé, donne la caractèr à cette case, qui se com- pose d'un chandail en col roulé (laine cachemire) et un pantalon de dours à grosses dres.

(250 F, 250 F, 250 F ou 350 F, rue Royale.)

(Crocus 16 MAROC.)

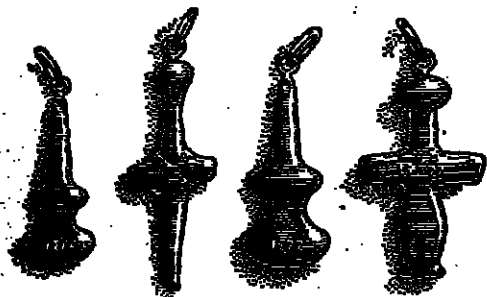
véritable **loden** autrichien Coloris mode **FORSHO** A MAISON DU LODEN 146 rue de Rivoli - Paris 1^{er} tél. 260.13.51 métro Louvre

DES PRIX DE FABRIQUE pour le plus beau des cadeaux

un manteau de fourrure Vison - Lump Benard. RAYON 20 ANS

LUX FOURRURES 55, bd de Strasbourg - Paris (10°) Tél. 770-57-93

LES LAMDA DE LALAOUNIS



200 F 250 F 250 F 300 F or poinçonné 18 carats. Taille réelle.

UNE HEUREUSE ANNÉE 1977 avec les idoles-symboles des cycades



ilus LALAOUNIS PARIS - 364, rue St-Honoré (à la hauteur de la place Vendôme) Tél. : 261.55.65

Lineard de Braun. Briquet électronique. 275 F

BRAUN

Prix record et 4 mensualités sans frais pour la portative "Toute électrique" la plus vendue aux U.S.A....

La machine à écrire que nous vous offrons sur cette annonce est la célèbre *Micro II* de Smith. Corona. Marchand. Aux Etats Unis où presque tout le monde tape à la machine elle a converti à la frappe électrique des millions d'administrateurs (professionnels libéraux, étudiants, commerçants, écrivains etc...).

C'est en effet, une machine personnelle, idéale, extra-plat, élégante dans sa carrosserie bleue, portative (7 kg). Elle réunit pourtant la plupart des perfectionnements d'une grosse machine professionnelle :

- Touches à répétition - Retour électrique du chariot - Frappe électrique réglable - Tabulature - Ruban bicolore plus position écart
- Juste réglable - Cylindre gradué, guide papier
- Touches de recul - Témoin de fonctionnement
- Toutes ses qualités lui ont ouvert un immense marché notamment à travers les faibles marges de la vente par correspondance.

S'inspirant de cette expérience, le Club Familial offre aujourd'hui aux lecteurs du Monde l'Electra II à des conditions encore jamais vues en France.

Un prix incroyablement bas : 876,00 F T.T.C. Franco métropole (soit 750,00 F H.T.) à peine le prix d'une petite machine mécanique. Si vous le désirez un règlement en 4 mensualités sans frais de 219,00 F.

Une garantie pièces et main d'œuvre d'un an. En cadeau : le très élégant et robuste sac de transport type sac avion.

Cet achat si intéressant est de plus un achat sans risque car nous acceptons sans discussion les retours pour échange ou remboursement en cas d'insatisfaction à la réception. Profitez tout de suite de cette offre exceptionnelle du "Club Familial" pour vous offrir la "Toute électrique". Des conditions aussi avantageuses ne pourront être maintenues longtemps. Découpez et complétez aujourd'hui le bon de commande ci-dessous et adressez le au Club Familial B.P. 44 - 95170 CROIX.



le club familial

Clavier standard 48 touches, 7 kg, 220 V. Livré avec notice d'emploi.

BON DE COMMANDE à découper ou recopier et à adresser sous enveloppe affranchie au CLUB FAMILIAL LOCAL BP N° 44 - 95170 CROIX

Service MEP M 4

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville ou bureau distributeur _____

Veuillez me faire parvenir LA MACHINE A ECRIRE PORTATIVE TOUTE ELECTRIQUE "ELECTRA II" 220 V

JE VOUS REGLE ☐ Contants ☐ En quatre versements mensuels de 219 F (soit 876 F TTC) sans frais de 219,00 F. (soit 750,00 F H.T.)

Je vous le livre en trois mensualités égales de 219 F, les trois mois suivant la réception de ma commande.

MODE DE REGLEMENT ☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal ☐ par mandat lettre ☐ par mandat cash

Signature obligatoire _____

Entrez le CLUB FAMILIAL LOCAL CROIX

Jeunes

JOURS SANS CLASSE

Aller au spectacle...

Cinéma

Plusieurs films programmés ces temps-ci, quelques-uns intéressants les petits ou leurs aînés :

« **Blanche Neige** et les sept nains », dessin animé, plein d'humour, et où la sorcière, dépeinte, n'effraie guère les plus petits. Cinéma : Le Royale, version française, 25, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 265-82-64.

« **La Belle et le Clochard** », dessin animé de Walt Disney, le plus sophistiqué de ses productions. Cinéma : Le Grand Rex, 1, bd Poissonnière, 75002 Paris. Tél. : 235-51-52.

« **Le Voyage au bout du monde** », reportage à la découverte de la banquise, sur la célèbre « Calypso » du commandant Cousteau. Cinéma : Rex, 1, boulevard Poissonnière, 75008 Paris. Tél. : 235-51-52.

« **Le Voyage au bout du monde** », reportage à la découverte de la banquise, sur la célèbre « Calypso » du commandant Cousteau. Cinéma : Rex, 1, boulevard Poissonnière, 75008 Paris. Tél. : 235-51-52.

« **Le Voyage au bout du monde** », reportage à la découverte de la banquise, sur la célèbre « Calypso » du commandant Cousteau. Cinéma : Rex, 1, boulevard Poissonnière, 75008 Paris. Tél. : 235-51-52.

« **Le Voyage au bout du monde** », reportage à la découverte de la banquise, sur la célèbre « Calypso » du commandant Cousteau. Cinéma : Rex, 1, boulevard Poissonnière, 75008 Paris. Tél. : 235-51-52.

Cambronne, 100, rue de Cambronne, 75015 Paris. Tél. : 741-42-95.

« **Les Mammouches** » : trois acteurs inventent d'un air qui tient du mime et de l'acrobatie. Visible par tous. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, 75006 Paris. Tél. : 367-35-35. Tous les jours à 18 h. 30 à partir du 18 décembre 1976, sauf dimanche, lundi. Places à 12,50 F.

« **Soleil Blanc** » : une histoire triste, mais qui ne fait pas pleurer les enfants au-dessus de sept ans. Théâtre Gérard-Philipe, 84, boulevard Jeanne d'Arc, Saint-Denis. Tél. : 343-00-32. Mercredi 22, jeudi 23, à 14 h. 30. Places : 6 F.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

Théâtres

« **Les Mammouches** » : trois acteurs inventent d'un air qui tient du mime et de l'acrobatie. Visible par tous. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, 75006 Paris. Tél. : 367-35-35. Tous les jours à 18 h. 30 à partir du 18 décembre 1976, sauf dimanche, lundi. Places à 12,50 F.

« **Soleil Blanc** » : une histoire triste, mais qui ne fait pas pleurer les enfants au-dessus de sept ans. Théâtre Gérard-Philipe, 84, boulevard Jeanne d'Arc, Saint-Denis. Tél. : 343-00-32. Mercredi 22, jeudi 23, à 14 h. 30. Places : 6 F.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

« **Le Patafleur** » : histoire simple et vivante, pour les enfants entre quatre et dix ans. Théâtre Récamlar, 3, rue Récamlar, 75006 Paris. Tél. : 878-33-47.

Mini-théâtre de Belle-Epine, nationale 7 à Thiais (94). Tél. 687-71-35.

Cirques

« **Le Cirque de Budapest** », où l'essentiel se passe sur une piste, à côté d'une piscine, un peu long. Nouvel hippodrome de Paris. Tél. : 265-81-47. Mercredi, samedi et dimanche, matinées à 16 h. et 17 h. ; jeudi, vendredi, samedi et mardi, à 20 h. 45. Prix des places : 18 à 55 F. 200, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris.

« **Le Cirque de Moscou** », où se côtoient des yacks, des gazelles, un ours aux des échasses... et des clowns. Palais des Sports, porte de Versailles. Tél. : 332-41-23. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h. 45. Matinée, mercredi 15 h. samedi 17 h. 30, dimanche 14 h. 15 et 17 h. 30. Jusqu'au 9 janvier.

« **Le Cirque de Moscou** », où se côtoient des yacks, des gazelles, un ours aux des échasses... et des clowns. Palais des Sports, porte de Versailles. Tél. : 332-41-23. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h. 45. Matinée, mercredi 15 h. samedi 17 h. 30, dimanche 14 h. 15 et 17 h. 30. Jusqu'au 9 janvier.

« **Le Cirque de Moscou** », où se côtoient des yacks, des gazelles, un ours aux des échasses... et des clowns. Palais des Sports, porte de Versailles. Tél. : 332-41-23. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h. 45. Matinée, mercredi 15 h. samedi 17 h. 30, dimanche 14 h. 15 et 17 h. 30. Jusqu'au 9 janvier.

« **Le Cirque de Moscou** », où se côtoient des yacks, des gazelles, un ours aux des échasses... et des clowns. Palais des Sports, porte de Versailles. Tél. : 332-41-23. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h. 45. Matinée, mercredi 15 h. samedi 17 h. 30, dimanche 14 h. 15 et 17 h. 30. Jusqu'au 9 janvier.

« **Le Cirque de Moscou** », où se côtoient des yacks, des gazelles, un ours aux des échasses... et des clowns. Palais des Sports, porte de Versailles. Tél. : 332-41-23. Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h. 45. Matinée, mercredi 15 h. samedi 17 h. 30, dimanche 14 h. 15 et 17 h. 30. Jusqu'au 9 janvier.

sont variables : se renseigner par téléphone.

Jeux

Jouer dans un atelier

« **La Camille-Durancé** », atelier de loisirs manuels : peinture, poterie, bougies, jeux etc. 12, rue des Meuniers, Paris 75012. Tél. : 307-50-51, ouvert tous les jours de 9 h. à 18 h. Sauf le week-end et les jours fériés. Prix : la journée, repas compris, 22 F ; la demi-journée : 10 F.

« **L'association culturelle de Mairie-Montparnasse** », atelier de peinture, marionnettes, jeux, etc. 4, rue du Commandant René Mouchotte, Paris 75014. Tél. : 568-03-46. Ouvert tous les après-midi de 14 h. 30 à 18 h. 30, sauf week-end et jours fériés, et le mercredi de 9 h. à 18 h. 30. Prix : 10 F la demi-journée, 20 F la journée (apporter son pique-nique).

Faire du sport

Les parcours sportifs de la région parisienne : L'enfant y peut librement courir, sauter, franchir les obstacles selon son âge, ou se faire entraîner par des entraîneurs, pas de moniteur, c'est toujours ouvert, et c'est gratuit. On de ces parcours, celui de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines : le départ est situé juste à côté de la piscine olympique.

Les patinoires : Palais de Glace, rond-point des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 330-46-72. Patinoire M. Orléans, 10, avenue de la Porte-Molitor, 75016 Paris. Tél. : 337-01-04. Patinoire

des Buttes-Chaumont, 30, rue Edouard-Pailleron, 75018 Paris. Tél. : 262-33-72.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31, route Nationale 7, Tél. : 321-63-90. Bonlogne, 1, rue Victor-Croisfambert, Tél. : 603-00-00. Colombes, par département de l'Île-de-France, RN 184, Tél. : 761-90-00. Moudon-la-Porte, 13, avenue de Villacoublay, Tél. : 330-68-06. Fontenay-aux-Bois, avenue Charles-Garcia, Tél. : 873-17-00. Champs-Élysées, complexe sportif Allende-Neruda, allée Jules-Perry, Tél. : 568-49-49.

« **Le Vénus** », place du Marché, Tél. : 968-83-04. Confiance, Sainte-Hippolyte, rue Henri-Dunant, Tél. : 972-72-34. Paray-Vieille-Poste, 189, avenue du Général-de-Gaulle, Tél. : 321-57-51. Asnières, boulevard Pierre-de-Coubertin, centre « Les Courtilles », Tél. : 792-66-13.

Courbevoie, place Charra, centre sportif Charra, Tél. : 333-38-50. Neuilly-sur-Marne, quartier des Pavillonniers, avenue Léon-Blum, Tél. : 335-55-03. Charenton-le-Pont, 4, avenue Anatole-France, Palais des sports, Tél. : 368-58-18. Châtigny-sur-Marne, boulevard Jules-Guesde, Tél. : 380-82-82. Denain-la-Barre, avenue Jean-Soulin, Tél. : 364-70-34. Franconville, rue des Marais, Tél. : 305-56-50. Mantes-la-Jolie, boulevard Clemenceau, Tél. : 477-42-80. Viry-Châtillon, 31

Maison

FAITES LE MUR !

Des décors panoramiques, en recouvrant totalement un mur, créent dans la maison une ambiance raffinée, ou insoumise les sujets choisis. Ces ensembles, qui développent l'usage par juxtaposition de couleurs, peuvent modifier visuellement l'aspect d'une pièce ou d'une entrée.

Dès au début du dix-neuvième siècle, la manufacture Zuber réalisait ces paysages anciens, panoramiques connaissent aujourd'hui de nouvelles inspirations. Dans sa grande salle d'exposition, Nobilis International présente une série de panoramiques, parmi lesquels : « Les hautes maisons noires », en blanc sur fond foncé, et « Kyushu », brandissant un drapeau japonais à ses imprimés et quatre lés (150 F).

« Dominotiers », Monique du, qui vient d'ouvrir une boutique à Bordeaux, a créé deux panoramiques. L'un est « Les floconneux », imprimé en relief sur papier, Kraft F 16 de 0,15 x 3 m) dont on fait, par répétition, un bois. L'autre, au charme nissant, est peint à la main : paysage très linéaire en blanc sur fond de douzaines bistre, ocre, beige et un tissu uni, dans l'un des deux, peut être tendu au mur pour accompagner le papier peint.

aux panoramiques en papier d'aspect toilé se vendent de quatre à six lés de large. Edités par la J.J.P., il y a « Ophélie »,

représentant un étang sur fond rose ou beige, et « Coquelicot », une bordure de fleurs champêtres (300 F le lés). Cet éditeur propose aussi des dalles de liège, de ton naturel ou coloré, imprimées en sérigraphie de canards sauvages en vol (145 F le m²). Ces dalles, de 1 m x 0,50 m, peuvent s'assembler pour décorer un mur et se combinent avec des dalles unies.

Faïence, grès et lave

Des carreaux de céramique sont ornés de dessins qui, en se juxtaposant, forment — à l'instar des peintures panoramiques — de véritables tableaux. Ces panneaux décoratifs s'insèrent dans un carrelage uni et constituent un revêtement mural très raffiné pour une salle de bains, un hall d'entrée.

En carreaux de faïence de 20 cm de côté, les « Faïences de Sarreguemines » présentent plusieurs panneaux : une composition de bouquet japonais (« Geisha », les 12 carreaux, 683 F), un paysage de sous-bois ou un parterre d'iris que l'on peut surmonter d'horizontales ou de martins-pêcheurs en vol.

Dans ses ateliers, Frédéric Delcourt fait décorer à la main des carreaux de lave de fins motifs de fleurs à l'ancienne. Ce décor de son pastel, bleu ou vert, s'insère dans un groupe de quatre ou six carreaux (34 F pièce). À répéter en large frise ou à disséminer dans un carrelage blanc mat. D'autres artistes peignent des décors panoramiques sur des carreaux de terre à grès, façonnés et émaillés à la main. Ces compositions

de grande qualité artistique, de style ancien ou moderne, valent entre 3500 et 4500 F la mètre carré. Il est possible de faire ainsi reproduire sur céramique un tableau de son choix, pour avoir une décoration murale très personnalisée.

JANY AUJAME.

• Nobilis International, 60, rue Bonaparte, Paris (6^e).
• Les Dominotiers, 4, av. du Maine, Paris (14^e) et 4, rue Eugénie, à Bordeaux.
• Editions J.J.P., 105, av. de la République, 93170 Bagnolet. (Indiquent leurs points de vente.)
• Faïences de Sarreguemines, 20, rue d'Armenonville, 52200 Neufville.
• Frédéric Delcourt, B.P. 9, 55900 Neufville-en-Ferrain.

• Les miroirs sont le thème de la nouvelle exposition de la galerie Axis. Laurence Dumaine e. Gérard Saint-Fort Pallard y présentent des miroirs des années 30, des bijoux et des sacs à facettes colorées, des fiocons. Créations contemporaines : des lampes de Mathias, un miroir en forme de pot de fleur au dos duquel est dissimulé un réceptacle pour un bouquet, des carreaux gravés par Jean-Louis Gallienin de motifs géométriques donnant un effet de relief.

• Galerie Axis, 14, rue Guénégaud, 75006 Paris.

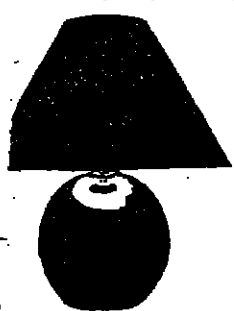
• Les meubles et objets en coquillages sont exposés dans les caves voûtées de Sylvie Siron. Ces coquillages, ramassés sur les grèves de Bretagne, sont artistiquement disposés en marqueterie par Germaine Bolvin-S. et Caline Blanchard. Elles ont ainsi créé des cadres et des miroirs de toutes tailles et des petits meubles d'un grand charme baroque.

• Galerie Vernieu, 10, rue Vernieu, 75007 Paris.

TRUCS

• Un nouveau balai mécanique est doté de deux réceptacles à poussière de grande contenance ; ils sont indépendants et se vident facilement. Le balai est muni d'une large brosse centrale et, à l'avant, de deux brosses rondes d'angle pour passer sur les plinthes. (Bisset 8 000 F, 120 F environ, grands magasins et drogueries.)

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE



LAMPES ABAT-JOUR
LAMPADAIRES
SUSPENSIONS
SPOTS

Une solution :

READY-MADE ELECTRIC

38, rue Jacob - 75006 PARIS - 262-25-01

Cuisine installée

Les magasins "Cuisine 1" sont les seuls où l'on peut acheter tout tout de suite

Dans quelques grandes villes d'Europe et des U.S.A., une cuisine installée aussi importante que celle ne s'achète plus, à domicile, mais la veille de la livraison, dans le prospectus d'un monsieur qui a un bon coup de crayon, mais assure dans de grands magasins l'exposition-vente où fourmillent les spécialistes. C'est désormais possible à Paris. Mais seulement dans ces trois magasins « Cuisine 1 » ouverts depuis quelques mois aux adresses ci-dessous.

C'est une pratique nouvelle en France. Au premier abord, elle surprend puis ses résultats ravissent toutes les acheteuses dont le seul but est d'acquiescer une belle cuisine qui « éblouit » bien c'est-à-dire qui est bien conçue, bien adaptée au local particulier (neuf ou ancien) bien équipée, bien posée.

Moins cher

Mais il y a également un autre but qui est atteint par cette nouvelle pratique en vigueur à « Cuisine 1 ». Non négligeable puisqu'il s'agit de moins débourser. Et cela sous deux formes. D'abord la cuisine installée complète acquise est moins chère que partout ailleurs. Ensuite des conditions particulières de crédit permettent

d'étaler (jusqu'à 5 ans) les règlements d'une partie importante de la facture. Or quand on sait que la dépense est du même ordre de grandeur que celle faite pour une automobile (qu'elle soit de 5 ou 15 CV car en cuisine il existe aussi une large « plage » de modèles et de prix), il est appréciable de faire une économie substantielle sur le montant total et de n'en régler qu'un tiers à la commande puis le reste chaque mois suivant l'installation.

Que des femmes

Des magasins vastes et bien placés offrent chacun, à la vue et au « toucher » de toutes les femmes, les 24 styles de façades existantes, les 1600 possibilités d'équipements intérieurs, les 200 modèles d'éviers et d'appareils intégrés pour la cuisson, la conservation, l'aspiration, le lavage. Présentés en ensembles complets et en permanence.

Dans ces magasins, il n'y a que des femmes. Pratiques, sûres, très

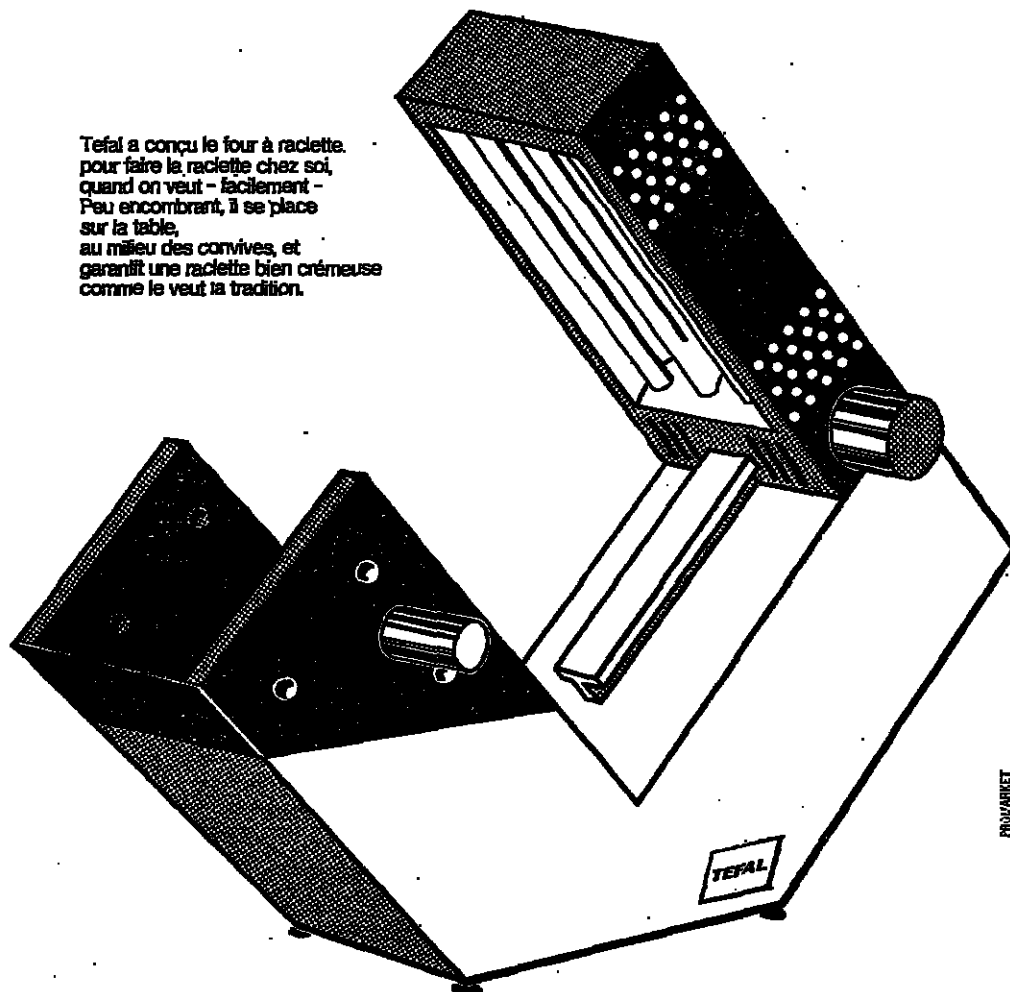
compétentes, ce sont elles qui expliquent, conseillent et démontrent, à l'aide des dimensions données et d'une nouvelle méthode particulière, la conformité de la cuisine installée particulière à chaque cliente. Elles en évaluent aussi le coût. Et la font acheter... ou refusent de la vendre si elles jugent que les exigences de la cliente ne lui conviendront pas à l'usage.

Plans ultra-précis

Dans ces magasins, il y a les 15 hommes (et une femme) du Bureau d'Etudes Central chargés de mettre au point le projet conçu en magasin. Des techniciens méticuleux qui vont chez la cliente relever toutes les mesures et informations nécessaires à l'établissement de plans ultra-précis soumis ensuite à l'accord définitif, accompagné d'un dessin en perspective de la future cuisine. Et à côté de ce Bureau d'Etudes, un service entier se consacre à la direction des travaux parallèles à l'installation de la cuisine. Seulement pour rendre service. Parce que toute l'organisation « Cuisine 1 » a un respect sans limite de la confiance placée en elle lors de l'achat en magasin.

pour faire une bonne raclette chez soi.

...il faut du fromage à raclette
des pommes de terre en robe des champs
des champignons au vinaigre
des cornichons
des petits oignons
du jambon de campagne
du vin blanc frais
...et bien sûr un four à raclette



Tefal a conçu le four à raclette pour faire la raclette chez soi, quand on veut - facilement - Peu encombrant, il se place sur la table, au milieu des convives, et garantit une raclette bien crémeuse comme le veut la tradition.

four à raclette

TEFAL

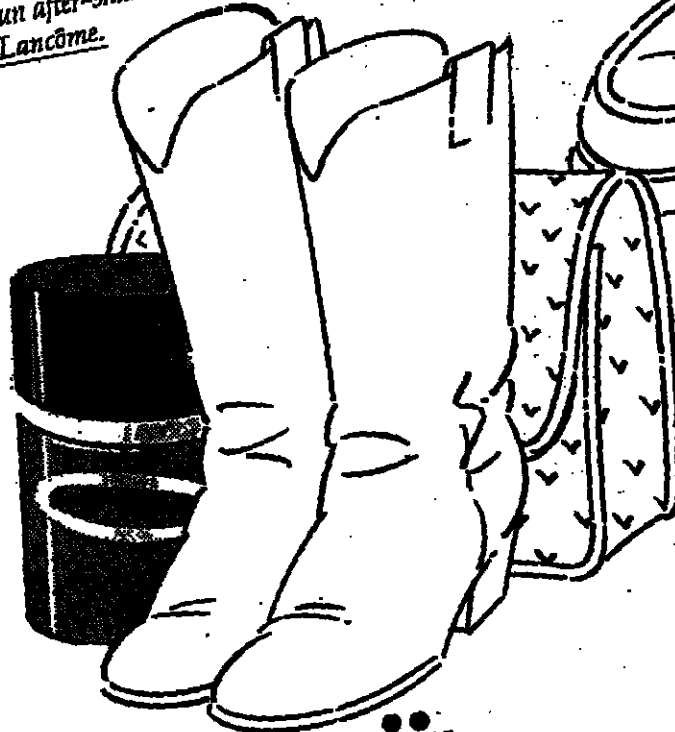
Cuisine 1

37 rue de Rivoli. 75004
Entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet.
Tous les jours sauf dimanche de 10h à 20h sans interruption, le mercredi jusqu'à 22h.
48 avenue du Général Leclerc. 75014
Près de la sortie métro Mouton Duvernet.
Tous les jours sauf dimanche de 10h à 20h sans interruption, le vendredi jusqu'à 22h.
Centre Commercial de Rosny 2. 93110
Lundi: 11h à 20h Mardi à vendredi: 11h à 22h. Samedi: 10h à 20h. Sans interruption.



DRAKKAR POUR HOMME. Il n'a rien à prouver à personne. Il n'est ni bavard, ni renfermé : il est lui-même en toutes circonstances. Il a des faiblesses qui font souvent sa force, c'est donc un homme à part entière. Il lui faut une eau de toilette raffinée, mais sans ostentation, fraîche et tenace : Drakkar pour homme, du caractère et de la présence. Drakkar : un coffret en liège - une eau de toilette de 8 oz : 79 F. Une eau de toilette de 4 oz : 54 F. Parfums de Guy Laroche.

BALAFRE POUR HOMME. Ses silences sont plus éloquents que des paroles. Il cache derrière une certaine rugosité, un tempérament plus romantique et vulnérable qu'il n'y paraît. C'est à travers son humour qu'on apprend à le connaître. Il lui faut Balafre, brun ou vert, selon qu'il préfère une note boisée et relevée de tabac ou une note pimentée mêlée de vétiver. Balafre - une trousse (une eau de toilette de 2 oz, un savon, un after-shave de 2 oz) : 70 F. Lancôme.



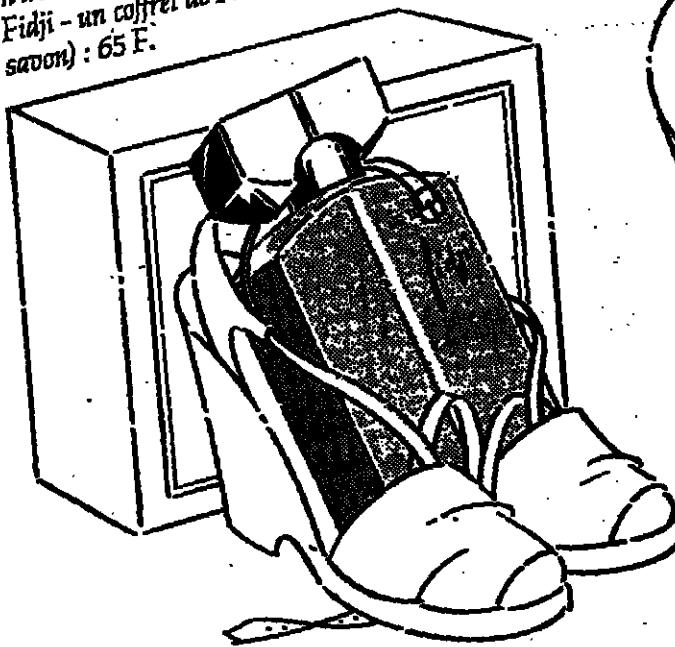
GREEN WATER POUR HOMME. Les années n'y feront rien : il a reçu en naissant une jeunesse qu'il dépense à tout-ou-sans que rien ne parvienne à l'entamer. La menthe poivrée et les herbes aromatiques de Green Water auront l'effet tonique qu'il attend d'une eau de toilette. Green Water - Eau de toilette en atomiseur de 4 oz : 45 F. Eau de toilette en flacon de 4 oz 1/4 : 38 F. Green Water existe également en after-shave. Parfums Jacques Fath.

A NOËL, ON NE DEPOSE PAS N'IMPORTE QUEL PARFUM DANS N'IMPORTE QUEL SOULIER.

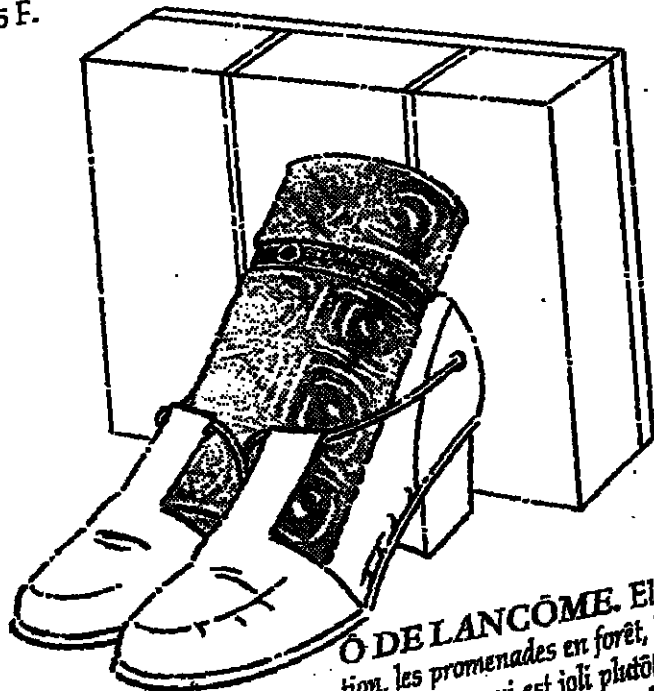


FIDJI DE GUY LAROCHE. Elle rêve aux grands oiseaux blancs des Antilles, aux plages où les palmiers font danser des ombres légères, elle est douce et fragile, elle rêve de mélanges inattendus et subtils. Les notes fleuries vertes, exotiques et délicates de Fidji n'iront qu'à elle. Fidji - un coffret de Noël (une eau de toilette de 4 oz, un savon) : 65 F.

VU PAR TED LAPIDUS. Parce que son univers, c'est la ville, parce qu'elle se lance sans réfléchir dans les histoires les plus folles, parce qu'elle brille et qu'elle court et qu'elle rit et qu'elle danse, pour elle, ce sera Vu par Ted Lapidus, gai et fleuri comme une eau de toilette, sensuel et éternel comme un parfum. Vu par Ted Lapidus - la trousse avec une eau de toilette 4 oz : 95 F.

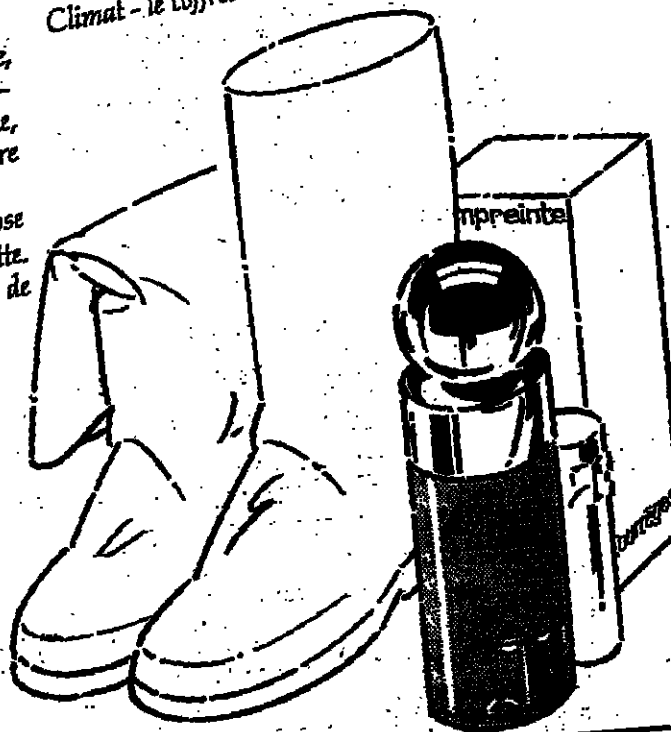


CLIMAT DE LANCÔME. Chez elle, la sérénité s'accompagne d'humour, le luxe de fantaisie, la passion de tendresse. Elle aime ce qui est beau, vrai, raffiné. Le jasmin, les roses et les jacinthes ont sa préférence. Climat s'entendra bien avec elle, dans le flacon ancien dont il s'habille pour les fêtes. Climat - le coffret de Noël : 65 F.



EMPREINTE DE COURRÈGES. Elle, c'est l'aventurière, cartouches en bandoulière et sensations fortes. Elle vit sa vie comme un parcours du risque, même si - pour séduire - il lui arrive de temps à autre de montrer patte de velours. Il lui faut Empreinte de Courrèges, la fragilité de la rose et du jasmin allié à la sensualité du musc et de la civette. Empreinte - l'extrait en atomiseur : 68 F. L'eau de toilette 3 oz 5/8 : 70 F.

O DE LANCÔME. Elle aime le tact et la discrétion, les promenades en forêt, les gens ouverts, les choses nouvelles, ce qui est joli plutôt que ce qui brille. Toute en nuances, elle aimera la fraîcheur tonique et aromatique de O de Lancôme dans sa présentation spéciale de Noël. O de Lancôme - le coffret de Noël (un savon, un atomiseur, une eau de toilette de 2 oz) : 42 F.



Cadeaux

Plein d'essences !



PARMI les lancements de parfums en fin d'année, « First » du joaillier de la place Vendôme Van Cleef & Arpels, s'inscrit parmi les grands classiques : raffiné, sensuel, tenace. Ses principaux composants sont l'essence de bourgeon de camélia, l'absolu de fèves Tonka, la rose de Turquie, le jasmin d'Italie, le santal de Mysore, rafraîchi par le narcissus des montagnes. Son flacon, dessiné par Pierre Arpels, est très pur, en forme de larme aplatie, au bouchon évasé, cerclé d'or comme le cartouche en retrait. Il est présenté en écrin.

« First » de Bourjois, à base de notes hespéridées et florales, est réchauffé de notes épicées et d'un « sillage » boisé. C'est un parfum jeune et frais, qui existe aussi en eau de toilette.

Chez Guerlain, « Parure », lancé en 1975, prend sa vitesse de croisière avec une gamme complète de parfums, vaporisateur, ainsi qu'un modèle réduit pour le sac.

Chez Rochas, « Femme », plus corsé, paraît distancer « Madame Rochas », qui fait partie des senteurs fleuries.

La maison Schiaparelli reprend ses activités en couture comme en parfumerie. Nous trouvons maintenant en France « Shocking You », plus vert que le mémorable « Shocking » pour qui l'extraordinaire couturière avait demandé à Christian Bérard de dessiner un flacon. Il avait choisi un corps de mannequin « habillé » d'un centimètre vert croisé, dans un écrin cerise et violet qui allait faire le tour du monde sous le nom de « Shocking pink ».

Citons enfin « Grain de Sabie », présenté en flacon couché comme un galet, à beau bouchon de verre, une senteur fleurie un rien épicée. « R » de Rouve est une eau de toilette signée du décorateur Mi-

chel Boyer, entièrement à base d'essences organiques, en vente dans les parfumeries et les boutiques de décoration.

Le Printemps a choisi « Hawana Weed Oil » comme exclusivité de fin d'année, un parfum qui fait fureur aux États-Unis, à base de senteurs de musc, aux tendances aphrodisiaques. Il est présenté en noir et or, existe en eau de toilette, huile, désodorisant et lotion après-rasage.

La toilette

à Lili Trempette

Les couturiers et les parfumeurs continuent à s'intéresser aux produits pour le bain et pour la toilette, notamment chez Grès, Rochas et Givenchy. Hermès améliore son vaporisateur de sac pour « Calèche » et « Amazon ». En réponse à la campagne anti-déodorants en cours aux États-Unis, Nina Ricci sort un vaporisateur naturel, fonctionnant grâce à une petite pompe, sans gaz, notamment pour « Farouche » et « L'Air du Temps », en eau de toilette. Sautz habille de tissu ses flacons d'eau de toilette « 2000 », « Caracole », « Eau pour homme ».

Lili Trempette (17, rue Daunou) regroupe tout ce que l'on peut désirer pour la toilette ou le bain, dans un cadre doux et agréable. Les savons, en formes et senteurs de fruits, de « Village » sont présentés en barquettes de deux ou quatre (de 25 à 50 F), se complétant de talc et de l'eau de toilette parfumés aux mêmes fruits. Des coffrets de cette marque contiennent des bains moussants, du shampooing et du talc. Les eaux de toilette du « Comptoir Sud-Pacifique » sont en flacons de métal (de 35 à 69 F). Enfin, de nombreux pots-pourris (de 25 à 100 F) sont ensachés pour se glisser entre les piles de draps ou vendus en atomiseurs pour parfumer l'armoire à linge.

N. M. S.

SPECTACLES EN VITRINES

La neige cette nuit. Dans les sous-bois givrés les animaux donnent une fête. Une oursonne en jupe à volants fait culbute sur culbute sous les yeux du renard ébloui. L'hermine joue de la harpe. Les lapins entrent et sortent de leur terrier. Avec leurs collets et leurs fraises, les ours ressemblent à Catherine de Médicis. « Ils ont vrais, maman, les animaux ? », demande un petit garçon. — « Bien sûr, mon chéri. » Un peu plus loin sur le boulevard, dans les vitrines d'un autre magasin, Astérix travaille dur, comme Hercule.

Noël dans les grands magasins se prépare... le Noël d'avant. « On réfléchit mieux, dit un responsable, quand on est dans l'ambiance. » Sous la marquise, en effet, et dans les vitrines, les routes d'argent luisent et les paillottes rouges brillent. Pour des raisons d'économie, les vitrines lumineuses ont été abandonnées. Les décorations en plastique aussi ont été écartées : elles étaient trop dangereuses. Aujourd'hui, on a confiance au sapin tout métal. Il brille de lui-même.

Monter la fête des animaux, le thème des galeries Lafayette, n'a pas été une mince affaire. On a convoqué les corps de métier. Paysagiste pour les sous-bois, statueur pour le sol gelé, les ruches et les terriers, photographe chargé du fond du décor. Un agrandissement de faillite a été commandé pour rendre la forêt plus profonde.

Pendant ce temps, les costumiers cousaient et tricotaient des écharpes noires pour les ours lances. Les animaux habillés, on fit venir le mouvementeur, ce minuscule régulateur de vitesse. Tout le monde était en place. Il ne restait plus qu'à faire venir la neige.

Détail important : ces animaux qui jouent et se saluent sont anciens et ne sont pas à vendre. Pas d'étiquettes : le spectacle est gratuit ! Les spectateurs sourient. Un seul regret : absence de musique. La sonorisation extérieure est interdite par la préfecture de police. Aussi les phoques en sont-ils réduits à danser au son d'une valise muette.

Au Printemps, les femmes sont très belles : auprès irisée, œil ombré, bouche très rouge, l'im doré sur leurs joues de polyester. Les man-

nequins ont leur maquilleuse et leur coiffeuse attitrées. Cette année, les chevelures « travaillées » de papier d'argent sont des merveilles d'audace. « Et dire que dans un mois, fait remarquer le responsable des vitrines, ces mêmes « filles », cheveux plaqués, et peau bronzée, présenteront les maillots de bain à l'occasion du Blanc. »

Et les jouets ? Cette année, la tendance aux bébés mous se confirme. Bébé souple et sage, dit une publicité. Bébé tétant machinalement. Bébé vivant même, qui crie quand il a faim. Les poupées ont les cheveux très longs, des robes à volants et des noms à particules. Les garçons aussi ont leur mannequin. « Pas du tout efféminé », précise-t-on. Effectivement on peut choisir entre le légionnaire, le parachutiste ou le maquisard et acheter ces accessoires : paquetage, ratelier d'armes. Le mannequin a des mains agrippantes qui lui permettent de tenir le revolver, le poignard ou la grenade.

Les jouets souffrent peu de la crise. Même si la situation n'est pas rose, les parents continuent d'acheter. Il faut dire que les prix commencent bas : 19 francs pour un « buggy » à friction qui parcourt d'un seul trait 25 mètres, c'est raisonnable et on trouve encore moins cher. Les achats se situent entre 80 et 100 francs. L'indice moyen de novembre est très satisfaisant. Cette année encore, le Père Noël n'a pas la barbe trop grise.

Cadeaux, cadeaux, cadeaux partout. Autrement dit, on nous vendons soit de l'objet, soit de la mode. Aujourd'hui, nous créons une ambiance en regroupant dans des boutiques des cadeaux différents. Nous essayons de donner des idées aux clients. Mise en scène donc sur une quantité de thèmes. Exotique, naturel, nostalgique, insolite. Laques, laines grises, chemises de nuit de grand-mères, plumiers en bois, sucre d'orge.

A 20 heures, tous les soirs, les lumières s'éteignent. Economie, économie. La patte de l'hermine pince une dernière fois la harpe. Les cymbales s'immobilisent dans l'air. Les lapins réintègrent leur terrier. « Ouf ! dit Astérix exténué. Récupérons. »

FLORENCE BRETON.

« Amour-Amour »

Il manquait une « Eau » à la collection Jean Patou. C'est désormais chose faite. Elle reprend les senteurs subtiles des fleurs tropicales, de l'Ylang Ylang et l'arôme des citrons verts.

Enfin, « Gucci pour homme » mêle aux notes fraîches et fruitées l'arôme du maquis sicilien, le tout corsé d'épices des Indes et d'ambre. Le flacon est carré, aux angles arrondis, et le bouchon de métal mordant est, comme toujours, bague de rouge et de vert, les couleurs de la maison : existe aussi en lotion après-rasage et savon.

Le rayon du rez-de-chaussée des Galeries Lafayette s'agrandit encore et se complète de nouvelles marques de parfums ainsi que de lignes de soins pour le corps. Ainsi, à Clarins et Biotherm, déjà présents, vont s'ajouter Beatrix Braun, Maria Galland et l'Institut des Jambes.

Mme Poirier, l'acheteuse de ce département, signale le bon départ pour les cadeaux de fin d'année de « Dior-Dior », de « First », de « Eau de Patou » et des deux Replon : « Jontue » et « Charlie ». Pour hommes, « London » de Dunhill, « Yagan » de Caron et « Révillon pour hommes », atteignent un bon niveau de demandes.

Cela dit, les grands classiques des années 30 font partie des best-sellers. Les Chanel se portent bien. Le succès d'Arpège de Lanvin continue avec une superprésentation de la célèbre boule noire en vaporisateur à poire, à bouchon émeril pour le voyage et autres détails raffinés. « Amour-Amour » de Patou trouve de nouvelles adeptes, comme « Je reviens » de Worth. « Nuit de Noël » de Caron, au flacon en ovale noir aplati.

DEVANT LE MIROIR

Deux nouveaux rasoirs électriques chez Didier Neveu (39, rue Méber) annoncent la génération des appareils à usage multiple. En effet, le Braun « Micron », à boîtier incassable, offre une tondue escamotable et efficace pour tenir nette la nuque et les rouillequettes. Silencieuse, sa surface de coupe est calculée pour couper les poils irrégulièrement plantés ; il est présenté en coffret servant de support mural ou de nécessaire de voyage (269 francs). Le Philips-Tur vient aussi de sortir, avec une tondue escamotable améliorée et une tête de coupe inclinée pour faciliter le nettoyage (235 francs).

NOEL au Pavillon d'antin

petit arbre argenté dont les fruits sont des sphères bougies : 101 F

cendrier individuel métal argenté surmonté d'un fougère petit cheval 45 F

25, Boulevard Haussmann
75009 Paris, Tél. 770 9397

le pavillon d'antin
CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2 - Tél. 828 28 43

ORGUES ELECTRONIQUES 1780 F TTC

CARAVAN R6

Orgue électronique portable
4 octaves avec boîtes de 6
rythmes (Réglage tempo/volume)
4 registres
(BASS - Strings - Reeds - Flûte)
BASS/CHORDS - VIBRATO réglable
Ampli incorporé Démonstration permanente d'orgues de
toutes marques à 1 ou 2 claviers. HAMMOND - PARI - WURLITZER
RI-HA - CRUMHORN - FARRISA - YAMAHA - PHILICORDA

Ecole d'orgue sur place - 140 F par mois

hamm 135-139, rue de Rennes - 75006 Paris
(près gare Montparnasse)
Tél. : 544.39.86

Le Beau et le Bon.

Le catalogue 1977 vient de paraître. Vous y trouverez des idées de cadeaux pour vos amis (ou vous-mêmes). Pour le recevoir il suffit d'écrire ou de téléphoner à Marquise de Sévigné 75116 Paris. Tél. 727.37.65.

Marquise de Sévigné
PARIS

**Parapluies
Sacs et Bagages
griffés HS.
de Sauvagnat**

H.SAUVAGNAT
5, rue Tronchet, Paris.

Noël à la Bagagerie.

149 F. 250 F.

Attaché-casse. Porc véritable. 250 F. Avec fermeture secret, 300 F.

Vide-poche en chère fine. Nombreux compartiments. 149 F.

LA BAGAGERIE

Paris : 13, rue Tronchet. 75008
41, rue du Four. 75006
74, rue de Passy. 75016
Tour Maine-Montparnasse. 75015
Envoi contre remboursement : 13, rue Tronchet.

CHOCARNE

le spécialiste de la perle de culture.

Choix exceptionnel.

1, rue de la Paix, Paris

JACQUES GAUTIER.

36, r. Jacob, PARIS (6^e)

Tél. : 260-84-33

La maille de l'Inde

HORVAT COUTURE

En provenance directe, tout l'artisanat de l'Inde.

Très grand choix de cadeaux de fin d'année.

• Robe en voile imprimée rayée d'or, doublée 250 francs.

Vêtements, manteaux, écharpes, carrés, sacs, bijoux, coiffes, jupes de lin, objets artisanaux, nœuds, bijoux en argent, la maille de l'Inde, eau de toilette, kaju, etc.

89, r. du Bac, Paris-7^e, 548-82-78

CADEAUX de fin d'année

IDEES ORIGINALES DE L'OCEAN INDIEN DU SUD-EST ASIATIQUE

82 avenue de Breteuil du Lundi au Vendredi de 9h à 13h et de 15h à 19h Samedi 11 et 18 Décembre de 9h à 13h

Eabbah

joaillier

Pendentif OUI-NON en or mat et brillant. Pendentif Cartouche en or blanc mat et fond en or jaune poli. Ensemble de bagues or jaune, or blanc et brillants.

8, rue de la Paix

Cadeaux

pour ceux que vous aimez

Un choix fabuleux de 5 à 3.000 F sonlards, cravates, tapis, artisanat, bijoux, objets décoratifs et mille autres merveilles.

SONA

LA MAISON DE L'INDE

400, rue Saint-Honoré-280.36.13

Du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h

Ils ont créé pour vous les plus beaux bijoux

Bijoux d'artistes et créateurs

Marie Zissmiller

61, rue d'Auteuil, 75016 Paris 524-32-59

DEPUIS 1938

RASOIRS électriques...

RÉPARATIONS IMMÉDIATES

COUTELLERIE - BROSSERIE

ELECTRO-MÉNAGER

CADEAUX - GADGETS UTILES

DIDIER - NEVEUR

35, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70 25, Rue de la Paix - PARIS

FAITES-VOUS UN AMI JOAILLIER A PARIS

JACQUES TOUR

JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

cadeaux ANTIQUITES BROCANTE

100 exposants, du 10 au 24 décembre tous les jours de 11 h à 20 h les mardis et jeudis nocturnes jusqu'à 22 h

30, avenue GEORGE V parking George V

Cadeaux

Plumes et frileuses

LES parapluies Sautagnat (5, rue Tronchet) sont désormais regroupés avec des bagages et des modèles de maroquinerie.

Les créations Chanel diffusent, pour la première fois, des bijoux fantaisie, notamment d'énormes bracelets dorés en forme de bambou (350 F), chez Jane Beaucourt (28, rue Marbeuf). Rive gauche, les superbes carrés de crêpe de Chine, roulés en la main, reprennent en imprimés des dessins de tapisserie ou de tissage en tons doux sur fonds beige, gris perle ou marine (235 F), chez Fleury (180, bd Saint-Germain).

A la boutique Gienochy (3, avenue George-V), des bonnets crochétés en chenille de velours sont ornés de fils d'or en rutille (300 F), tandis que de longues ceintures en passementerie noire, brodées de fils de soie multicolore ou lamé or (400 à 500 F), peuvent remplacer un collier.

Jean-Louis Scherrer (51, avenue Montaigne et 31, rue de Tournon) a sélectionné une série de minaudières en satin noir et strass (à partir de 350 F) et des modèles plus précieux en nacre et satin, argent et plumes.

Michel Goma (36, rue Montpensier) propose des accessoires d'oux et seyant comme des colliers en plumes d'autruche (180 F), des ceintures tressées assorties (210 F) ou terminées en pompons, dans une large gamme de coloris vifs, ainsi qu'en or et noir.

Meyrovitz (5, rue de Castiglione) offre une série de boucles rondes, ovales et triangulaires, à porter en pendentif (à partir de 150 F).

Les frileuses et les alitées apprécieront les jolis plateaux de toile plastifiée assortis aux draps de D. Porthault (18, avenue Montaigne), à pieds amovibles (195 et 55 F), auxquels s'ajoutent les serviettes et le napperon (170 F), ainsi que le service de porcelaine.

La chancelière de Demart, en mouton laine, protège les pieds (84 F), comme la liseuse en thermolactyl blanc ou rose et blanc (à partir de 67,25 F).

Chombert fourrure propose pour vos cadeaux de fin d'année des vestes, manteaux, capes de 3.500 à 20.000 F

422, rue Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. 260-72-00 (angle rue Royale)

A VOS COLLECTIONS !

QUEL que soit l'objet de sa passion (et l'importance de sa collection), un amateur est toujours en quête d'une acquisition. Dans le domaine des figurines historiques, un nouveau magasin spécialisé vient de s'ouvrir. Sous l'enseigne du « Cimetière » (38, rue Groux, 75015 Paris), Jacques Vuyet, aidé d'Albert Lion — tous deux collectionneurs — accueille ceux qui partagent cette inclination pour l'histoire en miniature. Dans ce temple du petit soldat en plomb, en porcelaine ou en plastique, les figurines se présentent sous diverses formes : pièces de collection (tel ce samouraï de Hinchiffe, 2.500 F), soldats à peindre soi-même (cavaliers ou fantassins, de 30 à 100 F) et figures à monter et à peindre.

Nouveau également ce magasin d'antiquités qui est entièrement consacré aux boîtes et coffrets. Jean-Alain Bidegand (9, rue de la Tour, 75016 Paris) y propose des pièces anciennes de diverses époques et de toutes tailles, en bois précieux et en porcelaine, avec serrures et clés. Les coffrets à bijoux s'acquièrent à partir de 280 F, des boîtes à cigares françaises ou anglaises, du dix-neuvième siècle, avec humidificateur, valent aux alentours de 700 F.

Michel Copin est créateur en orfèvrerie et joaillerie. Il présente dans ses salons qui donnent sur la place du Théâtre-Français (161, rue Saint-Honoré) des pièces d'orfèvrerie de tradition. A offrir à un amateur, une « tasse de chasse », reprise d'une pièce datant de 1740. Au dix-huitième siècle, on se désaltérait, en effet, à une source, au hasard de la chasse, à l'aide d'une tasse en forme de haricot que l'on glissait dans la poche. Cette réplique, en argent massif, vaut 500 F. Michel Copin propose également une « Tasse » qui a sa petite histoire : les jeunes apprentis orfèvres effectuaient leurs premières armes sur cette pièce d'argent dont ils devaient remonter la tranche autour du centre. Cette mini-coupe, en argent massif, coûte 150 F.

Une promenade aux alentours de la place Furstenberg comblera d'aise ceux qui apprécient l'art contemporain. La galerie La Tortue (11, rue Jacob) propose pour les fêtes une sélection artistique pour toutes les bourses. A 300 F, des estampes de Caba, Agra, Galtis, etc., et des gravures de Levee, Sauphor ou Kaminska. De 600 à 1.000 F, des estampes originales de Lanakoy, Dmitrienko, Le Fol...

A La Hune (14, rue de l'Abbaye) sont exposées actuellement des gravures originales de Bertrand Dorny (800 et 900 F), A.-L. Pize (de 400 à 1.500 F) et Fossier.

Les collectionneurs d'assiettes trouveront chez Torvinok (4, rue Cardinale) deux pièces contemporaines en cristal d'art de la manufacture suédoise Kosta-Boda. L'artiste suédois Paul Holt a signé et daté ces deux créations : une assiette transparente ornée d'une poule d'eau d'un vert vif (957 F) et une assiette sur laquelle se détache un oiseau traité en pâte de verre d'un blanc mat, 1.787 F.

IMAGINATION

DANS la recherche d'un cadeau — original, amusant, utile ou sophistiqué — c'est parfois l'imagination qui est prise de court. Voici quelques idées de présents, à acquiescer avec quelques billets, de 10 F ou 100 F.

Céralène, 16, avenue Montaigne, a pensé aux tables de réveil en présentant une coupe à caviar, bordée d'un fillet or ou argent (70 F) et un verre à vodka assorti (28 F), pour décorer un centre de table, ou un dessus de cheminée, de modernes crèches en bois clair sont entourées de bougies. Le chapeau de leurs flammes fait tourner une grande hélice de bois léger qui surmonte l'ensemble. Ces crèches valent de 60 à 180 F.

Pour être sûr de ne pas dépasser la température réglementaire de 20 °C dans la maison, un thermomètre à paille l'apparence inattendue d'un gros cadenas en aluminium brossé, dans lequel est encastré un cadran rond (67,70 F), à la Samaritaine, rayon « optique ». Toujours dans ce magasin, mais au rayon « vaisselle », un service à arts et métiers permet de servir ce légume d'une façon raffinée (170 F).

Marthe Boublil a jonché sa boutique « Marco Polo » (40, rue de Rivoli) de coussins et pous qui serviront à décorer la maison : coussins en soie à motifs chinois ou ornés d'animaux sortis tout droit de la jungle (de 66 F à 120 F), pous pour s'asseoir à deux, en coton indien (150 F), et très beaux pous en soie naturelle à 950 F.

LE SOUS-SOL D'ALI BABA

Il existe à Paris une sorte de petit paradis où les passionnés de bricolage dénichent la vie introuvable ou le moteur à tout faire : c'est le sous-sol du Bazar de l'Hôtel-de-Ville. Si le Père Noël consent à venir y faire ses achats, il découvrirait trois cadeaux qui feront des heureux parmi les fendeurs de travail manuel et bien fait.

Le couteau pour bricoleur, d'usage très particulier, est en cuir naturel et se ferme par une boucle à double arillon. Il coûte 71 F et s'équipe de diverses sacoches à outils, de 21 F à 121 F.

A la fois banc, escabeau et range-outils, la « Hobbyette » suit le travailleur d'une pièce à l'autre. Ce petit meuble en tôle d'acier peint, mesurant 41 x 47 x 27 centimètres, présente toutes les garanties de stabilité : dessous antidérapant et ventouses caoutchoutées sous les pieds ; il a trois tiroirs pour ranger soigneusement les outils et une poignée, rabattable, pour le transporter. Il vaut 175 F.

Une petite mallette rouge contient l'outillage nécessaire pour travailler les panneaux de stratifié. Formica, qui l'a conçue pour ceux qui veulent réaliser dessus de table, étagères ou meubles de cuisine, y a introduit cinq outils indispensables : une griffe à découper, une griffe pour les contours délicats, une spatule orientée pour l'encollage, un rouleau à maroufler et un rabot-lime pour les finitions. La mallette ainsi garnie coûte 175 F.

JANY AUJAME.

LA PEAU DE PORC

fabrique ses articles exclusifs

nombreux cadeaux de 100 à 500 F

67, FG SAINT-HONORÉ 240 bis, bd ST-GERMAIN

MIKITO

BES JADES...
BES PERLES...
BES PIERRES...

Modèles exclusifs en or

9, AVENUE VICTOR-HUGO PAS. 56-38

Une exclusivité du Ch des Maroquins

COBAINES

Maroquinerie Vélody

هنا من الأمل

Cadeaux

BESOIN DE RIEN

QUE peut-on offrir à un homme qui « n'a besoin de rien », n'aime pas les cravates, ne fume pas, n'est pas gourmand ? Un cadeau un peu insolite, qui l'étonnera peut-être, l'amusera sans doute, auquel il n'aurait pas pensé, mais qu'il sera ravi de montrer à ses amis.

Pour agrémenter son bureau, deux gadgets de luxe, mais qui ont leur utilité, vendus dans les drugstores Publicis et au Pub Renault : une mini-radio portable, d'une base est une règle (« Radiorègle », 175 F), et un gros stylo qui contient une calculatrice en miniature, 495 F.

En très beau cuir, et avec la grille de Gucci (27, Faubourg-Saint-Honoré) et 350, rue Saint-Honoré) : des serre-livres en sanglier maron, ornés de la bande rouge et verte (« signature » du maroquinier italien) et d'un mors de cheval en métal doré, 540 F. Un jeu d'échecs, en cuir noir et rouge, à ses pièces, très stylisées, en métal doré et argenté ; elles sont almanées, ce qui rend cet échiquier fort pratique en voyage, 700 F.

Sans avoir une cave prestigieuse, il aime servir de bons vins et alcool à ses amis. La boutique « Come bac » (21, rue du Bac), lui propose une gamme d'objets canotiers : présentés dans un coffret de bois, un thermomètre à vin pour boire chaque cru à la bonne température (104 F). Même présentation soignée pour l'alcoomètre, permettant de vérifier le degré d'alcool d'un vin, d'un cocktail ou d'une liqueur, 111 F. En bois naturel et fer forgé, un tire-bouchon mural assure un débouchage sans effort par un système de levier, 145 F.

Pour un sportif qui ne se contente pas de regarder les autres à la télévision, Tunmer a sélectionné des cadeaux pour viser juste : un arc coréen, avec viseur (547 F) et ses flèches en bois à bout de métal ; un jeu de fléchettes, avec cible de compétition anglaise et fléchettes en plume véritable, 250 F. Le cible et 25 F la boîte de trois fléchettes. (A Paris, 5, place Saint-Augustin ; à Lyon, 18, rue du Président-Herriot ; à Bordeaux, 61, cours de l'Intendance.) — J. A.

D'un livre à l'autre

CUISINE sans frontières (Elsevier à la carte, 158 pages, 48 francs) est une invitation à un voyage gourmand à travers des pays d'Europe, du Proche-Orient et d'Afrique du Sud. Plats clairement expliqués et faciles à réaliser, selon les méthodes Tupperware. Illustré de photos en couleurs et de dessins au trait, il permet la confection d'un repas entier par pays ou de « piquer » d'excellents gâteaux pour le réveil.

Jacqueline Gérard, dans Les Trucs maison (Larousse, 336 pages, 35 francs), remet à jour les astuces ménagères d'avant la société de consommation, complétées par ses expériences personnelles, voire des trouvailles actuelles. En quelque sorte, le dictionnaire des difficultés résout.

En cette époque de régimes, qui tend à rendre les repas fades et tristes, la Cuisine amaigrissante par les basses calories, du docteur Alain Vanet et de la diététicienne Françoise Thiriet-Vincent (Larousse, 318 pages, 32 francs), tente de résoudre les problèmes d'excès alimentaires en enseignant les préceptes d'une cul-

sine imaginative... qui utilise au minimum féculents, sucre et matières grasses. Ainsi que les auteurs préconisent le remplacement des matières grasses chaudes par des gâteaux de poisson qui serviront, en outre, à aromatiser les légumes d'accompagnement. Les recettes claires et simples de cet ouvrage maintiendront en forme toute la famille.

Avec Trois cent vingt-cinq recettes de cuisine créole de De Mathilde (Généraliste moderne, 334 p., 50 F), c'est le soleil des Antilles et de l'Afrique qui entre dans la cuisine de notre hiver : des coquillages aux noms amusants, des poissons extraordinaires, des légumes exotiques (avec trois adresses où les trouver à Paris, Bruxelles, Genève et Montréal), mais aussi des plats faciles à accommoder et d'excellents desserts bien parfumés pour les jours de fête.

99 Desserts de Tante Nana, par Véronique et Béatrice de Montequi (Payard, 124 p., 22 F), est un recueil des meilleurs entre-mets, crèmes et autres gâteaux de la Belle Époque. Des souvenirs

des grandes tablées enfantines d'autrefois, plus ou moins adaptées aux maisons d'aujourd'hui. Les nouvelles collections D.M.C. (éditions de H. Dillmont, S.P. 2090, 78055 Mulhouse Cedex, et dans les Maisons de la presse, à partir de 6 F) sont conçues de façon intelligente et pratique pour apprendre à créer : la tapisserie facile, le crochet, la couture à la main ou le macramé. Une fois ces techniques maîtrisées, les « Cahiers détente » apprennent à s'en servir pour personnaliser ses vêtements et sa maison. Dans un troisième temps, la collection propose des « Voyages à travers la broderie » d'Asie centrale, de Laponie, de Chine ou de Turquie, aux couleurs merveilleuses et aux dessins d'une richesse incomparable.

Trois albums s'adressent tout particulièrement aux amateurs de costumes et du style rétro : Mode arts déco, de Martin Battersby, Les Modes de l'Étê, par Erté, enfin Mucha, tous trois chez Flammarion (118 pages, 38 F chacun).

Martin Battersby, peintre connu pour ses trompe-l'œil et critique

avisé, brosse l'évolution de l'art déco de 1908 jusqu'en 1925, de la pointe Poiret éliminant le corset jusqu'à la période d'Érté, avec en filigrane l'influence de Balzac et de ses costumes pour les Ballets russes, dont les couleurs fortes et les formes orientales drapées ont habillé toute une génération.

Erté, tiré des initiales de son nom Romain Tiroff, né à Saint-Petersbourg en 1882, quitte la Russie en 1911 pour entrer chez Paul Poiret qui le fait travailler pour le théâtre et l'illustration. C'est lui, en effet, qui dessine les modèles destinés à être reproduits dans les magazines. En plus de ces illustrations, il a toujours dessiné des robes, des accessoires, et de nombreux objets de décoration intérieure. À regarder les planches de cet ouvrage, de 1911 à 1938, on est saisi d'admiration devant l'esprit de création, la diversité des styles et l'importance des moindres détails, qui confèrent à la mode parisienne d'alors une sûreté de goût qu'on aimerait retrouver aujourd'hui.

Avec Mucha, le dessinateur et le graveur le plus séduisant de la Belle Époque, nous découvrons la

sensibilité et le goût des couleurs tendres à travers un tourbillon d'affiches. La première représente Sarah Bernhardt, danser Glémond de Victorien Sardou. Il travaille pour elle pendant des années, créant des affiches de spectacle, des panneaux décoratifs, des calendriers, des publicités, voire des illustrations de menus. Ses affiches, généralement oblongues, dépassent souvent 2 mètres de haut, donnant ainsi à ses modèles féminins l'élégance élanée que recherchent toujours les photographes de mode.

Le conseiller pratique Une minute pour les femmes (Ménages, 306 p., 26,50 F) est le prolongement écrit de l'émission d'Éliane Victor : un guide complet pour améliorer la vie quotidienne de la femme, du couple et de la famille. D'intéressants chapitres traitent des rapports avec l'administration, le droit, la Sécurité sociale, la retraite, le troisième âge, etc., le tout bien présenté avec une notice bibliographique par chapitre.

N. M.-S.

Pour les jeunes, tout jeunes

Une fleur-hochet (Fisher-Price, 18,50 F). En caoutchouc naturel : Casimir (Delacoste, 21 F).

En peluche : un sympathique renard qui peut enlever son blouson de fourrure (Ajena, 32 F) ; un ballon (Boulgom, 16 F) ; un monton portant tablier fleur (Ajena, 78 F). Les chats « plume » de 35 à 65 centimètres (CEJ-Lang, de 58 à 158 F). Des phoques (CEJ-Lang, de 63 à 108 F). Un couple de canards (Boulgom, 42 F chacun).

En éponge : un canard mou et ses canetons (Habitat, 30 F et 4,50 F).

Le tableau des découvertes (de trois à dix-huit mois) : on pousse, on tire, pour faire bouger, sonner : le livre court derrière la tortue ; on peut aussi se regarder dans un miroir... (Fisher-Price, 90 F).

À accrocher au-dessus du lit : l'oiseau bleu qui chante lorsque bébé tire sur le cordon muni d'un anneau qu'il peut mordiller (Fisher-Price, 56 F). Un mobile

jouant une berceuse (Fisher-Price, 100 F).

À partir de dix-huit mois : les briques Lego Duplo pour fabriquer canards, éléphants et chiens (13 à 25 F).

Entre deux et cinq ans : le petit pompier, station-service avec véhicules et personnages (Éducaltex, 65 F). Des puzzles animaux en gros morceaux (CEJ-JEU, 12 F). Des dominos en bois (Comix, 30 F).

À A trainer : Un long crocodile composé d'anneaux et de boules en bois laqué rose et vert (Pennec, 40 F).

Snoopy : il jappe, sautille (Fisher-Price, 31 F). Le minibus : ses voyageurs sautillent en roulant (Fisher-Price, 35 F).

Un escargot dont la coquille est surmontée de ressorts à boules en bois laqué qui s'entrechoquent (CEJ-Jeu, 45 F).

À Pour jouer dans l'eau : Un chalutier avec ses pêcheurs, ses barques de sauvetage, une

grue et des poissons (Playakool, 59 F).

La famille flottante : trois personnages dans trois véhicules flottants (Fisher-Price, 40 F).

Des voitures en bois, 21 et 26 cm (CEJ-Jeu, 20 et 24 F).

À Jouets porteurs : En plastique, l'acrobate (Super-jouet, 58 F). En bois : un camion (Dejou, 95 F). Un cheval à roulettes (Habitat, 100 F).

L'explorateur : camion porteur tout terrain que l'on peut charger (Fisher-Price, 124 F).

À bascule : Dadaï (Guy Gréley, 126 F).

À Cubes de construction : Cubes en bois naturel vernis (Gardin, à partir de 45 F). Une ville nouvelle en bois (Comix, 40 F).

Quatre-vingt-dix-huit pièces en bois naturel pour laisser libre cours à son imagination (Comix, 90 F).

En plastique : les Clipo qui s'agrippent les uns aux autres (de 18 à 88 F).

En bois laqué : véhicule dé-

montable avec vis en plastique, clé anglaise et tournevis (Prism, 35 F).

À A observer : Cristaux 2000 : pour faire pousser des cristaux naturels, à partir de douze ans (CEJ-Jeu, 31 F).

À Jeux de société : Le rami des nombres (Laffont, 69 F).

Pour les jeunes magiciens : Super-Magie (Laffont, 100 F). Le maître sorcier (Capiepe, 96 F). Y'a un truc (Nathan, 48 F).

Un jeu de déduction : Master Mind (20, 35 et 52, 50 F, Capiepe).

Tangram : jeu de patience inspiré d'un jeu chinois (Carit Ransburg, 35 F).

L'illustrateur du théâtre de Molière (Nathan, 95 F).

CATHERINE ARDITTI.

* Les jeux et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans les grands magasins et chez les détaillants spécialisés. Les prix, publiés à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

CRIC ET LAMPE

Pour la voiture, Euromar (50, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris ; 155, boulevard Diderot ; 156, rue Saint-Honoré) importe des États-Unis les dernières nouveautés pratiques dont le crie gonflable - Bull bag - (389 F). L'auto-alarme à sonnerie se branche sur le klaxon (99,90 F). La lampe perpétuelle - Accutur - (104 F). Le faisceau efficace, avec une heure et demi d'autonomie, se recharge sur le secteur, en 110 V et 220 V (74,50 F).

MARIONNETTES

« Polichinelle » (20, rue André-Del-Sarte, 75018 Paris) est une petite boutique carrée, à côté du marché Saint-Pierre, pleine de marionnettes et spécialisée dans la maison de poupée d'autrefois, avec tout son contenu. On trouve ici les marottes, la vaisselle, le linge et les personnages, traités en bois, en porcelaine, plâtre et en tissu. Les objets miniatures sont vendus de 5 F à 50 F, pour enfants et collectionneurs.

VOTRE JOAILLIER...
JEAN TOUR
EXCLUSIVITES · CREATIONS
12 AV. VICTOR HUGO 16^e
ETOILE

LOLA PRUSAC
CADEAUX
PRESTIGIEUX
SES PARFUMS
GANT DE CRIN-SEGA
93, fg Saint-Honoré - 266-62-90

CHRISTMAS SHOPPING
SPÉCIALITÉS ANGLAISES
LIVRES, CADEAUX, JOUETS
CARTES, ABONNEMENTS
SALON DE THÉ, RESTAURANT
WHSMITH The English Bookshop
248, rue de Rivoli - 75001 PARIS

des cadeaux originaux
œuvres des artisans de France
GALERIE DE L'ARTISANAT
créée par la Chambre de Métiers Interdépartementale de Paris
pour vendre au public, sans intermédiaire, la production des artisans de France.
ouvert tous les jours (sauf le dimanche) de 10 h à 19 h - les 15, 18 et 22 décembre jusqu'à 20 h 30.
5, rue st.martin/paris 4-278 2138
M^e Châtelier ou Hôtel de Ville

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.
CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W est. par canal
- PLATINE TECHNIS 51.23
rég. électro. de vit. av. 22 électro. entraînement par courroie
- ENCEINTES JBL LANSING L.16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aiguës.
4.530 F

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Neuf jours sur dix : 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Neuf jours sur dix : 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Neuf jours sur dix : 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.63.76
Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Neuf jours sur dix : 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

Chaussures HARRY
HOMME - FEMME
Spécialiste
grandes marques
337, r. de Valenciennes, 828-20-29
(Métro Convention)
Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h

Une idée de cadeau prestigieuse pour fumeur raffiné
Le briquet à contacteur électrique
GIANES INTERNATIONALES SAROME
(6 modèles Argent guillochés)
Une électronique de pointe provoque l'allumage instantané par simple effleurement du poussoir. Protégé par un étui de peau, il vous est offert dans un fourreau-cadeau contenant une recharge de gaz longue durée.
En vente exclusive, dans les Tabacs de luxe. 260 F

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.
CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W est. par canal
- PLATINE TECHNIS 51.23
rég. électro. de vit. av. 22 électro. entraînement par courroie
- ENCEINTES JBL LANSING L.16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aiguës.
4.530 F

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.
CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W est. par canal
- PLATINE TECHNIS 51.23
rég. électro. de vit. av. 22 électro. entraînement par courroie
- ENCEINTES JBL LANSING L.16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aiguës.
4.530 F

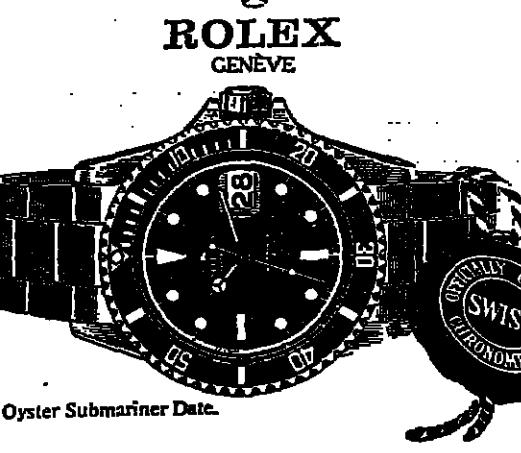
ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.
CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W est. par canal
- PLATINE TECHNIS 51.23
rég. électro. de vit. av. 22 électro. entraînement par courroie
- ENCEINTES JBL LANSING L.16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aiguës.
4.530 F

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la HI-FI - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.
CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
- AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W est. par canal
- PLATINE TECHNIS 51.23
rég. électro. de vit. av. 22 électro. entraînement par courroie
- ENCEINTES JBL LANSING L.16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aiguës.
4.530 F

مكتبة الأنجلو

<p>Val d'Isère □</p> <p>"Le Villher". Au pied de l'écluse piste OK.</p>	<p>Val Thorens □</p> <p>"L'Olympic". Le ski total toutes saisons.</p>	<p>Les Orres □</p> <p>"Le Belvédère". Le ski piste soleil.</p>	<p>Les Menuires □</p> <p>"Les Origines" et "Les Soldaniers". Au cœur de l'imposante dominante skiable des trois vallées.</p>
<p>Serre Chevalier □</p> <p>Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.</p>	<p>La Mongie □</p> <p>"Pibéas". Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.</p>	<p>Saint-Tropez □</p> <p>"La Caravelle". A Saint-Tropez (vous reconnaîtrez ?)</p>	<p>Cannes □</p> <p>"Le Flémur". Au calme et dans la verdure Gîte à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.</p>
<p>Cap d'Agde □</p> <p>"La Voile d'Or". Sur le port, dans un nouveau paradis de la voile.</p>	<p>Arachon □</p> <p>"Aquaticité". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.</p>	<p>Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cochez les cases ci-contre)</p> <p>Nom _____</p> <p>Profession _____</p> <p>Adresse _____</p> <p>Code postal [] [] [] [] Téléphone _____</p>	
<p>La Baule □</p> <p>"Béthania". Au centre de la belle face à la plus belle plage d'Europe.</p>	<p>La Bretesche □</p> <p>"Près La Baule". "Les Hameaux du Châtaignier". Un ensemble de cottages dans le parc du château.</p>	<div style="text-align: center;"> Utorling METABUR S.A. 35, avenue de l'Opéra, 70002 Paris. Tél. : 261.52.31+4 </div>	

ROLEX
GENÈVE



Rolex Oyster Submariner Date.

Documentation sur demande à SAIF des Montres Rolex, 81, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

DERNIÈRE, SAMEDI
REPERES EXCEPTIONNELLES
A PARTIR DU 11 JANVIER

Schippel

de Carl Sternheim

Triple découverte : un auteur, un metteur en scène, un spectacle. Superbe réalisation de Jean-Claude Fall. Cette fois, son talent éclate. C. Alexander « L'Express »

« Le mérite de Jean-Claude Fall a été d'amener ces auteurs, de première grandeur, à une qualité de jeu inaccoutumée de nos jours. Ce Schippel restera une date du théâtre de notre temps. »

Michel Cournot « Le Monde »

théâtre de la Commune
93 Aubervilliers
tél. 833.16.16

CENTRE CULTUREL
DU MARAIS

28 rue des Francs-Bourgeois - 3^e
21 décembre - 8 janvier 21 h
solaris
USA
groupe de recherche
danse-théâtre
tél. 278.66.65

CHAILLLOT

INFORMATION

A.A. Théâtres d'Arthur Adamov

Roger Planchon témoigne aujourd'hui, six ans après la disparition de l'écrivain, avec ces initiales lumineuses d'un pluriel : « A.A. théâtre d'Adamov », un spectacle qui constitue un hommage à un grand maître. Roger Planchon dresse le portrait d'Adamov, celui de l'homme et de l'auteur dramatique. De l'ami quel Portrait à la fois réel et imaginaire, suite de rencontres d'Adamov - ses « théâtres » - avec sa famille, les femmes, et le Révolution qui frappe à la porte du Grand Théâtre à 20 h 30 Location aux caisses et par téléphone (727-81-15).

RÉVELLON SAINT-SYLVESTRE
au SHERATON MONT-PARNASSE
Grande soirée de l'ère
et de la danse

avec
CLAUDE VÉGA
ROBERT CASTEL
LUCETTE SAHUQUET
Vedettes surprises

RUDDY CASTEL
et son grand orchestre
Coffrants, nombreux cadeaux
de prestige, dîner-spectacle
changement à volonté
500 F par personne, et compris
sans surprise
Réserv. la semaine (dim. inclus),
24-65-25 - 24-65-25

DERNIÈRE LE 19 DÉCEMBRE
THEATRE DE GENNEVILLIERS
41 avenue des Grésillons 92230 Gennevilliers - 793.26.30

30 NOV
19 DEC

TORQUATO TASSO
GOETHE/ PARCOURS SENSIBLE N°2

PAR LA FABRIQUE DE THEATRE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE TOULOUSE
DIRECTION BRUNO BAYEN
CO-PRODUCTION AVEC LE GOETHE INSTITUT

PRIX DE COMPOSITION MUSICALE PRINCE PIERRE DE MONACO 1977

Le Prix de Composition Musicale, organisé par la Fondation Prince Pierre de Monaco, sera décerné pour la dix-huitième fois au printemps 1977, à Monte-Carlo, la date limite des envois étant fixée au 1^{er} avril 1977.

Ce concours, doté d'un prix de 20.000 francs français, sera réservé, en 1977, à la musique de ballet.

L'œuvre ayant obtenu le « Prix de Composition Musicale Prince Pierre de Monaco » pourra être exécutée à Monaco au cours de l'année qui suivra la décision du jury.

Pour obtenir le règlement du concours et pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à M. le secrétaire général de la Fondation Prince Pierre de Monaco, Palais Princier, Monaco.

ATTENTION : du 19 décembre au 2 janvier, séances les matin à 10 h. dans certaines salles.
GRAND REX, 10 h. et 12 h. Prix spéciaux.

GRAND REX (CINÉ PLACES) • UGC ERMITAGE • UGC BOBELINS • BRETAGNE • MISTRAL
MAGIC CONVENTION • UGC ODEON • MAPLESON

VERSAILLES Odeon • LE PERREUX Palais du Parc • ENGHIEN Hollywood • SAINT-GERMAIN CCL • PANTIN Carrousel
SARCELLES Les Flanades • VILLENEUVE-ST-GE. Artel • ARMENTIERS Sams • CRESTEN SOULIER ARTEL

Un Merveilleux Conte de Noël... Un Grand Dessin Animé!



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Salle Favart, 19 h 30 : le Comte Ory.
Chaillet, Odeon, 20 h 15 : les Femmes de l'Alcazar.
20 h 30 : A.A. Théâtre d'Adamov.
Comédie-Française, 20 h 30 : Iphigénie.
Odéon, 20 h 30 : Le roi se meurt.
Petit Odéon, 18 h 30 : la Paradoxe sur le comédien.
TNP, 20 h 30 : Théâtre Daniel-Sorano de Dada.
Petit TNP, 20 h 30 : Dialogue d'adultes.
Chapiteau TNP, 20 h 30 : Grand Magie Circus.

Les salles municipales

Chaillet, 20 h 30 : Volga.
Nouvel Carré, 20 h : Parole de femme.
20 h 15 : Emma Santos.
21 h 45 : Pierre et Mousse Boulanger.
Théâtre de la Vierge, 18 h 30 : la Vieille de la vieille dame.
20 h 30 : la Vieille de la vieille dame.

Les théâtres de Paris

Atelier, 21 h : Monseigneur Chama.
Athénée, 21 h : Victor ou les enfants au pouvoir.
Bouffes-Parisiens, 21 h : la Servante.
Cartonnette de Vincennes, Théâtre de l'Alcazar, 20 h 30 : Le jeune loup dans la vieille lune toute une nuit dans ses bras.
Théâtre de la Tempête, 21 h : Fantôme.
Théâtre de l'Épave-de-Bois, 21 h : Xuro.
Centre culturel du XVII^e, 21 h : Cri de terre.
Comédie-Camartin, 21 h 10 : Comédie des Champs-Élysées.
20 h 45 : Chère Soeur.
Comédie-Chen, 20 h 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Danton, 21 h : le Portrait de Dorian.
Edouard-VII, 21 h : Amphitryon 38.
Gaité-Montparnasse, 20 h 30 : les Jeunes.
22 h 30 : la Mère Janus.
Galerie 54, 21 h : Volpone.
Gymnase-Martin, 21 h : Une aspirine pour deux.
Hôtel de Sully, 20 h 30 : la Nuit et le Moment.
Rue de la Harpe, 20 h 45 : la Cantatrice chauve.
la Lécro.
Le Broyeur, 21 h : Pour 100 briques, l'as plus rien maintenant.
Madelaine, 20 h 30 : Feu de vache.
Mabillon, 20 h 45 : les Mains sales.
Michel, 21 h 10 : Happy Birthday.
Moderne, 21 h : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h 30 : Même heure, même histoire.
Mouffetard, 20 h : la Musica.
les Deux et Forêt, 22 h : Opera Zoo.
Nouvel Carré, 21 h : Nina.
Œuvre, 20 h 45 : le Scénario.
Le Palais, 19 h : Miroir.
21 h : la Nuit du papillon.
22 h 30 : Je qu'on dit.
Palais-Royal, 20 h 30 : la Cage aux folles.
Piaissance, 20 h 45 : la Reine de la nuit.
Petit-Montparnasse, 20 h 45 : Isaac et la Sage-Femme.
Ranelagh, 20 h 30 : les Précieux.
Récamlar, 20 h 30 : Phédras.
Saint-Georges, 20 h 30 : Lucienne et le Boucher.
Stade des Champs-Élysées, 20 h 45 : les Dames du jeudi.
Stade de la Cité internationale, 20 h 30 : Questions de principe et de banalité.
Théâtre d'Art, 20 h 30 : Bonnet.
Monseigneur Tchékhov, 22 h 15 : l'Amour arabe.
Théâtre des Arts, 20 h 45 : l'École des cocottes.
Théâtre de la Cité internationale, la Rosette, 21 h : Pasolini.
Grand Théâtre, 21 h : la Vierge et les Étoiles.
Théâtre des Deux-Portes, 21 h : la Belle et la Bête.
Théâtre de l'Église américaine, 20 h 30 : la Plus Petite Église.
20 h 45 : le Roi Gordogon.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 17 décembre

Théâtre Bouffes, 20 h 30 : Notes.
22 h : Vierge.
Théâtre du Marais, 21 h : la Créole opérah.
22 h 30 : Jeanne et ses copines.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h 30 : Équus.
Petite salle, 20 h 30 : Madame de Sade.
Théâtre de la Vierge, 20 h 30 : En attendant Godot.
23 h 30 : Andria du rio.
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Segor.
1976.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 20 h 30 : la Dispute (T.N.P.).
Théâtre Présent, 20 h 30 : la Pavé de l'ours.
le Tombeau d'Adolphe.
Théâtre 13, 20 h 45 : le Troisième Temps.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h 30 : l'Aspirant des Pénalités.
Variétés, 20 h 30 : l'Autre Valais.

Les théâtres de banlieue
Amateurs, Église Saint-Joseph, 20 h 30 : London Boy Singers.
Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h 30 : Schippel.
Bagnols, Théâtre du Bond-Point, 21 h : la Cité obligatoire.
Boulogne-Billancourt, T.S.B., 20 h 30 : Nicole Orléans.
Chamigny, Centre Y.-Gagarine, 20 h 30 : la Malade imaginaire.
Colombes, M.J.C., 20 h 30 : le Groupe Tri Yann.
Charente-le-Pont, Église Saint-Joseph, 20 h 45 : Chorale Saint-Alexis (chant sacré russe).
Crestel, Maison des arts, 20 h 30 : Concert de Noël (Bach, Corelli, Delalande).
Évry-Ville-Neuve, l'Hexagone, 21 h : la Bourgeois gentilhomme.
Gennevilliers, Théâtre, 20 h 45 : Torquato Tasso.
Massy, Théâtre de Paris-Sud, 21 h : l'Herbe mauve.
Nanterre, Théâtre des Amateurs, 21 h : Cirque.
Puteaux, Théâtre des Hauts-de-Seine, 20 h 45 : le Ballet national des Philippines.
Saint-Maur, Théâtre de la Pia, 21 h : Marcel Amont.
Sarcelles, Théâtre, 21 h : les Marionnettes de P. Genty.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h : Sphère.

Jazz, pop, folk et rock
La Vieille Gille, 20 h 30 : Henri Texier.
American Center, 21 h : Dick Annegarn.
21 h : 45 : le Ballet national des Philippines.
Pavillon de Paris, 20 h : Wladimir Ash.

Le music-hall
Antoine, 20 h 30 : les Frères Jacques.
Boulogne, 20 h 30 : Georges Brasseur.
Pierre Louki.
Concert Mayol, 21 h 15 : Bouquet de jazz.
Olympia, 21 h : Thierry Le Luxon.
Palais des congrès, 21 h : Rika Zaraï.
Renaissance, 21 h : Guy Bedos.
Théâtre des Arts, 18 h 30 : Pierre Théophile.
Théâtre Fontaine, 20 h 45 : Jacques et Paul Préboist.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h : Soix sans provisions.

Le Splendid, 20 h 45 : Princesse sur le secteur.
22 h 15 : la Pot de terre contre le Pot de vin.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h 15 : La démocratie est avancée.
La Vierge Pinard, 20 h 30 : Marianne Sargent.
22 h 15 : la Revanche de Louis XI.
La Vieille Gille, 20 h 30 : Douby.
22 h 30 : Version originale.
21 h 30 : Les mots sont de la musique.

Les concerts

Hôtel Hérouart, 20 h 30 : Trio Revival et S. Secura, piano (Bach).
Église des Filles, 20 h 30 : 22. Gramy-Chanillac, claviers (Bach, Beethoven).
Conservatoire d'art dramatique, 20 h 30 : P. Schaeffer et Pierre Henry.
Maison de la radio, 20 h 30 : Musique à découvrir (Kachaturian, Schostakovich, Tcheikovsky).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. V. Gontcharov, avec J.-Ph. Collard, piano (Mendelssohn, Chopin).
Mairie du VII^e, 20 h 45 : Ensemble instrumental du Luxembourg, dir. A. Sabourat (Corelli, Campra, Bach).
Église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 21 h : la Chorale de l'Institut polytechnique de Clermont (musique française et polonoise ancienne et contemporaine).
Mairie Saint-Germain-des-Près, 21 h : A. Teatr, orgue, avec D. Levard, récitant (Buxtehude, Bach et improvisations sur un poème d'Aragon).

La danse

Théâtre de Paris, 21 h : le Ballet national des Philippines.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : le Ballet de Marseille (Casse-Noletta).
Bouffes du Nord, 20 h 30 : la Troisième Chanson Ballet Company.
Centre Mandapa, 21 h : Basika Khavna (danse sacrée de l'Inde du Sud).

COLISÉE 1, v.a. - SAINT-GERMAIN STUDIO v.a. - STYX v.a. - GAUMONT RIVE GAUCHE, v.a. - GAUMONT LUMIÈRE - GAUMONT SUD - GAUMONT NATION - BELLE-ÉPINE Thiais - MULTICINE Champigny - GAUMONT Evry - FLANADES Sarcelles - TRICYCLE Amateurs

après "nous nous sommes tant aimés"

CARLO PONTI présente
un film de ETORE SCOLA
NINO MANFREDI

GRAND PRIX
FESTIVAL
CANNES

Scénario de ARMANDO TESTA, ETORE SCOLA, ETORE SCOLA
Montage de ARMANDO TESTA, ETORE SCOLA, ETORE SCOLA
Produit par CARLO PONTI - Révisé en France par ETORE SCOLA - TECHNICOLOR
Une production MARCAU-COCCINI

STUDIO SAINT-SEVERIN
12 rue Saint-Severin - 75001 Paris - Métro Saint-Michel

RED

RED : CANADA ROUGE ? ÇA EXISTE
ROUGE DU VIEUX SANG INDIEN, ET DE CEUX DE TOUS
CEUX QUI VIVENT ET LUTTENT AU NORD DE L'EMPIRE YANKEE.
AVEC TOUT L'HUMOUR DU TERRITOIRE
LE FILM DE GILLES CARLE EST UN VOYAGE
VERS UNE LIBERTÉ NOUVELLE QUI RESTE ENCORE À CONQUÉRIR

de
GILLES CARLE
Réalisateur de
« LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE »
et « LES MALES »

INA GRM / STUDIO APSOME

PIERRE HENRY
25 ANS D'ŒUVRES
1950-1976

TROIS SOIRÉES
A L'ANCIEN CONSERVATOIRE

Vendredi 17 décembre 20 h 30 / soirée dédiée à PIERRE SCHAEFFER
Samedi 18 décembre 20 h 30 / PIERRE HENRY TRAJECTOIRE 1
Dimanche 19 décembre 20 h 30 / PIERRE HENRY TRAJECTOIRE 2

2 bis, rue du Conservatoire Paris 9 - tél. 343.87.18

هنا من الأمل

SPECTACLES

cinémas

Des programmes (*) sont indiqués de 15 h à 18 h, de 18 h à 21 h, de 21 h à 24 h.

cinéma

15 h : Princesse de la nuit, 18 h : Le plus beau des mondes, de F. Lacroix, 20 h : Polyanna, de F. Powell, 22 h : La nuit de la Saint-Jean.

cinéma

15 h : Princesse de la nuit, 18 h : Le plus beau des mondes, de F. Lacroix, 20 h : Polyanna, de F. Powell, 22 h : La nuit de la Saint-Jean.

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Sua). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).
LA JOUPE (Fr.). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

LA JOUPE DE GLOIRE (Fr.). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

LA MARGE (Fr.). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

LA MARGE (Fr.). Quintana, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SCANDALO (It.). v.o. : Bardi, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

Une sélection prestigieuse de cadeaux pour la Noël

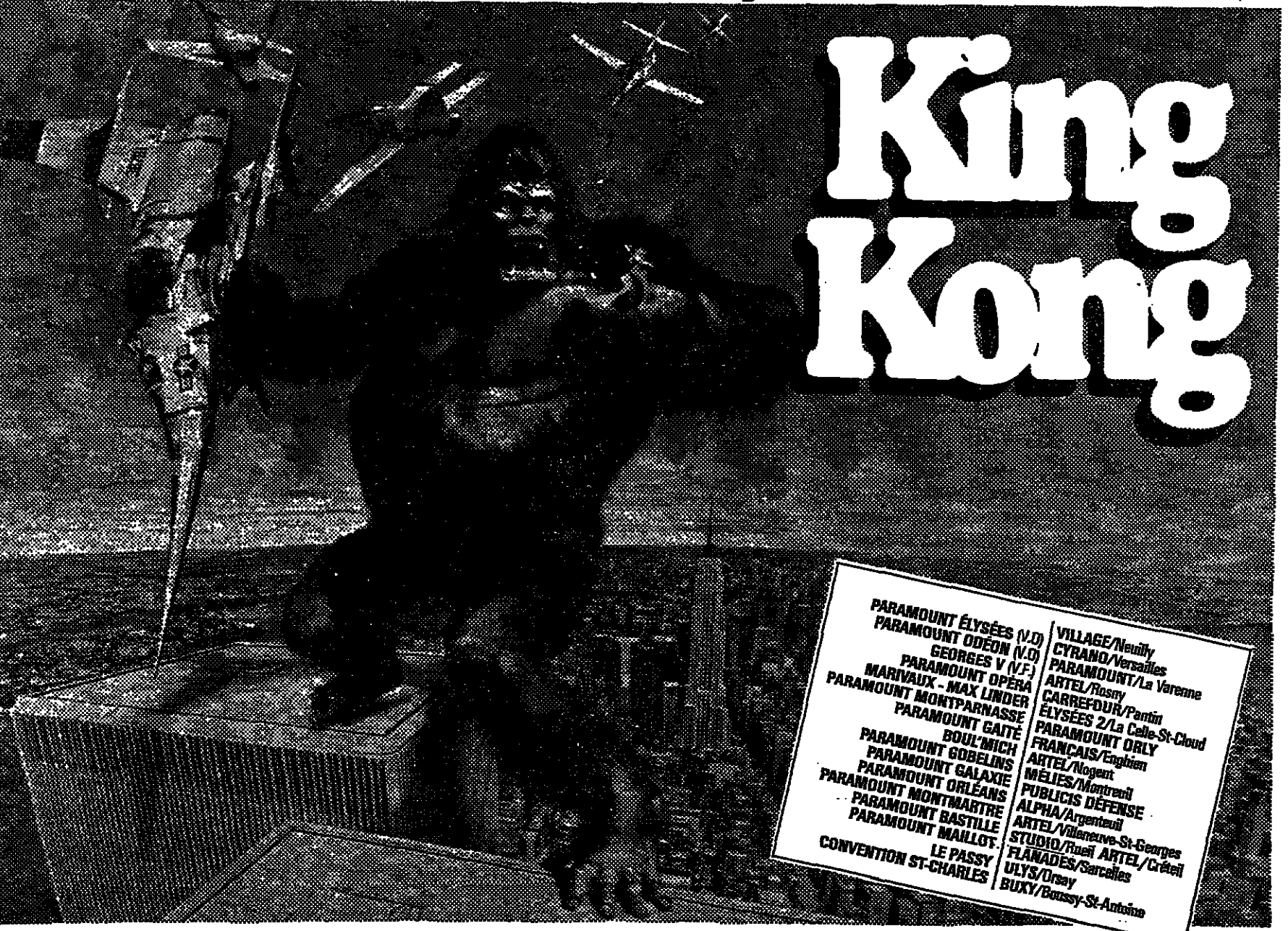
2° SALON EUROPÉEN DE L'ANTIQUITÉ

A Paris, jusqu'au 20 décembre, de 11 heures à 22 heures
au PALAIS DES CONGRÈS, porte Maillot
CYCLE DE CONFÉRENCES PAR LES CONFÉRENCIERS DU LOUVRE
Tous les jours
Renseignements : 758-24-61

ÉLYSÉES-LINCOLN VO • MARIVAUX VO • HAUTEFEUILLE VO
14 JUILLET PARNASSE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO

CASANOVA
Un Adolescent à Venise
UN FILM DE LUIGI COMENCINI
L'ouvrage est superbe, un des plus divertissants, des plus raffinés, que nous ayons vus cette année.
LE MONDE J. de Barocelli

L'EVENEMENT CINEMATOGRAPHIQUE L'EVENEMENT TOUT COURT, C'EST:



...c'est aussi une extraordinaire histoire d'amour !

DINO DE LAURENTIS présente un film de JOHN GUILLERMIN • KING KONG • avec JEFF BRIDGES • CHARLES GRODIN et pour la première fois JESSICA LANGE
Producteur exécutif : FEDERICO DE LAURENTIS • Scénario de LUCIANO SANDRINI • Réalisé par JOHN GUILLERMIN • Musique composée et dirigée par JOHN BARRY • Montage de production : JACQUES GROSSBERG • Montage : CLAUDE MAISONNEUVE

les films nouveaux

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).
SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

SECREAU DE CRISTAL, film de Philippe Garrel, 15 h (33-35-40), 18 h (33-35-40), 21 h (33-35-40), 24 h (33-35-40).

PRESSE

Le conflit du « Parisien libéré » LE LIVRE C.G.T. : un plan de licenciement global inacceptable.

A l'issue de l'entretien qu'elle a eu, jeudi 16 décembre, avec M. Jean-François Mottin au sujet du conflit du *Parisien libéré*, la délégation du Syndicat du livre C.G.T. a fait une déclaration mettant en relief les divergences qui restent à apaiser.

« Ce qui nous a été présenté ce jour n'est qu'un plan de licenciement global que nous ne saurions considérer comme un règlement sérieux et acceptable du conflit, ont dit les délégués.

« La question de l'appartenance des ouvriers à l'entreprise ayant été reconnue, contrairement à ce que prétend M. Mottin, celui-ci est-il décidé à sortir l'entreprise dans laquelle il se tient depuis plus de vingt et un mois ?

« De même, est-il décidé à se comporter comme les autres patrons de la presse parisiennaise, dans le respect de la convention collective, accords régionaux et textes légaux ?

« Dans cet esprit, le gouvernement entend-il faire respecter la loi par M. Mottin comme il a prétendu la faire respecter en ordonnant l'évacuation des ouvriers du *Parisien libéré* ?

« Nous considérons que les travailleurs du *Parisien libéré* des imprimeries de la rue d'Angoulême et de la rue des Petites-Écuries, privés d'emploi par M. Mottin, ont conservé leurs droits, définis notamment par l'ancienneté, et doivent, dans une proportion importante, être employés dans les imprimeries du *Parisien libéré* après une évaluation paritaire des besoins.

« Ensuite, le sort des ouvriers ne trouvant pas d'emploi par ce moyen trouverait une solution par l'application de l'accord du 7 juillet 1976.

« La délégation, qui s'est entretenue pendant deux heures et demie avec M. Mottin, a précisé : « Nous attendons aujourd'hui les réponses à sept questions que nous lui avons remises le 12 décembre » (questions relatives aux déclarations qui précèdent, et notamment celle concernant une « évaluation paritaire des effectifs » du *Parisien libéré*).

« La prochaine rencontre avec M. Mottin est fixée au mercredi 22 décembre.

LA C.G.T. ET LE FINANCEMENT DU JOURNAL DE M. PERDRIEL

Le bureau confédéral de la C.G.T. proteste contre les démarches effectuées par M. Claude Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur*, qui aurait demandé, dans le cadre de la campagne de lancement d'un nouveau quotidien du matin, à certains comités d'entreprise leur accord pour son financement.

La C.G.T. estime qu'il s'agit d'une opération visant à délégitimer le rôle des C.E. et contraire à l'indépendance des syndicats et au respect de la démocratie syndicale. Elle vise à inciter les C.E. à utiliser une partie de leurs fonds à des fins politiques.

Désapprouvant cette initiative, la C.G.T. appelle ses organisations et ses militants à agir résolument pour que les comités d'entreprise la rejettent catégoriquement. Interrogé à ce sujet, M. Claude Perdriel a déclaré que « des propositions d'abonnements individuels ont été effectivement envoyées par l'intermédiaire d'un certain nombre de comités. Nous souhaitons que le *Matin de Paris*, journal de toute la gauche, puisse être la date toutes les entreprises ».

À la rédaction du nouveau quotidien, on indique que c'est le service de la promotion qui a adressé à quelques responsables syndicaux d'entreprise, individuellement, la lettre relative au financement du journal. Le *Matin de Paris* — qui portera peut-être un nouveau titre — refusant d'apparaître comme un organe militant, n'a pas l'intention de mener campagne auprès de tous les comités d'entreprise.

• Fin de la grève à S.V.P. — Le personnel de la société privée de renseignements téléphoniques S.V.P. a décidé, le 13 décembre, de mettre fin à la grève déclenchée, à la fin de la semaine dernière, pour obtenir une prime de fin d'année de 1.500 F. Les syndicats C.F.D.T. et F.O. ont obtenu de la direction que les trois cents employés ne bénéficieraient pas d'un treizième mois touchant 1.125 F à la fin du mois de décembre, le solde de 475 F étant versé au cours des six prochains mois. Selon les syndicats, le mouvement a été suivi par 70 à 80 % du personnel.

SPORTS

AUTOMOBILISME

La Fédération française prépare sa défense face aux économies d'énergie

M. Jean-Marie Balestra a été réélu, jeudi 16 décembre à Paris, président de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.). Il a, dès sa réélection, fait état des éventuelles restrictions qui pourraient menacer le sport automobile en France en fonction des économies d'énergie souhaitées par le gouvernement.

« Nous savons, a dit le président de la F.F.S.A., que des économies pourraient être demandées et mon vœu est que les décisions prises soient les mêmes pour tous les Français. Le sport automobile n'est pas un consommateur important, mais nous allons cependant créer, par esprit civique et pour montrer notre bonne volonté, une coupe nationale de l'économie.

M. Balestra a aussi mis l'accent sur l'intérêt que représente, pour l'industrie française et pour ses technologies, le sport automobile. Il est vrai que la venue de la règle Renault, premier constructeur français, à la plus haute compétition (formule 1) témoigne de l'importance que représente la course pour la maîtrise de nouvelles techniques, y compris celles qui sont à la mode ou de première nécessité (économie, pollution, nuisances) (1).

La F.F.S.A., qui se félicite d'avoir réussi à favoriser la pratique du sport automobile par le plus grand nombre et d'avoir démocratisé ses activités dans la mesure du possible, a aussi conscience de sa force et de ses arguments industriels et économiques. Ce n'est sans doute pas par hasard si trois des plus importantes sociétés françaises nationalisées — Renault, Elf, Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Selta) — ont choisi le sport automobile pour faire connaître leur technologie ou leurs produits, souvent pour l'exportation. Renault et Elf ont fait leur choix naturellement en fonction de leur vocation industrielle ; le Selta, qui soutient l'équipe Ligier de formule 1, après avoir déterminé que le sport automobile était le meilleur support pour une image de marque dynamique.

Ce sont trois atouts importants que la F.F.S.A. pourrait faire valoir si le renchérissement des produits pétroliers avait, parmi ses conséquences, celle de restreindre encore la liberté du sport automobile en France.

FRANÇOIS JANIN.

(1) La technique des moteurs turboalimentés est un facteur de moindre pollution, de moindre consommation et peut déboucher sur des économies d'énergie.

SKI — La Suisse Lise-Marie Moreard a gagné le slalom spécial de Cortina d'Ampezzo devant Hanni Wenzel (Liechtenstein) et Claudia Giordani (Italie). Les Françaises Danielle Debernard et Perrine Pelen se sont respectivement classées cinquième et huitième. Le combiné est revenu à Anne-Marie Froel-Moser (Autriche) devant Lise-Marie Moreard.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Saragrad.

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, 75001 Paris-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57427.

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITIONS

- 1 - Estampes et tableaux mod.
- 2 - Très beaux livres anciens.
- 3 - Bijoux, tableaux, mobilier.
- 4 - Bijoux, tableaux, mobilier.
- 5 - Bijoux, obj. de vitr. argent, ancienne et moderne.
- 6 - Déniches.
- 7 - Imp. four. panthères, vitrines, loutres, castors, regards de Bavière, Lanvin, etc.

VENTES

- 8 - Art primitif, Afrique, Pré-Colomb. Extrême-Orient.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17-12-76 A 0 h GMT.



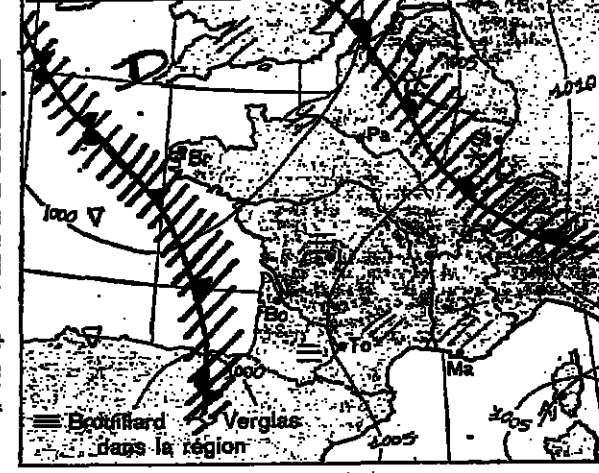
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 décembre à 0 heure et le samedi 18 décembre à 24 heures :

Une zone dépressionnaire complexe persistera sur le proche-Atlantique. Les masses d'air maritimes plus douces qui couvrent actuellement la France et l'ouest de l'Europe, se déplacent lentement à travers la France par le sud. Elles élimineront l'air froid qui affectait encore vendredi matin la moitié nord-est du pays.

Bonne l'après-midi, qui aura gagné une grande partie de la France, se manifestera le matin de la zone belge aux Vosges, à la Bourgogne et au nord des Alpes, où le temps sera ou deviendra moins froid, très nuageux avec des chutes de pluie ou de neige et des formations de verges.

Sur le reste de la France, le temps sera relativement doux, nuageux à

PRÉVISIONS POUR LE 18-12-76 DÉBUT DE MATINÉE



très nuageux et souvent brumeux. Quelques pluies éparses seront observées : elles seront surtout localisées près de la Méditerranée, ainsi que, l'après-midi et le soir, sur les régions voisines de l'Atlantique.

Les vents, orientés au secteur sud, seront modérés en général, assez forts par moments sur les régions méditerranéennes et dans l'Ouest.

Vendredi 17 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique se situe au niveau de la mer (galt), à Paris-Le Bourget, de 1010,7 millibars, soit 755 millimètres de mercure.

Températures : (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 16 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 3 ; Bordeaux, 9 et 4 ; Brét, 2 et 3 ; Caen, 1 et 0 ; Cherbourg, 2 et 2 ; Clermont-Ferrand, 1 et -1 ; Dijon, -2 et -3 ; Grenoble, 1 et -1 ; Lille, 3 et -3 ; Lyon, 0 et -2 ; Marseille, 13 et 6 ; Nancy, -2 et -3 ; Nantes, 4 et 3 ; Nice, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 1 et -3 ; Pau, 12 et 0 ; Perpignan, 15 et 1 ; Rennes, 0 et 0 ; Strasbourg, -2 et -3 ; Tours, 1 et 0 ; Toulouse, 12 et 6 ; Pointe-à-Pic, 25 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 13 degrés ; Amsterdam, 3 et 2 ; Athènes, 15 et 8 ; Berlin, -1 et -3 ; Bonn, 0 et -6 ; Bruxelles, 5 et -2 ; Les Canaries, 20 et 13 ; Coppenhague, 0 et -1 ; Genève, -1 et -2 ; Lisbonne, 13 et 8 ; Londres, 3 et 0 ; Madrid, 10 et 7 ; Moscou, -3 et -12 ; New-York, 6 et -1 ; Palma-de-Majorque, 14 et 10 ; Rome, 13 et 12 ; Stockholm, 0 et -1 ; Téhéran, 15 et 3.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 16 et 17 décembre 1976 :

DES DECRETS

- Fixant pour 1977 le taux de l'intérêt à servir par les caisses d'épargne ordinaires à leurs déposants et le mode de placement des fonds des caisses d'épargne.
- Modifiant le décret n° 69-444 du 30 mai 1969 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans certains emplois de direction d'établissement d'enseignement relevant du ministère de l'éducation.
- Portant publication des échanges de notes du 18 juin 1976 entre la France et l'Espagne concernant la création de bureaux à contrôle nationaux juxtaposés à Biration et au Perthus.

Le Monde

Services Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.

50 F 100 F 150 F 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

125 F 250 F 375 F 500 F

ÉTRANGERS

(par mandat)

1 - BELGIQUE - LUXEMBOURG

125 F 250 F 375 F 500 F

2 - TURQUIE

125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) doivent adresser un mandat ou chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou notification (dans les délais ou plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur adresse au moment de leur envoi.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'adresse de votre journal à l'éditeur.

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

Édition : 1976

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1638

HORIZONTALEMENT

I. N'est pas précisément causeuse ; N'est jamais condamnée par celui qui l'arrête. — II. Dans le bas d'un acte républicain ; Assure aux vedettes un rôle prépondérant ; Valencien ; Atteste un désaccord entre des fils d'Al.

III. A fait son temps ; Abréviation ; Pénitente. — IV. Dans le li-bellé d'une facture ; Peu accessible. — V. Réjouissaient les Bacchantes ; Bouches de chaleur. — VI. Ne peuvent donc rien du tout. — VII. Roulé sur la place du village ; Désigne un serviteur de Dieu. — VIII. Annonce la fin d'une énumération ; Vient de la main tendue. — IX. Souffle comme un bouffon ; Longue des côtes ; Note. — X. N'est pas carrossable ; Sa valeur ne tient souvent qu'un fil. — XI. Le plus lui arriva ; Accueilli plutôt froid. — XII. Son centre est bien connu ; Localité de France. — XIII. Ne manque pas de branches ; Secondaires ; Rol. — XIV. Héros d'histoires maritimes ; En pente ; Verte dans le langage poétique. — XV. Assécherait ; Abandonnerait. — XVI. L'éducation de ses enfants laisse beaucoup à désirer ; Rend poli ; Mariée.

VERTICALEMENT

I. Grossit sans cependant abandonner son régime ; Sait d'un grand secret aux gens qui n'avaient pas le temps de souffrir. — II. Est fugitif ; Proche d'une arène. — III. Part de son énergie en courroux ; Ne saurait donc tenir debout. — IV. Ce que tout le monde peut prendre ; Fait plaisir à entendre ; Appel au courage. — V. Abandonner ; Jette par jeu ; Fibre. — VI. Jouait sur la même tente ; Possessif ; Pronom. — VII. Cours étranger ; Se laisse mener à sa face ; Vin de parti. — VIII. Dupes ; Rouspétèrent. — IX. Est mal fréquenté ; On la consulte pour les causes les plus variées. — X. Nettoyé ; Dans un vieux alphabet. — XI. Antique véhicule ; Seras mécontent. — XII. Jamais vieux ; Va, court mais ne vole pas ; Ne pas cacher ses préfé-

rences. — XIII. Plusieurs compositions ; Étude paritaire visible à l'œil nu ; Fait piler un sommier.

Solution du problème n° 1637

Horizontalement

I. Starlette. — II. Oreillers. — III. Des ; Asses. — IV. P.S. — V. Liane ; O.R. — VI. Riel ; Onde. — VII. Assiettes. — VIII. Riel ; St. — IX. Talénet. — X. Sol. — XI. Stase ; E.N.E.

Verticalement

1. Soupirant. — 2. Tresses ; Art. — 3. Aes ; Oesl. — 4. Ri ; Limes. — 5. Liane ; O.R. — 6. Hu. — 7. Tentant ; Nod. — 8. Trés ; Destin. — 9. Esse ; Est ; Ne. — 10. GUY BROUTY.

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES JEUNES FRANÇAIS NÉS ANTERIEUREMENT AU 2 JUIN 1957

Le ministère de la Défense communique :

La fraction du contingent susceptible de compter du 1^{er} février 1977 :

- Les jeunes gens dont le service sous les drapeaux a débuté le 1^{er} février 1977 ;
- Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1^{er} février 1977 et, à cet effet, ont, avant le 1^{er} décembre 1976, déposé une demande de prêt avancé ou fait parvenir la radiation de service ou de réintégration ;
- Les jeunes gens non titulaires d'un service ou report d'incorporation nés au plus tard le 2 juin 1957 et, avec les précédents, deuxième tranches trimestrielles de la classe 1957.

Toutefois, ceux de ces jeunes gens qui sont destinés à la marine, et ont accepté un décalage de leur appel, seront appelés, dans la limite des besoins à partir du 1^{er} mars 1977. Ceux qui désirent servir outre-mer, être affectés dans la formation de l'armée de terre ou de l'armée de l'air de leur choix peuvent, dans la limite des places disponibles, dans la limite des places disponibles, en contractant un engagement de moins dix-huit mois (à adresser corps de troupe ou base de service) ou un centre de documentation de l'armée de terre ou de l'armée de l'air, dont la gendarmerie y fournit l'adresse).

Les jeunes gens qui se considèrent comme les soutiens de leur famille et qui n'ont pas été dispensés, peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant durée de leur service actif (adresser à la mairie) ou, en outre, ceux de l'épouse est enceinte, lors de l'appel, peuvent obtenir que cet appel soit différé jusqu'à la naissance de l'enfant (adresser au bureau recrutement).

Enseignement

• Deux stages d'anglais seront organisés du 10 janvier au 18 février 1977 et du 7 mars au 23 avril par le département d'éducation permanente de l'université Paris-VII. Ces stages de formation auront lieu tous les matins du lundi au vendredi, de 9 heures à 10 heures. Ils sont ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi. Agréés, les ASSEDIC lui peuvent, dans certaines conditions, leur offrir des indemnités de formation.

• Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Tél. 336-55, poste 57-21.

ORDRE DU MÉRITE

Défense

Sont élevés à la dignité de grand croix :

L'amiral Albert Joffre-Noulet, général Claude Grigaut.

Sont élevés à la dignité de grand officier :

M.M. Raymond Barthe, Br. Groussin, Pierre Brasset, Ch. Chénal, Albert Favreau, Henri C. Luez, Guy Grosdrou, Jean Joseph Canavaggio, André Gél. Maurice Bret, Jacques Sourdat.

Le Journal officiel du 17 décembre 1976, en vertu de la loi n° 131 du 10 août 1976, relative aux promotions au grade de commandeur et d'officier, ainsi que des nominations au grade de chevalier.

LOTO TIRAGE DU 15 DECEMBRE 1976

9 19 26 32 39 45

NUMERO COMPLEMENTAIRE 43

6 bons numéros 1 007 451,30 F

5 bons numéros 1 007 451,30 F

5 bons numéros 8 837,20 F

4 bons numéros 160,90 F

3 bons numéros 11,70 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT

503 725,60 F

PROCHAIN TIRAGE LE 22 DECEMBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 21 DECEMBRE 1976 APRES-MIDI

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA LOTERIE NATIONALE

Fai

collection Téma

Christian HE

CHRONIQUE

LAGRANTS

INDICAT DE LA MA

AU NOM DU PEUPLE

Stock

كتاب الأنجل

Faits et jugements

Amende des manifestants nucléaires.

Des poursuites pour « entrave à la circulation », quatre personnes ont été condamnées à des amendes de 100 à 1.500 F. Le 16 décembre, par le tribunal de Boulogne (Seine), les manifestants de Boulogne ont été condamnés à des amendes de 100 à 1.500 F. Le 16 décembre, par le tribunal de Boulogne (Seine), les manifestants de Boulogne ont été condamnés à des amendes de 100 à 1.500 F.

Une lettre du maire de Gustavia sur la « mauvaise réputation » de Saint-Barthélemy

Après l'article intitulé « Trafic dans les Antilles françaises », la « mauvaise réputation » de Saint-Barthélemy (le Monde du 11 novembre), nous avons reçu de M. Remy de la Haye, maire de Gustavia (chef-lieu de Saint-Barthélemy, les Français du nord de la Guadeloupe) la lettre suivante : « Je ne puis que me réjouir de l'initiative prise par M. Pontalowski. Cela me permettra de répondre à la preuve de la vérité des faits que j'ai exposés, en produisant les documents et en faisant entendre tous les témoins utiles à la manifestation de la vérité », a déclaré M. Remy de la Haye, en apprenant le dépôt par le ministre de l'Intérieur d'une plainte en diffamation contre lui (le Monde du 17 décembre).

M. Zemmour se réjouit de la plainte de M. Poniatowski

« Je ne puis que me réjouir de l'initiative prise par M. Poniatowski. Cela me permettra de répondre à la preuve de la vérité des faits que j'ai exposés, en produisant les documents et en faisant entendre tous les témoins utiles à la manifestation de la vérité », a déclaré M. Remy de la Haye, en apprenant le dépôt par le ministre de l'Intérieur d'une plainte en diffamation contre lui (le Monde du 17 décembre).

Le cardinal Marty et les deux étudiants français.

Dans une déclaration à notre confrère la Croix, le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a indiqué à propos de l'incrimination de deux étudiants français accusés d'être responsables d'un attentat contre un diplomate de leur pays : « Les deux personnes arrêtées, dont la culpabilité n'est pas établie, se plaignent que l'expulsion hors de France, en novembre dernier, de quatre autres personnes les prive de la possibilité de se défendre. Il est nécessaire que la cause des inculpés soit traitée dans les plus brefs délais. »

Réductions de peine en appel pour dix-sept militants du Larzac.

La cour d'appel de Montpellier, dans un arrêt rendu mercredi 15 décembre, a réduit les peines prononcées le 2 juillet par le tribunal de grande instance de Montpellier (Aveyron) contre dix-sept paysans ou résidents du Larzac poursuivis en vertu de la loi anticasseurs (le Monde du 26 novembre). Retenant la responsabilité collective du groupe, la cour a uniformisé les condamnations, réduites à cinq mois d'emprisonnement avec sursis, pour seize des prévenus, quatre mois et demi pour le dix-septième. Des peines fermes avaient été prononcées en première instance. — (Corresp.)

Un avocat relaxé en appel.

La dixième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Max Trouiller, a infirmé le jugement de première chambre correctionnelle qui avait infligé, le 4 mai, 15.000 francs d'amende à M. Paul Déodat, avocat, pour recel d'un chèque de 8.000 francs, remis par le rapin de justice Guy Lelan, et dont le montant représentait la valeur de monnaies de collection volées. (Le Monde des 29 novembre 1976, 22 avril et 5 mai 1976).

Un centre hospitalier reconnu responsable d'un décès.

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), dans un jugement rendu jeudi 16 décembre, a déclaré le centre hospitalier de la ville responsable du décès de M. André Augier, chauffeur à l'usine Michelin (le Monde du 13 avril 1972). Le 29 décembre 1970, M. Augier avait été découvert par la police inanimé sur un trottoir de la ville. L'interne de garde diagnostiquait un état d'ébriété aiguë et ne jugeait pas utile de l'hospitaliser. Reconnu au C.H.U. le lendemain, toujours inconscient, M. Augier, finalement réanimé dans la nuit du 29 décembre, est mort le jour de Noël.

L'ancien président de la chambre de commerce du Havre condamné pour escroquerie.

M. Jean Lemaire, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie du Havre, a été condamné mercredi 15 décembre à cinq années d'emprisonnement, dont trois avec sursis, pour détournement de fonds au préjudice de l'entreprise de travaux publics Thirau-Morel, dont il était le P.-D.G. (le Monde du 25 septembre 1976). Le tribunal correctionnel du Havre a ordonné le maintien de ses deux mille trois cents salariés — ont été également condamnés : M. Claude Liébig, secrétaire général de l'entreprise, à trois ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, et les comptables — MM. François Bargain et Edmond Barbedienne — respectivement à six et trois mois d'emprisonnement avec sursis. M. Michel Héris, commissaire aux comptes de la société, a été relaxé.

● Pour diffamations envers Mlle Nelly Cavaliero, professeur de philosophie (suspendu) à Digne, M. Louis Balayé, directeur de Ici Paris, et M. Paul Fossat, auteur d'un article publié le 12 mars dernier dans cet hebdomadaire, ont été condamnés respectivement à 8.000 francs et 1.500 francs d'amende.

Contrôle judiciaire levé pour neuf ouvriers du Livre.

La chambre d'accusation de Paris, après avoir entendu, le 16 décembre, M. Charles Lederman (nos dernières éditions), a donné mainlevée des mesures de contrôle judiciaires imposées à neuf ouvriers du Livre parisiens interpellés par la police, le 2 novembre dernier, à Athis-Mons (Seine-et-Marne), après l'interception d'une camionnette d'exemplaires du Parisien libéré et défilé le même jour devant un juge d'instruction d'Evry (le Monde daté 7-8 novembre 1976).

La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. a publié à ce propos, jeudi 16 décembre, un communiqué où elle précise notamment : « Après le placement sous contrôle judiciaire de travailleurs de la presse parisienne, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, après les sollicitations du Livre C.G.T., a suivi la thèse de la défense dénonçant, en l'espèce, un véritable détournement de la loi. Ici, ainsi, le coup d'appel a-t-elle jugé en démontrant qu'il n'était pas soutenable de considérer ces travailleurs à priori comme des délinquants. »

Racisme : « Le Nouveau Guide Gauff et Millau » relaxé.

Le tribunal de Marseille a relaxé le Nouveau Guide Gauff et Millau, poursuivi à la demande de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA) et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), après la publication, dans le numéro du mois de janvier dernier, de la revue, d'un article intitulé « Où est passé Martin ? » (le Monde du 20 janvier). Les requérants estimaient que cet article — présentant notamment le quartier de la porte d'Aix comme « un Chicago des années 30 où Dillinger se serait appelé Mustapha » — tombait sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 qui réprime la provocation à la discrimination raciale, à la haine et à la violence raciale. — (Corresp.)

Une arrestation par l'Office de répression du trafic des stupéfiants

M. Joseph Patrizzi a été interpellé mercredi 15 décembre à Saint-Florent, près de Bastia (Corse), par des enquêteurs de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants. Ecrasé à la maison d'arrêt de Bastia, il semble que M. Patrizzi ait été appréhendé après que des « passeurs » d'héroïne récemment arrêtés l'aient mis en cause. Agé de cinquante-six ans, M. Patrizzi, gérant de bar à Marseille, avait déjà été inculpé en mars 1975, dans une affaire de trafic portant sur 1.000 kilos d'héroïne.

REGARDS

« Foie gras connection »

La tempête avait fait rage, dans les Landes, au soir de la Toussaint, arrachant à grand bruit arbres, poteaux et cheminées. Personne n'avait pu fermer l'œil. Si bien que, la nuit suivante, tout le monde dormait à poings fermés, à Peyrehorade comme ailleurs.

C'est donc en toute tranquillité que des inconnus ont poussé la grille d'un établissement local, chargé dans l'Estafette de la maison tout le stock de foie gras et de confit — 150.000 F — qu'ils ont jeté un coup d'œil indifférent aux jambons, aux saumons, et même au caviar, et sont repartis en fermant la porte.

Le temps n'est plus où quelques centaines de grammes de la précieuse denrée disparaissaient dans la sacochette d'amateurs fauchés, ou cueux de varier leur ordinaire. On vole désormais par camions entiers : 1 tonne de marchandises à Peyrehorade, presque autant à Aire-sur-Adour — dont 400 kilos de truffes, à 500 F le kilo, — à Orthez, Mugron, Agen, sans oublier Sarlat, dans le Périgord. Les gendarmes partis à la poursuite des pilliers sont persuadés qu'ils ont affaire à une bande installée dans la région aquitaine, organisée, spécialisée.

Il faut dire que, pour des professionnels, c'est l'absence de l'art que de dévaliser ces entrepôts, si mal défendus que les assureurs ne veulent même pas en entendre parler. Dans une seule pièce d'une conserverie d'Aire-sur-Adour, les gendarmes

ont compté pour près de 4 millions de francs de marchandises : « C'est de l'or en barre, il faut le protéger », disent-ils. « Ils me prennent pour la Banque de France », répond le directeur. Je ne peux tout de même pas enfermer mes boîtes dans une chambre forte. »

Ce directeur, lui, a eu de la chance. Les hasards d'une autre enquête ont permis de découvrir intacte, chez un receleur des Lias (Seine-Saint-Denis), au milieu d'un bric-à-brac d'objets volés, ses 400 kilos de truffes et 110 kilos de foie gras sur les 400 kilos qui avaient disparu de chez lui.

La trouvaillerie a confirmé les enquêteurs dans leur certitude : la « foie gras connection » abouit à Paris. Autre certitude : le foie gras volé est vendu à des restaurateurs. Il paraît qu'à cette période de l'année il ne s'en trouve pas beaucoup — même non des moindres — pour fermer leur porte au père Noël équivoque qui leur offre un foie gras sans étiquette et sans facture.

Il y aurait aussi une filière vers Monaco, où les passagers de certains yachts ont sans doute la conscience moins délicate que le palais.

La course actuelle des marchés favorise nettement ce commerce parallèle. Si le foie de canard frais stationne modestement à 120 F le kilo, celui de l'ois se vend en ce moment 200 F sur les marchés d'Aire ou de Dax 25 % de plus que l'an dernier. Mis en boîte et expédié aux abords de la Madeleine, il atteint trois fois ce prix. Au cours officiel. Autrement, c'est moins cher, évidemment. Mais que les gastronomes se rassurent : tout comme l'argent, le foie gras volé n'a pas d'odeur.

FRANÇOISE BERGER.

Les crimes de l'Oise

LE SUSPECT ARRÊTÉ N'A FAIT AUCUN AVEU

Marcel Barbeault, âgé de trente-cinq ans, domicilié à Montataire (Oise), a été inculpé jeudi après-midi 16 décembre par Mme Marie Broger-Petit, juge d'instruction au tribunal de Senlis, d'assassinat et écorné à la maison d'arrêt d'Amiens pour le meurtre de Mme Françoise Jakubowska, le 6 janvier dernier à Villers-Saint-Paul, près de Nogent-sur-Oise. Marcel Barbeault n'a fait aucun aveu concernant les crimes de l'Oise.

Régulier dans une usine chimique, Marcel Barbeault, marié, père de deux enfants, avait été arrêté jeudi 14 décembre après une perquisition à son domicile qui avait permis aux policiers de découvrir, outre une matraque et un poignard, une carabine 22 long rifle. C'est l'expertise balistique confiée au professeur Cecaldi, de l'identité judiciaire, à Paris, qui a permis, selon le juge d'instruction, d'inculper Marcel Barbeault. Ce dernier, d'après M. Antoine Comit, directeur régional du S.R.P.J. de Lille, était le seizième d'une liste de cent cinquante suspects établie à partir d'une vaste opération de police effectuée au mois de décembre 1975.

Marcel Barbeault a également été inculpé de vol pour avoir volé le 6 décembre dernier plusieurs objets et vêtements dans le local d'un gardien de cimetière de Nogent-sur-Oise.

Les policiers vont maintenant essayer de déterminer si cet homme est l'auteur des sept autres crimes commis dans l'Oise au cours des sept dernières années, qui avait provoqué une véritable psychose dans la région (le Monde daté 11-12 janvier).

Soyez Cannois
chaque année durant plusieurs semaines !

Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.

Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chien sera fait tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.

Formule Solhôtel
la multicoropriété hôtelière

61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)
06400 Cannes Tél : (93) 47 15 85

Pour en savoir plus sur votre formule Solhôtel envoyez-moi gratuitement :

☐ votre brochure de présentation, ☐ la grille des 16 périodes et des prix.

Mon nom : _____
Ma profession : _____
Mon adresse : _____
Mon code téléphonique : _____

collection Témoigner / Stock 2

Christian HENNION

CHRONIQUE DES FLAGRANTS DELITS

Le scandale d'une juridiction absurde enfin dénoncée

collection dirigée par J.G. Barrau

dans la même collection

SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
par le Syndicat de la Magistrature

Stock

L'Allemagne à volonté.

Air France met au service des hommes d'affaires gagnant l'Allemagne, le réseau le plus important au départ de Paris et de la province.

- **5 métropoles à la première heure.**
Air France propose aux voyageurs soucieux d'être au plus tôt en Allemagne un départ pour Francfort à 7 h 45, et les premiers départs à destination des grands centres économiques : Stuttgart (7 h 50), Berlin (8 h), Düsseldorf (8 h), et Munich (8 h 10).
- **De Paris, 99 vols hebdomadaires.**
Chaque semaine, Air France offre au départ de Paris, 25 vols vers Francfort, 6 vers Stuttgart, 18 vers Düsseldorf, 18 vers Berlin, 6 vers Cologne, 13 vers Hambourg et 13 vers Munich.
- **Berlin en exclusivité.**
Seul Air France dessert Berlin au départ de Paris. Trois fois par jour en semaine, 1 fois le samedi et 2 fois le dimanche.
- **Francfort au départ des régions.**
Air France gagne Francfort au départ des grandes capitales régionales. Chaque jour sauf samedi et dimanche de Lille, Marseille, Toulouse et Bordeaux. 2 fois par jour sauf samedi et dimanche de Lyon.

Pour être toujours présent sur les marchés allemands, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* were determined by the method of Arar and Collins (1971).

SCIENCES

La renonciation par la France de l'exportation d'usines de retraitement nucléaire

Nous sommes ravis d'apprendre cette décision, c'est une très bonne nouvelle », a déclaré jeudi 16 décembre un porte-parole du département d'Etat en apprenant la décision de la France de ne plus autoriser jusqu'à nouvel ordre la vente à des pays tiers d'usines de retraitement de combustibles irradiés. De son côté, M. Javits, sénateur républicain de New-York, qui a récemment rencontré M. Giscard d'Estaing, a estimé que la France était désormais prête à rejoindre le camp des pays qui luttent contre la prolifération.

L'Allemagne fédérale, qui est également exportatrice d'usines de retraitement, n'a fait aucun commentaire et rien n'indique qu'elle s'approprie à prendre une décision du même ordre. Vendredi, la presse ouest-allemande se contente d'annoncer la décision française.

A Paris, dans le bulletin « la Politique ce matin », Georges Brousseau, qui exprime les vues de certains gaullistes, remarque que l'Allemagne fédérale « a résisté » aux pressions américaines pour qu'elle reconsidère la vente d'une usine de retraitement au Brésil, et il pose la question :

« Les inconvénients économiques de la non-

velle politique française d'exportation nucléaire pourront-ils faire l'objet de compensation de la part des Etats-Unis ? » Et il répond : « On ne voit pas bien quel créneau privilégié pourrait être garanti à la France sur les marchés mondiaux. » Il n'exclut pas que les Etats-Unis se montrent plus accommodants pour l'atterrissage de Concorde.

« La Lettre de la Nation » déclare de son côté : « La décision (...) répond au souci nettement affirmé des Etats-Unis, et plus discret de l'U.R.S.S. Est-elle bonne pour la France ?

Economiquement sûrement pas. Politiquement,

la question est posée. » Il semble en tout cas que la décision française ait été prise sans consultation de la principale partenaire économique et, en la matière concurrente, l'Allemagne fédérale qui jusqu'à nouvel ordre garde les mains libres.

La France n'a apparemment pas obtenu en plus pour son geste de compensation américaine, du moins au préalable. On ne voit d'ailleurs pas comment elle pourrait en obtenir, en négociant une telle que la nouvelle administration américaine n'est pas en place. — M.

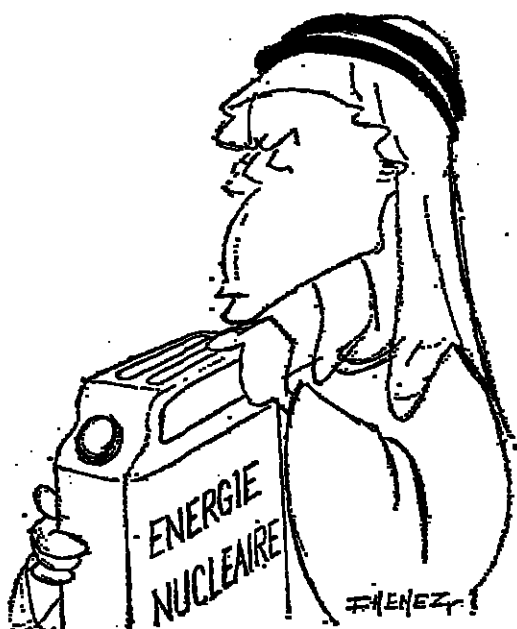
Paris pourrait participer à la création d'usines multinationales

La décision, annoncée par la France, de ne plus vendre d'usines de retraitement d'implique pas l'intention de renoncer à toute transaction bilatérale dans ce domaine : Paris entend assurer les services du cycle de combustible qui lui seraient commandés en mettant par exemple à la disposition de pays tiers ses propres capacités de retraitement. Ainsi le Japon — que la France a aidé à construire une unité de retraitement capable, dès maintenant, de produire près de 1500 kilogrammes de plutonium par an (suffisante, notons-le en passant, pour fabriquer plusieurs bombes atomiques, mais insuffisante pour les besoins énergétiques futurs du pays) — donnera à retraiter à la France des combustibles irradiés ; il récupérera les déchets correspondants, mais le plutonium produit restera propriété française, ou sera restitué sous une forme « non dangereuse », par exemple mélangé à de l'uranium, pour en faire un nouveau combustible.

erreur dans certaines éditions du Monde du 17 décembre.

Cela indique — ce que l'on confirme dans les milieux bien informés — que l'Alsacien est disposé

usines d'enrichissement de l'uranium : l'enrichissement de M. Jimmy Carter affirme même que le nouveau président des Etats-Unis s'opposera au retraitement « en général ».



(Dessin de J. HENRI.)

Une « convergence d'analyses »

Bien plus, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a laissé entendre à la sortie du conseil que l'embargo nouvellement appliqué n'exclut nullement l'éventualité de discussions multilatérales sur le problème du retraitement (et non bilatérales comme nous l'avons écrit par

à participer à la mise sur pied d'usines multinationales de retraitement, suivant la proposition faite récemment par M. Henry Kissinger. Il paraît cependant improbable que la nouvelle administration démocratique reprenne telles quelles ces propositions — qui intéressaient également les

Toujours dans les milieux informés, on souligne que la nouvelle ligne de conduite adoptée par la France dans la lutte contre la prolifération ne constitue pas un alignement sur les positions américaines, mais correspond plutôt à une convergence d'intérêts. On affirme que la décision prise jeudi n'est la conséquence d'aucune pression de la part des Etats-Unis ou d'autres pays. Les dangers réels de la prolifération, indique-t-on en substance, sont vraiment apparus au cours de ces dernières années, en particulier avec l'explosion, en mai 1974, de la bombe indienne et la mise en route des premières installations industrielles de retraitement, dont l'usine de la Hague. La question du retraitement, affirme-t-on, s'est tout particulièrement posée du fait des demandes exprimées à ce sujet par des pays dont les motivations économiques n'apparaissent pas clairement, et qui pouvaient songer à se doter de ces installations pour fabriquer des bombes.

LE COMMUNIQUÉ DE L'ÉLYSÉE

Au terme de la réunion du conseil de politique nucléaire extérieure, M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, a donné lecture du communiqué suivant :

« Fidèle à sa tradition pacifique et humanitaire, la France entend ne pas contribuer à la terrible menace que constitue la prolifération de l'arme nucléaire. En application des principes arrêtés le 17 octobre dernier par le conseil de politique nucléaire extérieure, le gouvernement français a décidé de ne plus autoriser, jusqu'à nouvel ordre, la signature de contrats bilatéraux portant sur la vente à des pays tiers d'installations industrielles de retraitement de combustibles irradiés. »

« Il rappelle, conformément aux termes de sa déclaration du 11 octobre, que l'énergie nucléaire représente pour un certain nombre de pays une source d'énergie compétitive et nécessaire à leur développement, la France reste disposée à contribuer à la mise en œuvre de ses applications pacifiques selon les principes qu'elle a définis. »

Pas commercialisable avant plusieurs années

On indique encore, s'agissant des réacteurs nucléaires de seconde génération, susceptibles d'utiliser le plutonium comme combustible (des surréacteurs essentiellement), que ce type de matériel ne sera pas commercialisable avant plusieurs années : une éventuelle livraison de pluto-

nium pour ces réacteurs ne se pose donc pas pour le moment.

Pour ce qui concerne le contrat signé entre la France et le Pakistan, M. Lecat a rappelé la position française, c'est-à-dire que Paris respecterait l'engagement pris. De plusieurs sources, on confirme sans ambiguïté qu'un tel contrat ne serait, évidemment, plus signé aujourd'hui : on note également que l'Allemand, qui risque de voir les Etats-Unis et le Canada suspendre leurs livraisons d'uranium enrichi, pourrait bien être amené à reculer.

L'industrie française ne sera que peu touchée par la décision du gouvernement français. La société Saint-Gobain-Techniques nouvelles, filiale du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (S.G.P.M.) et sous-traitant du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), ne fournit que l'ingénierie des usines, édifiées sur place avec une quantité relativement réduite de fournitures extérieures. A titre d'exemple, cette filiale emploie 100 personnes sur 400 dans l'exécution du contrat avec le Pakistan.

Le conseil de politique extérieure — M. Lecat a rappelé jeudi qu'il s'agissait d'un organisme permanent — se réunira à nouveau au début de l'année prochaine. Il devrait, pour la première fois, se pencher sur des cas précis.

La banalisation du plutonium

(Suite de la première page.)

C'est que, justement, beaucoup de choses ont changé depuis le début des années 70. En particulier, la crise pétrolière de 1973 a bouleversé bien des plans sur l'échiquier de la situation énergétique mondiale. Pour un bon nombre de pays, l'énergie nucléaire, autrefois un luxe, est devenue de bon ton de faire partie d'un club aussi prestigieux, — est devenue une nécessité vitale.

Le désir de nombreux pays, de se doter de centrales nucléaires, paraît donc absolument légitime. C'est cette légitimité qu'a justement reconnu le conseil de politique nucléaire extérieure français, dans les six « principes » énoncés lors de sa seconde réunion, le 11 octobre.

La définition d'une politique de retraitement ne peut pas échapper à cette analyse, à terme du moins. Selon les chiffres cités en novembre dans une conférence internationale à Washington par M. André Giraud, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), l'utilisation des réacteurs surréacteurs permettrait de dégager, à partir des ressources naturelles prouvées en 1975, 2200 milliards de tonnes d'équivalent-pétrole d'énergie, contre 45 milliards pour l'utilisation des centrales nucléaires classiques seules et 300 milliards pour le

pétrole : l'appel aux surréacteurs apparaît donc indispensable. M. qui dit surréacteur dit plutonium et donc retraitement.

Toujours suivant l'étude réalisée par le C.E.A. et citée par M. Giraud, qui, du fait de sa fonction, membre du conseil de politique nucléaire extérieure, — huit prairont, en l'an 2000, un besoin de nomique réel de posséder une unité de retraitement. Ce chiffre passe quinze en 2015, avec l'arrivée sur terrain des pays importants en vue de développement, dont l'Asie. Le premier est le Brésil, auquel l'Amérique s'est d'ailleurs engagée à livrer une usine de retraitement. N'est donc probablement pas une simple clause de style que le conseil a adoptée en arrêtant l'exportation de la technique de retraitement « jusqu'à nouvel ordre ».

Un « transfert de technologie » inévitable

A terme, la prolifération, sin de l'arme atomique elle-même, moins du plutonium est donc inévitable ; et on voit mal au nom quel principe les pays privilégiés d'aujourd'hui pourraient à jamais tarder l'accès des pays en développement, dont la consommation d'énergie est vouée à s'accroître rapidement, à une matière première d'une telle importance. Tôt ou tard les pays industrialisés devront accepter, sous la menace peut-être, un « transfert de technologie » inévitable. Il convient d'ailleurs de souligner que la mise au point d'usines de retraitement ne pose pas, en soi, de problèmes insolubles : les problèmes chimiques du retraitement du domaine public depuis 1955, les seules difficultés techniques restantes de la protection biologique d'opérateurs : un pays disposant d'un niveau technique non exceptionnel, éventuellement assisté d'ingénieurs formés dans des pays judicieux, choisis, pourrait bien, sur prix payé, être de quelques années à l'avance sur les autres. Le domaine voisin, celui de l'enrichissement, l'Afrique du Sud par exemple, n'a pas de problème de ce genre. Les voies de la non-prolifération sont donc étroites, et il est clair que la politique internationale dans ce domaine ne pourra être menée, finalement, qu'au coup par coup, manière pragmatique, en attendant l'apparition, peut-être hypothétique, d'un nouvel équilibre stratégique mondial, plus « équilibré ». La création d'un organisme permanent comme conseil de politique nucléaire extérieure était à cet égard bienvenue.

Que faire donc aujourd'hui ? L'Assemblée disposée à accorder aujourd'hui au désir exprimé hier par l'Amérique, par la bouche de M. Kissinger, pour ce qui concerne la création de centres multinationaux de retraitement. M. Lecat paraît peu disposé à reprendre ce point les propositions du secrétaire d'Etat de l'administration républicaine. Et il est vrai que bien obstacles, politiques et pratiques, rendraient périlleux une telle tentative, surtout si elle tend à créer un nouveau monopole qui ne serait accepté par tous : le dar pourrait alors être plus grand encore conduisant à la formation, front des pays non nucléaires, d'un bloc de pays nucléaires, désireux de le devenir. Les Etats-Unis, qui restent pour le moment l'abri derrière leurs ressources énergétiques considérables, ne pourront longtemps camper sur des positions acceptables par eux seuls.

XAVIER WIEGERS

Pourquoi une usine de retraitement au Pakistan ?

En prévoyant de se doter, d'ici à la fin du siècle, de centrales nucléaires représentant une capacité installée totale d'environ 5 000 Mw, et d'une usine de retraitement commandée en France, le Pakistan a fait des choix plus politiques et militaires qu'économiques. Sa consommation d'énergie est encore très faible et elle sera de 600 MW en 1980. Actuellement, les hydrocarbures constituent la principale source de production d'énergie (à raison de 40 % de pétrole et de 35 % pour le gaz naturel) ; les ressources hydrauliques comptent pour 18 % et le charbon 7 %. Les produits pétroliers sont, pour une large partie, importés mais la recherche est menée avec plus de vigueur depuis quelques années sur le territoire national.

Toutes les richesses minières pakistanaises sont loin d'avoir été mises en valeur et leur inventaire complet n'est pas encore achevé. Actuellement, les hydrocarbures constituent la principale source de production d'énergie (à raison de 40 % de pétrole et de 35 % pour le gaz naturel) ; les ressources hydrauliques comptent pour 18 % et le charbon 7 %. Les produits pétroliers sont, pour une large partie, importés mais la recherche est menée avec plus de vigueur depuis quelques années sur le territoire national.

Un appel d'offres d'Islamabad

Le Pakistan possède en effet de substantielles réserves de gaz naturel, le charbon est peu exploité et les experts estiment que les ressources hydroélectriques sont insuffisamment développées, que les barrages peuvent aussi servir à l'irrigation.

Le réacteur atomique de Karachi, d'une capacité de 140 Mw, a été installé avec l'aide du Canada.

Les déchets produits par cette centrale seront très insuffisants pour alimenter l'usine de retraitement attendue de la France. C'est pourquoi Islamabad a lancé un appel d'offres pour la fourniture d'une nouvelle centrale, plus puissante que la première, elle sera de 600 MW et sera installée dans le centre du pays (la société française Framatome s'est placée sur les rangs). L'usine de retraitement ne disposera donc pas avant longtemps, si tant est qu'elle soit implantée, d'une matière première en quantité suffisante pour fonctionner. Qu'adviendra alors le plutonium produit ? Ne servira-t-il pas à la fabrication d'engins atomiques puisque le Pakistan ne semble pas en avoir l'usage prévu ? Il pourrait être vendu à d'autres pays, ont avancé les autorités pakistanaises, afin d'accroître la thèse qu'elles ne poursuivent que des objectifs « pacifiques ».

A la vérité, M. Bhutto, le premier ministre, souhaite depuis de nombreuses années que son pays dispose d'une capacité nucléaire susceptible de faire pièce à celle qu'a développée l'Inde. Il y a dix ans, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, M. Bhutto avait déclaré : « Nous fabriquerons la bombe même si nous devons manger de l'herbe pour y parvenir. » Or, depuis cette époque, l'Inde a procédé, en mai 1974, à l'explosion de son premier engin atomique. Les Pakistanais ayant eu coup pris conscience de leur retard, ont décidé d'accroître leur programme nucléaire : des provisions budgétaires (30 % des dépenses de développement) ont été affectées par l'aide extérieure ont été faites à cet effet. Il est enfin significatif qu'Islamabad, pas plus que l'Inde, n'ait pas signé le traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

GÉRARD VIRATTE

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

- Washington, Caracas et Rio : Concorde.
- Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.
- Amérique du Nord : des exclusivités.
- Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

- Amérique du Sud : 11 villes desservies.
- Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogotá, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

LE MONDE diplomatique

Numéro de décembre

LE PORTUGAL EN ÉQUILIBRE INSTABLE (Reportage d'Yves Hardy)

LES NATIONS UNIES PEUVENT-ELLES ÊTRE DÉMOCRATISÉES ? (Marc Nerf)

Le numéro : 5 F.

Publication mensuelle du Monde 5, rue des Italiens 75001 PARIS Cedex 02 (EN VENTE PARTOUT)

vacances, nouvel art de vivre...

Le tourisme.

B.A.S.F. abandonne son projet de centrale nucléaire de puissance électrique de 780 Mw (le Monde du 21 mai 1976) à l'étude depuis 1968. Ce projet, qui achoppait sur des problèmes de protection de l'environnement, s'est finalement révélé non rentable. Le développement de l'usine à 5 kilomètres en aval du Rhin, hors la plate-forme de Ludwigshafen, qu'éviteraient les autorités fédérales, représentait à lui seul un coût supplémentaire de 300 millions de D.M. (millions de francs). La centrale serait néanmoins construite, mais par un service public allemand et à 8 kilomètres de l'emplacement initial. B.A.S.F. se bornant à participer à l'édification pour 1,5 milliard de D.M. alors que le projet initial aurait coûté 2,1 milliards de D.M.

هناك الاموال

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

dérèglement des mécanismes de l'Europe Verte inquiète vivement les organisations paysannes

A l'approche des conseils des ministres de l'agriculture des 17, qui auront lieu à partir du 20 décembre et seront consacrés à la régularisation du marché laitier, à l'aménagement du mécanisme des montants compensatoires et aux prix agricoles pour les prochaines campagnes, les diverses organisations professionnelles marquent leurs inquiétudes sur les projets ou la situation récurrente.

En ce qui concerne le marché laitier, les producteurs rappellent que le refus absolu d'une taxe d'exportation destinée, selon eux, à déstabiliser le marché. Les industriels et les coopératives sont même avisés que les surtaxes prévues par les pays membres du commerce international sont provoquées par le mécanisme des montants compensatoires. Le dérèglement est tel que la France est en effet en passe de devenir importatrice nette de lait, et qu'elle perd ses marchés. L'Union professionnelle laitière (U.N.I.L.) demande à Christian Bonnet que la France suspende l'application des montants compensatoires tant que les ajustements des prix agricoles des produits laitiers ne se sont pas réalisés au sein de la C.E.E. et qu'elle mette en œuvre un prêt à la négociation sur l'assainissement du marché laitier.

Les « paysans-travailleurs » insistent de leur côté sur le fait que le lait en fonction de la sur en matière protéique, pour les producteurs de viande (P.N.R.), qui sont menacés par une prochaine ouverture frontalière aux viandes des « tiers, il faut « maintenir la us de surveillance (certificats d'origine) tant que le régime communautaire ne sera pas satisfaisant ». La F.N.E. qui est désaccord avec les propositions faites par la commission de l'agriculture, demande que le prix de base des catégories de viande dans la Communauté soit au moins égal à 100 % du prix d'orientation, et que l'indexation reste permanente et se fasse comme par le passé à 93 % du prix d'orientation.

S MINISTRES DES FINANCES DES NEUF ADOPTENT UN SYSTÈME COMMUN DE PERCEPTION DE LA T.V.A.

(De notre correspondant.)
Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des finances de la C.E.E. ont adopté, le 17 décembre, à un accord sur le système commun de perception de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). Les recettes de la taxation des biens, services et transactions retenus par les neuf États membres à partir du 1^{er} janvier 1978. Cette contribution, pouvant aller jusqu'à 1 % du montant total des sommes perçues, représentera environ 40 % des dépenses de la C.E.E. couvertes jusqu'à présent par les contributions nationales. Les 60 % restants font déjà l'objet de versements automatiques par le Trésor au budget de la C.E.E. Les droits de douane et des prélèvements agricoles (taxes à l'importation).

Pour vos vacances, un nouvel art de vivre... le naturisme.

Au soleil en hiver.
Faites du naturisme
aux Iles Maldives
dans l'Océan Indien.
La où le paradis
terrestre est réalité.
14 jours Paris-Paris 5.370 F.

**CLUB NATURE
TOURENA**
10 rue Pierre-Demours
75017 Paris tél. : 766.38.75

AFFAIRES

Les industriels du textile se préoccupent de la poussée des importations

Le déferlement des importations de textiles étrangers, surtout de Chine, M. Léon-Louis Weil, président de l'Union nationale, a noté le 18 décembre, au cours d'une conférence de presse, que, pour

les dix premiers mois de 1976, les importations de textiles manufacturés ont représenté 11,5 milliards de francs (+ 29 % par rapport à la période correspondante de 1975), alors que les exportations n'ont atteint que 10,6 milliards de francs (+ 14 %). Le solde de la balance commerciale, qui était resté positif ces trois dernières années, est donc devenu négatif.

Numéro 2 de Hoechst

M. LANZ DEVIENT PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE ROUSSEL-UCFAL

M. Kurt Lanz, vice-président du conseil de la firme chimique allemande Hoechst, vient d'être nommé président du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf, et M. J.-M. Lévesque, président du Crédit commercial de France, Crédit commercial de France, Crédit commercial de France.

M. Kurt Lanz faisait déjà partie du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf en qualité de président-directeur général de la Compagnie financière Chimie, société holding devenue la propriété de Hoechst AG, et qui détenait la participation de 60,02 % acquise en 1974 par la firme allemande dans le capital de Roussel.

À l'occasion de la révision de ces accords, les industriels français demandent « fermement » aux pouvoirs publics et aux instances communautaires la mise en œuvre d'une politique globale fixant des seuils maximaux de pénétration des importations venant des pays tiers. La part actuelle de ces importations dans la consommation textile de la C.E.E. atteint 35 % alors qu'elle est de 10 % aux États-Unis et de 12,5 % au Japon.

Enfin, évoquant les difficultés des entreprises, M. Weil a indiqué que le chômage partiel qui a été réduit cette année par rapport à 1975 constituerait vraisemblablement une nouvelle poussée en 1977.

DISCOTHÈQUE IDÉALE: L'ÉDITION 1977 EST PARUE

Cet ouvrage, publié par la revue musicale Harmonie, est destiné à guider les mélomanes dans la constitution d'une discothèque et dans le choix d'interprétations de qualité. Il donne, les uns, deux ou trois meilleures interprétations de toutes les œuvres classiques au catalogue français. Pour chaque compositeur, un tableau synthétique suggère les œuvres à acquérir. Meilleurs points de vente: 55 E. Harmonie 603.41.16.

"J'ouvre un salon de coiffure masculin qui va plus loin."

"Mon but : personnaliser votre coiffure, établir un bilan capillaire si nécessaire, assurer une meilleure santé de vos cheveux avec la phytothérapie (soins des cheveux par les plantes)."

Patrick ALES
35, Av. Franklin-Roosevelt, Paris 8^e
1^{er} étage - Tél. 723.35.82



J.H. DAVID La politique monétaire Coll. "Finance" dunod 39 F



CERTAINS
FRANÇAIS
LISENT
UN SECOND
QUOTIDIEN
CHAQUE
JOUR.

JUSQU'AU 31 DECEMBRE 76

Des occasions
"hors série"
Les Simca 1100
"Hiver"

Une sélection de voitures révisées
et garanties 4\$, 6 mois ou 10.000 km sur contrat,
spécialement équipées pour votre sécurité
et votre confort :
5 pneus neufs, phares antibrouillard,
tapis sisal, housses de sièges façon mouton
et pour votre plaisir un autoradio.

Chez votre concessionnaire
Chrysler-Simca



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA HAUSSE DU PÉTROLE DÉCIDENT A LA CONFÉRENCE DE L'OPEP ET SES CONSÉQUENCES

Pour la France une dépense supplémentaire de 4,7 milliards de francs

Les décisions prises à Qatar en octobre ont entraîné une hausse des prix du pétrole brut de 5 % à partir du 1^{er} janvier. Cette hausse se traduira par une augmentation de la balance commerciale française que l'on peut chiffrer approximativement à un peu moins de 5 milliards de francs en année pleine.

En 1976, la France aura importé quelque 113 millions de tonnes de pétrole brut pour une somme globale de 54 milliards de francs. De ce chiffre, il faut déduire les réexportations de produits raffinés (3 milliards), soit un solde net déficitaire pour la balance pétrolière de 51 milliards de francs. Pour déterminer très exactement l'impact des décisions des pays producteurs, il faut introduire de nombreux paramètres : évolution de la consommation et surtout variations du cours du dollar — ou plutôt du franc par rapport à la devise américaine. L'administration estime qu'en 1977, compte tenu d'une croissance modeste de la production intérieure brute, et des résultats attendus de la campagne pour les économies d'énergie, la France consommera à peu près la même quantité de pétrole que cette année. En supposant que le cours moyen du dollar reste identique, une hausse uniforme de 10 % des prix du brut le 1^{er} janvier 1977 aurait coûté 5,1 milliards de francs de plus à la France. Mais les choses ne sont pas, cette fois, aussi simples. La scission au sein de l'OPEP et les augmentations différenciées qui en découlent vont — à moins qu'on ne parvienne dans les prochains jours à un compromis, — singulièrement compliquer les choses.

L'Arabie Saoudite est, de loin le premier fournisseur de pétrole brut de la France. Les importations françaises, qui ont considérablement augmenté ces dernières années, dépassent les 40 millions de tonnes, et représentent environ 25 % du total de nos achats. Les livraisons en provenance des Emirats arabes unis (Abou-Dhabi essentiellement) avoisinent les 12 millions de tonnes, soit un peu plus de 10 % au total.

La répercussion sur les prix de détail : entre 0,3 et 0,8 %

Ces deux membres de l'OPEP ont décidé de n'augmenter le prix de leur brut que de 5 % au 1^{er} janvier. Les onze autres membres, majorant leurs prix de 10 % au début de l'année puis de 5 % au 1^{er} juillet, ce qui correspond en fait à une hausse moyenne sur l'année de 12,7 %. Conséquences : le coût supplémentaire de nos importations en provenance d'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis sur l'ensemble de l'année 1977 serait d'environ 1,15 milliard de francs et le rattachement de nos achats auprès des autres membres de l'OPEP s'élèverait à 3,5 milliards de francs, soit un total entre 4,6 et 4,7 milliards de francs. La facture probable du pétrole ne serait donc que très légèrement supérieure aux 55 milliards de

francs, plafond fixé par le gouvernement.

Quel effet aura la hausse du prix du brut sur les prix de détail mesurés par l'indice de l'INSEE et la croissance économique en France ? La ponction externe que représente sur la richesse nationale une hausse moyenne d'un peu moins de 10 % a un effet dépressif sur la croissance qu'on peut évaluer à environ 0,5 ou 0,6 % et un effet inflationniste qu'on estime à 0,3 ou 0,4 %, si les pouvoirs publics — ou les chefs d'entreprise — empêchent les effets induits de jouer (répercussions sur les salaires de la hausse de l'indice, puis des salaires sur les prix par alourdissement des coûts de revient, etc.). En revanche, si jouent les effets induits, la hausse de l'indice des prix serait de 0,8 % environ : il en serait de même pour les salaires.

Ainsi, la croissance en 1977, qui, selon les estimations officielles (comptes prévisionnels de la nation) devait atteindre 4,8 % en volume serait ramenée à 4,2 %. La hausse des prix de détail que M. Barre entendait ramener à 6,5 % en 1977, atteindrait 6,8 % si l'on excipait les effets indirects, ou à 7,3 à 7,5 % si jouent ces effets indirects.

Relèvement immédiat des tarifs des produits pétroliers ?

Pour le gouvernement français, il va s'agir maintenant de prendre un certain nombre de décisions. Quand va-t-on répercuter dans les prix aux consommateurs les décisions de Qatar, comment modèlera-t-on la hausse selon les différents produits (fuel domestique, carburant, les tarifs du fuel industriel étant théoriquement libres et suivant l'évolution des cours du marché international).

Sur le premier problème, il existe deux écoles de pensée : les uns font valoir que le pétrole brut n'arrivera en France aux nouveaux tarifs qu'environ quarante-cinq jours après leur application, compte tenu des délais de transport. La répercussion sur les prix aux consommateurs ne devrait donc s'appliquer qu'à partir du 15 février. Pour les autres, il faut augmenter les tarifs français dès le 1^{er} janvier, et ce pour deux raisons : d'une part, pour profiter de l'impact psychologique, d'autre part, pour donner aux compagnies pétrolières, notamment aux deux françaises, Elf-Aquitaine et la Compagnie française des pétroles, un ballon d'oxygène. Celles-ci estiment, en effet, qu'elles sont quelque peu lésées par les prix actuellement en vigueur sur le marché intérieur puisque le cours de référence retenu par l'administration lors de la dernière augmentation est de 4,89 F, alors que le devise américaine a évolué toutes ces dernières semaines autour de 5 F.

Quant à la modulation de la hausse selon les produits, elle n'est pas encore déterminée. Cependant, on peut penser que les carburants seront plus touchés que le fuel domestique.

La polémique entre le parti communiste et les compagnies pétrolières rebondit

« M. Marchais raconte n'importe quoi et trompe les Français », écrit M. Demargne, président de l'Union des chimistes syndicaux de l'industrie du pétrole, dans une lettre ouverte adressée au secrétaire général du P.C.F. et publiée en première page par l'« Humanité » dans son édition du 17 décembre. Le président de l'U.S.C.I.P. entend ainsi répondre aux propos tenus, ces derniers jours, par M. Marchais accusant les compagnies de réaliser 4 milliards de francs de superprofits.

« Tout le monde connaît le prix du pétrole brut (arabe léger) qui sert de référence à l'OPEP : 11,51 dollars par baril, soit 11,51 x 7,35 x 5 = 423 F par tonne », note M. Demargne. « A l'autre bout, poursuit-il, nous connaissons également le prix du pétrole brut importé en France, qui fait l'objet de déclaration par les sociétés de raffinage et d'un contrôle par la direction générale des douanes. Ce contrôle a fait apparaître un prix CAF (1) moyen à l'entrée en France de 468,91 F par tonne pour octobre 1976. Le fret moyen étant de 42 F par tonne, le coût du brut entré en France a donc été de 427 F par tonne pour la moyenne des pétroles importés au cours de ce mois. »

« Pour tout esprit normalement constitué, conclut M. Demargne, il y a une remarquable coïncidence entre ces deux prix, surtout lorsque l'on sait que le pétrole OPEP représente 90 % de nos approvisionnements. »

Dans sa réponse, M. Georges

Marchais assure que « dans sa lettre, M. Demargne donne un prix de référence de 423 F par tonne. Mais ce prix n'est pas le prix réel. Il ne constitue que le bas de référence pour la fiscalité dans les pays producteurs. Je réaffirme que le coût réel d'accès au pétrole brut des trusts étrangers est inconnu ». Estimant ensuite que M. Demargne ne répond pas en parlant du prix moyen à ses interrogations sur le prix demandé par les sociétés étrangères à leurs filiales, M. Marchais maintient également « que les trusts étrangers opèrent un détournement que des études sérieuses (...) permettent d'évaluer à 400 milliards d'anciens francs ». Et de conclure : « Il y a donc bien un racket des trusts pétroliers qui rançonnent le pays au détriment du niveau de vie de sa population et de l'équilibre de sa balance commerciale. »

(1) Prix à la livraison, transport et assurance compris.

A TF 1, le 13 janvier

DÉBAT ENTRE MM. FOURCADE ET MARCHAIS

L'émission d'information de TF 1 « L'événement » communique : « Le débat entre M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., et M. Fourcade, ministre de l'Équipement, et qui traitera des problèmes du pétrole, aura lieu le jeudi 13 janvier 1977 dans le cadre de l'émission « L'événement ».

Les pays producteurs divisés

(Suite de la première page.)

Les plus virulents sont la main américaine planer sur la conférence, envisageant même de ne pas accepter de descendre en dessous de 12 %. Mais l'impasse alors ne semblait pas différente de celle que connaît régulièrement l'OPEP. « Nous sommes très proches de la situation de Vienne », affirmait même, lors d'une conférence de presse, le Dr Amouzgar, ministre iranien du pétrole.

A la différence de Vienne

À Vienne, en septembre 1975, l'Iran avait en effet été favorable à une hausse de 20 %, tandis que l'Arabie Saoudite prônait, comme aujourd'hui, le « gel » des prix. Le taux d'augmentation finalement retenu avait été de 10 %, à égale distance du « gel » de M. Yamani et des 20 % de M. Amouzgar. À Doha, l'impasse du ministre saoudien a surpris tout le monde.

Alors qu'il y a deux semaines encore il affirmait pouvoir accepter une hausse de 10 % et avoir

du mal à s'opposer à une augmentation décidée par les autres membres, son manque de souplesse, à Doha, est apparu incompressible à beaucoup. « Rien dans l'économie mondiale n'a changé à ce point en quinze jours que ce qui était tolérable alors ne le soit plus aujourd'hui », a souligné M. Amouzgar.

Le taux de 5 % choisi par l'Arabie Saoudite peut aussi surprendre. Il y a moins d'un mois, le ministre du pétrole saoudien avait déclaré à *Business Week* : « Si nous décidons une augmentation située entre 3 % et 6 %, il y aura une autre hausse des prix de facto sur les marchés dont les compagnies seront les bénéficiaires. » La hausse prônée par l'Arabie Saoudite est en effet celle qui a connu le marché sous la pression de la demande, ces trois derniers mois. Mais le plus étonnant reste que le premier exportateur du monde ait pris le risque de violer la méthode habituelle de l'OPEP, l'unanimité qui résultait toujours d'un compromis entre thèses diverses et qu'il ait ainsi manifesté nettement un comportement libéral.

Quelles conséquences sur le marché ?

Les onze autres pays — l'Arabie Saoudite étant, en toutes circonstances, suivie par les Emirats arabes unis — ont donc refusé de se plier aux volontés du plus puissant d'entre eux. Pour manifester que la hausse ne devait pas se faire à l'encontre des pays en voie de développement, ils ont puisé dans l'adaptation le principe du versement annuel d'une importante somme forfaitaire — on parle de 800 millions de dollars — au Fonds d'aide de l'OPEP aux pays pauvres (dont l'Arabie Saoudite est, jusqu'à présent, le plus gros donateur) et d'envisager leur participation au Fonds de stabilisation des matières premières, dont la création avait été envisagée à Manille en janvier, puis à Nairobi en mai.

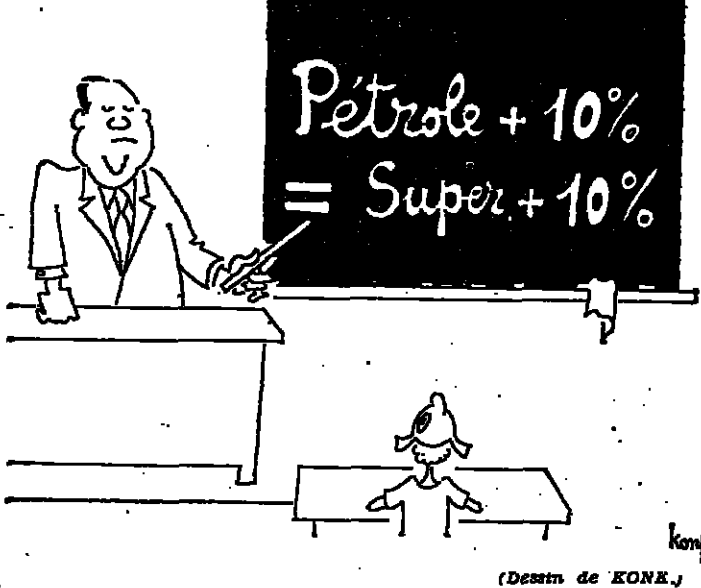
Comment l'OPEP va-t-elle réagir à ce système de double prix ? Le chef de la délégation véné-

affirmait, dans la nuit du 16 au 17 décembre, que cela serait supportable, et que les points de vue se rapprocheraient peut-être rapidement. L'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis assurent le tiers des exportations de l'OPEP.

Qui va bénéficier de la hausse de 5 % qu'ils consentent ? Les compagnies ? M. Yamani a affirmé aux autres délégations qu'il mettrait au point un système tel qu'il n'en soit rien. Seront-ce les Etats-Unis, largement importateurs de « brut » saoudien, et qui, seuls peut-être avec l'Allemagne fédérale et le Japon, auraient été à même d'absorber une plus forte hausse ? Surtout, le poids pétrolier de l'Arabie Saoudite ne risque-t-il pas d'obliger les autres pays membres à s'aligner sur ses prix ? Le principal producteur du Golfe peut aisément accroître sa production de trois millions et demi de barils par jour. Cela a causé à l'Arabie Saoudite, le 1^{er} janvier 1976, une production moyenne de janvier à septembre 1976. Mais vendredi, au cours d'une conférence de presse, M. Yamani a déclaré que « le marché seul décidera de quel niveau se fixera la production » de l'Arabie Saoudite. La phrase est ambiguë, mais lourde de menaces.

« Cette réaction des onze pays est saine, commentait un délégué algérien. Elle prouve qu'un seul d'entre eux, si important soit-il, ne peut pas dicter sa loi aux autres. » Il y a dans ces paroles une large part d'espoir. Une brèche a été ouverte. L'OPEP n'a pas été brisée ; en s'engageant à respecter certaines règles, l'Arabie Saoudite a évité de se couper d'un monde arabe sur lequel elle se sent de plus en plus une vocation paternaliste. Mais une brèche a été ouverte dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. L'évolution du marché dans les mois qui viennent dira si elle peut ou non être réduite.

BRUNO DETHOMAS.



(Dessin de KONE.)

MF 9-12-1976

épargne assurance

Si vous relevez de professions autres que médicales et agricoles
LA CAISSE DE PRÉVOYANCE MUTUELLE INTERPROFESSIONNELLE (1)

capmi

Si vous êtes agriculteur
LA CAISSE D'ASSURANCE ET DE PRÉVOYANCE MUTUELLE DES AGRICULTEURS (1)

capma

vous proposent **quel que soit votre âge**

Un "CARNET D'ÉPARGNE ASSURANCE VIE"

où vous verserez, **sans limitation et sans visite médicale,** les sommes que vous voudrez

LE CARNET D'ÉPARGNE VOUS GARANTIRA

- En cas de décès : le versement aux personnes que vous aurez désignées, d'un capital, **exonéré de droits de succession,** égal au montant des cotisations que vous aurez versées (2), majorées des attributions bénéficiaires.
- A tout moment, dès le 1^{er} anniversaire de vos versements : la possibilité de récupérer, **sans fiscalité sur la plus value de votre capital** tout ou partie de vos versements bonifiés.
- Si vous envisagez de mobiliser vos versements pendant 10 ans : la possibilité, dans la limite de 5.000 F par an, de bénéficier, en outre, de la déductibilité Assurance Vie

NOTA (1) SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE à forme mutuelle, entreprises privées régies par le Code des Assurances.

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

licenciements économiques affectent surtout le bâtiment et la construction mécanique

Les statistiques du ministère du travail, le nombre de licenciements économiques en 1976, a baissé de 16,1 % par rapport à la même période de l'année précédente : 49 647 contre 58 808. L'augmentation est surtout sensible chez les jeunes de moins de 30 ans : 19,6 % contre 12,8 % l'année précédente. Pour les mêmes périodes, le nombre d'établissements ayant procédé à des licenciements économiques est également baissé : 10 457 contre 11 247.

En septembre, on recensait treize mille demandeurs d'emploi ; depuis, en un seul mois, ce nombre s'est accru de deux mille deux cents. De ce fait, le nombre réel de chômeurs s'élève à dix-neuf mille, nombre jamais atteint au plus fort de la crise. Plus de 30 % sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

... et dans la Loire

La situation économique et sociale, nous indique notre correspondant à Saint-Etienne, s'aggrave singulièrement dans la Loire qui, à la fin du mois dernier, était devenue la lanterne rouge des départements de la région Rhône-Alpes avec une offre d'emploi pour quatre-vingt-dix-neuf demandes, soit le double de l'année précédente. En octobre, on y dénombrait 18 439 chômeurs bénéficiant des ASSÉDIC, selon les sources officielles, et d'après la C.F.P.T., 22 747. A Saint-Etienne même, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a presque triplé en deux ans, passant de 2 389 à 6 720. Dans cette ville, 3 000 personnes ont participé, jeudi 16 décembre, à un meeting pour la défense de l'emploi, à l'appel des syndicats C.F.T.C., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et F.E.N. A Roanne, une manifestation similaire, organisée par les mêmes syndicats, a également regroupé 3 000 personnes. Elle a entraîné de nombreux débrayages, surtout dans le secteur de la métallurgie où le nombre des grévistes a varié, selon les entreprises, de 75 à 100 %.

situation dans l'Isère...

upé de plein fouet par la crise, l'Isère est le département où la situation est la plus désastreuse. Le 16 décembre, M. Louis, le premier secrétaire du parti socialiste estime, selon notre correspondant, que le plan Barre se situe dans ce département par manque de potentiel et a comme conséquence d'accroître le phénomène de concentration. Ainsi, Rhône-Textiles, Neyric, Mergerin, Richier, Pechiney-Kuhlmann perdent leur unité locale, sont l'objet de cessions au niveau international ou sont absorbés. M. Mermeras, la situation de l'emploi dans le département est la suivante : « Au mois de

Metz. — A l'approche des fêtes de fin d'année, l'inquiétude grandit de jour en jour en Lorraine. Les deux dernières semaines du mois de décembre seront, en effet, marquées par l'annonce d'une vague de suppressions d'emplois dans la sidérurgie et les mines de fer (le Monde du 11 décembre). Jeudi, à l'occasion de comités d'établissement, les premières mesures ont été officiellement annoncées, mais les plus importantes ne seront que les 22 et 23 décembre, lors des comités d'établissement de Saeclor et de Solfac. Il est encore difficile de prévoir les réactions qui suivront l'annonce des décisions de licenciement. Aux laminoirs de Gondange, Hagondange, Knutange, Homécourt et Rombs, ainsi qu'à l'aciérie de cette dernière usine, l'horaire de travail sera de vingt-huit heures par semaine pour les concubus, de trente heures trente pour les discontinus. Le nouveau régime entrera en vigueur le 3 janvier, mais, comme prévu, les installations seront totalement arrêtées à Noël et au Nouvel An. Saeclor a, d'autre part, précisé que les carnets de commandes atteignant pour janvier 1977 190 000 tonnes, alors que la capacité de production est de 390 000 tonnes.

d'établissement prévoit la suppression de huit cent soixante-deux emplois pour la seule année 1977 à la suite de la décision d'arrêter trois laminoirs.

Carnets de commandes dégrais

Chez Saeclor (vingt-huit mille trois cents salariés), à moins d'une semaine de l'annonce du plan de restructuration, la direction a annoncé une aggravation du chômage conjoncturel. Aux laminoirs de Gondange, Hagondange, Knutange, Homécourt et Rombs, ainsi qu'à l'aciérie de cette dernière usine, l'horaire de travail sera de vingt-huit heures par semaine pour les concubus, de trente heures trente pour les discontinus. Le nouveau régime entrera en vigueur le 3 janvier, mais, comme prévu, les installations seront totalement arrêtées à Noël et au Nouvel An. Saeclor a, d'autre part, précisé que les carnets de commandes atteignant pour janvier 1977 190 000 tonnes, alors que la capacité de production est de 390 000 tonnes.

Mines de fer : à la mine de Saint-Pierre-Montlimbert (deux cent quarante-ax salariés) : cent vingt-trois emplois, dont cinquante-trois par licenciements, seront supprimés.

● Dans le Nord, la SOCOVEM, filiale des établissements Herbaud - Dennauin, société de confection à Roubaix, est en cessation de paiements. Un administrateur provisoire a été nommé. L'atelier de Roubaix fermera le 23 décembre : trois cents trente personnes seraient donc licenciées.

D'autre part, deux magasins de la société Herbaud-Dennauin, à Leers et à Dunkerque, seront prochainement fermés. Le service de vente sera réduit à un seul magasin, à Lille. — (Corresp.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/8	5 1/8	4 1/4
1 mois	4 7/8	5 3/8	4 5/8
3 mois	4 7/8	5 3/8	4 1/2
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 1/2

Pour exemple, nous vous donnons

le MINIMUM garanti pour 10.000 F de versement (2)

Age à l'adhésion	Anniversaire									
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
-de 50 ans	10.335	11.030	11.777	12.581	13.448	14.383	15.394	16.486	17.668	19.619
55 ans	10.335	11.032	11.783	12.595	13.473	14.425	15.459	16.585	17.815	19.866
60 ans	10.336	11.034	11.792	12.615	13.513	14.495	15.572	16.759	18.072	20.298

la SOMME RÉELLEMENT versée par la C.A.P.M.A., après 1 an, 2 ans, 3 ans compté tenu des attributions les 3 derniers exercices. Exemple pour 10.000 F de versement (2) en 1973

Age à l'adhésion	Exercice		
	1974	1975	1976 (prévisible)
-de 50 ans	10.668	11.647	12.735
55 ans	10.668	11.647	12.733
60 ans	10.668	11.647	12.745

taux d'intérêt réel et net de toute fiscalité

1974 : 6,68 % l'an 1975 : 7,93 % l'an 1976 : 8,30 % l'an
(soit une progression de + de 27% en 3 ans)

(2) Pour toutes souscriptions professionnelles. Pour les professions où des contrats groupés n'auraient pas encore été souscrits, une taxe de 4,80 % sera perçue en plus du versement, les indications fournies dans les tableaux s'entendent, dans ce cas, pour un versement de 10.480 F, taxe comprise.

LE CARNET D'ÉPARGNE CONSTITUE ACTUELLEMENT L'UNE DES FORMULES ÉPARGNE ASSURANCE VIE VOUS ASSURANT LE MEILLEUR RENDEMENT

ÉCRIVEZ-NOUS

C.A.P.M.A. ou C.A.P.M.I.
Branche Épargne - Assurance Vie
36, rue de Léningrad 75384 PARIS Cedex 08.
Nous vous adresserons une documentation et l'un de nos représentants régionaux se mettra à votre disposition.

Proposition valable jusqu'au 31 Mars 1977

NOM _____
PRENOM _____
PROFESSION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____

MON

VIENT DE PARAÎTRE :
F. PERROUX
Unités actives et mathématiques nouvelles
Révision de la théorie de l'équilibre économique général
Coll. "Finance et économie appliquée"
dunod 180 F

modules X
mobiliers d'organisation entièrement modulaires
ELABORÉ par la République 70011 Paris - Tél. 335 39 23

ELECTRICIDADE DE PORTUGAL Empresa Pública LISBONNE

CONCOURS INTERNATIONAL DE CABLES ELECTRIQUES POUR 60 KV

Electricidade de Portugal annonce l'ouverture d'un concours international pour la fourniture de l'équipement suivant pour application au cours des années 1977, 1978 et 1979, qui sera éventuellement financé par la Banque Mondiale :

- Câbles secs unipolaires, pour 63 kV, en aluminium, et accessoires pour leur raccordement, dont les caractéristiques principales sont :
— tension simple (nominale) : 36 kV ;
— tension de service : 63 kV ;
— capacité de transport triphasée : 40 MVA et 20 MVA.

Ces câbles devront obéir aux normes internationales en vigueur, notamment celles de la C.E.I.

Les concurrents devront fournir des spécifications techniques détaillées, à la fois des câbles et des accessoires (boîtes de jonction, de transition et de fin de câbles), auxquelles seront joints des dessins de détail.

Ils devront également indiquer les prix unitaires, ainsi que les délais de livraison et de fabrication.

Etant donnée l'urgence de la livraison des quantités prévues pour le premier semestre de 1977, c'est-à-dire approximativement les suivantes :

- câble pour 20 MVA : 25 km ;
— câble pour 40 MVA : 32 km,

les premières livraisons, au cas où la fourniture ne serait pas faite en une fois, devraient avoir lieu vers avril-mai 1977, la garantie de fourniture dans les délais indiqués étant un facteur de préférence.

Les fournisseurs ou fabricants qui désireront participer à ce concours devront le communiquer par lettre recommandée adressée à :

ELECTRICIDADE DE PORTUGAL
Região de Distribuição Tejo, Rua Camilo Castelo Branco, 43, Lisboa 1, PORTUGAL.

Jusqu'au 31 décembre 1976, afin que leur soient remis les cahiers des charges leur permettant de présenter leurs propositions.

Des adjudications partielles étant admises, il est d'ores et déjà demandé aux fournisseurs désirant être consultés de garantir la possibilité de livraison dans les délais indiqués ci-dessus pour le premier semestre de 1977. Dans le cas contraire, ils seront éventuellement invités à présenter des propositions pour les fournitures suivantes.

A ce concours pourront participer les fournisseurs ou fabricants des pays membres de la Banque Mondiale et de Suisse.

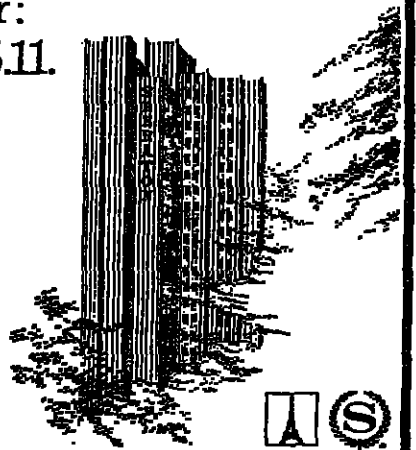
Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND RES. WORLDWIDE
AVENUE DU MANNE - RUE DU COMMANDANT MOUCOTTE TEL. 260.35

Exportez-vous vers la Suède?

Nous avons constaté par expérience que les sociétés françaises qui exportent ou désirent exporter vers la Suède, rencontrent souvent d'importants problèmes de communication, à cause de la langue, de la distance, etc. Il en résulte un manque d'informations, une mauvaise connaissance du marché et de son évolution, un mauvais contrôle des ventes par rapport à la concurrence et aux possibilités réelles de vente dans le pays, un mauvais emploi des médias et des espaces etc.

Pour vous aider efficacement, nous avons créé un département, France, avec un personnel français se rendant fréquemment en France. Nous sommes une agence multi-services indépendante pouvant non seulement répondre à toutes vos questions mais aussi vous assister dans les services qu'une agence de ce type peut vous offrir: (études, plan-médias, achat d'espace, création, mise en page, photo, traduction, etc.). Si vous avez un problème, une question ou simplement si vous désirez plus de renseignements, téléphonez-nous, écrivez-nous ou envoyez-nous un télégramme, nous serons très heureux de vous servir.

MARKNADSFÖRING Annonsbyrå AB
Adresse: Fridhemsgränd 27, S-217 74 Malmö, SUÈDE. Tél: 040-705 90.
Téléc: 326 99 MARKMAS



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE PALUEL-MARMONT PLACEMENTS INTERNATIONAUX

L'assemblée ordinaire, réunie le 24 novembre 1976 sous la présidence de M. Pierre Bartholin, a approuvé les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de six mois, c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1976 au 30 juin 1977.

L'assemblée a fixé le montant global du dividende à 1,71 F par titre dont : coupons 1,45 F et rajouts déjà payés au Trésor (avoirs rattachés à 0,26 F). Le dividende net de 1,71 F par action se décompose comme suit :

— un coupon de 0,26 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 0,24 F, correspondant aux obligations françaises non indexées ;

— un coupon de 1,07 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 0,24 F, correspondant aux autres revenus.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du lundi 20 décembre 1976. L'assemblée a nommé administrateur pour une période de six ans M. Roger Paluel-Marmont.

M. Pierre Bartholin, ayant donné sa démission de président de la société, le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée ordinaire, a élu, à l'unanimité, pour le remplacer, M. Roger Paluel-Marmont.

M. Pierre Bartholin demeure au conseil en tant que représentant permanent du C.I.R.D. (Comité International des Revenus et des Investissements) et la gestion.

Rappelons que, depuis le 1^{er} juillet 1976, la S.P.I. est devenue une société anonyme de droit commun, gérant un portefeuille composé principalement de participations financières, bancaires et immobilières.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. OBLIGATIONS
11,30 % 1974

Les intérêts courus du 21 décembre 1975 au 20 décembre 1976 seront payables à partir du 21 décembre 1976 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source de 11,30 %.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,94 F soit un net de 84,76 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale de télécommunications.

europcar
645.21.25

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Négociations syndicats-Caisse d'Épargne sur le statut du personnel

Les dirigeants de l'Union nationale des caisses d'épargne de France (U.N.C.E.F.) ont annoncé, mercredi 15 décembre, que des négociations allaient s'engager avec les organisations syndicales, dans le but de remplacer le statut actuel du personnel, dont les origines remontent à 1897, par une convention collective.

La première réunion est fixée au 22 décembre. Elle portera sur le régime de retraite, la classification des grades, le personnel non permanent (trois mille employés sur dix-huit mille) et les conditions d'exercice du droit syndical. Dans le courant de 1977, les administrateurs et les syndicats doivent examiner le statut des directeurs de caisse, la classification des diverses catégories de personnel et les modalités d'avancement.

L'ouverture de ces négociations fait suite à cet avis de la section sociale du Conseil d'État : « Le législateur a expressément fait entrer le personnel des Caisse d'épargne dans le champ d'application des conventions collectives. La loi du 24 mai 1951 a pour seul effet d'établir un régime transitoire. Dans ces conditions, les conditions de travail et les garanties sociales du personnel des Caisse d'épargne doivent être fixées ou modifiées par la conclusion des conventions prévoyantes. »

Craignant que l'établissement

de la grève à la Caisse d'Épargne de Paris. L'audience consacrée à l'instance en référé intentée par le personnel en grève de la Caisse d'épargne de Paris, qui devait avoir lieu le 16 décembre, a été reportée au samedi 18 décembre, à 10 heures. L'avocat de la direction, M. Jean Monnet, avait eu connaissance trop tardivement des conclusions des avocats des grévistes. M. Jean Rognant, vice-président du tribunal de Paris, s'est élevé, d'autre part, contre le fait que le rapport de M. Jean Marx, le consultant ouï par arrondissement de Paris, ait été largement diffusé dans la presse avant cette audience.

SYNDICATS

M. Georges Ségué : d'ici aux municipales nous avons le temps de porter des coups puissants au gouvernement

« Nous ne sommes pas les gardes-freins de l'action sociale mais plutôt la locomotive », a déclaré M. Georges Ségué, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 16 décembre par les fédérations C.G.T. du secteur public et du secteur nationalisé. M. Ségué répondait ainsi aux diverses critiques selon lesquelles la centrale de la rue La Fayette « contiendrait l'action revendicative des travailleurs pour ne pas gêner la gauche » lors des futures consultations électorales.

« Cette analyse est erronée et caricaturale », a poursuivi M. Ségué. « D'ici aux élections municipales, nous avons deux mois et demi pour porter l'action au niveau le plus élevé, pour porter des coups puissants à la politique anti-sociale du gouvernement. Elections où nous sommes décidés à battre en brèche l'agression brutale que constitue le plan Barre contre le pouvoir d'achat des travailleurs et le maintien de leurs avantages acquis. »

« Si le plan Barre, a ajouté le leader de la C.G.T., luttait vraiment contre l'inflation et la hausse des prix, nous ferions passer les considérations politiques au second plan. Mais non seulement il est inopérant face à la fièvre inflationniste, mais encore il ne peut que l'aggraver et empêcher la France dans le marasme économique. »

An cours de cette conférence de presse, la fédération C.G.T. du sous-sol a annoncé comme probable une prochaine grève de vingt-quatre ou quarante-huit heures dans les Charbonnages de France.

De son côté, la fédération C.G.T. des cheministes s'est prononcée « pour une action d'ensemble de l'ensemble des secteurs public et nationalisés dans l'unité d'action la plus large, si le pouvoir persiste dans son attitude ».

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

M. HENRY (FEN) DÉNONCE « L'EXÈS DE LANGAGE » DE M. EDMOND MATEE après les déclarations du dirigeant C.F.D.T. selon lesquelles « le discours de la FEN sur l'unité syndicale est mystificateur, aventureux ». « L'exercice de langage, le verbiage idéologique ne doit pas remplacer le débat sérieux et utile », a affirmé le secrétaire général de la FEN devant le conseil national de son organisation.

LOGEMENT

Au 15 de la rue de Belleville à Paris

Vingt-trois enfants dans les ruines

Des élus du dix-neuvième arrondissement de Paris manifesteront, le vendredi 17 décembre, devant le 15, rue de Belleville, afin que soient relogés les quatre familles qui logent dans l'immeuble. Un des vingt-trois enfants habitant cette maison avait assisté, mercredi dernier, à l'arbre de Noël de l'Élysée...

Au dernier étage d'une maison en ruine, une femme étend du linge à sa fenêtre. Autour, c'est le chantier et ce morceau d'immeuble relié à la rue par une passerelle de bois est tout ce qui reste du 15, rue de Belleville (75019 Paris). Quatre familles, vingt-trois enfants vivent encore ici. Un bonnet bleu enfoncé jusqu'aux yeux, dans un « franco-algérien » où les mois rouillent, se heurtent et s'aspirent, elle explique qu'elle se sent installée là depuis dix-sept ans, lorsqu'elle est venue d'Algérie rejoindre son mari. Des qu'il est en un deuxième enfant, voilà bientôt seize ans, ils ont fait une demande de logement ; depuis, ils sont toujours dans ces deux pièces mais cinq autres sont nés, le plus petit a quatre ans, il est là, tournant inlassablement en rond sur une moto en plastique rouge. « Toujours on nous a dit : « Attendez. »

Il y a quelques semaines, « on » est venu leur dire que la maison allait être démolie, qu'il fallait qu'on s'en aille sinon on nous mettrait dans la rue », heureusement « l'ins-tante » sociale a téléphoné au

préfet qui a arrêté la marche des bulldozers. Depuis, ils attendent. Le gaz « est parti » faute de tuyaux en bon état, le plancher qui mène aux toilettes s'effondre, la maison « tremble à cause du chantier » qui les entoure et il n'y a plus de lumière dans le labyrinthe crasseux de l'escalier. Lassés d'attendre, ils sont allés à la préfecture. « Les femmes, les enfants, tous le monde, mais personne n'a voulu nous recevoir... » « Nous voulons seulement un appartement, dit-elle, mais il faut peut-être attendre qu'on parvienne à nous loger. »

Quinze ans, c'est bien long pour une demande de relogement. En visitant la ruine, conclusion attendue de tous les mal-logés : pointant un doigt à travers un carreau cassé de l'autre côté de la rue, vers l'immeuble neuf, lisse et blanc, baptisé « Renaissance XIX » en larges lettres rouges, elle dit : « Des logements vides, ici, il y en a partout, et on ne veut pas nous en donner. Je ne comprends pas. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● GENERAL MOTORS FRANCE va fabriquer des carburateurs « antipollution » et économiques » à partir de mars 1977, dans une nouvelle usine construite à Strasbourg. La production sera de sept cent mille carburateurs par an et permettra, selon le président-directeur général de General Motors France, la création de quatre cents emplois.

Conflits

● GREVE A LA BELLE JARDINIERE. — Les employés et employées du magasin La Belle Jardinière, à Paris, ont décidé de se mettre en grève depuis ce jeudi matin 16 décembre, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. de l'entreprise. Ce mouvement a pour but d'obtenir l'annulation d'un projet de licenciement collectif pour raisons économiques, portant sur soixante-deux personnes, l'effectif total étant de cent douze salariés. Selon la direction, le comité d'entreprise est convoqué en réunion extraordinaire le mardi 21 décembre pour discuter de ces licenciements motivés, selon elle, par « les difficultés que connaît toute l'industrie du prêt-à-porter ».

● LE LONG METRAGE réalisé à partir de documents tournés sur le vit pendant les événements. Le film *Lip 1973-1974, le grès du collectif* (le Monde du 12-13 décembre), projeté jusqu'au 21 décembre au cinéma « Le Cinématographe », 44, cours Suchet, à Lyon, don-

nera lieu, samedi 18 décembre, à partir de 14 h., à un débat auquel participeront des représentants de la C.F.D.T. et un délégué des travailleurs de Lip. — (Corresp.)

Immigrés

● LA SONACOTRA (Société nationale de construction pour les travailleurs) a intenté d'actions en justice pour demander des salaires-arrêts sur salaires de trois cent trente-huit de ses pensionnaires, plupart d'origine étrangère, logés dans sept foyers du Val d'Oise, et qui font la grève d'employés depuis avril (le Monde du 30 avril et du 28 octobre). Les poursuites engagées par Sonacotra ne visent toutefois que les résidents non chômeurs et dont les salaires sont élevés au-dessus du S.M.I.C. Le tribunal d'instance de Paris devait se prononcer vendredi 17 décembre, pour les foyers de Saint-Ouen-l'Auxois. Les affaires qui concernent les autres foyers feront l'objet de décisions à partir du mois prochain.

● LA PASTI SOUHAITE QUE LES IMMIGRÉS SOIENT ASSOCIÉS A LA VIE COMMUNALE. — La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), estime que les étrangers « ne peuvent demeurer à l'écart de la vie communale », suggère qu'une commission municipale compétente pour traiter tous problèmes qui se posent à la population immigrée soit mise en place dans chaque commune de France comptant plus de 7 % d'étrangers. Cette commission ferait des propositions au conseil, lequel devrait débattre et se prononcer dans le délai d'un mois.

★ PASTI, 4, square Vitoria, 75020 Paris.

A l'étranger

● EN ALLEMAGNE FEDERATION du conseil central de la Bundesbank a fixé à 3 % pour 1977 le taux de progression de la masse monétaire, comme 1976. Ce taux aura toutefois été dépassé cette année, d'après les données de l'Institut de France comptant plus de 7 % d'étrangers. Cette commission ferait des propositions au conseil, lequel devrait débattre et se prononcer dans le délai d'un mois.

● EN GRANDE-BRETAGNE, personnes, dont un cadre de la Banque d'Angleterre, des avocats et deux financiers, ont été arrêtés jeudi soir 16 décembre par Scotland Yard après une enquête portant sur un trafic de devises de 10 millions de livres (13 millions de francs). — (A.F.P.)

● AUX ETATS-UNIS, LA PRODUCTION INDUSTRIELLE a augmenté de 1,3 % en novembre, après avoir décliné de 0,4 % en octobre et 0,2 % en septembre (chiffres révisés). L'indice est établi à 132 (à 100 moyenne 1967), c'est-à-dire légèrement au-dessus du niveau enregistré en juin 1976 (131,9).

EMPRUNT 11 %

Décembre 1976
de 1300 millions de francs

représentés par 1 300 000 obligations
d'une valeur nominale de 1 000 francs

Prix d'émission :
le pair soit F1.000 par obligation

Date de jouissance :

28 décembre 1976

Intérêt par obligation :

• 44,60 F payables le 25 mai 1977
• 110 F payables le 25 mai des années 1978 à 1992

Remboursement :

Au pair, à la suite de tirages au sort, en dix séries égales à raison de :

• une série le 25 mai des années 1980 et 1982 ;
• deux séries le 25 mai des années 1984, 1986 et 1988 ;
• une série le 25 mai des années 1990 et 1992.

Taux de rendement
actuel brut :

10,95 %

Souscriptions :

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
- Caisse de Crédit Agricole Mutuel ;
- Caisse d'Épargne ;
- Caisse Nationale de l'Énergie ;
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE
DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE
DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des obligations
du présent emprunt à la cote officielle
(Bourse de Paris) sera demandée.



ELECTRICITE
DE FRANCE

Siège social : 2, rue Louis-Murat
75008 PARIS

هكزا من الأهل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

DÉCEMBRE

Repfi

a brise de hausse qui, depuis
seurs jours, soufflait sur la
mer. Les valeurs étrangères ont
été ce jeudi, et les valeurs
nationales, prises de son soutien,
ont quelque peu replies.

us part très appréciable des
ne s'agit lors de la précédente
semaine, notamment pour Rhé-
nane et la Française des Pé-
es, qui est revenue au-dessous
la barre de 100 F repassée la
semaine dernière.

hausse, s'échelonnant de 1 %
7 (Kléber), étaient relevées
plus grand nombre
sur celles qui ont subi la dé-
struction électrique des usines,
de la métallurgie, des ma-
chines, de l'automobile et des
textiles.

uns vingt-cinq titres ont en-
registré une hausse de lais-
sez-moderée, un des meil-
scores étant à nouveau ob-
pu par J. Roger International
qui a gagné 6 %, une hausse
marginalisée a réveillé au début
ses banques en particulier.
Le pétrole, encore lui, est à
l'origine de ce renversement de
tendance. Le marché a été cités
selon lesquelles les pays pro-
teurs envisageraient de relâcher
son prix de 15 %. M. Yamani,
ministre saoudien, a favorisé à
Paris le cours des pétroles et a
notamment, regagné Riyad afin
d'y aller, avec les dirigeants de
ces pays.

Les mineurs, incontrôlables
dans leur mouvement ont naturel-
lement incité nombre d'opérateurs
à dégoûter, d'autant qu'il se trouve
une telle haute hausse est suivie
généralement de ventes bénéficiaires.

La situation a pu aussi baisser, à Paris
comme à Londres, le lingot per-
tant 300 F à 212,95 F, et le
baril de pétrole brut à 330,80 F. Les
transactions ont augmenté de
7 millions de francs, contre 5
millions.

L'attachement à peu près gé-
néral des valeurs étrangères. Seules
les actions françaises ont légèrement
progressé.

INDICES QUOTIDIENS

(NSRF. Base 100 à 31 déc. 1974)

	VALEURS	CLOTURE 16/12	COURS 17/12
Nor Lorraine 3 1/2 %	24 1/4	24 5/8	24 5/8
Banque Paribas	388	374	374
Comptoir National	424	424	424
Suez	424	424	424
Shell	424	424	424
Vicat	124	124	124
Chemin de fer	124	124	124
Chemin de fer	75	130 1/2	130 1/2
De Beers	187	181 1/2	181 1/2
Compagnie	171	15 3/8	15 3/8
Toto Zinc Corp	171	15 3/8	15 3/8
*West Orientated	19	18 7/8	18 7/8
St. Louis			

INDICES QUOTIDIENS

(NSRF. Base 100 à 31 déc. 1974)

	VALEURS	CLOTURE 16/12	COURS 17/12
Valeurs françaises	75,9	75,9	75,9
Valeurs étrangères	108,8	108,1	108,1
Indice général NSRF	100	100	100
(Base 100 : 29 décembre 1974)			
Indice général	61,1	60,9	60,9

Taux du marché monétaire

Ettres omme	10 3/16 %
-------------	-----------

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVENCE. Pour l'exercice 1974, le résultat d'exploitation de la Compagnie a été de 10 millions de francs, soit 40 % de plus que celui de l'exercice précédent. L'augmentation est due à la hausse des prix des matériaux et à la baisse des coûts de production. La Compagnie a également réalisé une importante économie sur ses charges financières.

GROUPE COCHERY. Le résultat net de 1974 sera proche de celui de l'exercice précédent (19,8 millions de francs). Le groupe prévoit une augmentation du dividende global (8 % en 1975).

MONTANT. Malgré les pertes du département textile, le chiffre d'affaires et le bénéfice devraient augmenter de 10 % et 20 % respectivement.

LONDRES

Encouragé par la reprise de la livre et la hausse moins forte que prévu du prix du pétrole, le marché accentue sa progression vendredimatin. Peu après l'ouverture, l'indice des industrielles enregistrait un gain de 6,9 points, à 339,6. Avance des pétroles, des fonds d'Etat et des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 16/12	COURS 17/12
War Loan 3 1/2 %	24 1/4	24 5/16
Bechem	588	574
British Petroleum	726	738
Shell	424	428 1/2
Vickers	134	138
Imperial Chemical	385	310 1/2
Courtauld	79	82
De Beers	187	184
Western Holdings	14	13 3/8
Rio Tinto Zinc Corp	171	174
West Brittonfont	19	18 7/8

INDICES QUOTIDIENS
INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975

	15 déc.	16 déc.
Valeurs françaises ..	76,9	76,2
Valeurs étrangères ..	108,8	108,1
C* DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 décembre 1961.)		
Indice général	61,1	60,9

Taux du marché monétaire
à 3 mois 10 3/16

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVENCE. — Pour l'exercice 1978, le résultat d'exploitation de la société devrait progresser dans des proportions identiques à celles du chiffre d'affaires (+ 40 %). Quant au dividende global, compte tenu de l'évolution prévisible du bénéfice net (11,8 millions de francs en 1975), il augmenterait d'au moins 6,50 %.

SUCRERIES DU SOISSONNAIS
COMPAGNIE SUCRIERE

cours de l'exercice clos le 30 septembre dernier, le bénéfice net a atteint 4,74 millions de francs (contre 0,8 million), le dividende global étant fixé à 16,50 F. (contre 13,50 F.) sur un capital augmenté par attribution gratuite d'une action pour dix.

COUPE COCHERY. — Le résu

MONSANTO. — Malgré les pertes du département textiles, le chiffre d'affaires et le bénéfice devraient augmenter de 19 % et 20 % respectivement en 1975).

NEW-YORK

—

Séance de consolidation jeudi, à Wall Street, le marché absorbant sans trop de difficultés d'abondantes ventes bénéficiaires. L'indice des industrielles s'est finalement établi à 981,30, en recul de 2,49 points seulement.

Malgré le volume des échanges en question, le stock d'or du pays a été élevé : 23,94 millions de titres ayant changé de mains.

Le nombre de hausses l'a emporté sur les hausses par 853 contre 631, soit 222 titres en moins.

Après six séances consécutives de hausse, une réaction technique était à peu près inévitable. Mais les pertes subies par le marché auraient sans doute été effacées, et même au-delà, si la fin de l'année n'avait été aussi proche, certains investisseurs n'hésitant pas à vendre, même en partie, afin d'alléger leurs revenus

De plus, quelques minutes avant la clôture, les opérateurs ont été informés de la contraction de 5 % un novembre du nombre des mises en chantier de logements. L'hypothèque du résultat de la conférence de l'OPEP n'était pas encore levée jeudi soir. Ces deux facteurs ont ainsi contribué à alourdir quelque peu l'atmosphère.

Indices Du *W* Jones des transports, 343,38 (- 0.03); services publics,

VALEURS	COURS	
	15/12	16/12
ALCAN	54 7/8	54 1/4
ALCAN L.	54 3/8	53 7/8
ALCAN L.	45 7/8	45 5/8
ALCAN L.	28 7/8	28 1/2
ALCAN L.	134	124 3/4
ALCAN L.	84 1/2	84
ALCAN L.	52 5/8	52 1/2
ALCAN L.	59 3/8	59 1/8
ALCAN L.	53 7/8	52 3/4
ALCAN L.	32 1/4	31 1/2
ALCAN L.	76 3/8	71 1/2
ALCAN L.	22 7/8	22
ALCAN L.	268 3/4	268 3/8
ALCAN L.	33 3/4	33 1/2
ALCAN L.	27 1/2	27
ALCAN L.	82 7/8	82
ALCAN L.	28	28 1/8
ALCAN L.	28 1/2	28 1/4
ALCAN L.	27 1/2	27 1/2
ALCAN L.	27 1/2	27 1/2
ALCAN L.	51 1/4	50 3/4
ALCAN L.	51 7/8	50 3/4
ALCAN L.	19 3/8	19 3/8

COUPÉ DU DOLLAR À TOIGES

	16/12	17/12
POINTE (EN THÈSE)	284 75	284 75

BOURSE DE PARIS - 16 DÉCEMBRE - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la carte

MARCHÉ À TERME

[illegible][illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, l'entretien des usagers avant l'arrêt de l'entretien, entre 14 h. 15

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, le cotage des valeurs ayant fait l'objet de transactions, entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne devons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANGE

[illegible]

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la chancelier Schmidt sur la défensive.
3. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : en Mer dit-geu la délégation américaine aux Nations unies.
- 3-4. ASIE
 - La guerre ignorée des Philippines (11), par Jacques Thierry Roland.
5. Océan indien
 - ÎLE MAURICE : les premières élections générales depuis l'indépendance ont été précédées par une campagne passionnée.
6. DIPLOMATIE
 - La fin de la visite de M. Matescu en France.
6. PROCHE-ORIENT
 - Les travaux parlementaires.
- 7 à 12. POLITIQUE
 - POINT DE VUE : « Faiblesse de constitution », par Tanguy Kenechda.
 - Les travaux parlementaires.
- 14-15. ÉDUCATION
 - Les établissements spécialisés accueillent plus de trois cent cinquante mille jeunes handicapés.
15. DÉFENSE
 - A PROPOS DE... l'écologie récupérée.
- 16 à 18. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - A PROPOS DE... l'écologie récupérée.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
Pages 19 à 27

Les « excursions » en croisière. Premières croisières en Savoie, dans les Pyrénées et dans le Haut-Quercy.

— PLAISIRS DE LA TABLE : Provinciales.

— CLIN D'ŒIL : Robes d'une nuit.

— Côté : Mode : Maison ; Jardinage ; Jeux ; Jeunes ; Follies.

- 29 à 32. SUPPLÉMENT CADEAUX
34. RELIGION
 - La commission Justice et Foi sera présidée par un évêque africain.
- 35 à 37. ARTS ET SPECTACLES
 - FORMES : transcendances du réel.
38. SPORTS
 - Le sport automobile prépare sa défense.
42. SCIENCES
 - REGARDS : « Foie gras connexion ».
- 43 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (34)
Annonces classées (40 et 41) : Aujourd'hui (38) ; Carnet (35) ; « Journal officiel » (36) ; Loto (38) ; Météorologie (38) ; Mots croisés (38) ; Bourse (47).

**UN SHOW-ROOM
INTERNATIONAL
DES NOUVEAUTÉS
"DECORATION"
EN TISSUS
D'AMEUBLEMENT**

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :

- Toiles, satins, chintz imprimés
- Tous les velours unis et jacquard
- Tweeds et tissages épais
- Lampas, tapisseries et unis de style
- Tissus spéciaux pour tentures murales

de 28F à 175F le mètre
(tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro du « Monde » daté 17 décembre 1976 a été tiré à 576 034 exemplaires.

A B C D E F G

En Union soviétique

L'académicien Sakharov annonce que M. Boukovski va être libéré et expulsé

Il pourrait être échangé contre M. Corvalan, leader du P.C. chilien

Moscou (A.F.P., A.P., Reuter). — L'académicien André Sakharov a annoncé, vendredi 17 décembre, que le contestataire soviétique Vladimir Boukovski allait être libéré et expulsé. En compagnie de sa mère, de sa sœur et de son neveu, il doit partir, samedi, en avion pour Zurich. Boukovski avait été condamné en

Vladimir Boukovski, né le 29 décembre 1924, a fait des études de biologie à l'université de Moscou. Il fut arrêté une première fois au début des années 60, parce qu'il possédait un ouvrage de M. Djalil et qu'il avait organisé une lecture de poèmes sur la place Mafakovski. Il passa alors trois années dans un hôpital psychiatrique.

Ce « traitement » ne le guérit pas de ce que des médecins soviétiques au service du K.G.B. appellent la « réformation ». En 1967, Boukovski prit publiquement la défense du poète Youri Galantsou, un contestataire, qui devait mourir dans un camp en 1972. Il fut condamné à trois ans de détention. Dès sa libération, il reprit le combat pour la défense des droits de l'homme.

C'est lui qui assemble le dossier publié en France sous le titre « Une nouvelle machine à mort ». Une nouvelle machine à mort en U.R.S.S. : l'opposition (Éditions du Seuil). Les autorités ne pouvaient lui pardonner d'avoir ainsi dévoilé et analysé cette pratique. Il fut arrêté, une fois encore, en 1971 et condamné, en janvier 1972, à sept ans de privation de liberté, dont deux ans en prison et cinq ans dans un camp à régime divers. Il fut libéré, une fois encore, en 1975 et condamné, en janvier 1976, à sept ans de privation de liberté, dont deux ans en prison et cinq ans dans un camp à régime divers. Il fut libéré, une fois encore, en 1975 et condamné, en janvier 1976, à sept ans de privation de liberté, dont deux ans en prison et cinq ans dans un camp à régime divers.

Boukovski déclare à ses juges : « Jamais je ne reviendrai sur mes convictions, et je les exprimerai en vertu du droit qui m'est donné par la Constitution. Je ne cesserai de lutter pour la liberté et la justice. » Les autorités étaient prévenues : elles avaient à faire à un militant irréductible.

Les punitions, les épreuves physiques n'entraînent en rien sa ferveur. En prison, il continuait de proclamer ce qu'il pensait. A maintes reprises, ses proches dirent l'inquiétude que lui causait son état de santé. Il souffrait d'un ulcère à l'estomac et d'une maladie de foie. Sa mère multiplia les démarches auprès des personnalités étrangères : elle écrivit notamment à MM. Nixon, Giscard d'Estaing, Marchais. Il y a quelques mois (le Monde du 19 juin), elle déclarait à notre correspondant que la plupart de ses lettres étaient restées sans réponse. Elle ajoutait : « Je continue pourtant mes démarches. Je veux qu'on laisse partir mon fils avant qu'il ne soit trop tard. »

Les campagnes en sa faveur se faisaient pressantes : ainsi, en octobre dernier, le comité des mathématiciens organisait à la Mutualité un meeting pour obtenir la libération de plusieurs personnalités politiques, dont Boukovski. Des représentants du P.C.F. participèrent à cette réunion. D'autres aussi suggèrent que le contestataire soviétique fût échangé contre M. Corvalan,

1972 à sept ans de privation de liberté, et était incarcéré à la prison de Vladimir, près de Moscou.

M. Sakharov a précisé que la mère de Boukovski avait été informée de cette nouvelle il y a trois jours par un représentant de la police et que la libération de Boukovski avait été décidée en échange de celle de M. Corvalan, dirigeant du P.C. chilien.

secrétaire général du P.C. chilien, détenu près de Santiago. Le gouvernement chilien fit sienne cette proposition.

Jusqu'à ces derniers jours les autorités soviétiques étaient restées sourdes aux appels qui lui étaient adressés. Elles affirmèrent même que Boukovski se portait

très bien. On comprend alors le mot de l'académicien Sakharov, qui s'est battu pendant des années pour la libération de son compatriote. En annonçant le départ imminent de Boukovski pour la Suisse, il a dit : « C'est une nouvelle extraordinaire ».

BERNARD FÉRON.

M. ORTOLI DRESSE UN BILAN DE SA PRÉSIDENTENCE A LA COMMISSION DE BRUXELLES

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — A l'occasion de sa dernière conférence de presse en qualité de président de la Commission européenne, M. Ortolí a dressé jeudi en fin de matinée, à Bruxelles, le bilan des progrès de l'Europe pendant la durée de son mandat. S'il a marqué sa satisfaction à propos de l'intégration du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande dans la C.E.E., la lutte contre le protectionnisme et le maintien du Marché commun agricole, M. Ortolí n'a pas manqué de souligner les échecs des Neuf dans les secteurs économique, monétaire et énergétique.

En sujet de ce dernier, il a précisé que les États membres ont échoué parce qu'ils n'ont pas pris suffisamment conscience de la nécessité de réduire substantiel-

lement la consommation d'hydrocarbures. D'autant, a ajouté M. Ortolí, que « la crise n'est pas un intermédiaire dont notre continent, pauvre en espace, dépendrait de matières premières, sans ressources énergétiques peut espérer une fin rapide et un retour sans effort aux délices d'une économie de croissance à faible coût ».

Le roi Hassan II du Maroc « n'a jamais eu l'intention d'acquiescer et ne compte jamais faire l'acquisition du château de la Vaucluse, dans le nord du Périgord », nous écrit le secrétaire particulier du souverain, après la publication dans le Monde du 15 novembre de l'information suivante : le roi « aurait acheté » ce domaine.

Nouvel accident mortel dans les Houillères de Lorraine

M. MAIRE (C.F.D.T.) DÉNONCE DES « CONDITIONS D'EXPLOITATION ABERRANTES »

Un mineur de trente et un ans, Jean Kowalski, électro-mécanicien, a été tué, vendredi 17 décembre, au matin, à l'étage 32 du puits Reumaux, à Marbache. La victime, père de deux enfants, a eu le crâne fracturé par la chute d'une pièce métallique. On apprend-on de source syndicale.

A la suite de cet accident mortel, le vingt-huitième aux Houillères de Lorraine depuis le début de l'année, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a affirmé :

« Le pouvoir, le gouvernement président de la République a été, font de grandes déclarations lors de manifestations et autres festivités sur le travail manuel. La réalité est tout autre. C'est un scandale. Les conditions d'exploitation de la mine qui conduisent à de telles conditions de travail et de danger, à ces accidents mortels, sont aberrantes. Les travailleurs sont totalement démunis de moyens d'intervention sur leur travail. La mécanisation, le travail en continu ne permettent pas l'entretien et l'application des règles de sécurité. Cela est encore accru par le salaire au rendement, les structures hiérarchiques inadéquates, les horaires de travail trop longs, l'insuffisance de formation ».

M. Maire rappelle que la Fédération des mineurs C.F.D.T. a demandé le 23 novembre une audience au ministre du travail afin de réclamer à nouveau des mesures pour enrayer cette hécatombe et accélérer la publication du décret créant des comités d'hygiène et sécurité, ayant de larges pouvoirs, par puits et services dans les mines ».

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

25, bd d'Italie 601 A / B.P. 31

MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



AU 22 DE LA PLACE VENDÔME
SE TROUVE UNE "BOULIQUE"
QU'AIDE LES FEMMES À CROIRE
AU PÈRE NOËL

Van Cleef & Arpels

PARIS, 22 PLACE VENDÔME, 281005 / CANNES / DRAUVILLE / MONTE-CARLO
GENÈVE / NEW YORK / PALM-BEACH / BEVERLY HILLS / TOKYO / OSAKA

Breguet

AU NORD ET À L'EST DE PARIS



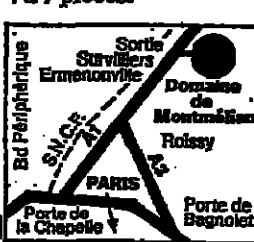
"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

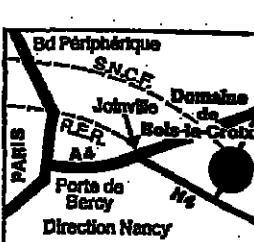
A 25 km de Paris, à 2 km d'une sortie de l'autoroute A1, tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord, présente le plus d'atouts majeurs : jardins 700 à 1 800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles. Ses 5 modèles de luxueuses maisons ont de 135 à 278 m².

Domaine du Bois la Croix

A 18 km de Paris par l'autoroute A4 et la N4, à Pontault-Combault même, au grand calme, en lisière de son parc privé de 18 ha et de ses tennis, voici un Domaine proche de la gare et des magasins. Ses 5 modèles de très élégantes maisons, toutes dans de grands jardins, ont de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces.



VISITE DES MAISONS
MODÈLES TOUTS LES JOURS
DE 10 À 19H.



DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 SAINT-WITZ (TÉL. 471.56.55)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77240 PONTAULT-COMBAULT (TÉL. 028.64.63)

هكذا من الأمل